## **■** Une journée contre la pauvreté

Lors de la Journée mondiale du refus de la misère, Martine Aubry a invité les associations pour le 23 octobre, date à laquelle elle présentera le programme gouvernemental de lutte contre exclusion.

# ■ La préparation des élections régionales

La droite, menacée dans la plupart des régions qu'elle contrôle, redoute la concurrence du FN. La « majorité plurielle » s'en trouve davantage soudée autour des socialistes.

#### **■** La double face de la Tunisie

Attendu lundi à Paris, le président Zine El Abidine Ben Ali vantera les succès économiques d'un pays où les libertés publiques sont constamment violées.

#### ■ Vive la mode!

11.742 \* \* \* \* \* \* \*\* e. 14. d 23.

194.40



Avec John Galliano et Agnès b. la suite des demes de pretété 1998 à Paris.

## Pinault rachète «Le Point»

Le groupe Pinault a été retenu par Havas pour le rachat de l'hebdoma-

## Crises en Asie

Face aux incendies et aux turbulences monétaires, les gouvernements de la région se sont montrés aussi laxistes

# **■** Suppressions d'emplois chez Opel

La filiale européenne de Général Motors va supprimer 1 900 emplois dans son usine belge d'Anvers. 22

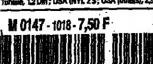
#### Microsoft en justice

L'avocat Ralph Nader et la Commission européenne attaquent Microsoft pour ses pratiques monopolistiques. p. 30

# Le dynamisme des petites villes

Les 2 458 communes définies comme des petites villes, entre 3 000 et 20 000 habitants, sont des pôles actifs de l'aménagement du territoire. p. 15





# Le procès Papon ravive les polémiques France Télécom : un succès sur les ombres de la mémoire française de l'actionnariat individuel

Les archives sur la répression d'octobre 1961 contre les Algériens seront ouvertes

L'ALGÉRIE et Vichy ont été une nouvelle fois, jeudi 16 octobre, au centre du procès de Maurice Papon. Pierre Messmer, ancien premier ministre, a indiqué qu'il assumait, avec le gouvernement et le général de Gaulle, les tragédies d'octobre 1961 et de février 1962 (Charonne). Pour sa part, Catherine Trautmann, mi-nistre de la culture et de la communication, a annoncé, jeudi, qu'elle allait ouvrir les archives concernant la manifestation des Algériens du 17 octobre 1961 à Paris, réprimée dans le sang alors que Maurice Papon était préfet de police. Evoquant le régime de Vichy, M. Messmer s'est inscrit «totalement en faux avec les déclarations prononcées par les plus hautes autorités de l'Etat aui imputent à la France et donc à tous les Français les crimes de Vichy». Ces propos visaient explicitement le président Jacques Chirac qui, en 1995, a reconno les «fautes commises par l'Etat» dans les déportations de juifs pendant l'Oc-

et notre éditorial page 20



3,8 millions de Français ont acheté des actions

LE SUCCES de l'ooverture du capital de France Télécom est confirmé. Plus de 3,8 millions de Français se soot portés acquéreurs de titres de l'opérateur public, a annoncé vendredi 17 octobre le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, Dominique Strauss-Kahn. Les salariés eux-mêmes, auxquels 2,3 % du capital étalent réservés, se soot montrés plutôt enthousiastes, malgré l'opposition affichée par plusieurs syndicats. Sur un total de 165 000 personnes, « plus de la maitié se sont déclarées intéressées », a iodiqué M. Strauss-Kahn. C'est la première fols, en France, que des salariés ayant statut de fooctionnaire ont la possibilité de devenir actionnaires de leur entreprise.

Les milieux financiers ont également fait bon accueil à l'opération: les actions proposées aux investisseurs institutionnels ont été sursouscrites vingt fois. La demande provient pour « les deux tiers de l'étranger, notamment 20 % des Etats-Unis », a précisé M. Strauss-Kahn. Au total, les demandes d'acbat oot porté sur 470 milliards de francs - 420 milliards de francs pour les instutionnels et le solde pour les particuliers - seloo la BNP, qui participait au placement.

France Télécom rejoint ainsi les scores coregistrés, eo janvier 1987, par la privatisation de Paribas, qui faisait jusque là figure de référence en matière d'actionnariat populaire. Avant France Télécom, la France comptait environ 5,2 millions de petits porteurs, en grande partie venus à la Bourse à l'occasioo des privatisations.

Les actions de France Télécom désormais déteoues par des actionoaires privés représenteot 20,9 % du capital de l'entreprise. La première cotation en Bourse intervieodra lundi 20 octobre, à Paris et New York. Le gouvernement, qui affirme oe pas avoir engagé cette privatisatioo partielle pour des raisons budgétaires, retirera 42 milliards de francs de la cession des actions

Lire page 21

# Les pirates et leurs bateaux fantômes envahissent les océans

LA PIRATERIE én mer atteint des sommets. En 1996, dernière évaluation connue, on a compté quelque trois cents actes déclarés de grand banditisme à la surface des océans, quand its ne sont pas commis dans les ports. « La mer, note le chef d'état-major de la manne mancaise, ramira dans un dossier publié dans le dernier numéro de la revue Armées d'aujourd'hui, est aussi ce monde où circulent aisément le poliveur, le trofiquont, le pirate et même l'assassin ou le terro-

Trois zones sont à hauts risques. D'abord, l'Afrique occidentale, où des bandes organisées, mais disposant de moyens primitifs, s'en prennentaux bateaux au mouillage, devant les ports, ou transitant à vitesse réduite. Ensuite, PAmérique du Sud, où les agresseurs n'hésitent pas à user de la force dans les passages étroits, comme le canal de Panama, ou à proximité de certaines îles et même en rade ou à qual. Enfin, dans le Sud-Est asiatique - « la zone la plus chaude », estime Edouard Berlet, délégué général du comité central des armateurs de France – où la violence en mer est le fait de véritables bandes de pirates, vivant au milieu des îles qui leur servent d'abris. Ils opèrent daris le détroit de Singapour et sa région, les Philippines et en mer de Chine du

En dix ans, entre 1980 et 1990, on a recensé du trafic maritime, estiment à 20 000 le nombre de pirates exerçant en seule mer de

Bien informés sur la valeur de la marchandise embarquée, les pirates opèrent généralement de nuit, usant de perches et de grappins pour monter à bord. Ils attendent, pour partir à l'abordage avec des armes à feu ou des explosifs destinés à effrayer l'équipage, que le navire soit dans des eaux resserrées ou encombrées. Ils utilisent des embarcations légères, mais rapides, et il leur arrive d'être mis à l'eau depuis des bateaux-gigognes qui croisent à distance. lls kidnappent, tuent, pillent, cambriolent le coffre-fort du capitaine - en quête d'armes, d'argent et de stupéfiants - et capturent le navire, qu'il soit marchand, de plaisance ou boatpeople. Ils le prennent en remorque pour le maquiller et le remettre en service sous une nouvelle Immatriculation. Il leur arrive aussi de le couler une fois leur forfait accompli.

Pour 350 000 dollars (environ 2,1 millions de francs), laisse entendre le dossier réuni par Armées d'aujourd'hui, on peut recruter une s'emparer de n'importe quel navire, équipage compris. Malgré les fortes récompenses et le droit reconnu aux marines de guerre d'intercepter un bâtiment tombé aux mains de pirates, les Etats sont relativement impuissants devant « ces bateaux funtômes des temps modemes ». La haute mer, c'est plus de 70 % de la surface du globe et il est quasi impossible d'y garantir la sécurité. Pister un « client », c'està-dire le suivre à la trace, est difficile. Arraisonner un bateau pour l'empêcher de nuire, réunir des preuves destinées à une juridiction internationale, tiennent de l'exploit. Du moins, tant que les Etats ne parviendront pas à s'entendre pour lutter en commun contre ces crimes or-

Jacques Isnard

# La lecture selon le FN

APRÈS AVOIR licencié, en avril 1997, la directrice de la bibliothèque afin de contrôler les té de Marignane, dirigée par le FN, a fixé de nouvelles règles restrictives pour la fréquentation de l'éta-blissement. Ainsi, les enfants âgés de moins de neuf ans ne peuvent plus accéder aux locaux sans être accompagnés par un adulte. Uo rapport de l'inspection générale des bibliothèques remarque que les achats de livres « comportent une forte part d'auvrages exprimant les idées politiques du Front national ». Le ministère de la culture prépare un projet de loi afin de lutter contre ces abus. Il pourrait être soumis au Parlement avant la fin de 1998.

# **POINT DE VUE** « On assassine la famille! » à Nantes

# par Jean-Jacques Dupeyroux

ioterpellatioos à l'Assemblée oationale, le goovernement Jospin - et plus particuliè-rement Martloe Aubry n'éprooverait que « haine » à l'eodroit des familles, des enfants, des femmes... Il o'est pas eocore questioo des chiens et des chats, mais cela ne saurait

La fureur égarée - réelle ou feinte - suscitée par les mesures que ledit gouvernement eotend prendre en matière familiale finit par donner la oausée. Je passe sur les accusations d'antiféminisme - encore plus grotesques lorsqu'elles émaoeot d'uoe presse qui, à longueur de colonnes et d'annonces, explique aux niaises comment se peinturlurer, maigrir ou cuisiner pour plaire aux hommes - er ne retieodrai, parmi des fooles d'autres, que deux exemples tirés de publications plus sérieuses.

«C'est la famille qu'on assassine » (sic), écrit Michel Giraud dans Le Figaro, alors que, dans Le Nouvel Observateur, Jacques Julliard n'hésite pas à évoquer un retour aux workhouses de l'An-

en croire diverses gleterre de Dickens (resic)... On reste pantois. Etrange pays, tout de même, où les milieux huppés oe trouvent pas de sarcasmes assez durs à l'adresse des salariés qui osent invoquer des droits acquis, mais entrent en transe dès lors qu'il s'agit de toucher aux droits acquis, serait-ce hier avec M. Balladur, par les catégories

sociales les plus aisées. Rappelons d'un mot que les mesures relatives aux allocations familiales - dans le sillage de la mise sous cooditioo de ressources de l'allocation pour jeune enfant par le gouvernement Juppé - écarteront de ces allocations moins de 8 % des familles concernées et que les mesures relatives à l'AGED toucheront moins de 1% des familles ayant un enfant à charge.

Lire la suite page 18 Lire aussi les points de vue de Roland Hureaux et Michel Godet pages 18 et 19

Jean-Jacques Dupeyroux est agrègé des facultés de droit et directeur de la revue « Droit



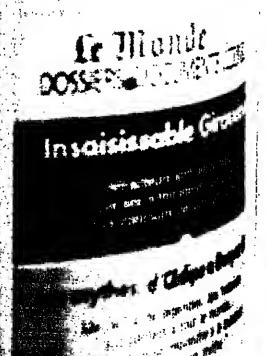
L'Afrique du Sud

SIBONGILE KHUMALO

DU 17 AU 25 octobre, Nantes reçoit deux cents artistes d'Afrique du Sud, qui témoignent de la vivacité de la création dans ce pays depuis l'avènement de Nelson Mandela. Emblématique de ce renouveau, Sibongile Khumalo donnera un récital de chants du Kwazulu Natal à Nantes et à la Cité de la musique à Paris, qui s'associe les 18 et 19 octobre à la manifestation.

Lire page 31

International 2   2   5   5   5   5   5   5   5   5	Finances/marchés Anjourd'hui Jeun, météorologie Culture Guide Abdonesments (Gospie Radio-Télévision	-31 -31 -31 -34 -34
Contrarentation 25	Radio-Telévision	.3



"Je ne lis jamais The Economist. Stagiaire de direction, 12 ans. VISITE Le président tunisien, Zine El Abidine Ben Ali, est attenduen pour une visite officielle, plusieurs

sera reçu par le chef de l'Etat, Jacques Chirac, et le premier ministre, Lionel Jospin. 

M. BEN ALI a imprime à la politique économique tunisienne une tournure résolument

libérale qui lui vaut de très nombreux succès économiques et sociaux, et autant de satisfecits de la Banque mondiale et du FMI. • LA TUNISIE est prête à prendre le risque

d'un accord de libre-échange avec l'Union européenne à partir de 2008, quitte à voir ses entreprises quelque peu maimenées le temps des ajustements nécessaires. • CES PERFOR-

MANCES ne masquent pas l'absence totale de libertés publiques et l'interdiction de tout débat démocratique qu'impose le règime au nom de la lutte contre l'islamisme

# La Tunisie affiche santé économique et gros déficit démocratique

Le président Zine el Abidine Ben Ali est attendu lundi 20 et mardi 21 octobre à Paris pour une visite qui mettra en relief les belles performances des entrepreneurs tunisiens, mais aussi l'autoritarisme croissant d'un régime qui a étouffé toute vie publique libre

TUNIS

de natre envoyé spécial « On voit s'accentuer rapidement les caractéristiques d'un régime qui refuse à l'apposition les mayens lègaux de s'exprimer. [...] L'Assemblée nutionale, simple émonation du Porti, se contonne dons le rôle d'une Chambre d'acciamations collectives. Les velléttés d'une opposition [...] qui se voulait critique et constructive sant rapidement réduites au silence. [...] Presse et radio reçoivent pour mission de célébrer la grandeur du régime et le renauveau du pays. » Le tableau de la Tunisie de Bourguiba du début des années 60 que dresse l'universitaire Jean Ganiage dans sa monumentale Histoire contemporaine du Moghreb (Fayard) reste d'actualité trente ans après.

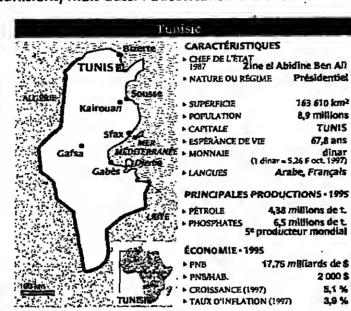
A la veille de célébrer - le 7 novembre - le 10 anniversaire du « changement » et de « l'êre nauvelle » (l'éviction en douceur du père de l'iodépeodance, Habib Bourguiba), la Tunisie du président Zine El Abidine Ben Ali (ancien directeur général de la sûreté) est un État où la démocratie reste un vain mot en dépit des discours officiels. Le développement du pays est cité en exemple, mais les atteintes aux droits de l'homme y sont monnaie courante. Les institutions financlères internationales applaudissent les performances économais Amnesty International et la Ligue des droits de l'homme dénoncent une polinque qui fait peu de cas des libertés fondamentales.

A l'inverse de son prédécesseur. le chef de l'État tunisien n'est pas ioconstant dans ses options économiques. Depuis son arrivée au pouvoir, il avance avec précaution mais sans dévier sur la voie du libéralisme. Naguère omnipoteot, le secteur public voit ses positions s'effriter au fur et à mesure que la Tunisie, élève appliqué du Fouds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, s'ouvre à la concurrence internationale et courtise le privé.

CROISSANCE EXCEPTIONNELLE Le développement du pays porte

la marque de ce choix. Au cours des dix demières années, l'espérance de vie a crû de cinq ans, la mortalité infantile a chuté de moitié tandis que le tevenu par habitant était multiplié par deux (c'est le plus élevé des pays du Maghreb). Eo 1987, la Tuoisie comptait un médecin pour 2 200 habitants; aujourd'hui, elle eo a un pour 1500 habitants. «Il n'y o plus un seul taudis dans la capitale et pratiquement tous les fayers disposent de l'eau potable et de l'électricité », lance le maire de Tunis (près d'un million d'habitants), M'Hamed Ali

Fiète d'une croissance économique exceptionnelle pour la région (même si les aléas climatiques pèsent sur elle), la Tunisie ambi-



tionne de s'arrimer à l'Union européenne (UE) en 2008 avec la mise en place d'une zone de libreéchange (hors agriculture) entre Bruxelles et Tunis. Mais à quel prix? « La disparition d'un tiers des entreprises locoles et une envolée du chômage », prédisent les plus pessimistes des hommes d'affaires, peu impressionnés par la « mise à niveou » des firmes tunislences que l'Europe va prendre en charge. « Nous sommes un peu effrayes,

mais l'accord va obliger la Tunisie à sortir de so léthorgie », nuance un industriel. « A court terme, nos difficultés vont augmenter mais la Tunisie n'ovait pas le choix. Faute de bouger, les pays d'Europe centrale qui ant conciu des accords voisins avec l'Union nous ouroient dépassés, affirme le ministre de la coopération internationale et de l'investissement extérieur. Mohamed Ghannouchi; il y o une dizaine d'années, lorsque nous avons signé un plan

163 610 km²

8,9 millions

TUNIS

67,8 ans

dinar () dinar = \$.26 F oct. 1997)

Arabe, Français

4,38 millions de t.

17.75 milliards de \$

2000\$

des scénarios alormistes avalent cir-

culé, Ils se sont révêlés infondés. » Pour l'heure, le succès du récent emprunt levé par la Tunisie sur le marché international des capitaux est là, qui témoigne de la bonne cote du pays à l'étranger (même si l'affairisme de certains proches du chef de l'Etat commence à inquié-

Ce volootarisme pro-européen contraste avec le manque de chaleur de la Tanisie pour les pays arabes de la région. De notoriété publique les relations entre le président Ben Ali et le roi du Maroc, Hassan II, sont médiocres (aucune visite officielle de chef d'État o'a eu lieu depuis 1987 dans un sens comme dans l'autre). Même assagie, la Libye de Kadhafi inquiète. Quant à l'Algérie, elle suscite « prudence et vigilance », note un diplo-mate tunisien. La télévision locale évoque le plus brièvement possible et eo fin de journal les massacres de civils commis de l'autre côté de la frontière chez le sourcilleux voisin: la radio, elle, u'en parle jamais. Le courant d'affaires entre les deux pays est ridicule (il représente moins de 2% des échanges commerciaux de la Timisie). Mais « la coopération sécuritaire entre les deux pays est excellente », précise le haut fonctionnaire.

Le régime se montre paradoxalement plus ouvert vis-à-vis d'Israel. Certes, l'État hébreu ne dispose à

d'ajustement structurel avec le FMI, Tunis que d'un bureau d'intérêts, mais ses représentants, logés dans un grand bôtel de la capitale, o'ont de cesse de louer les qualités du président Ben Ali et ses efforts pour s'attirer les bonnes grâces de la communauté juive (exemple unique dans le moude arabe; en Tunisie, ses effectifs croissent légèrement). Le chef de l'État tunisien ne vient-il pas de paver de ses deniers la restauration d'une synagogue dans le centre de Tunis?

Coincés entre deux voisins à problèmes - l'Algérie et la Libye -, nombre de Tunisiens (et les millions de touristes accueillis chaque année) voient dans le président Ben Ali le sauveur du pays, celui qui a permis à la Timisie de ne pas sombrer comme l'Algérie. Le fait est que les Islamistes, qui avaient le vent en poupe dans les années 80, ne constituent plus une menace réelle, de l'avis des spécialistes. Les dirigeants du mouvement ont été contraints à l'exil. Les militants oot été tués ou croupissent en prison : « On les torture tous. Leurs familles sont humiliées », déplore un intellectuel peu suspect de complaisance à leur égard.

Au nom de la lutte contre l'intégrisme, c'est toute l'opposition qui, en réalité, a été mise au pas. « Le pays est sous un éteignoir. Le simple faite de signer une pétition constitue un acte de résistance inoul. Les intellectuels n'osent plus s'engager. Le tout-sécuritaire obnubile les gens au pouvoir,», accusecum avocat, , , i.a. Ligue des droits de l'homme o été cassée. Les partis de l'opposition sont des figurants. Ils ont une existence [6; gale, mais, en pratique, sont interdits d'activité. Ce n'est plus un désert, mais un cimetière », lance un dirireant du Mouvement des dem crates socialites (MDS, opposition officielle). « On était prêt à jouer un rôle dans le décor, mais le régime veut que l'an soit le décor », déplore Moustafa Benjaafar, un universitaire qui, depuis des années, attend la légalisation de son Forum démo-

5 ....

L1"E".

40.00

GET IN THE

72:4 · · ·

\$2.00 m

And a second

ŭ::-. ..

Etter and

14/15

CC::: . .

cratique. Le Rassemblement constitutionnel destourien (RCD), le parti du président, tr'a pas ces états d'âme. Il coutrôle le Parlement. Ses candidats ont rafié la quasi-totalité des sièces aux élections municipales. A quelques années de s'arrimer à l'Europe, cette Tunisie autoritaire, soupçonneuse à l'égard d'Internet, des antennes paraboliques et des teléphones portables - tous instruments qui se jouent des frontières – est-elle condamnée ?

Jean-Pierre Tuquoi

#### Un séjour à Paris trois fois reporté

Le président tunisien sera en visite officielle en France lundi 20 et mardi 21 octobre. Cette visite répond à celle que Jacques Chirac avait faite en Tunisie en octobre 1995. M. Bea Ali s'entretiendra notamment avec Jacques Chirac à l'Elysée et Lionel Jospin à Matignon. Il ne s'adressera pas aux députés depuis la tribune de l'Assemblée nationale comme avait été invité à le faire le rol Hassan II du Maroc par Philippe Séguin, alors président de l'Assemblée. Une réception sera donnée pour lui à l'hôtel de Lassay. Cette visite du chef de l'Etat tunisien a été reportée à trois reprises depuis un an. Initialement prévue pour septembre 1996, elle avait été différée une première fois, à la demande de la partie tunisienne, à janvier 1997, puis de nonveau à mai, et enfin renortée une troisième fois en raison de la tenue des élections législatives anticipées en France.

#### TUNIS ... de notre envoyé special

Pour couper l'herbe sous les pieds des Islamistes en les concurrençant sur le terrain social, le président Ben Ali a trouvé une riposte : le 2626. Tous les Tunisiens connaissent le 2626, le numéro du CCP du Fonds de solidarité nationale (FSN). Chaque année, le 8 décembre, ils sont invités à verser leur obole sur ce compte. Les entreprises également, mais à un rythme plus soutenu. Elle virent sur le 2626 2 dinars (l'équivalent de 10 francs) par salarié En principe, les dons sont volontaires. Mais

rares sont les sociétés qui osent ne pas contri-buer au 2626. « Plus de 90 % d'entre elles donnent de l'orgent », reconnaît le secrétaire d'Etat chargé du Fonds de solidarité, Kamel Hadj Sassi. Le syndicat unique, l'UCTT, avait un temps proposé que les contributions des salariés soient prélevées à la source sur les salaires. La proposition a été écartée par le président Ben Ali, mais, selon l'opposition, Ceux qui n'alimentent pas le 2626 s'exposent à des problèmes, surtout s'ils appartiennent au secteur public. Quant aux agriculteurs, leurs organisations professionnelles fixent le taux de contribution : « Les années de mouvaise récolte, ils sont exemptés », nuance M. Hadi Sas-

Le « 2626 » ou l'épargne forcée au profit du développement

Mais c'est l'Etat qui reste le principal pourque les entreprises et les particuliers réunis ce qui a permis au Fonds national de solidarité d'Investir 174 millions de dinars (1 milliard de francs environ) entre 1993 et 1996 au bénéfice de ce que le pouvoir surnomme les « zones d'ombre », celles restées à l'écart du développement. Ou il agisse seul ou en complément d'autres ministères, les interventions du Fonds ne mobilisent pas des sommes folles. Ici, il sera mis à contribution pour offrir des logements en dur à des agriculteurs vivant dans des gourbis : là, il servira à financer un centre de santé, une route, la pose d'une ligne électrique, l'accès à l'eau potable.

RÉCUPÉRATION POLITIQUE

Au cours des quatre dernières années, près d'un demi-million de Tunisiens (un habitant sur vingt) ont profité du 2626, selon les statistiques officielles. Le bilan est positif et l'expérience tunisienne serait suivie de près par plu-

sieurs pays africains. Les critiques portent sur la récupération politique du 2626 par le président Ben Ali. Les

«interventians [du Fonds sont] décidées par le chef de l'Etat », stipulent les textes officiels. Ni le gouvernement ni le Parlement ou la Cour voyeur de fonds. Grosso modo, il verse autant | des comptes n'ont un quelconque droit de regard sur l'affectation des sommes. Le secre taire d'Etat oul le gère n'a de comptes à rendre qu'au président.

Dans ces conditions, le 2626 constitue un Instrument de propagande au service du seul président Ben Ali. Visite-t-il une bourgade déshéritée de l'arrière-pays? Des parents se plaignent-ils de l'absence d'école à proximité? L'eau potable n'arrive-t-elle pas dans un village? Le président est là qui les écoute et, grâce au 2626, est à même de résoudre leurs problèmes presque sur-le-champ.

C'est peu dire que la cote de popularité du chef de l'Etat en bénéficie. A El Faou, à une heure de la capitale, le 7 novembre, une vinotaine de familles vont abandonner les cahutes de bambou dans lesquelles elles vivent les unes sur les autres au profit d'habitations en dur. L'investissement est pris en charge par le Fonds et elles n'auront rien à payer. Qui faut-il remercier? « Le président Ben Ali », répondent les hommes en applaudissant leur bienfaiteur.

# La complainte des demandeurs de visa : « La France, on a fait une croix dessus »

de notre envoyée speciale Vetues avec soin, discrètement maquillées, elles out sagement pris place dans la queue, se fori-

## REPORTAGE\_

« Tous les pays d'Europe nous ferment la porte. Avec Schengen, Londres ou Paris, c'est kif-kif »

dant parmi la petite foule silencieuse qui piétine depuis plus de deux heures devant l'entrée du consulat de France, rue de Hollande, dans le centre de Tunis.

Pour ces deux jeunes boursières, « parrainées » par des responsables du centre culturel français, les choses devralent bieo se passer. Attendre ne leur fait pas peur. « Hier, naus sammes venues à 5 heures du motin, pour déposer le dassier de demande de visa » explique l'ainée. « On a été parmi les premières à passer », ajoute-t-elle avec une pointe de fierté. A quelle heure sont-elles finalement entrées? « Vers 10 h 30 », répond la jeune fille, placide.

Tous les candidats ne foot pas preuve d'uoe telle patience. « Franchement, c'est humiliant de nous laisser à ottendre si langtemps dans la rue ! Encore, lo, co vo, c'est l'autamne. Mois vous imaginez, pendont lo conicule du mois d'août? Il n'y a même pas un ouvent pour s'abriter, sans parler d'un banc pour s'ossoir! On n'est pourtont pas du bétoil? », s'étonne un vieil homme.

« Je ne veux pas dire du moi de la France, mais quand même, c'est trop dur ! », lâche une femme. La demande de visa de son père, qui voulait profiter de sa retraite pour aller voir l'un des fils, installé de longue date en banlleue parisienne, a été rejetée sans explica-

## « COUP DE PISTON »

« Ils se méfient des vieux presque autant que des jeunes, commente amèrement l'éconduite : ils ant peur que les jounes s'installent en clondestins et que les vieux gillent en France pour se faire saigner. » Selon les estimations de l'admi-

nistration française, enviroo 50 000 visas seralent accordés nisienne. Un chiffre « stoble », et mème en «légère progression». précise-t-on du côté français. La Tunisie compte près de 9 millioos d'habitants et on évalue à plus de 300 000 le nombre de personnes d'origine tuoisienne installées dans l'Hexagone.

« Que les Européens décident de danner moins de risas oux étrangers, opres tout, c'est leur problème. Mais îl y a la manière! 🦛 soupire une universitaire. Ellemême reconnaît n'avoir obteou son visa d'entrée en France que grace à un « coup de piston » auprès de l'ambassade. Ce qui ne l'a pas empécbée de subir, comme tout le monde, l'épreuve de la rue de Hollande.

Venue, des 6 h 4S, faire la queue devant le consulat, elle a dù patienter jusqu'à 8 heures, sans résultat. . Au lieu d'ouvrir, le plantan nous a ordanné, comme s'il parloit à des gamins, de nous mettre en rong. Faute de quoi, o-t-il dit, le portail resterait fermé! Man sang n'a fait qu'un tour et le lui ai répondu que, jusqu'à preuve du contraire, le trottoir étuit territoire national et qu'il n'avait pas à se chaque année à la population tu-mêler de la façon dant on faisait lo

queue. On u quand même dû attendre lo demie, avant qu'il daigne ouvilr san fichu partail! », conclut-elle amèrement.

La complainte des demandeurs de visas n'est pas nouvelle. Les uns se plaignent du « rocisme » des employés, les autres de la lenteur de la procédure ou de l'accumulation des documents que les Européens exigent des candi-

dats au voyage. Depuis l'aggravation de la crise algérienne, en 1994, les pays du Maghreb sont victimes, de la part de la France ootamment, d'une rigidité frôlant la paranoïa. Les premiers à faire les frais de cette politique sont les jeuoes, filles ou garçons, considérés, en vrac, comme des émigrés clandestins en ouissance.

## « BAVURES »

Une telle vision, à l'emportepièce, ne va pas sans provoquer des « bovures », admet-on en haut lieu. De même, les données socioéconomiques, souveot très différentes d'un pays du Maghreb à l'autre, ne semblent pas être prises en compte.

La Tunisie, relativement pros-

père, est dotée d'une importante classe moyenne: un professeur du secondaire ou un petit commerçant, par exemple, a les moyens de s'offrir de temps en temps un séjour en Europe, sans

ter pour de bon. Une évidence que la bureaucratie française a du mal, semble-t-il, à intégrer dans Sur l'avenne de la Liberté, proche des quartiers résidentiels, où sont installés l'ambassade des Etats-Unis et le consulat de Grande-Bretagne, on fait aussi la queue sous l'œil vigilant de poli-

avoir le besoin, ni l'envie, d'y res-

ciers en uniforme et d'innombrables mouchards en civil. Si le « décor » est identique à celui de la rue de Hollande, la procédure est un peu différente. « Ici, ça va plus vite et les chances sont ius grandes », assure un étudiant, à la sortie du consulat de Grande-

Sur le trottoir d'en face, sortant de l'ambassade des Etats-Unis, un couple s'éloigne d'un pas lent. Ils arrivent tout droit d'Alger. « ils ant mis que je n'était pas assez qualifié », murmure l'homme, boulanger, en montrant la feuille

Bretagne

de papier qu'on lui a donnée à l'issue d'un bref entretien. Les règlements de l'administration américaine exigent que tout refus de visa soit expliqué, par écrit, à l'intéressé. Une mesure qu'avait prônée, en France, l'ancien candidat à l'élection présidentielle Lionel Jospin.

## « L'AMÉRIQUE OU RIEN! »

\* Tous les poys d'Europe nous ferment la porte. Avec Schengen, Londres ou Paris, c'est kif-kif », s'exclame un jeune Tunisien. Le cheveu gominé et l'œil malin, il respire la confiance eo lui. « Pour mai, c'est l'Amérique ou rien I », fanfaronne-t-il. Ce sera donc l'Amérique? « Ils m'ont dit de repasser à 14 heures pour retirer le visa », affirme le play-boy.

Son copain, eo jean et tee-shirt ordinaires, hoche la tête pensivement. Lui, est moins sûr d'obtenir le feu vert. Il est sans emploi. Mais pour le diagnostic, tous les deux sont d'accord : « La France, on n'y pense même plus. Sons le superpiston, tu es zéro. La France, c'est simple, on a mis une croix dessus. »

Catherine Simon



# Le calme revient au Congo après la victoire de Denis Sassou Nguesso

Le général victorieux promet de ne pas instaurer de dictature

Le calme est revenu au Congo, notamment à obtenue grâce à l'intervention de l'Angola. Le niser des élections, à une date toutefois encore

Brazzaville et à Pointe Noire, au lendemain de général victorieux a promis de composer un indéterminée. La communauté internationale a la victoire militaire de Denis Sassou Nguesso, LE CONGO-BRAZZAVILLE a connu, jeudi 16 octobre, sa première journée de paix, au lendemain de la victoire militaire, vite entérinée par la communauté internationale, do général Denis

Sassou Nguesso. Estimant la guerre terminée, après cinq mois de combats contre les hommes du président élo Pascal Lissouba, le nouvel homme fort do Congo qui en avait été président de 1979 à 1992 - a annoncé la constitution. dans les prochains jours, d'un

gouvernement d'union nationale. Les partisans de M. Sassoo Nguesso ont pris « le contrôle de la presque totalité du pays, le contrôle total de la capitale politique (Brazzaville), le contrôle total de lo capitale économique (Pointe-Noire), et les armes se sont tues », a déclaré le vainqueur à Radio-Prance Interoationale (RFI), estimant que « la

guerre est terminée ».

La fin des combats a laissé place à la menace de nouveaux pillages, notamment à Brazzaville, déjà largement détruite et dévastée. Le bureau de l'Organisation moodiale de la santé (OMS) a ainsi été « complètement pillé » par des éléments armés incontrôlés. Et des corps gisalent jeudi sur la place du marché de Pointe-Noire. « Ils ont été surpris en train de pûler », a raconté un témoin. Selon d'autres personnes, de nombreux corps se trouvent à l'intérieur du marché. Les «Cobras» de M. Sassou Nguesso patrovillent dans des véhicules civils.

Pour le premier adjoint au maire de Pointe-Noire, M- Mambou-Aimée Gnali, de nombreux pillards ont été abattus par les « Cobras ». « l'ai fait un tour en ville : il y o pas mal de cadavres dans les rues, a telle racouté. Ils ont notamment tiré sur une cinquontaine d'individus, our lo piupart très jeunes, qui vou loient piller une boutique. Ils ont réussi à mettre de l'ordre. »

La responsable municipale a précisé que la ville est redevenue calme jeudi après-midi. « Pointe-Noire est déserte et colme, dit-elle. C'est protiquement une ville morte. ». Elle a en outre précisé que « plus aucun chor n'était visible dans les rues de la ville », estimant que les soldats angolais qui ont soutenu l'offensive des « Cobras » étaient déjà repartis eo di-

rection de l'enclave de Cabinda. Concernant Pointe-Noire, où se trouvent 1600 Occidentaux, dont 1 400 Français, les autorités françaises, qui oot indiqué se tenir « prêtes pour une éveutuelle évacuation des étrangers », pensent que « lo sécurité des expatries n'est pas menacée, tant à Pointe-Noire que dans le reste du Congo ». Seloo la compagnie pétrofière Elf, premier opérateur de la ré-

gioo, la situation « évolue de façon rassurante ». Elf a toutefois arrêté pendant une trentaine d'heures le fonctionnement du terminal de Djeno, au sud de Pointe-Noire, en raison de la présence de soldars aux abords de ses installatioos, avant d'annoncer vendredi matin le redémarrage des activités (lire ci-dessous).

Au lendemain de cette victoire militaire, la France, par la voix de soo secrétaire d'Etat à la coopération, Charles Josselin, a reconnu

M. Josselin. Le Conseil de sécurité de l'ONU a également reconnu sa victoire, se contentant d'appeler à un « arrêt des hostilités complet et immédiat » et « au retrait immédiat des forces étrangères » du Congo. Il a en outre réclamé l'organisation d'élections démocra-

gouvernement d'« union nationale » et d'orga- reconnu jeudi sa victoire.

L'ONU o'est pas reveoue sur ses menaces de sanctions, formulées alors que M. Sassou Nguesso était en train d'achever ses offensives à

#### Arrêt momentané du terminal pétrolier de Dieno

Le terminal de Djeno, situé au sud de Pointe-Noire ao Congo, qui permet d'évacuer une partie de la production pétrollère offshore, a été arrêté une trentaine d'heures entre mercredi 15 et jeudi 16 octobre, en raison de la présence de forces militaires, a indiqué Elf. Même si les soldats partisans de Denis Sassou Ngnesso n'empêchaient pas le fonctionnement do site, le groupe français a préféré stopper cette installation. En conséquence, « une partie de la production sur les plates-formes offshore [a été] également interrompue ». La remise en service du terminal a été annoncée veodredi matin.

Dans ce pays où Elf assure les trois quarts de la production, l'essentiel des gisements se trouvent en mer (Le Monde du 17 octobre). Selon leur proximité ou non de la côte, Phulle est ramenée vers le terminal de Djeno pour être chargée sur des pétrollers où elle est enlevée directement par des bateaux qui s'amarrent près des platesformes. Depuis le début de la guerre civile, la production n'avait pas

que Denis Sassoo Nguesso était désormais « l'homme over lequel il faudro discuter pour mettre en ploce un nouveau processus démocratique » au Congo.

Des contacts ont eu lieu des jeudi soir entre l'ambassadeur de France à Brazzaville, Raymond Césaire, qui n'a pas quitté le pays durant la guerre civile, et des délégués de M. Sassou Nguesso. « La véritable question est celle-ci : Sas ... sou Nguesso a gagné lo guerre; comment va-t-il s'y prendre pour

COMMENTAIRE

LE POUVOIR

Par la guerre.

En trois ans, le pouvoir, dans trois

pays d'Afrique centrale, a été

conquis par les annes, avec l'appui

d'Etats de la région. Après les

conflits au Rwanda et au Zaire (au-

jourd'hui République démocra-

tique du Congo, RDO, Denis Sas-

'sou Nguesso a pris le Congo (Brazzaville) par la guerre, sans at-

Ces trois conflits sont différents.

est impossible de comparer le

Rwanda, où un génocide a été per-

pétré, l'ex-Zaîre, où le maréchai

Mobutu maintenait le pays dans la corruption et la misère, et le

Congo, où un président a été élu et

où des dans s'affrontent pour le

tendre le verdict des umes.

Denis Sassou Nguesso, dans son entretien accordé à RFI, a affirmé oe pas vouloir instaurer un système de parti unique. Il a dit pouvoir trouver & des forces qui se sont opposées à lo guerre » aussi bien dans la formation politique de son adversaire, Pascal Lissouba, que dans celles du premier ministre, Bernard Kolélas, réfugié à Kinshasa, et du maire de Pointe-Noire, Jean-Pierre Thystère Tchicaya, membre du gouvernement de

M. Kolelas. gogner lo paix? , à déclaré . Le nouvel homme fort, qui de-

pouvoir et les deniers du petrole. Le point commun est que les Africains conservent le contrôle de leur destin, se passant des médiations de la diolomatie internationale. Les puissances occidentales in-

fluentes sur le continent, les Etats-Unis et la France, refusent les interventions militaires. Les Américains et les Français ont leurs traumatismes: le fiasco somalien pour Washington, la tragédie rwandaise et une volonté de rompre avec le passé colonial pour Paris.

L'ONU se retrouve face à son impuissance. Une force multinationale aurait pu être envoyée au Congo lorsqu'un cessez-le-feu y était respecté. C'est finalement à quelques heures de la fin de la bataille que le Conseil de sécurité a évoqué des « plans d'urgence », Kofi Annan, le secrétaire général, précisant qu'il y a « davantage de

soo intention d'organiser des élections à la fin d'une « période de transition » dont il o'a pas précisé Pascal Lissouba, également interrogé par RFI, a déclaré jeudi

vait s'adresser au pays vendredi,

soit de Brazzaville, soit de son fief

dans le nord du Congo, a annoncé

qu'il se coosidérait toujours comme le président du Coogo.

« Le président de la République du Congo, comme le stipule sa Constitution, remet son pouvoir à un président élu. Je pense que cela est clair. Je ne peux pas ne pas me considérer comme président puisque je n'ai pas encore devant moi mon successeur étu démocratiquement, comme moi je l'ai été. »

RETOURS À BRAZZAVELE

M. Lissouba en a appelé aux Nations unies et à la communauté internationale « pour jaire respecter cette légalité. Sinon alars pourquoi naus être encombrés avec des élec-

Pascal Lissonba se trouvait jeudi, seion ses déclarations, dans sa région natale, à Dolisie, à 100 kilomêtres au nord-est de Pointe-Noire. « Pointe-Naire est engloutie et Dolisie attend son tour », a-t-il dit. Le président décho a conclu soo intervention en estimant qu'il n'avait pas perdu la guerre. « Une guerre ne se perd jamais, surtout en temps moderne. »

A Kinshasa, où se trouvent des milliers de Congolais qui ont fui les combats à Brazzaville, les premiers départs s'annoncent. Enviroo 200 personnes ont déjà loué des pirogues seudi pour traverser le fleuve Congo et rentrer chez elles. Les voyages s'effectuent relativement discrètement, puisque Kinshasa a officiellement fermé la frontière entre les deux Coogos. -(AFP, Reuter.)

de l'action ». L'ONU est paralys en Afrique comme elle le fut en Furoce, dans les Balkans, lorsque les Occidentaux affirmaient que l'action était plus risquée que l'inaction.

L'ONU peut-elle condamner l'intervention de l'Angola au Congo, après celle du Rwanda et de l'Ouganda au Zaīre? Peut-elle prétendre à la moindre concession de M. Sassou Nguesso, après avoir cèdé aux exigences de M. Kabila ? Les Africains se tournent vers les Africains. M. Sassou Nguesso a gagné la guerre congolaise en

nouent une alliance avec Luanda, tandis que M. Lissouba n'a pas obtenu le soutien qu'il espérait de Kinshasa, Kigali et Kampala. Le sang a été versé. Et la communauté internationale a reconnu le nouveau maître du pays.

Rémy Ourdan

# L'Irak prend le risque d'une crise avec l'ONU

En menaçant de ne plus coopérer avec la commission de désarmement, Bagdad s'expose à un durcissement des sanctions

**NEW YORK (Nations Unies)** 

de notre correspondante Une fois de plus, l'Irak s'est « tiré une balle dans le pied ». Cela s'est passé jeudi 16 octobre, lors d'une réunion du Conseil de sécurité consacrée à l'examen des rapports bisammels de la commission spéciale de l'ONU chargée du désarmement de Bagdad (Unscom) et de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AJEA). Pour maintenir la pression sur Bagdad, Washington a fait circuler un projet de résolution « virulent », prévoyant de durcir les sanctions imposées à l'Irak en août 1991 après l'invasion du Koweit.

Ce texte, qui vise à interdire le déplacement de certains responsables irakiens à l'extérieur du pays, avait très peo de chances d'être adopté . Mais, réagissant de . manière intempestive, Bagdad a menacé de rompre « toute coopération » avec l'Unscom si le document américain devenait résolution. « Nous n'avions pas vraiment l'intention d'imposer de nouvelles sanctions, l'atmosphère ne s'y prètant pas », a confié au Monde une source américaine. « Mais cette nouvelle menace nous met le dos au

mur, car c'est du chantage. » L'attitude de Bagdad met aussi en danger un contre-projet de résolutioo russe, qui propose de brandir la meoace de sanctions supplémentaires, sans pour autant les imposer tout de suite. Prenant comme excuse « ce nouveau défi irakien à la communauté internationole », les Américains auraieot même parlé de la «violation flogrante » des résolutions de l'ONU, ce qui, en langage diplomatique, si-gnifie l'utilisation possible de la force contre l'Irak.

« PARTIE DE BLUFF »

Aussi, estiment certains diplomates, peut-on s'attendre à « une nouvelle partie de bluff » entre Washington et Bagdad. Ils rappelleut que Washington, pour des raisons de politique intérieure, est embarrassé par la conclusion d'un contrat gazier entre l'Iran et un consortium de compagnies pétrolières conduit par la française Total - contrat qui contrevient à la législation américaine (lire ci-dessous). L'administration ne peut pas se permettre de faire preuve de souplesse vis-à-vis de Bagdad. Du côté irakien, indiquent les mêmes sources, certains responsables militaires « durs » prônent la rupture définitive des relations avec l'ONU car, « ne croyant pas à la levée des sanctions, ils ne voient pas de raison de subir des inspections internatio-

Si le Conseil de sécurité réussit à coojurer cette « crise potentielle » avec Bagdad, oo pourrait voir le début d'une nouvelle approche des « amis de l'Irak », en l'occurrence la France, la Russie et l'Egypte -

membre non permaneot du Conseil jusqu'au 1ª janvier . Paris, Moscou et Le Caire estiment qu'il faut désormais tenter de fermer « un par un » les dossiers du désarmement de l'Irak au Conseil de sécurité, eo commençant par le volet oucléaire. Se basant sur le rapport de l'AIEA, qui atteste qu'il « n'existe aucun indice donnant à penser qu'il reste en Irak des moyens matériels quelconques permettant de produire des matières nucléaires de type militoire », l'ambassadeur russe, Sergei Lavrov, a déclaré jeudi au Conseil de sécurité que, pour la Russie, « le volet nucléaire du désarmement de l'Irak est clos ».

DEGRÉ D'INCERTITUDE

La logique russe et française coosiste à observer qu'il y aura toujours des doutes sur le niveau de désarmement de l'Irak et qu'il faut désormais compter sur le systeme de surveillance à long terme de l'industrie d'armemeot irakienne et non plus sur des inspections agressives. Mais « les amis de l'Irak » peuvent difficilement nier que Bagdad refuse la transparence sur ses programmes d'armes biolo-

A ce sujet, le rapport soumis jeudi au Conseil par le nouveau chef de l'Unscom, l'Australien Richard Burler, est éloquent. Selon hii, un document sur le programme militaire iralden, présenté le mois dernier par Bagdad à l'Unscom et ceosé être « complet et définitif », s'est avéré « incomplet et contenont d'importantes inexactitudes », notamment à propos des armes bio-

Les membres permanents du Conseil de sécurité ne font pas tous la même lecture du rapport de l'Unscorn. Washington et Londres retiennent les critiques de M. Botier, qui ne comprend «pas pourquoi l'Irak continue avec une telle persistance à refuser à la fois de communiquer des informations sur son progromme d'ormement, et d'empêcher les inspecteurs d'obtenir eux-mêmes les informations ». Paris et Moscou préférent lire la partie du rapport évoquant la possibilité « que les aspects résiduels du processus de désarmement de l'Irok soient examinés dans le cadre du contrôle à long terme ».

La levée au moins partielle des sanctions étant tributaire du désarmement de Bagdad, un jugement porté par le directeur général de l'AlEA, le Suédois Hans Blix, résume bien la situation : « il restera toujours un degré d'incertitude sur le désarmement de l'Irak. La question est de savoir quel degré d'incertitude serait acceptable pour la communauté internationale ? C'est un jugement politique et non plus tech-

Afsané Bassir Pour

# A Dakar, une trentaine de pays cherchent à créer des forces interafricaines de maintien de la paix

LES REPRÉSENTANTS d'une trentaine de pays se retrouveront, mardi 21 octobre, à Dakar, pour examiner comment faire naître en Afrique une force locale de maintien de la paix sur la base de deux propositions de la France et des Etats-Unis. Ce séminaire dore quatre jours. En février 1998, il sera suivi par un exercice multinational mobilisant 3 000 hommes et censé valider les concepts qui devraient être retenus à Dakar. La veille de ce séminaire, le ministre français de la défense, Alain Richard, sera au Séoégal après un déplacement, le 19 octobre, à Abidjan.

A Dakar, outre la participation d'une vingtaine d'Etats africains, le séminaire rassemblera des représentants de la France, des États-Unis, du Royanne-uni, du Canada. de Belgique, d'Italie, du Japon et de la Russie.

A l'origine, Washington avait conçu, à l'automne 1996, le projet d'une force quasi permanente de paix interafricaine - de 10 000 hommes - pour protéger les populations civiles en cas de

conflit. C'est le programme dit ACRI (affican crisis response mitla-tive), qui exchiait de placer la force sous contrôle d'une institution in-ternationale (Nations unies ou Organisation pour l'unité africaine) et qui concernait des pays désignés pour remplir la mission. Face au projet ACRI, que des Etats afri-cains ont rejeté, la France a imaginé le concept Recamp (Renforcement des capacités africaines de maintien de la paix) à partir d'une expérience précédente, la Mission interafricaine de surveillance des accords de Bangul (Misab). La Misab permet à des contingents de six pays africains, soutenus par une logistique militaire française, de maintenir la paix en Centrafrique sous la direction d'un comité interoational qui est en liaison avec ronu.

Selon le concept Recamp, la Prance, la Grande-Bretaene et les Etats-Unis devraient fournir une assistance concrète, notamment pour la formation des personnels africains et le don de certains des matériels nécessaires.

Des informations obtenues à Paris donnent à croire que les Américains seraient acquis désormais à la perspective d'un cootrôle d'une opération de paix en Afrique par une instance internationale et à la possibilité pour tout pays, qui se serait porté voloutaire, de cootribuer à la mission à condition qu'il oe solt pas soumis à des sanctions décrétées par le Conseil de sécurité de l'ONU. C'est en mai, semble-t-il. que Paris, Washingtoo et Londres, durant des conversations à New York, sont arrivés à définir une initiative commune, qui oe remet toutefois pas en cause l'aide bilatérale que la France apporte à des

ÉCOLE FRANÇAISE POUR CADRES Au sémioaire de Dakar, la France devrait annoncer qu'elle a pris la décision, en accord avec les autorités sénégalaises, de pré-positionner, c'est-à-dire de stocket

par anticipation, des équipements militaires qui pourraient être utilisés, selon les circonstances, par

terafricaine de paix. Ces matériels équiperoot jusqu'à un bataillon, soft de l'ordre de 800 hommes (la Misab en compreod 500). De même, la France ouvrira à Bouaké (Côte d'Ivoire) une école de formation pour des cadres militaires eo Afrique de l'onest et eo Afrique ceotrale, qu'ils appartiennent à des pays francophooes, anglophones on lusophones.

En février 1998, il est prévu de tester le concept Recamp à l'occasion d'une grande manœuvre multinationale, qui a été baptisée Guldimokhro et qui, pendant une quinzaine de jours, s'étendra sur les territoires du Mali, de la Mauritanie et du Sénégal. Cet exercice, qui réunira entre 3 000 et 3 500 hommes, a reçu le soutien militaire de la France, des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, et l'adhésion des forces armées de la Gambie, du Ghana, de la Guinée, de la Guinée-Bissau et du Cap-Vert.

# Un projet d'emprunt russe aux Etats-Unis embarrasse l'administration américaine

LES ÉTATS-UNIS soot embarrassés par un projet d'emprunt que la société pétrolière russe Gazprom veut lancer sur les marchés américains pour financer sa contributioo à un projet gazier de deux milliards de dollars conclu avec l'Iran, auquel sont associées les sociétés française Total et malaisienne Petronas (Le Mande du

Le département d'Etat a recomu, jeudi 17 octobre, que cet emprunt pourrait tomber sous le coup de la loi américaine, connue sous le oom de loi D'Amato, qui sanctionne les sociétés investissant en Iran, « Nos avocals sont en train d'examiner » cette possibilité. a déclaré un porte-parole du département d'Etat, James Folev.

Adoptée l'an dernier, la loi D'Amato, doot l'application fait l'objet de discussioos eotre les Etats-Unis et l'Union européenne (Le Monde du 17 octobre), prévoit des sanctions contre toute société étrangère qui investirait plus de 20 millions de dollars dans le sec-Jacques Isnard teur pétrolier ou gazier en Iran.

Pour financer sa contribution au cootrat iranieo, Gazprom a prévu de lancer prochainement un appel de fonds d'environ 2 milliards de dollars, sous la forme d'obligations, auprès d'investisseurs étrangers, notamment américains. Uo porte-parole de la société de courtage oew-yorkaise Goldman & Sachs, chargée d'introduire l'emprunt à Wall Street, a affirmé que la société n'anticipait aucune difficulté et comptait aller

Dans uo commuoiqué, M. D'Amato a toutefois affirmé jeudi qu'il entendait bloquer l'appel de fonds du groupe russe et qu'il convoquerait prochainement à ce sujet des auditions de la commissioo bancaire au Sénat. « Je suis fermement engagé à stopper le flot de fonds et de technologie d'armement ou régime pro-terroriste iranien. Ceci comprend le fait d'empêcher les firmes étrongères qui commercent avec l'Iran d'obtenir des fonds sur les marchés financiers américains », a-t-il dit. -

A march

# Les dirigeants de l'Asie du Sud-Est à l'épreuve des crises

L'impact des désordres monétaires et de la catastrophe écologique qui frappent les « dragons » aurait sans doute été moins fort si les responsables politiques s'étaient montrés plus prévoyants et moins laxistes

La crédibilité des dirigeants de l'Asie du Sud-Est est affectée par les désordres monétaires et la catastrophe écologique frappant la région depuis plusieurs mois. Faisant fi des mises en garde, les gouvernants

**KUALA LUMPUR** 

de notre envoyé spécial

qui viennent d'enfumer la région

avaient été détectés par satellite

en mai. Singapour a aussitöt alerté

Djakarta. Des 1996, soit avec une

année d'avance, le FMI avait signa-

lé au gouvernement thailandais

que le baht était devenu vulné-

rable et avait recommandé le flot-

tement de la monnaie thailandaise.

Le laxisme ou l'inertie, dans les

deux cas de figure, expliquent

l'ampleur des maux subis par l'Asie

la dévaluation du baht a eu un ef-

fet de dominos. En septembre,

faute de sérieuses mesures préven-

tives, un nuage de fumée toxique a

couvert une partie de la région.

Ces catastrophes, dont personne

n'avait prévu la magnitude, ne signifient pas que les économies

émergentes asiatiques ne retrou-

veroot pas leur secood souffle,

même și la note est élevée. Elles

ont toutefois souligné une bonne

part d'imprévoyance et de légère-

té. Les élites locales out parfois

donné l'Impression qu'elles

s'étalent trop babituées à l'argent

du Sud-Est ces demiers mois. Intervenue trop tard, le 2 juillet,

Les premiers feux en Indonésie

n'ont pas su anticiper, donnant l'impression de s'être engourdis, de ceder aux pièges de l'argent facile et d'être incapables d'imaginer aucun accident de parcours. Le fameux « miracle » asiatique a été tellement vanté

que les difficultés d'aujourd'hui laissent les responsables de la région desarçonnes: l'effet de dominos qui a suivi la dévaluation du baht en juillet a en effet surpris les marchés mais surtout les dirigeants des pays

concernés. Sur un plan purement écono-mique, il y a cependant tout lieu de penser que les marches émergents de l'Asie du Sud-Est réussiront à retrouver prochainement un second souffie.

pas été décrété, même dans les régions proches des principaux foyers d'incendie où la vie a longtemps été intenable. L'interdiction des mises à feu, qui remonte à 1995, n'a apparemment pas été respectée jusqu'au début d'octobre. Il est vrai que Djakarta a été, dans l'ensemble, épargnée par les

RÉACTIONS LENTES

Sanf à Singapour, une île tiche et toujours sur ses gardes en raisoo de sa dépendance à l'égard de l'environnement régional, les dirigeants d'Asie du Sud-Est ont manqué de ressort. Certes, ils se sont repris depuis. Kuala Lumpur et Bangkok se sont mis à l'beure de l'austérité budgétaire, L'Indonésie, après la Thailande et les Philippines, a fait appel aux bons offices du FML Mais, eo règle générale, la lenteur des réactions initiales n'a guère contribué à rehausser l'image de dirigeants parfois désarconnés face à la crise dans une régioo dont le dynamisme avait été, auparavant, impressionnant et



dans la foulée, le FMI à la res-Aux prises avec un problème de relève depuis bientôt deux ans, le PC vietnamien a suffisamment laissé traîner les réformes pour aboutir à une chute sensible des investissements étrangers et à un ralentissement de la croissance, alors que le pays n'est qu'à l'aube de son développement. Les luttes pour les postes l'ont emporté, au moins pendant de longs mois, sur

la nécessité de revigorer un pro-

gramme de réformes lancé en 1986

et qui a mal vieilli. Même Pham

facile pour envisager des accidents

de parcours. En outre, dans une ré-

gion où les partis dominants sont

la norme, l'habitude du pouvoir

émousse les réflexes et explique la

distance prise par rapport aux réa-

lités. A l'avant-veille du flottement

du baht, et en dépit de plusieurs

milliards de dollars déjà dépensés

à le défendre, le premier ministre

thailandais, le général Chaovalith

Yongcbaiyuth, avait encore affirmé

qu'une dévaluation était hors de

question, Depuis, Bangkok a d0

capituler à deux reprises, en fai-

sant flotter, mais trop tard, sa

monnaie et en appelant, presque

Van Dông (quatre-vingt-onze ans), l'ancien compagnon de Hô Chi Mlnb, est sorti de sa retraite eo août pour eo appeler à une reprise des réformes, y compris à

l'introductioo de davantage de démocratie au sein du parti. Alors que l'état d'urgeoce venait d'être décrété au Sarawak, le premier ministre malaisien est parti en tournée en Amérique latine. Ses dénoociations répétées des spéculateurs étrangers n'ont pas contribué à enrayer le glissement En Indonésie, l'état d'urgence o'a

Jean-Claude Pomonti

# Le rêve lézardé du « docteur » Mahathir, premier ministre malaisien

**KUALA LUMPUR** de notre envoyé spécial Le Dr Mahathir Mohammad avait tout prévu et tout réussi. En seize années au pouvoir, le premier mi-

ANALYSE. Après la crise monétaire, M. Mahathir veut redresser son pays

nistre malaisien avait sorti soo pays du tiers-monde, dont il faisait encore tie en 1981. Jors de son accessio à la tête du gouvernement. Depuis, il a fait de la Malaisie la puissance écocomique la plus avancée de l'Asie du Sud-Est après le Tigre singapourien. Il s'était même fixé pour objectif, jugé raisonnable, de faire de la fédération un pays complètement industrialisé en l'an 2020. Depuis, d'ambitieux projets s'accumulaient

revanchard. La tâche avait été dure. De violentes émeutes raciales avaient eu lieu eo 1969, six ans après le divorce avec Singapour. Comment donc exploiter, douze années plus tard, la fougue d'une forte minorité chinoise - un tiers de la population -, tout en l'intégrant et en assurant la promotion des bumiputri, les « fils du sol », en grande majorité matais et musulmans ? Comment attirer les capitaux étrangers dans une ancienne colonie britannique à l'aube de son développement et modemiser une société tout en contrôlant les prédicateurs islamistes? Tels iont les dens qui

thir s'est employé à relever. Plus d'une fois, l'ancien médecin avait failli perdre la partie, notamment en 1983, quand un prince du Kelantan, Razaleigh Hamzah, avait failli lui rafler la présidence de FUM-NO (Union oationale des Malais unis), parti dominant depuis l'indépendance. Il s'en était fallu de quelques voix, mais, dans la foulée de ce

mince succès, le véritable décollage de la Malaisie s'était opéré; de 1986 à 1996, les taux annuels d'expansion ont frôlé les deux chiffres, ce qui ne pouvait que faciliter la cohabitatioo

« Propriétaire du discours politique pour ne pas se laisser marginaliser », selon l'expression d'un bon observateur, M. Mahathir a tout à la fois canalisé l'islamisation, aidé les Malais à retrouver leurs racines tout en leur faisant accepter l'importance du faisteur chinois. Chacun a trouvé une place au sein du Front national, dominé, certes, par l'UMNO, mais qui minoritaires à la gestion du pays.

Ce dessein ne s'est pas effondré cette année, mais le beau rêve s'est lézardé. Jamais, avalt-on dit à l'époque de la dévaluation du baht thailandais, début juillet, la Malaisie ne pourrait se laisser entraîner. L'effet de domino s'est pourtant produit. Les spéculateurs se sont rués sur les économies émergentes d'Asie du Sud-Est, et les capitaux se sont enfuis. Un climat de méliance s'est instauré. Le ringgit malaisien et la Bourse de Kuala Lumpur n'ont pas

été épargnés.

Le Dr Mahathir y a toute de suite vu un complot de la finance inter-nationale, qu'il a dénoncé chaque fois qu'une tribune lui était offerte. de Hongkong a Santiago du Chili. Il a même eu un vif échange avec le financier américain George Soros, lors de la réunion du FMI et de la Banque mondiale dans l'ancienne colonie britannique. Entre autres, le premier ministre malaisien s'est lancé dans une croisade en faveur de la réglementation, jugée impraticable, des marchés monétaires, au risque de créer un malaise parmi les investisseurs étrangers et de faire davan-

tage plonger le ringgit. Thème favord : ce sont les pays riches qui, encore une fois, tirent les marrons du feu. Souhaitant que les pauvres le demeurent, les puissants de ce monde, a-t-il redit le 12 octobre, « après avoir échoué dans leur colonisation de la Malaisie, tentent de nous coloniser en recourant à leur richesse économique et à leur pouvoir pour nous replacer en esclavage ». Le Dr Mahathir a même été contraint, le 11 octobre, de démentir des propos tenus la veille suggérant qu'un « complot » juif aurait pu être à l'origine des attaques contre le ringgit « f'ai seulement désonne [George Soros] était un juif et que nous étions des musulmans », a-til fait savoir dans une mise au point

DE BEAUX PROJETS ABANDONNÉS « Nous sommes revenus dix années en orrière», a-t-il estimé en septembre. Entre-temps, il est vrai, Kuala Lumpur a remis les pieds sur terre.

diffusée par l'agence nationale ma-

laisienne.

«La Malaisie produit par procuration, et le gouvernement sait que les centres de décision sont ailleurs », 16sume un économiste occidental. Anwar Ibrahim, vice-premier ministre et héritier de Mahathir, a dû calmer le jeu tout en évitant de se désolidariser de son chef de file, une gymnastique pour le moins compliquée.

Pour protéger ses banques et ses sociétés financières, dont l'endettement est élevé, la Malaisie a pris le parti risqué, contrairement à la Thailande, de ne pas augmenter ses taux d'intérêt et de laisser glisser le ringgit. De grands projets de développement, représentant des milliards de dollars d'investissements, ont été reportés. La balance commerciale est repassée dans le vert. Une politique

salariale généreuse promet d'être abandonnée, et les importations de biens de consommation seront sans

doute fortement taxés. Les Malaisiens vont devoir s'habituer, comme leurs voisins, à se serrer la ceinture. Si le taux de croissance peut encore atteindre 8 % en 1997, Anwar Ibrahim o'a pas exclu un taux de 6 % l'année prochaine. Le barrage bydro-électrique de Bakun (S mil-liards de dollars) attendra, comme l'immeuble le plus long du monde. Endettemeot, fuite de capitaux étrangers, surinvestissement dans la construction, la région la plus dynase retrouve, tout à coup, vulnérable. Le Dr Mahathir, qui fêtera ses soixante-douze ans en décembre et dont l'échéance du mandat à la tête de l'UMNO o'intervient qu'en 1999,

a décidé, une fois de plus, de se battre. Il n'est pas encore question, dit-il, de passer la main à une nouvelle génération symbolisée par Anwar, cinquante ans. Il ne s'en ira pas vaincu. Tout en redressant Péconomie malaisienne, il veut ancrer quelques propositions supplémentaires. Il plaide pour un \* fonds de secours » régional à la disposition des économies en crise, une initiative mieux reçue à Tokyo qu'à Washington. Il ne renonce pas à son idée, lancée au tournant des années 90, de structurer davantage l'Asie de l'Est autour d'un forum qu'il a baptisé I'« East Asia Economic Caucus ». Face, dit-il, à « la plus vieille forme de dictature », qui revient à « baillonner les faibles », la Malaisie se redressera. Plus que le discours, le pragmatisme dont il a su faire preuve par le passé offrirait, toutefois, la défense la plus

# Le retour du terrorisme au Sri Lanka

mion piégé qui a fait dix-huit morts et uoe centaine de blessés à Columbu, lundi 13 octobre, marque-t-il le point de départ d'une nouvelle vague de terrorisme dans la capitale sri-lankaise? Certains observateurs le reduutent, qui voient en cette action des séparatistes tamouls la réponse à l'inscription du mouvemeot des Tigres tamouls (LTTE) sur la liste des organisations terroristes dressée par les Etats-Unis. Cette décision de Washington, qualifiée récemment de « victoire poar le Sri Lanka » par le porteparole du ministère des affaires étrangères Ravinath Aryansinha, fait cependant craindre que les indépendantistes n'aient désormais l'intention de frapper à nouveau au cœur de la capitale pour se venger de la prise de pusition

Les financements du parti de Vellupillai Prabakharan, chef toutpuissant des Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE) proviennent largement des membres de la diaspora tamoule à l'étranger, notamment implantée aux Etats-Unis. L'inscription du mouvement sur la liste des « terroristes » risque donc de compliquer les choses pour une organisation qui a essuyé de nombreux revers militaires face à l'armée sri-lan-

kaise depuis plusieurs mois. Le dernier attentat au centre de Colombo remontait à janvier 1996, quand des commandus suicides des Tigres avalent lancé un camioo bourré d'explosifs devant la banque ceotrale, en plein cœur du quartier des affaires. Cent personnes avaient trouvé la mort. La présidente Chandrika Kumaratunga a cependant annoncé, jeudi.

atteinte à [son] engagement en faveur de la paix ». M= Kumaratunga a été élue en 1994 avant d'entamer des pourparlers avec ces séparatistes revendiquant un Etat séparé au nord et à l'est du Sri Lanka. Les négociations n'avaient pourtant pas tardé à tourner court devant l'intransigeance du LTTE, et la guerre n'a plus cessé depuis mars 1995. L'armée a chassé les Tigres de leur réduit de Jaffina et a continué cette année à repousset dans les jungles du Nord une guérilla de plus en plus sur la dé-

Le LTTE a démenti toute implication dans l'attentat de lundi, une réaction qui ne surprend personne, les séparatistes ayant touiours nié être responsables des actions terroristes qui ensangiantent sporadiquement le Sri Lanka.

# La « débâcle » d'Elizabeth II dans l'ancien empire des Indes

LONDRES de notre correspondant

Commencée sous les meilleures auspices, la tournée effectuée au Pakistan et en Inde par la reine Elizabeth en ce cinquantième anniversaire de l'indépendance des pays de l'ancien empire des Indes, s'achève en désastre diplomatique. Si tout s'était fort bien passé à Islamabad, où le gouvernement pakistanais avait mis les petits plats dans les grands pour accueillir la souveraine de l'ancienne puissancecoloniale, une successioo de petites phrases, de maladresses, de gaffes et d'incidents ont brisé l'effet que le Royaume-Uni attendait do premier voyage royal à l'étranger depuis la mort de la princesse Diana.

Tout a commencé par uoe phrase d'un discours officiel de la reine au Pakistan dans lequel celleci invitait Islamabad et New Delhi à « mettre\_fin à leurs désaccords historiques » sur le Cachemire, à propos duquel les deux pays se sont fait par deux fois la guerre depuis 1947. La proposition, par le secrétaire au Foreign Office, Robin Cook, de proposer une médiatioo britanique, a provoqué une polémique en Inde. Un membre du gouvernement l'a trouvée aussi déplacée qu'une ingérence indienne dans la question idandaise...

LA MAGIE A CESSÉ

La presse britannique o'a manqué aucun de ces moments où la descendante de la reine Victoria, Impératrice des Indes, a fait un faux pas, par exemple en ne présentant pas d'excuses à la populatioo d'Amritsar - où l'armée britannique s'était livrée à un massacre de civils en 1919 - ou quand le prince Philip, coutumier du fait, a mis publiquement en doute le nombre des victimes. Des confusions de protocole ont fait le reste. Les résultats économiques du voyage, les bonnes relations entre les deux pays ont été oubliées. bàcle » décrite sans complaisance à la « une » des grands quotidiens

londoniens. Le premier ministre Tony Blair est interveou personnellement, jeudi 16 octobre, pour limiter les dégâts. Il a félicité M. Cook tandis que la machine de relations pobliques du 10, Downing Street se mettait en marche pour affirmer que le voyage avait été un succès et que la reine avait reçu un accueil « d'une chaleur extraordinaire ». M. Cook a parlé d'une « tempête

dans une tasse de thé ». Le fait est que Londres o'a pas été assez sensible à l'extrême susceptibilité de ses anciens sujets. Peu avant la visite, le premier ministre indien, Inder Kumar Guiral, avait pourtant traité la Grande-Bretagne de « puissance de troisième ordre ». Les Britanniques ont cru que la reine, avec son immense prestige, ne pouvait que remporter un succès diplomatique, comme c'est généralement le cas. Mais la magie royale a cessé d'opérer sur le sol indien. Buckingbam Palace comme Whiteball ont surestimé le poids des liens historiques avec un pays qui est devenu une puissance à part entière et pour lequel l'ancien maître n'est plus le partenaire

privilégié. L'Inde voit également d'un mauvais ceil le rééquilibrage de la politique britannique en faveur du Pakistan dont plusieurs milliers de ressortissants ont émigré en Grande-Bretagne. Parmi eux, on compte une importante communauté de Cachemiris qui ménent une campagne de propagande permanente en faveur de l'auto-détermination du territoire cootesté entre l'Inde et le Pakistan. Avant les élections Robin Cook ne cachait pas son soutien à la cause cachemirie. Les Indiens ont sans doute voulu le lui faire payer.

La désastreuse visite royale en Inde intervient une semaine avant le sommet des chefs d'Etat et de gouvernements du Commmenwealth à Edimbourgh. Ce qui risque de jeter une ombre sur l'avenir des relations entre Londres et New Delhi.

Patrice de Reer

# "GRAND JURY" RTL-Le Monde-LGI

# NICOLAS

ANIMÉ PAR **OLIVIER MAZEROLLE** 

AVEC PATRICK JARREAU (LE MONDE) ANITA HAUSSER (LCI)

PAUL JOLY (RTL)

هكذامن رايم

(Publicité)

LE MONDE / SAMEDI 18 OCTOBRE 1997 /

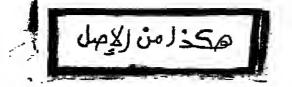
# TECHNOLOGIES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS.

Minu

des crises

Quand vous optez pour le 100% pur Java, tout devient compatible. Tout fonctionne avec tout. Tout est simple. Tout est beau. Alléluia. THE NETWORK IS THE COMPUTER.





# Le gouvernement italien obtient la confiance de la Chambre

ROME. La Chambre des députés a voté, jeudi 16 octobre, la confiance au gouvernement de centre-gauche de Romano Prodi, mettant un point final à la crise qui a agité la péninsule pendant une semaine, à propos des mesures d'austérité prévues dans le budget 1998 pour qua-lifier l'Italie pour l'euro. Les députés communistes à l'origine de la crise ont apporté leur soutien au gouvernement. En contre-partie, celui-ci s'est engagé à présenter un texte de loi prévoyant la réduction de la semaine de travail à 35 heures eo 2001, suscitant les critiques du patronat, mais aussi des principales centrales syndicales, qui ont ouvertement manifesté jeudi leur scepticisme. ~ (AFR)

# Le Japon espère encore une issue aux négociations sur le transport maritime

TOKYO. Le ministre des affaires étrangères japonais, Keizo Obuchi, a indiqué, vendredi 17 octobre, qu'il attendait encore des progrès dans les discussions en cours avec les Etats-Unis sur le transport maritime, malgré les menaces américaines de sanctions et de guerre commerciale. Les Etats-Unis ont mis en demeure, jeudi, les trois plus gros armateurs japonais de s'acquitter d'une amende, sous peine de se voir fermer l'accès aux ports américains à compter de vendredi. En l'absence d'un compromis, ceci risquerait de provoquer un sérieux affrontement commercial transpacifique. Ces amendes ont été décidées par la Commission fédérale du transport maritime (FMC) le 4 septembre, en raison, avait affirmé la Commission, de la persistance de pracques discriminatoires dans l'Archipel à l'encootre des navires cargo étrangers. L'amende imposée se monte à 100 000 dollars pour chaque entrée effectuée, en septembre, par les navires cargo battant pavillon japonais. L'ordre devait prendre officiellement effet vendredi matin. Les négociateurs des deux pays ont repris leurs discussions jeudi dans l'après-midi. - (AFR)

# L'Europe lance un appel pressant pour la réduction des gaz à effet de serre

LUXEMBOURG. Les ministres de l'environnement de l'Union européerme ont lancé, jeudi 16 octobre à Luxembourg, un appel pressant à leurs parteoaires au sein de la Conveotion sur le changement climatique, afin qu'ils fassent rapidemeot des propositions substantielles pour la réduction des gaz à effet de serre. « Le Conseil (des ministres de l'environnement) regrette dons ce contexte l'obsence d'offres concrètes de négociation de la part d'importants pays industrialisés ou leur insuffisonce », note le texte publié à l'issue de la reocontre. Une allusion à peine voilée aux Etats-Unis et au Japoo à quelques semaines de la conférence sur le changement climatique, qui doit se te-nir à Kyoto du 1ª au 10 décembre. - (AFP.)

# La CIA confirme les évaluations relatives à son budget annuel

WASHINGTON. L'Agence centrale de renseignement américaine (CIA) a indiqué, mercredi 15 octobre, pour la première fois, le montant annuel de son budget qui se chiffre à 26,6 milliards de dollars (160 milliards de francs). Le directeur de la CIA, George Tenet, qui a la responsabilité de l'ensemble de la « communauté du renseignement » aux Etats-Unis, a affirmé dans un communiqué que le chiffre était rendu public en réponse à une action en justice, inteotée il y a plusieurs mois par un lobby, en vertu du droit à l'information. « Au delà de ce chiffre il n'y oura oucune outre révélation d'informations secrètes cancernont le budget, parce que de telles révélations pourraient nuire à lo sécurité notionole », a affirmé M. Tenet. Le chiffre fourni par le directeur de la CIA n'est en rien une révélation, il confirme les évaluations avancées par les spécialistes du renseignement depuis plusieurs années, et publiées ootamment dans la presse américaine.

# Les « tribunaux sans visages» sont abolis au Pérou

LIMA. Les « tribunaux sans visages », chargés de juger les auteurs d'actes terroristes, ont été officiellement abolis, jeudi 16 octobre. Ils avaient été créés le 5 mai 1992, deux mois après l'auto-putsch qui donna les pleins pouvoirs au président Fujimon et en pleine vague de violence déclenchée par le parti communiste-Sentier Lumineux (PCP-SL), dans la capitale. Ces tribunaux, qui devaleot préserver l'intégrité physique des juges menacés de représailles, ont traité, en cinq ans, plus de 3 000 dossiers. Parmi les 3 910 personnes incarcérées à ce jour, pour délit « de terrorisme ou trahison à lo patrie », environ un millier sont innocents, selon les indications fournies par les associations de défense des droits de l'homme et confirmées par les autorités. Le gouvernement a créé, il y a un an, une commission ad hoc, chargée de réexaminer les cas les plus flagrants d'injustice. A ce jour, elle a reçu 2 300 requêtes de révision et a contribué à remettre en liberté 226 personnes. « L'élimination des " tribunoux sans visages " est positive, reconnaît Ricardo Soberon président d'Aprodeb, l'association pour les droits de l'homme, mais le prochoin pas doit être la suppression des tribunoux militaires. Ils ont démantré leur incompétence pour juger des civils et usurpé les fonctions de la justice ordinaire. » - (Carresp.)

# Benazir Bhutto critique durement les autorités suisses

KARACHI. L'ancien premier ministre du Pakistan, Benazir Bhutto, s'en est pris violemment, jeudi 16 octobre, aux autorités suisses pour avoir gelé les comptes bancaires qu'implicitement elle admet détenir. Des comptes bancaires de M. Bhutto et de ses proches, totalisant environ 20 millions de francs suisses (13,5 millions de dollars) ont été bloqués à Genève, oot indiqué mercredi les autorités suisses. La justice genevoise a été chargée d'agir au titre d'une demande d'entraide judiciaire adressée à la Suisse par je gouvernement pakistanais, a précisé, à Berne, l'Office fédéral suisse de la police. M= Bhutto, 44 ans, a quitté ses fonctions de premier ministre en novembre 1996, après des accusations de corruption et de mauvaise gestion. Son mari, Asif Ali Zardari, fait également l'objet d'accusations, et a été placé en déten-

# Querelle des anciens et des modernes dans la République du Monténégro

Un changement à la présidence affecterait le pouvoir de Slobodan Milosevic

Le deuxième tour de l'élection présidentielle au ra lieu dimanche 19 octobre dans la République partie, avec la Serbie, de la Fédération de Youra lieu dimanche 19 octobre dans la République goslavie (RFY), dont Slobodan Milosevic est le tique envers M. Milosevic, souhaite plus d'autora lieu dimanche 19 octobre dans la République goslavie (RFY), dont Slobodan Milosevic est le du Monténégro. Cette petite République fait président. L'un des deux candidats, le premier nomie par rapport à Belgrade.

PODGORICA

de notre envoyé spécial La guerre est ouverte au sein du Parti démocratique socialiste du Monténégro (DPS, ex-communiste) 4 La scission provoquée, au mois de Juillet, par les désaccords eotre le président sortant. Momir Bulatovic et soo premier ministre, Milo Diukanovic, a fait des deux hommes les principaux rivaux de l'élection présidentielle, dont le second tour aura lieu dimanche 19 octobre. A en croire leurs étatsmajors respectifs, il s'agirait pratiquement d'une querelle entre les anciens et les modernes. Cet affrontement porte principalement sur la politique économique du gouvernement et les relations avec la Serbie volsine, qui forme avec le Monténégro la République fédérale de Yougoslavie (RFY).

La première ligne de fracture entre les deux prétendants à la magistrature suprême concerne la politique économique. Ardent défenseur du libéralisme, Milo Ojukanovic a déjà entrepris, à la tête du gouvernement, la privatisation de 80 des quelque 300 entreprises d'Etat béritées du socialisme. Il a aussi permis le développement d'un secteur informel de l'économie qui a pris une importance considérable dans le pays. « Nous y ovons été forcés pour survivre tant que les sanctions économiques étaient imposées à notre pays, ex-plique le ministre de l'informatioo, Bozidar Jaredic, mois nous sommes canscients qu'il fout maintenant réintégrer ce secteur dons la

Le premier ministre s'est aussi

prononcé en faveur d'une plus grande démocratisation du pays, même s'il a mené, selon ses détracteurs, une campagne eà l'oméricoine, grâce à de l'orgent des offairistes qui veulent continuer à exercer leur business à l'abri des tracosseries ». « En foit, assure Andjelko Lojpur, professeur d'économie à la faculté de Podgorica, le choc provoqué por l'opparition d'une nouvelle classe sociole, réduite mois extrêmement puissante, a bouleversé le paysage sociol du pays. » Il explique qu'il y a « d'un côté ceux qui veulent avancer, en espéront régulariser peu à peu le secteur înformel qui représente dorénovant lorgement plus de 30 % de [l']économie, et, de l'autre, ceux qui sont effrayés par le pouvoir détenu par cette nouvelle classe ».

« NOUVEAUX RICHES »

Les adversaires du premier ministre, regroupés autour du président Momir Bulatovic, dénoocent en effet l'emprise croissante des «nauveaux riches » sur l'activité économique du pays, et se prononcent contre un bbéralisme excessif qui laisse sur la touche une grande partie de la population. « Nous devons respecter lo légalité, assure le vice-président de la faction dissidente du DPS, Zoran Zizic, ce qui n'est pas le cas octuellement. » « Nous sommes également en faveur d'une plus grande justice saciale. Nous refusons, poursuit-il, le copitalisme sauvage tout en étant pour lo propriété privée, car nous savons que lo propriété sociale étoit une illusian du système socialiste. »

Conséquence logique de ces nvalités, le premier ministre est largement soutenn par l'électorat urbain, les jeunes, une partie des intellectuels, et. d'une manière générale, le sud du pays et son littoral touristique, plus tourné vers l'extérieur. Le président Momir Bulatovic a quant à lui obtenu un score important dans les banlieues, les villages, au sein de la classe ouvrière ainsi que dans le nord du Monténégro, orieoté vers la République serbe.

A l'affrootement sur la politique iotérieure, s'ajoute une autre différence de taille entre les deux candidats concernant les relations avec la Serbie, et plus spécifiquement avec le président de la République fédérale de Yougo-slavie, Slobodan Milosevic, Ainsi, le premier ministre o'a eu de cesse de critiquer le président fédéral depuis les manifestations qui ont suivi, l'hiver dernier, le noo-respect des résultats des élections municipales eo Serble. Milo Djukanovic, qui souhaite une plus grande autonomie vis-àvis de son voisin serbe, s'est par ailleurs assuré du soutien des minorités nationales, les commnnautés albanaise et musulmane dn Monténégro, qui représentent respectivement 7 % et 14 % des 600 000 habitants que compte le pays. Avec cet appui, et le rallie-ment de l'opposition libérale, il dispose d'une coalition majoritaire à l'Assemblée nationale. L'opposition démocratique de Serbie souhaite elle aussi ardemment que l'éventuelle victoire à l'élection présidentielle de Milo

Djukanovic marque nne défaite de Slobodan Milosevic, et limite les pouvoirs du président de la République fédérale.

L'équipe du président Bulatovic voit dans le désir d'autonomie de ses rivaux une tendance indépendantiste qu'elle n'estime être qu'une vue de l'esprit. Elle soutieot activement M. Milosevic, et bénéficie de son appui. « Je refusede considérer que le foit de s'apposer à Slabodon Milosevic représente un label de démocratie, explique M. Zizic. Lors du référendum de 1992, lo population du Monténégro s'est prononcée pour rester ou sein de lo République fédérole, et, constitutionnellement, on ne peut toucher ou statut de notre République que par référendum. Il faut prendre octe de ce fait, et ne pas utiliser le Monténégro paur faire. éciater lo RFY. »

Professeur de sciences politiques à la faculté de droit de Podgorica, Srdjan Darmanovic explique que «le poys est oinsi portagé en deux blacs d'impartance à peu près égale, sans possi- : bilité de compromis entre eux, et sans aucune force politique au misimiste sur l'après-scrutin « et sur . monquerant pos de se produire dans tous les cas de figure, d'outant que les élections législotives qui pourraient être arganisées dans les six mois qui viennent prolongeront l'affrontement actuel, quel que soit le résultat du second tour de l'élec-

Denis Hautin-Guiraut

# Près des bouches de Kotor, le port de tous les trafics

HERCEG-NOVI de notre envoyé spécial

« Pendont lo période des sanctions économiques qui frappaient notre poys, nous nous sommes débrouillés de diverses manières et naus avons, il est vral, fait des choses pas très régulières au regard des lois internationales », explique sans détour le ministre de l'information du Monténégro, Bozidar Jaredic. Ces « irrégularités » prennent la forme, sur la côte monténégrine, de vedettes ultrarapides. Oans le port de Zelenika, à quelques kilomètres d'Herceg-Novi et des superbes bouches de Kotor, une quarantaine de ces engins sont amarrés devant le « poste-frontière », un simple quai entouré de quelques improbables

duty free shops. Il s'agit de vedettes de course toutes équipées de puissants radars, de radios ondes courtes et souvent lestées de bidons d'essence supplémentaires amarrés sur la plage arrière. Des équipements qui transforment ces embarcations de plaisanciers fortunés en d'efficaces bateaux de haute mer pour contrebandiers professionnels. La plupart d'entre eux arborent le pavillon de l'Italie dont la côte n'est située qu'à une centaine de milles (envi-

ron 180 kilomètres). Sur le parking-du postefrontière, les luxueuses voitures de sport - la plupart de marque allemande - portent des plaques italiennes ou monténégrines. Contre toute évidence et avec tout de même un sourire entendu, le capitaine de police qui veille sur l'entrée des installations affirme qu'il s'agit d'« un part comme les outres ».

« GLISSEURS DE L'OMBRE »

Le maire de la commune, Drugan Jankovic, aborde lui aussi le sujet avec la plus extrême prudence. Il est très disert sur « les effets positifs de l'économie grise et la nécessaire survie d'une ville merveilleusement située pour le transit des marchondises», ou encore sur « les sonctions économiques internationales qui nous ont forcés à survivre par tous les mayens ». Il reconnaît aussi que « quelques personnes ont bien sûr profité de cette situation » et que ces activités « sont totalement contrôlées par le gouvernement et les argones compétents ». Mais M. Jankovic affirme, en revanche, ne disposer d'« oucune information sur ce qui transite par Zélénico, du café ou de la forine... » et n'a «oucune idée de la monière dont tout cela fonctionne ».

Ses opposants au sein de la malrié sont bien évidemment plus bavards. Parmi eux, Stevan Mitrovic, préside la fraction dissidente du Parti démocrate socialiste. Il souligne lui aussi que les sanctions économiques « ant enfic ». « Il s'agit principalement, dit-il, de cigarettes importées illégalement d'Albanie ou de Mocédoine, qui sont introduites sur le morché européen via l'Italie. Des trofics d'essence se sont égolement développés dons l'autre sens ou mament du blocus économique. » Ces activités de transit, explique M. Mitrovic, « s'effectuent avec la protection de la palice du Monténégro, qui escorte les camions, et grâce à la complicité des outorités de l'Etat ». « Ces trafics, dit-il, ont favorisé l'opparition d'une closse de nouveaux riches extrêmement voyante à Herceg-Novi comme dons la capitale Podgorica. » Et Stevan Mitrovic craint maintenant que ces « glisseurs de l'ambre », comme sont surnommées ici les vedettes des contrebandiers, ne prennent trop d'ampleur. « Larsque lo mofio met la main sur quelqu'un, il n'y o pas de marche orn'ère possible », condut-il.

D. H.-G.

# Kjell Magne Bondevik, un ex-pasteur « branché », prend la tête d'un gouvernement ultraminoritaire en Norvège

correspondance en Europe du Nord

« Je demande le sautien de la poulation et l'aide de Dieu. » Kjell Magne Boodevik, qui prend ses fonctions de premier ministre oorvégien vendredi 17 octobre, en aura besoin. Ne disposant que de quarante-deux des cent soixantecinq sièges du Parlement élu en septembre, son gouvernement de centre-droit jouit d'une très faible assise. La plus faible dont ait bénéficié une équipe dirigeante depuis 1945 dans un pays pourtant habitué aux cabinets minoritaires.

Le seul fait que les chrétiens-populaires de M. Bondevik et leurs alliés centristes et libéraux aient pu accéder au pouvoir s'apparente à un miracle. Le premier ministre peut remercier son prédécesseur. En jurant avant les élections du 15 septembre qu'il démissionnerait en cas de résultat inférieur au scrutin de 1993, le travallliste Thorbjörn Jagland a scié.la branche sur laquelle il semblait confortablement installé. Le soir des élections, son parti demeurait

haut la main le plus puissant du pays, avec 35 % des suffrages, mais sans parvenir à renouveler son score d'il y a quatre ans (36,9 %). Exit donc M. Jagland, au profit de « l'olternotive centriste », dont le programme n'avait convaincu que 26 % des votants.

C'est assez pour que l'ancien pasteur M. Bondevik se retrouve à la tête d'un des pays les plus riches du monde, grâce à son pétrole et à son gaz off-shore. A cinquante ans, il n'a al la mine ni la thétorique austère des traditionalistes luthériens de la côte ouest de la Norvège qui forment le cœur de l'électorat de son parti. Avec son discours dépoussiéré, ses costumes à la mode et son alture juvénile, il a su attirer de nouvelles «brebis», portant les chrétienspopulaires à leur apogée (13,7% des voix). Cet ancien ministre des affaires étrangères et de l'éducation n'hésite pas pour autant à se réclamer ouvertement des valeurs chrétiennes et humanistes. « Nous voulons accorder plus de poids à l'immatériel, faire davontoge confionce aux individus, susciter un

débat sur les valeurs et une mobilisatian outour de l'éthique de lo société », a-t-il déclaré jeudi en présentant son cabinet, qul comprennent autant de femmes que d'hommes.

« LISTE DE VŒUX »

Cette orientación se retrouve dans la plate-forme gouvernementale : aide accrue aux plus faibles aux retraités, aux malades, mais aussi aux pays les plus démunis -, allocations supplémentaires pour les enfants en bas âge, moins d'élèves par classe et plus de réfugiés, imposidan plus lourde des revenus du capital. Pour chacume de ces mesures, M. Bondevik et ses alliés devront louvoyer au Parlement entre les différents partis d'oppositioo, afin de gianer une

Certains n'accordent que quelques mois à ce gouvernement avant qu'il ne doive jeter l'éponge. Avec plus d'un tiers des députés, les travaillistes ont indiqué qu'ils o'allaient pas lui faire de cadeaux. Commediant sa plate-forme, M. Jagiand a estimé que ce n'était

de væux ». Pour corser les choses, le gouvernement social-démocrate sortant a présenté lundi 13 octobre, comme il y était autorisé, son projet de budget pour 1998. M. Bondevik ne dispose que de quelques semaines pour le corri-

Puis viendra le temps des dossiers plus sensibles. L'accord conclu pour intégrer la Norvège. dans l'espace Schengen, bieo qu'elle ne fasse pas partie de l'Union européenne, devra être renégocié avec Bruxelles après la décision du Conseil européen d'Amsterdam de communautariser l'acquis Schengen. Les trois petits partis au pouvoir ne sout pas partisans de cette coopération avec les Quinze. Ils souhaiteraient, par. ailleurs, remettre en cause la construction de deux centrales à gaz, votée par le Parlement précédent. Deux sujets pour lesquels le gouvernement Bondevik ne dispose pas de la majorité dans la nouvelle Assemblée.

Benoît Peltier

ه كذا من الإمل

Les océans couvrent deux tiers de la planète.

The Economist couvre le reste.

Lex-pasteur - branch ultraminomanes

sens et des modernes

aue du Monténégro

régions – parmi les vingt – qu'elle dirige actuellement. Les perspectives de conquête contribuent à souder la « majorité plurielle » autour des socialistes, tandis que la

de l'extrême droite. ● EN ILE-DE-FRANCE, l'une des regions que la droite pourrait perdre après la mise en examen du président sortant,

droite s'inquiète de la concurrence Michel Giraud (RPR), la tentative d'accord RPR-UDF autour d'Edouard Balladur rencontre quelques difficultés. O DANS LE SUD-EST, où trois élections cantonales partielles se

disputent le 19 octobre dans les Bouches-du-Rhône, l'affaiblissement de la droite républicaine renforce le danger représenté par le

# La droite est menacée dans la plupart des régions qu'elle contrôle

Les élections régionales, fixées au 15 mars 1998 en même temps que le premier tour des élections cantonales, s'annoncent difficiles pour l'opposition, au vu des résultats des législatives de 1997. La majorité « plurielle » voit s'ouvrir des perspectives de conquête

LES ÉLECTIONS RÉGIONALES, fixées au 15 mars 1998, sont dans les têtes de tous les responsables politiques. Depuis la rentrée de septembre, on les devine en arrière-plan de beaucoup de leurs actes, en filigrane derrière beaucoup de leurs paroles. Organisées en même temps que le premier tour des cantonales, elles devraient en théorie inquiéter la gauche : la première consultation qui suit une alternance constitue souvent une épreuve pour la nouvelle majorité, à la merci d'un vote de déception de son électorat.

Pourtant, cette fois, c'est l'opposition qui rednute ce scrutin. Dirigeant vingt des vingt deux régions métropolitaines depuis la défaite cinglante subie par le Parti socialiste en 1992, elle s'attend à perdre beaucoup de terrain face à une gauche rassemblée au gouvernement et en forme dans les élections partielles, et face à un Front national dont le dynamisme électoral n'est plus à démontrer et à qui ce type de scrutin à la proportionnelle a toujours souri. A droite comme à douze présidences de conseils régionaux au profit de la « majorité plurielle ., qui ne détient aujourd'hui que le Limousin (PS) et le Nord - Pas-de-Calais (Verts).

Le pessimisme radical qui s'est

emparé de la droite s'alimente aux résultats du premier tour des législarives. L'opposition parlementaire, toutes enmposantes inclues, n'y devance la gauche, toutes familles mélangées, que dans quatre régions: l'Alsace, la Basse-Normandie, les Pays de la Loire et la Corse. Elle est certaine d'y conserver la majorité, tout comme la gauche ne devrait pas être menacée dans le Nord - Pas-de-Calais et dans le Limousin. Dans les autres régions, bien qu'à des degrés très variés, le

Parmi les régions qui semblent le plus à la portée de la gauche figure l'Aquitaine, présidée par le RPR Jacques Valade. La majorité y a devancé la droite de plus de dix points au premier tour des législatives et l'opposition y est passée de

gauche, les pronostics convergent : vingt-trois à cioq députés. La la droite pourrait perdre de six à «gauche plurielle», elle, a bondi de quatre à vingt-deux sièges, améliorant même ses positions par rapport à 1988. La région de Midi-Pyrénées, dirigée par Marc Censi (UDF-DL), est également à ranger dans cette catégorie. La gauche y a frôlé la majorité absolue lors des législatives et triplé le nombre de ses députés, passés de sept à vingt et un, la droite régressant de dixneuf à cinq sièges.

SAUVER CE QUI PEUT L'ÊTRE

Le Languedoc-Roussillon, présidé par l'UDF-DL Jacques Blanc, ne semble pas plus solide. La droite y a été devancée de plus de quinze points par la gauche aux législatives et doit, de surcroît, compter avec un Front national qui a frôlé 19% des voix au premier tour. L'opposition n'y détient plus qu'un des vingt et un sièges de députés, alors qu'elle en occupait dix-neuf depuis 1993. La Haute-Normandie, presidée par le RPR Antoine Rufenacht, est également très menacée. La gauche a devancé la droite de quatorze points au premier tour des législatives et a remporté douze des dix-sept sièges de députés, alors qu'elle n'en détenait que six auparavant. Provence-Alpes-Côte d'Azur, où François Léotard brigue la succession de Jean-Claude Gaudin (UDF-DL) et où le poids du Front national (près de 24 % des voix au premier tour des législatives) obère les chances de la droite, est également susceptible de basculer.

Paraissent également fragiles les positions de la droite en lle-de-France, dont le président RPR, Michel Giraud, ne se représente pas (lire ci-dessous), et en Picardie, où arles Baur (UDF-FD) a été battu



tuellement présidée par Gérard Longuet (UDF-DL), qui n'a pas réussi à retrouver son siège de député en juin, l'Auvergne de Valéry Giscard d'Estaing, la Franche-Comté de Pierre Chantelat (UDF-DL) et la Bourgogne de Jean-François Bazin (RPR) ne sont pas non plus à l'abri.

La préparation concrète des régionales n'en est qu'à ses prémices. Mis eo appétit par les perspectives de cooquete, les partenaires du Parti socialiste abordeot la négoclation d'éveotuelles listes communes avec de solides ambitions: chacun d'entre eux revendique de conduire la gauche dans deux régions. Les Verts demandent

aux législatives. La Lorraine, ac- à conserver la direction des opérations dans le Nord - Pas-de-Calais et à la prendre dans une autre région. Le Parti radical-socialiste revendique la Corse pour Emile Zuccarelli et Midi-Pyréoées pour Jean-Michel Baylet. Le Mouvement des citoyens se verrait bien chef de file en Franche-Comté et en Bourogne. Quant au Parti communiste, il n'en revendique « pas moins que les autres, puisqu'[il est] la deuxième force de la mojorité », seloo la for-mule d'André Lajohnie.

La droite, elle, se prépare à sauver ce qui peut l'être. Le RPR et l'UDF n'ont pas encore fixé de date pour leur première réunion de travail. M. Léotard, président de l'UDF, a fait part de son souhait

constituer le plus grand nombre possible de listes communes, mais rien n'est encore tranché. Philippe Séguin, président du RPR, et

de l'UDF, souhaiteraient que soient d'affaires liées au financement de la vie politique. Claude Goasguen. secrétaire général de l'UDF, qui s'apprète lui-même à être candidat à Paris, s'est prononcé en ce sens dans un entretien à Libération du 16 octobre. Ce point délicat, puisqu'il mettrait hors-jeu des personnalités de l'UDF comme Pierre Mébaignerie, eo Bretagne, ou M. Longuet, en Lorraine, o'est pas tranché, oon plus que le sort des présidents sortants qui ont été battus ou qui ont échoué aux législatives. L'UDF en compte pourtant pas mois de quatre : M. Baur en Picardie, M. Longuet eo Lorraine, Maurice Dousset (UDF-DL) dans le Centre et René Garrec (UDF-DL) en Basse-Normandie.

Cécile Chambraud

# Les cantonales des Bouches-du-Rhône inquiètent la droite républicaine

M. Monory plaide devant M. Jospin pour deux mandats

Premier à participer, jeudi 16 nctobre, à l'hôtel Matignon, à la

« concertation » ouverte par Linnel Josphn sur le cumul des man-

dats, que le premier ministre souhaite restreindre, le président du

Sénat a exprimé son hostilité à une telle mesure (Le Monde du 16 oc-

tobre). Au terme d'un entretien de trente minutes, René Munury (UDF-FD) a déclaré: « Je considère que, pour lo société française et

pour la décentralisation, il faut pouvoir avoir un mondot parlemen-

taire et un outre mondat », en ajoutant : « Je ne suis pas fermé à

tout. » M. Monory, qui s'était prononcé pour un système « déroga-

toire » en faveur des sénateurs, a indiqué, cette fois, que l'Assem-

blée nationale et le Sénat devalent être « traités de lo même façon ».

M. Jospin devalt recevoir, vendredi, le président de l'Assemblée na-

tionale, Laureot Fabius (PS), qui est favorable à une limitation

« dans des proportions raisonnables », et le secrétaire national du

de notre correspondant régional Trois cantons des Bouches-du-Rhône connaîtront le 19 octobre leur nouveau titulaire; le PCF, qui en détenait deux, devrait capter les trois. A Arles-Ouest, où le socialiste Michel Vauzelle était sortant, la messe est dite, puisque Paolo Toeschi (PS) s'est désisté en faveur d'Hervé Schiavetti (PCF), des lors seul en lice. Dans les deux autres, le Front national sera seul face aux communistes, arrivés en tête. A Martigues-Ouest, Evelyne Santoru, qui brigue la succession du député Michel Vaxès, maire de Port-de-Bouc, dispose sur le pa-pier de 68 % des voix depuis le retrait du socialiste. A Gardanne, Michel Ré qui brigue le siège de Roger Mei, maire de Gardanne et député, espère 55 % des voix, addition des siennes et de celles de la socialiste, du communiste dissident et d'un écologiste.

Ces résultats de premier tour ont fait l'objet de commentaires discrets des milieux polioques, qui soulignent souvent qu'ils doivent être relativisés tant l'abstention était forte; dans les trois cantons, elle dépasse 60 % des inscrits. Cela a favorisé les franges les plus militantes de l'électorat, PCF et Front

SOUTIEN APPUYÉ À M. LÉOTARD A Arles, cela expliquerait que le premier adjoint (communiste) au maire (socialiste) Michel Vauzelle ait dépassé l'adjoint (socialiste) aux finances. Dans l'entourage du maire, un minimisait le recul en ajnutant que la majnrité du conseil général n'étant pas en cause, les électeurs socialistes ne se sont pas sentis appelés. On se rassurait en constatant que dans ce canton, qui fut longtemps communiste, en votant Schiavetti, militant réputé, on votait encure pour la majorité municipale. Il n'empeche que les communistes,

avec lesquels les discussions soot eogagées afin de constituer une liste unique à l'image de la majorité « plurielle » pour les régionales, se feront fort de rappeler qu'ils ont une légère brise en poupe.

C'est évidemment à la droite que ces résultats posent le plus de problèmes: dans les cantons populaires elle ne fait plus que de la figuration entre la gauche et le Front national, qui progresse à chaque échéance. Elle semble souvent avoir renoncé à Implanter de nouvelles personnalités avant énergie et patience et ne se rend au combat que contrainte. Richard Maillé (UDF-DL), maire de Bouc-Bel-Air, dans la circonscripoon de Gardanne, chuchotait jeudi qu'il s'était présenté dans cette bataille surtout parce que Jean-Claude Gaudin le lui avait demandé. Ayant recueilli un peu plus de 20 % des voix (et 42 % dans sa commune, ce qui semble le plus important pour lui), il estime avoir réussi son pari.

Les analyses des seconds tours

de ces tests très partiels vont nccuper les états-majors des grandes formations, qui présentaient officiellement, vendredi, leurs têtes de liste régionales. A gauche, M. Vauzelle invitait à déjeuner à Avignon ses amis socialistes Elisabeth Guigou, Jean-Louis Bianco, Christian Martin, Patrick Allemand et Christian Graglia, pour lancer le travail programmatique et faire le point sur les négocianons à venir avec les autres formatinns. A droite, Jean-Claude Gaudin et Renaud Muselier faisaient de même avec Jean-Claude Mattei (UDF), Marie-José Roig, Christian Estrosl (RPR), Alain Bayrnu (UDF) et Daniel Spagnou (RPR). François Léotard devait recevnir le soutien appuyé de tous pour diriger la manœuvre dans le Var et dans la réginn.

Michel Samson let, qui estime que seul M. Pasqua

# Le consensus « balladurien » se fissure en Ile-de-France

communiqué, mercredi 15 octobre, à Edouard Balladur les résultats d'une enquête d'optition selon laquelle la gauche devancerait la droite aux élections régionales en lle-de-France le 15 mars 1998 et obdendraît la majorité reladve au conseil régional. Chaque jour qui passe est pour l'ancien premier ministre, à qui Philippe Seguin a proposé de conduire la campagne de l'opposition, l'occasion de découvrir les obstacles qu'il devra surmonter en cas d'acceptation, qui, en fait, vaudrait candidature à la succession de Michel Giraud (RPR) à la présidence du conseil régional

d'Ile-de-France. Le consensus qui semblait entourer la possible candidature de l'ancien premier ministre commence à se fissurer. D'une part, des voix s'élèvent pour dire que le scénario de listes communes RPR-UDF n'est pas le plus approprié à contenir la montée électorale du Front national en Ile-de-France. Or, un des atouts de M. Balladur est d'incamer l'union des deux formations de l'opposition, son engagement possible dans le combat des régionales ayant été accepté avec empressement par le président de l'UDF,

Françuis Léotard. D'autre part, au RPR, certains commencent à confester à M. Balladur la capacité d'être le meilleur chef de file de la druite francilienne. Le doute est clairement exprimé par Jean-Jacques Guillet, député et conseiller régional RPR des Hauts-de-Seine, proche de Charles Pasqua, dont il se fait souvent le porte-parole. L'ancien ministre de l'intérieur de M. Balladur estime que l'avenir du mouvement néogaulliste devrait l'emporter sur ce qu'il qualifie d'« arrangements de personnes » entre MM. Séguin et Balladur. «S'il v a une chance de sauver la region, ce n'est pas avec Balladur, dont l'imoge est trop centriste pour une grande partie de notre électorat », déclare M. Guiltrême droite. « Nous le poussons à se porter condidat », poursuit le député des Hauts-de-Seine, qui affirme que l'idée fait son chemin

dans plusieurs fédérations. Comme celle des Hauts-de-Seine, la fédération RPR des Yvelines, contrôlée par le président du conseil général, Franck Borotra, s'est prononcée pour que RPR et UDF partent au combat sous leurs couleurs respectives.

L'UDE RÉCLAME LA PARITÉ L'entourage de M. Balladur mi-

nimise le risque d'une rivalité déclarée entre l'ancien premier ministre et le président du conseil général des Hauts-de-Seine, qui se sont rencontrés largement, jeudi 16 octobre, dans un climat qualifié d'amical. M. Balladur n'est pas demandeur, souligne un de ses proches, blen qu'il puisse se montrer très intéressé à l'idée de mener un combat difficile pour le compte du RPR. Tant qu'il n'a pas accepté l'offre de M. Séguin, Il reste en position de force pour peser sur la composition des listes. A Paris, il

LA DIRECTION du RPR a est capable de faire barrage à l'ex- souhaite ainsi accueillir, en très président de DL qu'on a dit tenté bonne place, l'ancien ministre de l'environnement Corinne Lepage. L'entbousiasme de l'UDF à la

perspective d'une candidature Balladur s'est lui aussi tempéré an fil des semaines. Soutenu à l'élection présidentielle par une majorité d'élus UDF (excepté à Paris, où Claude Goasguen et Jacques Dominati avalent pris fait et cause pour Jacques Chirac), M. Balladur reste avant tout membre du RPR, dont il s'efforcera de maintenir la prééminence en Ile-de-France. L'équilibre deux tiers-un ders, qui avait présidé à la constitution des listes en 1992 est remis en question par l'UDF, qui réclame la parité en espérant au moins un rééquili-

Bernard Lehideux (DL), ferme partisan de listes uniques RPR-UDF, avertit que «s'il y o listes séparées dons un département d'Hede-France, il y aura listes séparées partout, y compris à Paris ». Dans cette hypothèse, l'UDF devrait alors désigner son propre chef de file dans la capitale. Un éventuel « parachutage » d'Alain Madelin.

de tester à Paris ses positions libérales, se heurterait à l'opposition des « gros élus » parisiens, y compris et surtout UDF, soucieux de préserver leurs positions sur l'échiquier politique de la capitale. Après avoir déclaré qu'il ne serait pas candidat en Bretagne, M. Madelin affirme aujourd'hui qu'il ne sera « pos candidot oux régionoles », dans quelque région que

ce soit \* Nous ne contestons ni M. Ballodur comme tête de liste à Paris, ni M. Pasqua comme tête de liste dons les Hauts-de-Seine... Au RPR de résoudre ses conflits de personnes », résume M. Lehideux. Les conseillers régionaux RPR, se souvenant du scépario de 1992 - le forfait de dernière heure d'Alain Juppé, supplanté par M. Giraud, plus apte à gouverner une assemblée sans maiorité absolue - ne seraient pas mécontents d'avoir le choix entre deux « présidentiables » aussi différents que le sont MM. Balladur

Pascale Sauvage

# La gauche accuse M. Tiberi d'obstruction

HENRI MALBERG, président du groupe communiste du Conseil de Paris, diagnostique une « tentation de roidissement » de la majorité RPR-UDF face aux élus de l'opposition. A tous les niveaux de son foncconnement, l'Hôtel de Ville de Paris semble engagé dans une stratégie de repli sur soi, renforcée par les résultats, en forme d'avertissement, des élections législatives. Jeudi 16 octobre, la gauche parisienne, unie autour du maire du 3 arrondissement, Pierre Aidenbaum (PS), a déooncé l'obstruction systéma0que de l'équipe Tiberi aux inidatives et aux dossiers des mairies d'opposition.

Un proche de M. Tiberi affirmait, au lendemain des législatives, que la gauche serait privée

des moyens d'utiliser la logistique de l'Hôtel de Ville pour ses offensives contre la majorité munici-

L'accès aux documents d'information détenus par la Mairie de Paris, déjà difficile depuis 1995, ne semble désormais possible qu'au terme d'un véritable parcours du combattant pour les conseillers de Paris. Roger Madec (PS), maire du 19 , après un avis positif - sans effet sur M. Tiberi - de la Commission d'accès aux documents administratifs (Cada), vient d'obtenir du tribunal administratif un jugement enjoignant au maire de communiquer un rapport de l'inspection générale de la ville sur... le fonctionnement d'une association. Martine Billard (Verts),

conseiller de Paris, devenue une adepte de la lettre recommandée, explique que, « quond on s'accroche, ils finissent par donner les documents, mais trop tard pour qu'on puisse Intervenir efficacement en seonce ». M. Tiberi, dans ces conditions, a beau jeu d'accuser l'opposition d'« ergoter » et de rappeler que « l'enceinte démocratique dons laquelle on peut s'exprimer sereinement s'oppelle le Conseil de Paris ». « Tout ce petit jeu consiste justement à éviter de faire du Conseil une tribune d'expression », constate Cécile Silhouette (Alternaove citoyenne), elle aussi confrontée à... l'ergotage permanent de la municipalité.



M. Léotard sont convenus qu'il reviendrait aux instances nationales des deux partis d'avaliser non seulement les têtes de listes, mais encore la totalité des listes. Ils voudraient ainsi imposer un renouvellement des candidats et la présence de femmes, mais aussi écarter des candidats qui pourraient étre tentés, au moment de l'élection des présidents de région. le vendredi qui précédera le second tour des cantonales, d'accepter un accord avec l'extrême droite pour conserver une région. Il n'est cependant pas certain que les responsables locaux se laissent dicter des choix par Paris. En outre, certains, à la direction systématiquement écartés tous les élus mis en examen dans le cadre

. . . . . .

History (4) 4.1 14:00 2 .--A Springer HT.11: Chart is --partition of Ser. ....

RTLL: 25-3kr.  $x_{i,i+1,\dots,n}$ 127 ... 682 100 Conv.Ca-1 8 -61. <sub>f∈ 45.</sub> ± : : И Съ

France .

PLUS DE HALTER Y

# M. Chirac insiste sur la nécessité d'un dialogue social « efficace et confiant »

Le chef de l'Etat récuse tout aménagement du temps de travail imposé

Jeudi 16 octobre, à Clermont-Ferrand, Jacques Chirac s'est démarqué de la méthode du gouvernement sur la réduction du temps de travail, tout en jugeant « na-tion du temps de travail « la pire des choses ».

CLERMONT-FERRAND

de notre correspondante Inaugurant, jeudi 16 octobre à Clermont-Ferrand, l'Europartenariat, où se pressaient deux mille chefs d'entreprise et patrons de PME, Jacques Chirac s'est trouvé face à un public sensible pour exprimer sa différence avec le gouvernement sur les trentecinq neures. « Soutenir les PME, dans le monde d'aujaurd'hui, où la concurrence est terrible, c'est sans cesse veiller à leur compétitivité », a-t-il déclaré, avant d'observer que l'aménagement du temps de travail « ne peut pas être imposé, mais doit être négocié au cas par cas au

Pour le chef de l'Etat, l'aménagement du temps de travail « suppose un diologue efficoce et confiant entre les partenaires sociaux. Lo bonne voie est celle qui permet oux entreprises de développer l'emploi essentiel, c'est-à-dire l'emploi productif. Mais oussi veiller à ce que l'aspiration naturelle à travailler moins soit compatible avec la bonne santé de l'entreprise » (Le Monde du 17 octobre). Face à un parterre de patrons, les applaudissements furent timides, à l'image

des propos mesurés de M. Chirac. Pendant que le président de la République parcourait à grandes enjambées les 27 000 m2 d'Europartenariat, François Michelin, le plus secret des grands patrons français, laissait éclater sa colère: « Les trente-cinq heures appliquées brutalement, c'est cinq semaines de congés payés en plus et 11 % d'aug-

mentation du prix de revient. M. Gandais a été flaué, on lui a menti. Sa dignité, c'était de foutre le camp, et il o eu raison. » Exceptionnellement prolize, le dirigeant du géant du pneumatique a poursuivi sa diatribe: «Lo paire de gifles qu'a reçue M. Gandois, l'ensemble des patrons l'a reçue. Ainsi que l'ensemble de tous les responsubles de l'entreprise, y compris le balayeur, qui est parfaitement

conscient des difficultés du métier. » Un peu plus loin dans les travées, Valéry Giscard d'Estaing a renchéri, jugeant « qu'une mesure autoritaire et générale sur la réduction du temps de travail ne créera pas d'emplois ». Une position plus critique et severe que celle de M. Chirac, qui, se voulant garant de la cohésion sociale, a davantage insisté sur la nécessité du dialogue.

Sénateur socialiste du Puy-de-Dôme, Michel Charasse refusait de voir dans les propos présidentiels un nouvel accroc à la cohabitation. «Le chef de l'Etat, a observé l'ancien ministre, o parlé des trentecing heures d'une manière qui correspond à ce que souhaite le gouvernement, c'est-à-dire l'évolution et la négociation, en tenant compte de lo situation des diverses entreprises. » Expert en cohabitation, l'ancien conseiller de François Mitterrand ne voit pas de discordance entre le président de la République et Lionel Jospin: «Il n'y o pas de on n'est pas en 1936. Aujourd'hul,

des PME-PMI exportent, et Jacques Chirac lui-même a rappelé qu'un employé sur quatre travaillait pour l'exportation. C'est la raison pour laquelle Léon Blum a pu, du jour au lendemoin, passer aux quorante heures. C'est la raison pour laquelle Lianel Jospin a dit qu'il faudrait deux ans pour négocier et odapter notre droit. »

Dans ce rendez-vous d'affaires qu'est l'Europartenariat, bourse de contacts créée par l'Union européenne, cette agitation politique a paru parfois « exotique » aux chefs d'entreprise étrangers, notamment américains. Pendant deux jours, 431 entreprises des sept régions dn «Grand Massif central» accueillent 2 000 entreprises étrangères venues de 83 pays. L'occa-sion pour M. Chirac de plaider une fois encore pour l'euro. Dès le 1º janvier 1999, a-t-il réaffirmé, «la France en sera ». M. Giscard d'Estaing, lui, surfait sur le Web : il a en effet proposé de créer un « europortenoriat permanent on line qui permettrait aux PME d'engager des échanges 24 heures sur

pour affirmer « la cohérence permanente » de son action ACCUSÉE d'être « balladurienne » sous Edonard Balladur. « juppéiste » sous Alain Juppé, la direction de la CFDT risque d'être jugée désormais « jospiniste » sous Lionel Jospin. Face à une opposition interne, notamment celle rassemblée autour de Tous ensemble,

qui ne lui épargne aucone critique, Nicole Notat veut démontrer, au contraire, que son attitude à l'égard des gouvernements successifs est une preuve de l'indépendance d'un syndicat qui n'entend pas se déterminer par rapport à la couleur politique dn gouvernement. Le conseil oational de la CFDT, qui s'est réuni du 14 au 16 octobre, estime que les décisions sur la réduction du temps de travail, à l'issue de la conférence nationale du 10 octobre, sont avec la réforme de la Sécurité sociale « un dewième résultat majeur » qui « va-

Sur 1380 votants, la déclaration du conseil national a été adoptée par 1 197 mandats pour (86,73 %), 3 contre et 183 abstentions (13,26 %). Lors du conseil national

lide » la stratégie de la confédéra-

d'avril, la résolution avait recueilli 83 % des suffrages. L'annonce d'une loi-cadre fixant la durée légale hebdomadaire à trente-cinq heures au 1º janvier 2000 a eu pour effet de conforter légèrement Mª Notat face à Tous ensemble, qui, en septembre, décernait un « cartan jaune » à M. Jospin. Le texte du conseil national juge le dispositif retenu le 10 octobre « de

nature à sortir notre pays de la spi-

Le conseil national de la CFDT

juge sa stratégie « validée »

Nicole Notat s'appuie sur les trente-cinq heures en l'an 2000 et sur le plan de redressement de la Sécurité sociale

> rale du chômage ». « La cohérence permanente de la CFDT, dans son discours comme dans ses octes; o permis de faire avancer sa conception de la réduction du temps de travail », assure le conseil national, qui appelle ses organisations à appuyer les négocia-tions dans les branches et les entreprises. Une affirmation qui a conduit un opposant, Claude Debons, pour la Fédération des transports et de l'équipement, à ironiser sur « les conversions récentes [qui] ne sont pas les moins ferventes ». «En radicalisant sa position, avertit la CFDT, le patronat porterait une

lourde responsabilité. La CFDT distribue bons et mau-

projets de loi sur l'immigration qui marquent « une évolution positive » même si elle demande des madifications », notamment sur les certificats d'hébergement, qu'elle désapprouve -, un mauvais point sur la politique familiale où elle « déplare » la nature des mesures du gouvernement tout en lu donnant acte de sa « volonté de réé-

quilibrage vers plus d'équité ». Plus malicieusement, la CFDT, qui avait soutenu le plan Juppé et s'était opposée au Parti socialiste sur ce point, se félicite de « la poursuite » et de « l'amplification » de la réforme du financement de l'assurance-maladie, avec le transfert de la cotisation maladie des salariés sur la CSG et « la maîtrise médicalisée des dépenses de santé ». La confédération juge donc la période « porteuse » dans la perspective des élections prud'homales du 10 décembre, pour lesquelles elle lance une campagne de mobilisation sur le thème « La CFDT; la meilleure voie pour défendre vos droits ».

Michel Noblecourt

# M. Strauss-Kahn lance une campagne d'explications auprès des chefs d'entreprise

APRES Jean-Pierre Chevene- serves » du chef de l'Etat « ne susment sur l'immigration, Martine citeraient de notre port oucun Aubry sur la semaine de commentaire si elles s'appuyaient Aubry sur la semaine de 35 heures, conformément à la règle de riposte graduée aux interventions du chef de l'Etat définie par Lionel Jospin (Le Monde du 17 octobre), c'est la ministre de l'emploi et de la solidarité qui a répondu à l'intervention faite par Jacques Chirac à Clermont-Ferrand, Jeudi 16 octobre. Soncieuse de minimiser la portée des propos de M. Chirac, Ma Aubry s'est déclarée « totalement d'accord > avec. eux, à la sortie d'un séminaire gonvernemental à Ma-

« Je ne peux que me réjouir que le président de lo République n'ait pas dit que la réduction de la durée du trovoil était la pire des choses à faire, comme nous l'entendons [à droite] », mais qu'il considère, au contraire, qu'il s'agit d'« une bonne démarche ». a explique M= Aubry. Elle a ajouté qu'elle avait « compris deux chases » des propos de M. Chirac: «La première, c'est qu'il pensait qu'il fallait oller vers une réduction et un aménagement du temps de travail. Et la seconde, qu'il falloit pausser les organisa tions patronales et syndicales à y

« PLUS DE HAUTEUR DE VUE »

Dominique Strauss-Khan a an-noncé, vendredi 17 octobre sur RTL, que le gouvernement allait « lancer un dialogue avec les chefs d'entreprise ». Avec MM. Pierret, Sautter et Dondoux, le ministre de l'économie et des finances va «sillonner la France» afin d'expliquer aux employeurs « lo politique écanamique du gouvernement, et ce que nous voulons faire en matière de 35 heures ».

Dans un communiqué, jeudi, Henri Emmanuelli, président (PS) de la commission des finances de l'Assemblée nationale, a indiqué qu'il attend « moins de calcul et plus de houteur de vue » de M. Chirac, dont il « ne doute pas » qu'il « utilisera les liens privilégiés qu'il entretient avec une fraction du potronat pour encourager ce dernier à renouer le diologue social qu'il oppelle par ailleurs de ses vœux». François Hollande, premier secrétaire délégué du Parti « vider lo négociotion de tout socialiste, a observé que les « ré- contenu réel ».

sur des résultats tangibles en ce qui concerne, le chômoge dons lo periode 1993-1997 ».

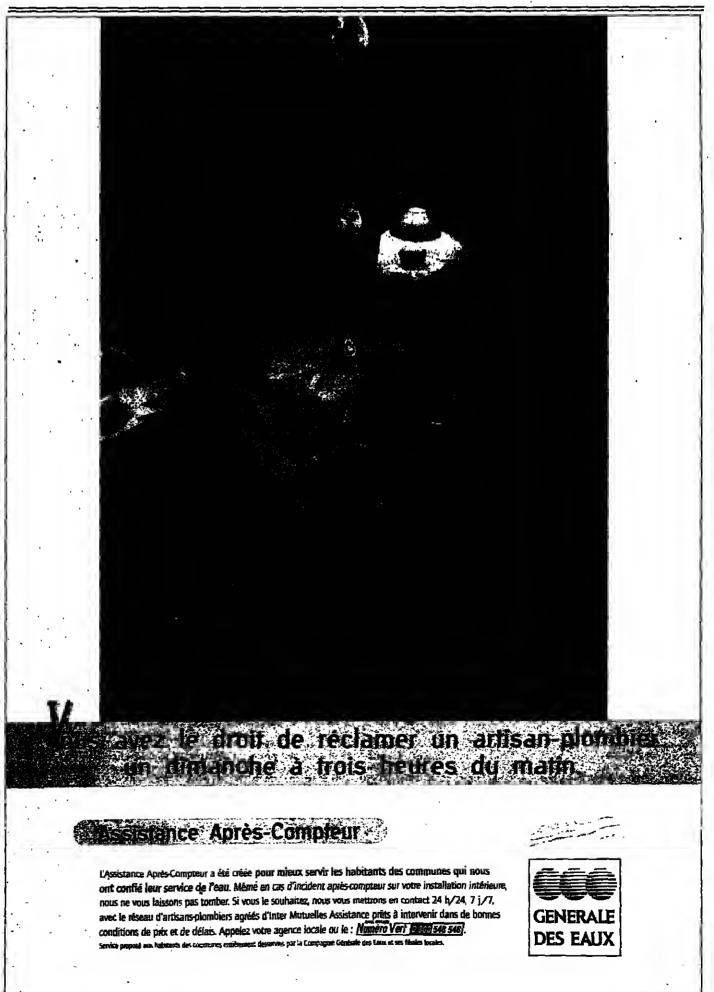
Marc Blondel, secrétaire générai de Force ouvrière, a invité M. Chirac à « être plus nuancé dons ses interventions ». «La du-rée du temps de travail est de lo responsabilité du gouvernement et

#### L'UIMM prête à examiner « les espaces de liberté »

L'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM) plaidait au sein du patronat pour nne forte résistance à toute obligation de ramener la durée légale hebdomadaire à 35 heures. Dans un entretien aux Echos (daté 17-18 octobre). Arnaud Leenhardt, président de FUIMM, se montre plus ouvert. « Je ne peux imaginer, explique-til, que ce gouvernement soit suffisamment peu avisé pour porter un préjudice définitif à notre éconamie. Beaucoup peut dépendre du contenu du projet de lol. Nous examinerons les espaces de liberté qui nous seront laissés en matière d'annualisatian, d'heures supplémentaires, de

compté épargne-temps. » Interrogé sur le «tueur» annoncé pour remplacer Jean Gandois à la tête du CNPF, M. Leenhardt estime qu'« il ne faut pas prendre le mot dans son sens littéral. Le CNPF devra toujours être dirigé par un homme qui accepte le contact et le dialogue. Il devra être un homme de conviction et, plus que jamais, avoir une attitude de fermeté ».

de lul seul. M. fospin o déclaré que ce seraient les 35 heores en l'an 2000, c'est de sa compétence et je ne vois pas ce qu'il y o à ojouter », a-t-il déclaré. A contrario, Michel Freyche, président de l'Association française des banques, a estimé, jeudi, que la date-butoir pour l'abaissement de la durée légale hebdomadaire du travail a pour conséquence de



# Les députés socialistes ont été les seuls à combattre le système des quirats d'aide à la marine marchande de M. Marchiani, mis en cause

L'opposition a vivement critiqué l'augmentation de la fiscalité sur les retraites

L'Assemblée nationale a continué, jeudi 16 et porte sur les recettes de l'Etat. Malgré la devendredi 17 octobre, la discussion de la première partie du projet de loi de finances, celle qui

mande des élus des circonscriptions portuaires, le système des quirats d'aide à la marine mar-

LES DÉPUTÉS devaient repreodre, veodredi 17 octobre, la discussion hudgétaire avec l'examen de l'amendement de la commission des finances mainrenant la suppression des abattements fiscaux professionoels qu'avait fait adopter l'an passé le gouvernement d'Alaio Juppé. Initialement, le ministre de l'économie et des finances. Dominique Strauss-Kahn avait souhaité prolonger, en 1998, ces abattements. Le gouvernement de devrait Das s'opposer toutefois à cette dispo-

sition. Le « tands spécifique pour les journalistes » prévu par le précédent gouvernement afin de limiter les effets de cette mesure sur l'économie de la presse, devrait être réactivé, bien qu'il ne soit pas abondé pour le moment. Concernant la loi Poos, le rapporteur général du budget Didier

Migaud (PS, Isère) a redit, veodredi matin, lors d'un point presse, son intention de défendre pied à pied son amendement interdisant désormais aux contribuables d'imputer les déficits industriels et commerciaux non professionnels d'exploitation sur le revenu global. Le secrétariat d'Etat aux DOM-TOM est toutefois hostile à cette disposition qui, semble t-il, a l'aval de Matignon.

Jeudi, l'essentiel des débats a porté sur les points suivants: • Retraités : l'opposition a livré bataille sur l'abaissement progressif du plafond de l'abattement de

10 % dont bénéficient les retraités.

Le projet de budget maintlent

(RPR, Val-de-Marne) ont proposé eo vain la suppression de cette mesure, Selon M. de Courson, eo l'an 2 000 - lorsque le plafond sera ramené à 12 000 francs -, « ce sont retraités percevant 120 000 francs qui serant touchés. sait la maitié de ceux de la fonction publique ». Le secrétaire d'Etat au budget, Christian Sautter, a indi-

cette mesure que le gouvernement

Juppé avait fait adopter en 1996, la

baisse des taux de l'impôt sur le

revenu devant, alors, en amortir

les effets. Charles de Coursoo

(LIDF-FD, Marne) et Gilles Carrez

qué qu'en 1998, « la mesure tauchera 4% des sayers fiscoux déclarant des pensians ou des retraites », ajoutant « qu'elle ne rapportera que 380 millions de francs ». Dans le chapitre voies et moyens du projet de loi de finances, les services de M. Sautter citent le chiffre de 420 millions de francs.

 Provisions pour renouvellement: cette disposition du projet de loi de finances a agité énormément les sociétés qui exploitent des Infrastructures sous le régime juridique des concessions. De grands groupes publics et privés sont concernés tels EDF-GDF, la Compagnie Générale des Eaux, la Lyonnaise des Eaux ou Bouygues. Le texte du gouvernement encadre le régime de provisions pour renouvellement d'infrastructures. L'opposition a tenté, sans succès, d'en atténuer la portée.

• Fluctuation de cours : la discussion sur la suppression de l'avantage fiscal lié à la provision pour fluctuation des cours a donné lieu à noe vive polémique. « Crayez-vous que les entreprises françoise sont insubmersibles? \* a laocé Pierre Méhaignerie (UDF, Ille-et-Vilaine). L'amendement de M. Migaud limitant les conséquences financières de la mesure. en maintenant une franchise d'impot de 60 millions de francs, destinée aux petites entreprises, a été longuement décortiqué. M. Sautter a indiqué qu'ainsi revue, cette mesure ne concernerait plus que

vingt-deux eotreprises.

• Provisions pour licenclement : les députés de la majorité ont adopté, avec l'accord du gouvernement, I'« amendement Emmanuelli » supprimant, pour les entreprises, la déductibilité des provisioos pour licenciement économique. Cette dispositioo a donné lieu à une nouvelle passe d'armes entre la droite et la gauche. « Ce n'est même plus 1981, ou 1936, c'est la nuit du 4 ooût, le grand soir, que sais-je! », a lancé jean-jacques Jégou (UDF-FD, Valde-Marne), en affirmant qu'il s'agissait-là d'« un des plus dangereux (amendements) de taute la lai de finances ».

Quirats: aux premières heures de la matinée, vendredi, les · marins » ont pris la parole. Elus portuaires de Seine-Maritime, comme les députés havrais Jean-Yves Besselat (RPR) et Daniel Paul (PCF), ou d'Ille-et-Vilaine, comme le maire de Saint-Malo, René Couanau (UDF), se sont battus

contre l'article 8 qui supprime le

système fiscal des quirats, avantage fiscal attaché à la souscription de parts de copropriété de oavires de commerce, institué par une loi du 5 juillet 1996. Tous se soot ralliés, sans succès,

à l'ameodement de M. Paul visant à maintenir le système des quirats iusqu'à l'adoption d'un couveau dispositif. Le député communiste était le seul membre à part entière de la majorité à prendre part au débat, les « marins » socialistes ayant préféré ne pas faire le déplacement. En vain, M. Besselat a af-firmé que l'expression « niche fiscole » était, au suiet des quirats, une « qualification abusive et un contre-sens économique ». Sans davantage de succès, M. Couanau s'est fait l'avocat de « marins à la recherche desespérée de signes forts de confiance ». « Le système quirataire tel qu'il existe est indéfendoble », a répliqué le rapporteur général du budget, Didier Migaud (PS), qui a indiqué que le coût par emploi créé ou sauvé s'élevait à 5.4 millions de francs. M. Sautter a également critique « un système dispendieux », eo notant que seuls six des vingt-cinq projets agréés depuis un an concernaieot la coostruction de bateaux en France. Peu avant une heure du matin, les députés socialistes oot approuvé l'article 8. Le PCF s'est absteou. L'opposition a voté

# M. Pasqua prend la défense par les amis de M. Léotard

L'ancien préfet du Var voudrait saisir la justice

L'ANCIEN MINISTRE de l'intérieur, Charles Pasqua, a publiquement pris la défense du préfet Jean-Charles Marchiani, qui avait été mis en cause dans certains journaux et - au moins de manière implicite par François Léotard et son entourage, à la suite de la publication du livre L'Affaire Yann Piat : des assassins au cœur du pouvoir. Interrogé, jeudi soit 16 octobre sur France 2, M. Pasqua a estimé que « c'est le droit d'un préfet en poste de demonder au ministre de l'intérieur de le défendre » et a demandé à l'actuel ministre, Jean-

fendre, soit de lui donner l'autorisation de poursuivre devant les tribunoux. Ce que, pour le moment, il n'a pas abtenu. » Solicité, vendredi, par Le Monde, le cabinet de M. Chevènement n'a pas fait commaître la position du ministre. Personnalité proche de M. Pasqua. Jean-Charles Marchiani avait notamment joué un rôle déterminant dans la négociation sur les otages

Pierre Chevènement, « soit de le dé-

français au Liban. Nommé préfet du Var après l'élection de Jacques Chirac, il s'était ouvertement affronté à M. Léotard, député de ce département. Désigné sous le pseudonyme de « l'Encomet », dans le livre d'André Rougeot et Jean-Michel Verne, comme le commanditaire de l'assassinat de Yann Piat. M. Léotard avait dénoncé, dans une tribune puspéciolisées » susceptibles d'avoir manipulé les auteurs.

Dans son édition du 13 octobre, Phebdomadaire Marianne, dirigé par Jean-François Kahn, avait clairement désigné l'ancien préfet du Var, se faisant l'écho de propos attribués aux « amis de MM. Leotard et Gaudin ». Dans un article intitulé « Marchiani n'en est pos à son premier coup tordu », il était accusé d'avoir « monté l'affaire (...) en coopération avec des réseaux gaullistes et certains milieux lenénistes ». Dans un autre article, signé par Jean-François Kahn, il était présenté comme « évident que l'exreprésentant de l'Etat dans le Var (...). naturellement au courant de la thèse et de la rumeur qui l'accompagne, n'o

Désireux d'engager des poursuites eo diffamation, M. Marchiani, aujourd'hui secrétaire géoéral de la zone de défense de Paris, est toutefois lié au devoir de réserve, et aurait donc sollicité une autorisation ministérielle que M. Pasqua vient d'appuyer, indiquant au passage que « l'un des reproches qui a été fait [à M. Marchiani) a été de faire le ménage » dans le Var. Selon Le Figoro du 17 octobre, le journaliste Jean-Paul Kaufimann, qui compte parmi les anciens otages du Liban, aurait été « choqué » par ces articles, et exigé que son nom soit retiré de l'orga-

nigramme de Marianne.

rien fait, bien au contraire, pour la

contraner ».

#### Mme Trautmann demande la résiliation Caroline Monnot, Jean-Baptiste de Montvalon et Fabien Roland-Lévy d'un abonnement à « Présent » de la BNF

bliée par Le Monde, les « officines

INFORMÉE jeudi 16 octobre de l'existence d'un abonnement de la salle de la presse de la Bibliothèque nationale de France (BNF) au quotidien Présent, Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication, a demandé, sa résiliation immédiate. En mai, la CFDT avait interrogé le président de la BNF, Jean-Pierre Angremy sur la politique d'acquisition. M. Angremy - académicien connu sous son nom de plume, Pietre-Jean Rémy - récusait, dans sa réponse, toute censure, en précisant que cette publication, qui revendique sa proximité avec le Front national, « n'emporte aucune adhésion, lain de là, de [sa] part ». Le 10 octobre, le syndicat s'élevait, dans un tract, contre la présence de re quotidien. Dans son édition du 11 octobre, Présent estimait que la CFDT et M. Angremy lui cracheot « à la gueule ».

■ CONFÉRENCE : Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, a fait savoir au Monde qu'elle dément le passage du « récit » publié dans nos éditions do 15 octobre, selon lequel Jean Gandois, président de la délégation du CNPF à la conférence du 10 octobre, lui avait lancé à la fin de la réunion : « Tu m'as berné. »

12 35 HEURES: les Verts demandent que Lionel Jospin'« apporte un démenti formel aux propos de Morylise Lebranchu », qui a annoncé que le gouvernement était prêt à envisager de relever de 10 à 20 salariés le seuil pour l'application des trente-cinq heures (Le Mande du 17 octo-bre). « Cette onnance, si elle était confirmée, aurait pour conséquence l'échec des trente-cinq heures », a affirmé, jeudi 16 octobre, le parti de Dominique Voynet

■ IMMIGRATION : Jack Lang, président (PS) de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, a regretté, jeudi 16 octobre, sur RMC, que le gouvernement « ne décide pas d'obroger clairement les lois Pasquo-Debré ». Le maire de Blois a précisé qu'il « serait de ceux » qui « pèseront, lors de lo discussion porlementaire, pour tenter d'infléchir dans un sens qui serait plus respectueux encore des droits de

■ SÉNAT: le Sénat a rejeté, jeudi 16 octobre, sans l'examiner, la réforme du service national proposée par le ministre de la défense Alain Richard en adoptant, en oouvelle lecture, une question préalable. L'As-

# « Il ne reste plus qu'à supprimer le mariage! » s'écriait-il, sous les applaudissements nourris

LE STATUT FISCAL des concubins est, depuis plusieurs années, l'un des temps forts de la discussion du projet de loi de finances. Jeudi 16 octobre, l'opposition UDF et RPR, qui a fait de la défeose des familles l'une de ses armes de

Indéfectible promoteur de la consolidation fiscale des liens sacrés du marlage, traquant sans relâche la moindre faille dont pourraient bénéficier les coocubins, Charles de Courson (UDF-FD, Marne) a engagé le débat, en milieu de matinée. « Natre droit fiscal encourage le cancubinoge ! », s'est exclamé le député, provoquant des hurlements faussement horrifiés sur les bancs de la gauche. M. de Courson demandait que la demi-part supplémentaire accordée aux personnes ayant élevé seules un enfant ne puisse être détournée par des couples oon mariés, dont chacun des membres peut déclarer avoir élevé un enfant Jamais à court d'effet, le député de la Marne se faisait menacant: « Si vous n'occeptiez pas mon omendement, il ne me resterait plus qu'à en déposer un autre paur supprimer le mariage ( », de ses amis de l'UDF.

C'eo était, décldément, trop pour lean-Pierre Brard, député appareoté communiste de Seine-Saint-Denis. « Si l'Assemblée avait existé avant Luther, l'ourgis ou penser que M. de Courson essayait par san amendement d'acquérir une Indulgence! Natre callegue puise san inspiration dans l'ardre maral », cootinuait le maire de Montreuil, en ajoutant: « C'est un omendement anti-péché, un amendement Inspiré par lo philosophie de l'Opus Del de Monseigneur Escribas de Balaguer. » A ce nom, Louis de Broissia (RPR. Côte-d'Or) dressait l'oreille et osait une saillie : « Vient-il de Moscou ? le ne sais pas qui

M. MIGAUD RETIRE SON AMENDEMENT

Mis aux voix, l'ameodement de Coursoo était rejeté. L'affaire o'était pas finie pour autant. C'était au tour du rapporteur général du budget, Didier Migaud (PS, Isère), de défeodre l'amendement de la commission des finances autorisant les concubins, dès lors qu'ils dé-

élèvent ensemble un enfant, à faire une déclaration de revenus commune. Philippe Auberger (RPR, Yonne) s'indignait d'« un amendement qui remet en cause ce qui fande notre société et natre droit de la famille ».

Tout en donnant son accord de principe, le ministre de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn, évoquant un « risque de contentieux considérable », obtenait de M. Migaud le retrait de son ameodement. L'opposition se rassérénait jusqu'au moment où le ministre, taquin, disait tout le bieo qu'il pensait du futur texte de loi sur le cootrat d'unioo civile. « Il règlera ce problème », expliquait M. Strauss-Kahn, qui, l'œil amusé et la provocation gourmande, ajoutait à l'inteotion des bancs de l'opposition, « pour les concubins évoqués par M. Migaud » comme pour les «situations outres que celle des cancubins hétéro-

I.-B. de M.

# Nicolas Sarkozy dans les habits de patron des libéraux du RPR

LA RÉALITÉ s'est vite imposée. Nicolas Sarkozy o'est pas homme à se contenter d'une place discrète. Pourtant, en juillet 1997, Philippe Séguin n'avait pas osé faire d'un homme symbolisant la « trahison » balladurienne le ouméro deux du RPR. Lorsque le nouveau président du mouvement néogaulliste avait énoncé, un à un, les noms des persoonalités de « l'equipe de transition » qui l'accompagnerait, il avait usé de l'ordre alphabétique. Comme de juste, M. Sarkozy était inévitablement le dernier, avec le titre de « coordonnateur » et de « porte-parale » de cette direction collégiale.

iuste avant M. Séguin lui-même. La fiction, aujourd'hui, a disparu. N'en déplaise à quelques-uns des membres de la nouvelle « équipe de transition », le maire de Neuilly est bel et bien devenu le numéro deux du RPR. Le 8 septembre, après deux années d'une bouderie tenace, le président de la République, lui-même, a craqué: alors qu'il était invité, officiellement, à partager un petit-déleuner avec Dominique de Villepin, l'ancien porte-parole d'Edouard Balladur a vu s'ouvrir la porte du nureau de Jacques Chirac, et ce afin de « parler de l'avenir ». Quelques iours plus tard, dans un entretien au Monde (daté t7 septembre). M. Sarkozy ose, le premier, s'en prendre à Lionel Jospin, ce « socia-

liste dagmatique ». Surtout, le député des Hauts-de-Seine se pose en champioo des valeurs de la drolte libérale. « Marxien » pour l'occasion, il s'interroge: \* Est-ce que le travail émancipe l'homme ou

est-ce qu'il l'aliene ? . Aussitôt après, il entrevoit le premier « boulevard » que le proiet de loi de finances pour 1998 peut offrir à l'opposition : la défense de la famille et celle des classes moyennes. Le RPR sort, fin septembre, soo premier tract depuls l'échec des élections législatives, sur le thème du « matra-

quage fiscal -. Lors des journées parlementaires du mouvement néo-gaulliste, les 5 et 6 octobre à Saint-Jean-de-Luz, c'est lui, enfin, qui est chargé de livrer un argumentaire détaillé sur le projet de budget. Ultime coquetterie, le premier soir, dans un gymnase, lors d'une brève réunion publique avec les sympathisants RPR des Pyrénées-Atlantiques, il prend le soin de monter sur scene avec un temps de retard par rapport aux autres dignitaires

du mouvement : il est ovationné. Car M. Sarkozy aime qu'on l'aime. Il lui reste une revanche à prendre sur la bronca que certains juppéistes zélés avaient organisée, a son encontre, lors des assises de juillet. Rien ne lui plait plus que la reconnaissance soudaine d'un vieux militant chiraquien, tel que celui qui, l'autre soir, à Saint-Dizier (Haute Marne), l'ioterpellait : « Comment dait-on vous appeler, aujourd'hui? Monsieur le ministre au cher compagnan? En tout cas. j'oi été réconforté par ce que vous avez dit, porce que, depuis plusieurs années, on n'était plus bon qu'd caller des affiches, nous, les militants.

TRAVAIL FAMILLE, NATION

M. Sarkozy boit du petit lait. « Plus que 74 », dit-il, ao terme de sa vingt-sixième visite, en deux mois, d'une fédération départememntale du RPR. Ces rencootres sont payantes: 130 francs à Caen pour un diner-déhat, 70 francs à Saint-Dizier pour un discours d'une heure, suivi d'un discret buffet. C'est cher, mais ça plaît bien. « Avec M. Jospin, il faudrait presque s'excuser d'ovoir une famille, un emplai, un lagement et de paver des impots. » C'est simple, mais ca plait bien. . Fai conscience que naus vous avons décus. J'ai canscience que vous naus avez presque pardonnés. J'oi canscience que naus n ovens pas droit o une nouvelle er-

reur. » Ça plait énormément. Mieux encore, les libéraux non balladuriens du RPR tentent de se regrouper actuellement autour de Pierre Lellouche, député de Paris. Les Clubs 89, présidés par Jacques Toubon, conseiller du président de la Republique, se calent sur « ses » valeurs, travail, famille, nation

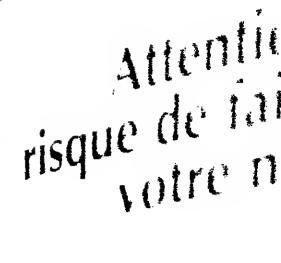
 « je ne suis pas paur outant vichyssois .-, sans craindre d'affirmer que M. Jospin cède au « terrorisme écologique » et instaure « une nouvelle lutte des classes ».

Cette « pugnacité » - comme il aime à dire - dans la défense des « valeurs » libérales, cette voracité médiatique chagrine parfois l'eotourage de Philippe Séguin. Le couple, pourtant, cootinue, à ce iour, de symboliser la réconciliation du mouvement. Le président du RPR observe avec satisfaction que « des pas extrêmement intèressants sant faits vers la synthèse ». notamment dans le dernier discours d'Edouard Balladur, à Saint-

\* Il n'est pas onarmal que les balladuriens expriment avec force ce qu'ils avoient dit larsau'ils étaient tenus à l'écart », confie M. Séguin. tout en regrettant que « l'outre sensibilité » - la sienne - s'affiche plus discrètement, depuis que luimême se situe en position médiane, pour mieux parvenir, lors des nouvelles assises de janvier 1998, à une synthèse des différeotes sensibilités du Rassemblement. Plus prosaïquemeot, M. Sarkpzy résume : « On va au foot ensemble, je le fais nire et, en plus, i'en cannais deux qui n'ant pas été écautés ces dernières années : Sé-

Jean-Louis Saux







# Attention, cette annonce risque de faire gravement grimper votre niveau d'exigence.

Voici la Garantie de Satisfaction Totale Grandoptical.



Vos lunettes en 1 heure ou la livraison gratuite.

Si ce délai pour fabriquer vos lunettes est dépassé, nous vous les livrons, où vous voulez.

Une esthétique parfaite ou le remboursement sous 30 jours. Si vos lunettes ne vous plaisent plus, nous vous les échangeons ou nous vous remboursons. A votre guise.

Le confort maximum ou le remboursement sous 30 jours. Si vous ne vous habituez pas à vos lunettes, nous vous les échangeons ou nous vous remboursons. A votre guise.

Le modèle vu au bout du monde. Si vous avez vu une monture que, par hasard, nous n'aurions pas en magasin, nous vous la trouverons. En 48 heures.

En cas de casse, des solutions de rechange pendant 1 an, ou 3 ans avec la carte Grand'Avantage. Un échange gratuit, des petites réparations à volonté et un équipement de secours en attendant.

> Vos lunettes sur mesure. Si vous ne trouvez pas le modèle qui vous va, nous vous le fabriquons sur mesure.

Un prix compétitif ou le remboursement de la différence. Si dans le mois suivant l'achat, vous trouvez vos lunettes affichées moins chères ailleurs, nous vous remboursons la différence.



Simplifiez-vous la vue.

PARIS - Champs-Elysées - Forum des Halles - Haussmann - Italie 2 - Montparnasse - Opéra - Saint-Lazare - REGION PARISIENNE - Belle Epine - Bercy 2 - Cergy Les Trois Fontaines - Claye-Souilly - Crèteil Soleil - Evry 2 - Ivry - Les Arcades - Les 4 temps - Parinor - Parly 2 - Rosny 2 - Saint-Quentin - Véllzy 2 - Villiers Carrefour - Ulis 2 - REGIONS - Aix - Bayonne - Antibes - Aubagne - Avignon - Bordeaux (2 magasins) - Bègles - Brest - Calais Coquelles - Les 4 temps - Parinor - Parly 2 - Rosny 2 - Saint-Quentin - Véllzy 2 - Villiers Carrefour - Ulis 2 - REGIONS - Aix - Bayonne - Antibes - Aubagne - Avignon - Bordeaux (2 magasins) - Bègles - Brest - Calais Coquelles - Les 4 temps - Parinor - Parly 2 - Rosny 2 - Saint-Quentin - Véllzy 2 - Villiers Carrefour - Lyon République - Marseille - Montpellier - Mulhouse - Nancy - Nice Cap 3000 - Nice Etoile - Reims - Rennes - Rouen Tourville - Clemont-Ferrand - Ecully - Etrembières - Grenoble Meylan - Lille - Villeneuve d'Ascq - Lyon Part Dieu - Lyon République - Marseille - Montpellier - Mulhouse - Nancy - Nice Cap 3000 - Nice Etoile - Reims - Rennes - Rouen Tourville - Clemont-Ferrand - Ecully - Etrembières - Grenoble Meylan - Lille - Villeneuve d'Ascq - Lyon Part Dieu - Lyon République - Marseille - Montpellier - Mulhouse - Nancy - Nice Cap 3000 - Nice Etoile - Reims - Rennes - Rouen Tourville - Strasbourg - Toulon Mayol - Toulouse Blagnac - Valence - Val Thoiry - EUROPE - Barcelone - Lisbonne - Porto - Luxembourg



M. Pasqua prend la déter

de V. Varchiani, misene

# SOCIÉTÉ

**EXCLUSION** A l'occasion de la dixième Journée mondiale du refus de la misère, organisée, vendredi 17 octobre, par le mouvement ATD Quart Monde, Martine Aubry, mi-

nistre de l'emploi et de la solidarité, a lance une invitation aux grandes associations de lutte contre l'exclu-bry presentera lors de cette reunion methode de travail choisie ainsi que le calendrier » du programme gouvernemental de lutte contre les ex-

les « grandes orientations », « la silence des politiques, les acteurs sociaux saluent la création des emplois-jeunes et l'instauration des trente-cinq heures. • A PARIS, les clusions. • REGRETTANT le trop long habitants d'un immeuble insalubre

Claude Allected attendent leur relogement dans des conditions d'extrême précent Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), l'entreprise d'insertion Ecorécup a du mal à se pérenniser.

# Les associations déplorent le silence des politiques sur la pauvreté

Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, a lancé, à l'occasion de la dixième Journée mondiale du refus de la misère, une invitation aux acteurs sociaux pour une réunion le 23 octobre. Les orientations gouvernementales en matière de lutte contre les exclusions seront alors présentées

lence presque total observé par les politiques sur la question, au cours des derniers mois, pourrait le laisser penser. Thème central de la campagne pour l'élection présidentielle de 1995, passage obligé du débat public pendant les deux années qui oot suivi l'entrée de Jacques Chirac à l'Elysée, la réduction de la « fracture sociale » s'est trouvée coofinée, depuis le début de l'été, à l'arrière-plan. Au point que l'oo pourrait croire que la dissolution de l'Assemblée nationale, au beau milieu des débats sur le projet de loi de cohésion sociale présenté par le gouvernement d'Alain luppé, a également dissous le problème posé.

Dans les faits, il n'eo est évidemment rien. La dernière des enquêtes annuelles réalisées par le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des cooditions de vie (Credoc) pour la Fédération oationale des associations d'accueil et de réadaptation sociale (Foars), rendue publique jeudi 16 octobre, fait apparaître une amélioration de la réponse apportée aux situations d'urgeoce. Toutefois, 36 % des acteurs de l'urgence sociale constatent encore que la demande continue de croitre. Les personnes en grande difficulté demeurent largement insatisfaites daos leur recberche d'une insertion durable, qui passe par un emploi et un logement stables. Le sort des jeunes ne cesse en outre de s'aggraver : les trois

quarts des professionnels interrogés disent revoir souvent des moins de vingt-cinq ans, face auxquels iis se trouvent trop souvent sans solution.

De cette mootée de l'exclusion - mieux \* gérée » dans l'urgence. mais sans issue sur le long terme -, les plus démunis eux-mêmes devaient rendre compte, veodredi 17 octobre, lors de la dixième Journée mondiale du refus de la misère, organisée par le mouvement ATD Quart Monde. Au fil des ans, cette manifestation a fini par marquer une sorte de date limite audelà de laquelle les engagements du pouvoir apparaissent périmés. Lors de la journée moodiale de 1995, la vaculté du discours de Jacques Chirac avait donné une premiète idée des difficultés qu'éprouverait le président de la République à tenir ses promesses

#### « SACRIFICES »

Cette année, Martine Aubry n'a pas oégligé le risque qu'il y aurait laisser passer cette date sans adresser un signe aux acteurs de la lutte cootre l'exclusion. Après de nombreuses rencootres, son mimistère a ainsi rendu publique, jeudi 16 octobre, l'invitation lancée aux grandes associations pour une réunion, le 23 octobre, au cours de laquelle la ministre de l'emplol et de la solidarité doit présenter les « grandes orientations », « la méthode de travail choisie oinsi que le



prévention et de lutte contre les exclusioos qui fera l'obiet d'une communication en conseil des ministres à la mi-novembre.

Pour certains responsables associatifs, Il n'est que temps de rompre un sileoce qui a donné l'impression, ces dernières semaines, de laisser le monopole de la parole aux défenseurs des « victimes » de l'éventuel plafonnement des allocations familiales ou de l'abaissement de l'allocation de garde d'enfant à domicile (AGED). ils déplorent que personne, au sein du gouvernement, n'ait remis colendrier \* d'un programme de eo perspective ces « sacrifices »

France, proches ou en deçà du seuil de pauvreté. «Il n'est question d'ossistance que lorsqu'on parle des allocations avec lesquelles survivent les démunis, oote ainsi Didier Robert, dirigeant d'ATD Quart Moode. Mois on n'utilise jomois ce mot ou sujet des personnes qui benéficient d'une oide pour un employé de moison. »

demandés aux familles les plus aisées face aux conditions de vie de plusieurs millions de personnes eo

Pour autant, les acteurs de la lutte cootre l'exclusion ne se déclarent pas hostiles aux premières mesures en faveur de l'emploi

prises par le gonvernement. \* Nous sommes d'accord pour considérer qu'il y ovait des priorités, notamment les emplois-jeunes ou le passage aux trente-cinq heures, que nous opprouvons, dit Christian Valadou, secrétaire géoéral du Comité national des entreprises d'insertion (CNEI). Mois dons le même temps, l'absence d'un discours mobilisateur sur l'exclusion o en des effets cotastrophiques sur le terrain. Les acteurs et les partenoires ont nujourd'hui l'impression qu'on laisse tomber ce domaine. »

# DES OISPOSITIES-GHETTOS

Responsables d'associations et d'entreprises d'insettion auraient préféré davantage de simultanéité. Ils regrettent surtout que les emplois-jeunes, qui oe sont pas destinés aux populations les plus fragiles, n'aient pu être mis en place en même temps que les dispositifs destinés à favoriser l'insertion des personnes très éloignées du marché du travail. La crainte est partagée de voir les exclus enfermés

dans des dispositifs-ghettos. Au ministère de l'emploi et de la solldarité, on fait valoir au cootraire que tout sera mis en ceuvre pour tenter d'échapper à ces politiques stigmatisantes. La lutte cootre l'exclusion doit ainsi être associée à une démarche de prévention qui s'adresse plus largemeet aux nombreux ménages en situation précaire qui redoutent de glisser dans la misère. Pour éviter de reproduire les défauts du projet de loi du gonveroemeet Juppé, qui donnait l'im-pression de partir dans tous les sens, tout en se limitant aux publics les plus démunis, une architecture modulable a été imaginée.

pour plusieurs années sur un programme de prévention et de lutte contre les exclusions. De ce texte seraient extraites les mesures qui formeraient une loi principale, discutée par le Parlement durant le premier semestre 1998, locomotive à laquelle seraient accrochés d'autres wagons législatifs portant sur des points plus spécifiques. tels qu'une réforme de la loi sur le

surendettement. Le volet logement, jusqu'à présent le plus avancé, pourrait faire partie du texte principal, en même temps que la création de i'assurance-maladie universelle. dont les modalités doivent encore être définies, même si le principe en est acquis.

De nombreux ministères ont été chargés de faire part de leurs propositioos pour nourrir ce programme.

Pour son trois pièces minuscules, la

« Depuis des onnées, les professionnels du sociol ont l'impression d'occomplir une toche sans fin, explique-t-on dans l'entourage de M= Aubry. Il faut s'attaquer à la source des problèmes. D'avantage que par des dispositifs spécifiques. la lutte contre les exclusions passe por une politique plus globole d'omeliorotion du pouvoir d'ochat ou de mesures en faveur de l'em-

La création des emplois-jeunes, et l'appel d'air qu'elle peut provoquer, est ainsi percue comme le préambule indispeosable à une démarche offensive contre l'exclusion. Mais les personnes engagées

#### Précarité des ménages, nouvelle priorité des grandes villes

A l'occasioo de la Jonrnée mondiale du refus de la misère, l'Observatoire oational de l'actioo sociale déceotralisée (ODAS) a rendu publique, vendredi 17 octobre, lors d'une rencontre nationale de maires sur ies questions d'action sociale, une enquête meoée auprès de tous les maires de villes de plus de 30 000 babitants.

En 1985 ceux-ci plaçalent les ménages en situation de précarité en troisième position du classement des populations prioritaires pour leur Interven-tion, derrière les persoones ágées et la petite enfance. Onze ans pios tard, ces ménages occapent le premier rang de leurs actions, devant les jeunes. Eo 1996, la moitié de ces villes cal d'insertion par l'écocomique (PLIE), et 80 % s'étaleot dotées d'ooe missioo locale. Huit sur dix oot signé un cootrat de

aux côtés des plus démunis ne se contenteront pas de ce change-

ment de méthode. Paute d'une politique plus audacieuse de redistribution des richesses, les acteurs sociaux garderout, les prochains mois, l'œll rivé sur deux critères pour juger de la bonne volooté du gouvernement : les movens financiers réellement consacrés à la lutte contre l'exclusion et la rapidité avec laquelle l'équipe de Lionel Jospin inscrira ses intentions dans la

Jérôme Fenoglio

# Le développement acrobatique d'une petite entreprise d'insertion

« C'EST UN MOMENT mogique. » Ancien | convaincu de se lancer dans la récupération, | propres, cela nous oblige à recourir à des emen pionnier de l'insertion par l'économique, Pascal Coat en parle en mélant l'appréhension du chef d'entreprise et l'émotion de l'éducateur. C'est l'instant où, pour la première fois, il tend les defs d'un camion à un conducteur débutant. « Alors qu'on lui o toujours répété qu'on ne pouvait pos compter sur lui, le jeune se retrouve face à une preuve de confiance complète. Pour les plus déstructurés, l'obtention du permis de conduire a souvent constitué la première occeptation d'un règlement. Et lo, tout à coup, il est à la fois fier et effrayé de ce qu'on lui confie : un travail outhentique avec une vraie responsabilité. »

Pascal Coat a choisi de se consacrer à l'une de ces entreprises où la richesse se mesure davantage au nombre d'emplois créés qu'à la trésorerie, où le départ d'un salarié, que l'on a passé des mois à former, est vécu comme une victoire plutôt que comme une trahison. Après dix années dans le bâtiment, il a choisi d'installer sa propre structure d'insertion, Ecorécup, au rezde-chaussée d'une barre de la cité de mauvaise réputation du Franc-Moisin, à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). Une étude de faisabilité l'a alimentalres usées. Au lieu de jeter ces substances polluantes à l'égout, pratique encore fréquente bien qu'Interdite par la loi, les restaurateurs les évacuent dans un fût dont les conducteurs en insertion d'Ecorécup vont vendre le contenu à une entreprise de recy-

## STAGNATION DES SUBVENTIONS

L'idée est bonne, le marché utile, mais guère prospère. L'entreprise d'insertion est encore loin de l'équilibre financier qu'elle était cersée atteindre au bout de dix-huit mois. Tous les emplois que Pascal Coat pensait créer pour des ieunes de Saint-Denis, en grande difficulté sociale, sans formation ni expérience du monde du travail, n'ont pu encore voir le jour. Pour le responsable d'Ecorécup, ces retards s'expliquent en partie par le manque de considération avec lequel sont traitées les entreprises d'insertion depuis plusieurs années. Ses premières subventions pour 1997, prévues pour le début de l'année, ne sont arrivées qu'à la fin de l'été. « Comme nous ne possédons pas de fonds Pascal Coat.

La perspective des emplois-jeunes a également compliqué la tache de l'entreprise. La ville de Saint-Denis n'a pour l'instant pas reconduit un accord avec Ecorécup pour un marché de tri sélectif de déchets, dans l'attente de savoir si elle crée elle-même son propre marché. Comme les autres entreprises d'insertion, la structure de Pascal Coat se retrouve coincée entre la stagnation des subventions dont elle bénéficie et la forte hausse du coût de ses contrats de travail : « En 1996, vingt-quotre entreprises membres de l'union régionale de l'Ilede-France ont fermé, parmi lesquelles plusieurs des plus anciennes. On ne peut même pas dire que cela est seulement du à des mauvaises gestions » Pascal Coat réclame un geste au gouvernement en faveur des structures qui se battent pour rapprocher de l'emploi les personnes en situation d'exclusion. « Nous ne demandons rien de plus, dit-il, que d'être traités à parité avec les entreprises privées. »

# Dans le 10e arrondissement, les habitants du plus grand taudis de Paris attendent leur relogement

A DEUX PAS de l'hôpital Saint-Louis, entre Belleville et République, dans le 10<sup>s</sup> arrondissement. les habitants du plus grand taudis parislen n'oot plus honte de leur

## REPORTAGE\_

350 personnes, dont 150 enfants, dans un immeuble du siècle dernier

misère. Depuis deux semaines, quatre tentes barrent la chaussée, face au 5-7 de la rue Louvel-Tessier. Ils y passent la nuit, à tour de rôle. Depuis dix ans, ils ont tout supporté : les coupures d'eau et les incendies, les canalisations engorgées et les escaliers qui s'ectouleot. Mais quand, le 30 septembre au soir, un plafond s'est effoodré sur une jeune femme, dans sa cuisine, la coupe a débordé.

Le « 5-7 » est une eoclave où s'entassent trols cent cinquante personnes, dont cent cinquante enfants, dans des logements minuscules . Rehaussé de trois étages dans les années 30, l'immeuble

l'origine, des ouvriers célibataires venus travailler sur les grands chantiers haussmanniens. Une misère a chassé l'autre : à l'exception de deux familles, les habitants sont tous, aujourd'hui, d'origine étran-

Passé le porche, c'est le choc. La saleté et les gravats, les grappes de fils qui courent d'un mur à l'autre et les canalisations crevées qui se déverseot à l'air libre. Quand un incendie se déclare ou quand un palier s'effondre, la préfecture prend un arrêté de péril. Les WC collectifs un pour huit logements ~ ont été sommairement réparés et les deux cages d'escaliers sont solidement étayées. Le 8 juillet, la préfecture a même pris un arrêté d'« interdiction d'habiter ». Cela signifie seulement que les logements ne seront pas reloués après le départ des locataires. Mais ou partiraient-ils? Beaucoup vivent au « 5-7 » depuis quinze ans et plus, depuis vingt-sept ans pour le plus ancien locataire.

L'immeuble est à l'abandon, Le gardien a jeté l'éponge parce qu'il n'était plus payé, alors chacun fouille dans un carton, à l'entrée, pour trouver soo courrier. Les as-

mettent plus les pieds dans l'immeuble et les habitants assurent que leurs plaintes déposées au commissariat du quartier ne sont pas enregistrées. Depuis dix ans, les autorités, Ville et Etat, ferment les yeux sur ce lieu eo déshéreoce. Une opération programmée d'amétionation de l'habitat (OPAH), qui permet de mobiliser des financements pour rénover des logements privés, a commencé en 1994 dans le quartier. Le tracé de l'opération traverse la rue Louvel-Tessiet, au ras du

«5-7», qui se trouve, manque de chance, du mauvais côté. Uo seul propriétaire détient pourtant, à lui seul, la quasi-totalité des logements. Il n'a iamais été poursuivi. ni inquieté. L'engrenage est classique: plus d'eotretien, plus de paiement des loyers. Les locataires du «5-7» sont devenus squatters de fait, par nécessité.

Plusieurs familles assureot avoir payé 10 000 ou 30 000 francs pour entrer dans leur logement. A qui? Les réponses sont embarrassées.

## Jean Tiberi et l'effet de seuil

Le 29 septembre, au Conseil de Paris, les élus socialistes ont interpellé le maire de Paris, Jean Tiberi (RPR), sur la diminution « sensible » de la part des grands logements dans les nouveaux programmes sociaux de la Ville. « Depuis 1980, tout nouveau programme de construction devait comporter 50 % de grands logements de type F4 et plus », ont souligné les élus. Aujourd'hui, actte règle est abandonnée et les familles de trois enfants et plus, à revenus modestes, risquent de se voir exclues du parc social de la Ville et contraintes de quitter Paris. »

Le maire de Paris a répondu que « les objectifs municipaux en motiere de grands logements [avaient] été tenus », mais qu'« un certain nombre de facteurs méritent d'être pris en considération ». « Le seuil des 50 % de grands logements constitue, en effet, un muximum pour les programmes de logements pour personnes démunies, a poursuivi le maire de Paris. Les builleurs et les travailleurs sociaux connaissent les effets pervers de la cohabitation, au sein date du siècle dernier. Il abritait, à sistantes sociales du secteur ne d'un même programme, de fornilles nécessitant toutes un suivi social.

famille Ouadah - cinq enfants - aurait déboursé 35 000 francs en 1985. Elle recouvelle chaque année sa demande de logement. « Nous avons 14 000 francs de revenus mensuels, dit la ieune femme en mootrant bulletins de salaire et relevés d'allocations familiales. Nous pouvons payer un loyer HLM ». La Préfecture a proposé leur candidature, l'an dernier, pour l'attribution d'un logement, passage Hébrard, dans le 10 arrondissement. Ils n'ont pas été retenus. Une deuxième offre est arrivée : « C'étoit un logement provisoire, en très mauvais état et plus petit qu'ki . La famille Quadab est

restée au « 5-7 ». Depuis deux ans, les élus du 10 arrondissement et les associations du quartier demandent au maire de Paris que la loi Vivieo sur la suppression de l'habitat insalubre soit appliquée à l'immeuble, Dans une réponse au maire (PS) du 10. Tony Dreyfus, le 29 septembre, au Conseil de Paris, Michel Buité adjoint au logement de Jean Tiberi a, une nouvelle fois, évoqué « lo responsabilité qui incombe au pro-

La loi Vivleo pourrait, finalement, être appliquée. Un projet de délibération proposant l'expropriation de l'immeuble et soo rachat par la Ville devrait être soumis au prochain Conseil. La loi Vivien prévoit explicitement le relogement des habitants mais le projet de délibération reste muet sur ce point. Evoquant d'éventuelles « indemnités d'éviction », il se contente de souligner « l'incertitude sur le statut locatif des occupants ».

Michel Bulté se veut rassurant. "Tous les hobitants seront relogés, assure t-il, pour moitié sur le contingent de la Ville ». Mais dans la majorité municipale, des voix s'élèvent déjà pour protester cootre « le relogement de squotters ». « Nous nous préoccuperons de tous les locataires de bonne foi ». avait, dans un premier temps, déclaré l'adjoint au logement qui s'efforce, aujourd'bui, de temporiser. Dans un autre immeuble pansien acquis par la Ville, en application de la loi Vivien, rue Keller, dans le 11º arrondissement, la procédure de relogement a pris deux ans. Pour une trentaine de familles.

.....

34% 1200 71 : \* PETATOR (Add at 1 mg ... 14.00 Car.

28/19/1909

11.4

0.74

*:* " . With the second 10000 Strategies (C. TRAIL ....

Property of \$3.50 **建** (2000) train ...

User (min., CU.

La revue britannique « Nature » accuse le ministre d'avoir donné des « instructions » en ce sens

Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie, a-t-il donné des « instructions » à l'Institut national

de manière à bioquer la publication du rapport d'expertise sur les risques pour la santé d'une

exposition à l'amiante ? La célèbre revue scientifique britannique Nature l'affirme. Le ministre et l'inserm démentent.

L'HEBDOMADAIRE scientifique britannique Nature publie, dans son édition du 16 octobre, un article mettant directement en cause Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie, dans la gestion de la communication scientifique sur l'amiante. Le signataire, Declan Butler, correspondant de Noture à Paris, accuse M. Allègre d'avoir donné des «instructions » à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) pour «bioquer» la parution de la version intégrale d'une

iques sur la paurit

expertise sur l'amiante.

Cette expertise collective de l'Inserm, intitulée « Effets sur la santé des principaux types d'exposition à l'amiante », évaluait à 1 950 le nombre de décès liés à la fibre cancérogène en 1996. Le lendemain de sa diffusion publique eo juillet 1996, sous la forme d'une synthèse, Jacques Barrot, alors ministre du travail et des affaires sociales, et Hervé Gaymard, alors secrétaire d'Etat à la santé et à la Sécurité sociale, annooçaient l'interdiction définitive de l'amiante en France (Le Mande du 4 millet 1996)

(Le Monde du 4 juillet 1996).
Nature rappelle que Claude Allègre avait été, avant son entrée au gouvernement, «franchement critique » à l'égard de l'expertise. Il avait en effet écrit, dans Le Point du 19 octobre 1996, que le rapport « ne brille ni par la rigueur scientifique, ni par le courage, ni par l'esprit d'initiative scientifique », qu'il « ne contient rien de clair et permet d'affirmer tout et son contraire ».

« DIRECTEMENT DU MINISTÈRE »

Citant «plusieurs sources indépendantes [qui] affirment que Cloude Griscelli, directeur général de l'Inserm, o bloqué lo publication du rapport en ottendant l'autorisation du ministre de lo recherche», la revue britannique rapporte le témoignage d'« un responsable de l'Inserm » selon lequel « l'ordre de ne pas publier le rapport est venu "directement du ministère" », après la nomination de Claude Allègre à la tête de ce dernier. Des informations confirmées, selon Nature, par « des membres de lo direction des relations du travail », commanditaire du rapport avec la direction générale de la santé. En guise d'explication, Nature souligne « lo position vulnéroble » du professeur

La version finale de l'expertise ne contient aucun élément nonveau par rapport à la synthèse, mais l'évocation par Noture d'une « ingérence politique » est une accusation grave. Elle est démentie tant au ministère de la recherche qu'à l'inserm. Dans l'entourage de Claude Allègre, on nous a assuré, jeudi 16 octobre, que le ministre « reste critique vis-à-vis du rapport mais [qu'] il n'o obsolument pas in-

terdit ni bioqué sa publication ».

Interrogée par Noture, Suzy
Mouchet, directrice du département de l'information et de la
communication de l'Inserm, soutient pour sa part qu'« îl existe une
subtile distinction entre discuter de
celo avec le ministère et demonder
l'outorisation du ministère ». Elle
ajoute que « le rapport complet est
extrêmement spéciolisé et pourrait
être mal interprété par des gens qui
n'ont pas les compétences pour le
comprendre ».

Regrettant « une tempête dans un verre d'eou », Mª Mouchetnous a précisé, jeudi soir 16 octobre, qu'elle trouvait « normal que 
M. Griscelli en oit porlé à M. Allègre » mais que le délai de parution de l'expertise complète aux 
éditions de l'Inserm n'était impu-

table qu'à des « roisons techniques ». « Nous avons mis un an à avoir le monuscrit, nous a-t-elle affirmé. Nous l'avons reçu le 15 juillet et l'un des chercheurs m'o repris la disquette pour le retravailler. »

Ajoutant que « l'enquête technique sur le coût et la foisabilité des parutions prend toujours environ trois semaines » et que la correction d'un ouvrage de 650 pages ne se fait pas rapidement, surtout en plein mols d'août, M= Monchet nous a assuré que le rapport final allait paraître dans « un format moins coûteux » que les publications habituelles et qu'il serait « inscrit ou cotalogue » de l'losem. « Notre statut d'institut public nous oblige de toute foçon à diffuser nos travaux », a-t-elle enfin expliqué.

Des échanges internes de courrier entre les auteurs du rapport et les services concernés de l'Inserm ont cependant en lieu. Le 26 septembre, le professeur Griscelli a ainsi envoyé au président du groupe d'experts ume lettre dans laquelle il signale que la version définitive du rapport n'est parvenue an service compétent qu' « à lo mi-août », que l'examen d'un tel manuscrit « requiert du temps » et que la synthèse a été diffusée depuis juillet 1996 à « environ 3 500 exemploires ».

Un encart paru dans le numéro daté d'août-septembre d'Inserm Actualités, la lettre interne de l'Institut, annonce que « le rapport définitif de l'expertise collective » sur l'amiante « sern disponible à partir du 20 octobre et sero odressé sur simple demonde écrite ouprès de l'Inserm ».

Laurence Folléa

# Le grand rabbin Sirat salue la « repentance » de l'Eglise

RENÉ-SAMUEL STRAT, ancien grand rabbin de France, qualifie, dans un entretien à l'hebdomadaire Tribune juive du 15 octobre, d'« événement historique » la « déclaration de repentance » des évêques à Drancy et regrette que « lo piupart des rabbins ne veulent pas saisir la main tendue » par les autorités catholiques. Il estime que c'est faire « un procès d'intention » au pape que de lui reprocher d'avoir dit qu'il y avait eu d'autres holocaustes que la Shoah : « Cessons de croire, dit-il, que le monde entier est contre nous ! »

Par ailleurs, Mgr Charles Brand, archevêque démissionnaire de Strasbourg, a déclaré qu'il n'avait pas signé la « déclaratioo de repentance» parce qu'« à cette époque, il n'y avait pas d'évêque résident ò Strasbourg et que le sort de l'Alsace était totalement différent de celui du reste de la France».

## Six monuments dédiés

# à la Résistance profanés dans le Limousin

SIX DES NOMBREUSES STÈLES qui parsèment la montagne limousine à la mémoire de résistants et de juifs morts au combat ou exécutés sommairement entre 1943 et 1944 ont été détériorées depuis le début de la semaine. Les plaques qui portent les noms des victimes ont été descellées. Ces profanations ont eu beu sur six communes du sud-est de la Haute-Vienne, et ont été vivement ressenties dans une région déjà secouée par la parutioo récente d'un ouvrage négation-liste sur le massacre d'Oradour-sur-Glane (Haute-Vienne). L'Association des anciens combattants de la Résistance (Anarc) et les amís du Musée de la Résistance de Limoges ont annoncé, jeudi 16 octobre, qu'ils déposaient plainte. — (Corresp.)

#### DÉPÊCHES

■ YANN PIAT: Pavocat de Flammation, M° Patrick Gaultier, a indiqué au Monde, jeudi 16 octobre, qu'il ne souhaitait pas s'exprimer au sujet des informations publiées le même jour dans Le Nouvel Observateur à propos du livre L'Affaire Yann Piat (Le Monde du 17 octobre). L'hebdomadaire indiquait que M° Gaultier avait été chargé de lire le manuscrit avant sa publication pour vérifier s'il ne comportait pas de passages diffamatoires. Il aurait alors « émis les plus expresses réserves » et « rédigé une note pour dégager sa responsabilité ». M° Gaultier, qui se dit « tenu au secret professionnel », a déclaré qu'il ne pouvait « ni confirmer ni démentir » cette information. De son côté, l'éditeur assure que l'avocat « n'o pas émis de réserve ni rédigé de note ».

■ SANTÉ: a près une deuxième inspection de contrôle de la Direction des affaires sanitaires et sociales de Paris, la Clinique du sport a rouvert, jeudi 16 octobre, son bloc opératoire.

■ ÉDUCATION: les locaux de l'université Paris-X à Nanterre ont été totalement fermés jeudi 16 et vendredi 17 octobre en raison de l'occupation depuis phosieurs jours du centre informatique par une vingtaine de personnes qui protestent contre des refus d'inscription. Le président de l'université n'a pas obtenu du cabinet du ministre l'évacuation des lieux par les forces de l'ordre.

■ HARKIS: un fils de harki, René Kacémi, treme-trois ans, a mis un terme, jeudi 16 octobre, à la grève de la faim qu'il avait entamée il y a dix-huit Jours à Fameck, près de Thionville (Moselle). Deux autres étaient encore hospitalisés après respectivement douze jours et cinq jours de jeune. Un seul poursuivait le mouvement.

# La colère des divorcés « condamnés à perpétuité » à payer

Griscelli, « proche du RPR » et

« dont lo nomination a largement

été considérée comme politique ».

ANCIEN CADRE dans une société d'Informatique, divorcé depuis 1978, Jean Million-Ranquin a été reçu, jeudi 16 octobre, à la chancellerle. Il a dénoncé la situation de tous ceux qui, comme lui, sont des « condamnés à perpétuité, sons espoir de remise de peine ». Depuis près de vingt ans, M. Million-Ranquin verse à son ex-épouse une prestation compensatoire. Retraité depuis quelques mois, ses revenus ont été divisés par deux, mais le montant de la prestation n'a pas diminué. Pis, les versements ne sont pas près de prendre fin : le jeune retraité, s'est en effet rendu compte que, lorsqu'il disparaîtra, sa seconde femme devra continuer à payer ladite prestation, à moins qu'elle ne renonce à son héritage.

## PRESTATIONS DIFFICULEMENT RÉVISABLES

« C'est une machine infernole », s'insurge Jean Million-Ranquin. Lors d'une nuit de rage, en février, il décide d'œuvrer pour une modification de la loi du 11 juillet 1975 relative au divorce. Sur les ondes de France-Inter, il crie sa colère et annonce la création d'une Association pour la réforme des prestations compensatoires (Arpec) à Bron (Rhône), là où il habite. Dans les heures qui suivent, le standard de l'hôtel de ville explose, inondé d'appels de divorcés et de nouvelles femmes de divorcés. « Que l'on ne nous accuse pos de défendre seulement les hommes et d'être ontiféministes, s'énerve M. Million-Ranquin. Dans l'ossociation, nous avors beaucoup de nouvelles épouses de divorcés qui en ont assez de payer lo prestation compensatrice à l'ex-femme de leur mori. »

Les situations des adhérents de l'Arpec – plusieurs centaines, selon son fondateur – sont souvent douloureuses: un chômeur doit prélever le montant de la prestation compensatoire sur ses allocations;

une veuve est condamnée à vendre sa maison de campagne pour payer les sommes dues à une première épouse jamais rencontrée; la seconde femme du propriétaire d'un prestigieux quatre étoiles dans une station huppée de sports d'hiver se voit contrainte de travailler pour l'aider à payer une prestation de plus de 13 000 francs mensuels à une première épouse qui, elle, n'a jamais travaillé... Les sommes versées par les membres de l'association vont de 300 francs à 25 000 francs par mois.

Différente de la pension alimentaire, qui est définie dans le temps et révisable à tout moment, la prestation compensatoire est généralement accordée pour une durée Indéterminée. Elle se transmet aux héritiers et n'est pas révisable, sauf dans de très rares exceptions. Chaque année, environ un millier d'actions en révision sont enregistrées par le ministère de la Justice, mais, dans la pratique, elles ont très peu de chances d'aboutir : la Cour de cassation n'a confirmé, à ce jour, que deux révisions dans des cas particulièrement dramatiques. La diminution des ressources de l'époux débiteur - perte d'emploi, faillite ou remariage - ne constitue pas une circonstance suffisante, pas plus qu'un changement radical des conditions de vie de l'ex-conjointe, qui peut faire fortune ou se remarier avec un riche

Devant les collaborateurs d'Elisabeth Guigou, ministre de la justice, M. Million-Ranquin a réclamé une modification de loi et une solution pour les divorces déjà prononcés. Il n'a cependant pas évoqué les pensions alimentaires et les prestations compensatoires impayées, car « moi, dit-il, je défends ceux qui paient ».

Michèle Aulagnon

# Les gendarmes volent au secours des chefs d'entreprise

LA GENDARMERIE nationale apporte son concours à la création d'un institut qui vient d'ouvrir ses portes à l'Ecole militaire, à Paris, et dont le but est de former des responsables de la sécurité en entreprise. Sons le nom d'Institut d'études et de recherche pour la sécurité de l'entreprise, cet organisme est présidé par Jacques Courbon, préfet et conseiller auprès de Charles Pasqua, pour lequel il a effectué plusieurs missions d'ordre économique à l'étranger. Le directeur des études en est le général de brigade Jean-Louis Esquivié, qui vient de quitter la gendarmerie après avoir, comme jeune officier supéneur, servi à la «cellule» élyséenne auprès de François Mitterrand, puis avoir été placé à la tête des écoles de formation dans la gendarmerie nationale. Soupçonné d'avoir été l'un des opérateurs des écoutes téléphoniques attribuées à la fameuse « cellule », M. Esquivié est par ailleurs sous le coup d'une mise en examen pour « atteinte à l'intimité de la vie privée », depuis décembre 1994.

Depuis le début du mois, vingicinq stagiaires suivent un cycle de formation à la sécurité en entreprise, à raison d'une semaine d'études par mois, pendant dix mois. Ces stages sont payants. Les entreprises les financent sur les crédits qu'elles sont en droit d'attri-

buer à la formation.

L'idée de créer cet institut est née d'une réflexion commune de trois partenaires: un club dit de « défense économique de l'entreprise », qui réunit des chefs d'entreprise ayant ressenti le besoin de perfectionner leurs cadres chargés de la sécurité interne; l'Institut d'études politiques de Toulouse, qui s'intéresse de longue date aux questions de défense; et la gendarmerie, qui constate que 90 % des PME dites innovantes sout situées dans des

zones où, d'une manière générale,

la sécurité relève de son ressort et

## DÉMARCHE « ŒCUMÊNIQUE »

non de celui de la police.

An menu des cours, figurent le respect de la propriété industrielle et des brevets, la lutte contre le faux et les contrefaçons ou encore la sensibilisation des personnels aux questions de sécurité, depuis la protection contre l'incendie jusqu'au contrôle aux entrées ou sorties de locaux où sont manipulés des produits névralgiques, en passant par la surveillance des hommes et des biens.

C'est une démarche nouvelle, associant patrons, universitaires et gendarmes; ses auteurs affirment qn'elle se vent « œcuménique », c'est-à-dire qu'elle fera appel à des conseillers et à des enseignants de tous les horizons, notamment des policiers ou des douaniers. Pour 1998, les responsables de l'Institut imaginent déjà pouvoir recruter davantage de stagiaires.

Mais c'est aussi un marché destiné à s'épanouir. Les besoins de la sécurité en entreprise deviennent une obsession dans un milieu compétitif où tous les comps sont permis, et qui attire les initiatives privées - pas nécessairement les plus compétentes - pour s'en prémunir. Que cherche donc la gendarmerie, un corps interministériel à statut militaire, en se lançant dans l'aventure ? Sans doute, à pouvoir transmettre son savoir-faire dans le domaine de la prévention. Mais, surtout, à trouver, avant que d'autres corporations ne les accaparent, des débouchés pour des gendannes en voie de reconversion dans le cadre d'une professionnalisation des, armées qui obligera même si le gouvernement s'en défend pour l'instant et comme le pronvent maints exemples à l'étranger - à instaurer des carrières sous l'uniforme plus courtes qu'aujourd'hui et des départs précoces.

Jacques Isnara



Boutinues Puilment. <u>Paris 8</u>, 2, avenue Matignon, tél : C1 45 63 10 10 et 22, rus François 1; tél : C1 47 20 74 27.

<u>Monte Carle</u>, 2, avenue des Spélugues, tél : O0 377 03 50 01 10.

Liste des voints de vents : Puiloreat, 23, avenue du Président Wilson, 03210 La Plaine-St-Denig, tél : 01, 40 17 85 10.

# LE PROCÈS PAPON

# Les heures noires de la France ressurgissent à Bordeaux

Vichy et l'Algérie : enfouis dans la mémoire collective, ces faces cachées de l'Histoire font irruption devant la cour d'assises de la Gironde. Me Jean-Marc Varaut, avocat de Maurice Papon, avoue qu'il n'avait pas « mesuré l'ampleur du procès dans le procès »

de notre envoyé special Deux hommes du Général. La même fluidité dans la parole, la mème droiture pour parler du devoir. Le premier avance à la barre. Pierre Messmer, quatre-vingt-un ans, ancien gouverneur général de la France d'outre-mer, ancien premier ministre (1972-1974), était ministre des armées du général de Gaulle larsque le secand, Maurice Papon, dans le box des accusés. officiait, dans les années 60, à la tête de la préfecture de police de Paris. « Je n'ai iamois rencantre M. Maurice Papon avant 1960. ditil. Puis je l'ai craise frequemment sur les plans protocalaire et professiannel. le tiens à dire que [nos] relatians, pendant sept ans et demi, ant été sans nuages. »

La même agilité d'esprit, le même type de prestance, Mais il est des gaullistes et des serviteurs de l'Etat qui ne se ressemblent pas. La voix posée, l'officier de la Légion étrangère, qui a rejaint dès 1940 les Forces françaises libres à Londres, témoigne, jeudi 16 octobre, parmi les premiers témains liés à l'examen de la personnalité de l'accusé: « Pour mai, des la signature de l'ormistice, le gauvernement de Vichy n'avait plus de legitimite, il était passé saus le cantrôle de l'ennemi. » Dans le box, l'ancieo haut fonctionnaire de la préfecture de la Gironde, penché, fixe attentivement le temoin, qui, à

aucun moment, ne ie regarde. « Paur mai, reprend Pierre Messmer, un gouvernement illégitime ne représente pas la France. Il ne peut engager la France. Il engage sa responsabilité propre, celle des tonctionnaires et celle des militaires qui ont décide de lui obeir. » Le gaulliste enchaîne: « Je m'inscris totalement en faux avec les declarations prononcées par les plus hautes autorités de l'Etat, qui im-

Démenti de l'ancien ambassadeur d'Israël

l'île auraient servi de hases de transit pour la livraison d'armes à Is-

pas été en France en mission auparavant.

putent à la France, et danc à taus L'ancieo premier ministre vise explicitement le président Jacques Chirac, qui, en 1995, a reconnu les « fautes commises par l'État » dans les déportations de juifs pendant

extremement cantestable, affirme M. Messmer. Et elle est maralement inexacte. Ces déclarations sant intolérables pour les hammes et les femmes qui sont entrés dans la France libre et dans la Résistance. D'autant plus que naus avons trouvé des fonctionnaires. des policiers, des militaires de Vîchy qui naus barroient la raute quand naus vaulians mener le combat cantre l'Allemagne hitlérienne et l'Italie mussolinienne. » Puis l'octogénaire saisit la barre, ému: « Larsque lo mart m'a éporgné pendant la guerre, alars qu'aujaurd'hui la mart s'approche de moi, sans rien aublier, car naus ne devons rien aublier, il me semble que, cinquonte-cinq ons après, le temps est venu au les Français paurraient cesser de se hair et commencer de se pardanner. »

Mª Arno Klarsfeld, conseil de

les Français, les crimes de Vichy. »

« COMMENCER DE SE PARDONNER » « Juridiquement, cette thèse est

l'Association des fils et filles de déportés juifs de France (FFDJF), interroge le résistant : « Que pensez-vous de l'action d'un haut fonctiannaire qui abéit à des ardres inhumains d'un gauvernement illegitime? > Pierre Messmer « se rallie valantiers » à la posinan du « jury d'honneur », composé de grands résistants et réuni eo 1981 à la demande de Maurice Papon : « Beaucaup de membres de la préfectorale auraient dû démissionner au moment aù des actes contraires à leur canscience ont été ordon-

Pierre Messmer se retire. Deux

Einaudi, auteur de La Botaille de Paris - 17 octobre 1961 (Seuil, 1991) (Le Mande du 17 actabre), se beurte aux propos du ministre des armées du général de Gaulle sur les tragédies d'octobre 1961 et de février 1962 (Charonne). Concernant la nuit du 17 octobre, Pierre Messmer vient de confirmer la version de Maurice Papon, donnée la veille : « Selan les services de renseignements militaires, cette affaire de noyade jou périrent officiellement deux Algérieos, plusieurs centaines selon le FLN. NDLRI était due en grande partie aux agents du FLN, qui en ant pro-

leurs », a-t-il indiqué. Faux, rétorque M. Einaudi. Et l'auteur de La Bataille de Paris de dresser, longuement, sa thèse, dans une déposition-réquisitoire de plus d'une heure et demie. « l! y a eu ce soir-là, et le lendemain, une veritable chasse à l'hamme, en fanctian du facies, un massacre

fité paur liquider certains des

Maurice Papon. Des hammes, sous les ardres de Maurice Papan, qui ant déshanaré la police. Au minimum, deux cents marts, vraisemblablement trois cents. - On lui indique alars que Pierre Messmer vient d'affirmer qu'il « assumait avec le gouvernement et le général de Gaulle, président de la République, lo totalité de la responsabilité des événements » et qu'« an ne pouvait pas imputer [cette] respon-

sabilité à un préfet (...), subardanné

du ministre de l'intérieur ». «La respansabilité persannelle de Maurice Papon est directe et accablante », soutient au cantraire l'historien. Jean-Luc Einaudi, qui dit s'appuyer sur des témoignages et les archives de la Fédération de France du FLN, observe que Maurice Papoo ne l'a jamais poursuivi en diffamation. Dans le box, rompant sa naturelle impassibilité, l'ancien préfet tapote nerveusement la tablette de sa main droite. U indique qu'il répandra plus tard, molu, mardi prochain. San avocat, Me Jean-Marc Varaut, avoue qu'il « n'a pas mesuré l'ampleur du

procès dans le procès ». Entre MM. Messmer et Einaudi, s'est intercalé Jean Caille, quatrevinets ans, commissaire de police retraité. Ces auditions de témoins, par leur nombre inévitablement décousues, obligent la cour et les jurés à jangier sans cesse entre Vichy et l'Algérie. Cité par la défense, Jean Caille, ancien fonctionnaire des renseignements généraux, a connu Maurice Papon lors de son arrivée à la préfecture de police de Paris, en mars 1958. Il explique que pour tous, dès la Libératian, « M. Papan était résistant ». « Sur quels éléments abjectifs vous fandez-vous? », demande un avocat. « Entre résistants, qu club des vieux de la vieille, ca se savait », répond-il en substance. sans plus.

Alors le témoin veut revenir sur la guerre, avant la Résistance.

Déposition de Pierre Messmer, ancien premier ministre. Dessin: Noëlle Herrenschmidt.

témaignages plus tard, Jean-Luc cammis sous la responsabilité de après l'audition d'un autre té- larsqu'il était tout jeune gardien de la paix, à Paris. Il affirme : « Taut fanctionnaire, résistant ou nan, risquait chaque jaur sa vie. La police, le carps préfectaral étaient en première ligne. Naus servians de tampons. Pour les camps d'extermination, persanne n'était ou courant. » M. Klarsfeld s'inquiète de savoir si le témain a eu vent d'une émission de Radio Londres, en juillet 1943, qui indiquait que « les juits [étaient] tués par tranche de 1000 au 6000 .. L'ancien gardien de la paix parisien dit que non. « Le témain sait-il que son préfet de palice d'alars. Amédée Bussière. responsoble de lo déportation de 5 802 femmes et de 4 051 enfants, arrètés par des paliciers dant les uniformes sant restés les mêmes après la Libération, a été candomné, le 27 juillet 1946, aux travaux farcés à perpétuité [la peine sera commuée en 1951, NDRL]? » En gardien de la mémoire, l'avocat des FFDJF plonge dans l'un des livres de son père, Serge Klarsfeld. « Vous etiez gardien de la paix dans le huitieme arrondissement, n'estce pas? Eh bien, il y a eu 128 arrestatians dans le huitième arrondis-

« QUELLE QUESTION ? »

Subitement, le témoin, tel un accusé, se trouve saus le feu des questions: « Vous étiez au caurant des rafles?, demande Me Michel

- l'étais forcément au caurant. · Qui arganisait? Qui cherchait les juifs ?

- Pour mai, l'autarité, c'était ma hiérarchie. Les exécutants: les pauvres policiers et gendarmes qui, très sauvent, prévenaient les gens. - Saviez-vaus où les juifs al-

Mary . . .

ini,

80.0

2000

ec. . . · ·

REA: file of the

GL:

DC .

25 . J

W\_\_\_\_\_

UC ...

Exercise . . .

Det :

training to

Te----II.

dacou. 0.5....

de 27-21

e r≥

000 E

BEAT COLUMN

D:\_:

65...c

- Je ne le savals pos. Connaissiez-vous Drancy?

- Drancy 1

- Je n'ai pas entendu parlet. J'ai peut-etre eu connoissonce parce que ça o existé (...). La police est une organisation hierorchisee. Un fanctiannaire ne sait pas tout.

- Lorsque les juifs étaient arrêtés, vaus étes-vous pasé la question de Savoir au ils étaient emmenés ? - Bien sûr. Mois personne ne so-

vait où ils allaient. - Les fonctiannaires, ils ne-se pasaient pas de questians ? - Quelle questian voulez-vous? S'ils se posaient une question, ils ne

pouvaient y répondre. » Jean-Michel Dumay



# L'épuration à deux vitesses de la police parisienne

L'action des policiers contre les juifs fut traitée avec indulgence

BORDEAUX

de notre envoyé spécial La comparution, a stre de témoin de la défense, de Jean Caille. ancien gardien de la paix dans le huitième arrondissement de Paris pendant l'Occupation, résistant puis commissaire de police et enfin chef des renseignements généraux alors que Maurice Papon est nommé préfet de police, a donné lieu, jeudi 16 octabre, devant la cour d'assises de la Girande, à un échange significatif de l'image encore brouillée du passé de la police parisienne. Uoe police dont un autre témoin, l'historien Jean-Luc Enaudi, a affirmé à la barre, le meme jour, que c'est aux cris de "A bas les juifs! A bas les fellagas! » que, en mars 1958, elle a manifesté son mécontentement face aux attentats dant elle était vic-

Que l'épuration solt bel et bien « passée », et même avec vigueur. sur la police de la capitale, des chiffres récents l'attestent. A en croire l'une des premières études qui s'appuie sur les archives - celle de Jean-Marc Berlière, publiée par la revue Vingtième siècle (janviermars 1996) -, le comité d'épuration (CE) qui se met eo place dès le 30 août 1944 étudle le cas de 3 939 fonctionnaires, soit près de 20 % des effectifs. 1 906 seront sanctiannés, et 400 dossiers seront transmis à la justice (laquelle prononce alors 196 condamnations, rafles de l'été 1942, il est devenu un der dans l'esprit des juges aux emballements médiatiques ».

exécutées). Pourtant, si les membres des deux brigades spécialisées dans la lutte contre les « terroristes » (BS) paient proportionnellement le tribut le plus lourd à l'épuration (186, pour un effectif évalué à 235), on ne peut que constater que l'action des policiers caotre les juifs est, elle, traitée avec bien plus d'indulgence par les juridictions d'aprèsguerre. Mieux vaut avoir été policier à Drancy que d'avoir refusé de rejaindre l'insurrection du 15 août

Que l'essentiel de l'épuration se

soit fait avant le retour des camps, qui se met en branle à partir du 8 mai 1945 (la dernière session du CE se n'ent le 14 novembre 1945), n'explique pas ce décalage. La police parisienne, pendant l'Occupa-tion, a fiché 113 477 juifs dépendant de son ressort. Elle en a raflé quelque 13 000 les 16 et 17 juillet 1942, lors des événements du Vel' d'Hiv'. Or l'indulgence outrepasse 1945. Le procès des gendarmes de Drancy le « vestibule d'Auschwitz » -, du 19 au 22 mars 1947, n'attire aux accusés que des peines minimes (trois acquittemeots, deux condamnations à deux ans de prison ferme et deux peines de dégradation natio-

Quant au procès de René Bousquet, secrétaire général de la police et, à ce titre, organisateur de ces

20 peines de mort - dont 7 sont cas d'espèce des lacunes de l'épuration. Il s'est tenu les 22 et 23 ivin 1949 devant la Haute Cour. Mis sous mandat de dépôt le 23 mai 1945, René Bousquet est remis en liberté provisoire le 1ª juillet 1948, soit un an avant l'ouverture des débats. Ceux-ci tournent d'ailleurs à l'avantage de l'accusé, alors même que les chefs de la police allemande, Oberg et Knochen, ant déclaré que l'action de Bousquet et de la police française leur a facilité la tâche. René Bousquet, acquitté du chef d'« atteinte aux intérets de la défense nationale », ne sera condamné qu'à cinq ans d'indignité nationale, peine dont il fut immé-

Nicolas Weill

La cour d'assises de la Gironde a rejeté, mercredi 15 octobre, les

conclusions de M. Jean-Marc Varant, avocat de Maurice Papon, vi-

sant à annuler la procédure en raison d'un procès qui, selon lui, « ne

serait pas équitable » (Le Monde du 11 octobre). La cour observe que

« la durée exceptionnelle de la procédure » ayant conduit M. Papon de-

vant les assises n'est pas excessive « dans la mesure où la complexité

de cette affaire, liée pour l'essentiel à l'ancienneté des faits reprochés à

l'accusé, à leur nombre (...), a nécessité de la part des magistrats instruc-

contraints, en raison de la nature même de ces faits, d'accompl\r eux-

mêmes. » La cour rappelle enfin que, contrairement à ce qui était

soutenu par M. Varaut, ce procès « n'est pas celui d'un Etat ou d'une

administration, mais celui d'un homme bénéficiant de la présomption

d'innocence, principe ayant valeur constitutionnelle qui ne saurait cé-

teurs de très nombreuses investigations qu'ils ont été souvent

# Catherine Trautmann va ouvrir les archives sur les événements du 17 octobre 1961

LA MINISTRE de la culture et de la préfecture de palice contenaient communication, autorité de tula communication, autorité de tutelle des archives nationales, a annoncé, jeudi 16 octobre, qu'elle allait ouvrir les archives concernant la manifestation des Algériens du 17 octobre 1961 à Paris, réprimée dans le sang alors que Maurice Papan était préfet de police (Le Monde du 17 octobre). « Cette décision s'inscrit dans la volonté du gouvernement de faire toute la clarté sur la répressian tragique de cette jour-née », a indiqué Catherine Trautmann dans un communiqué. La veille, le ministre de l'intérieur avait déclaré, devant l'Assemblée nationale, qu'il était « taut à fait prêt à chercher à faire la vérité ». Jean-Pierre Chevenement avait laissé entendre que les archives de

oéral du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), organisateur de La cour d'assises rejette les conclusions de Me Varaut

manifestations annuelles de commémoration du 17 octobre, se « félicite » de cette décision « qui honore le gouvernement et va permettre enfin que sorte de l'ambre la vérité sur ce massacre qui entache notre histoire ». Depuis une loi de 1979, le « délai ordinaire » d'accès aux archives est de trente ans, hors des documents librement communicables. Mais ce texte porte ce délai à soixante ans dans le cas de « documents dant la communication serait susceptible de porter atteinte à

certains intérêts publics » comme la sûreté de l'Etat, la sécurité physique des personnes, le secret de la défense nationale et la conduite de la politique extérieure. Les documents concernant les périodes de l'Occupation et de la guerre d'Algé-

ne sont « couverts » par cette restriction. En mai 1996, dans un rapport demandé par Edauard Balladur et remis à Alain luppé, de faire la lumière sur ces événements. Mr Trautmann s'est montrée plus prudente, affirmant igno-Guy Braibant, président de section rer le contenu des archives. « Ce honoraire au canseil d'Etat, avait proposé de libéraliser la législation. sera tout l'objet du travail qui pourra être fait », a-t-elle commenté. La en réduisant les délais repectivement à vingt-cinq et à cinquante ministre de la culture a précisé qu'elle travaillait parallèlement « à ans, et en multipliant les dérogations. Reprenant les promesses de un projet de loi pour réduire un certain nombre de délais qui sont trop M. Juppé sur ce point, Lionel Jospin longs comparés aux autres pays eua publié, le 2 octobre, une circulaire ropéens cancernant certaines archilibéralisant le régime des dérogatians pour la période 1940-1945, en Mouloud Aounit, secrétaire géattendant le vote d'une lol nou-

Philippe Bernard

Lire notre éditorial page 20

Maurice Papon est contraint de quitter son nauvean domicile avant lundi 20 octobre, a affirmé son avocat Jean-Marc Varaut. « Il v a eu des menaces cantre le propriétaire et sa famille », a-t-il ajouté, accusant les parties civiles d'avoir retrouvé le propriétaire du domaine viticole Périn-de-Naudine, à Castres-Gironde, et d'avoir orchestré les menaces. Michel Slitinsky, porte-parole des parties civiles, a aussitôt démenti en affirmant: \* Tout ce que naus avons dit, c'est que naus sammes salidaires des moires et des hôteliers qui jugent

# Les petites villes veulent jouer un rôle majeur dans l'aménagement du territoire

Souvent cataloguées comme « ringardes », ces préfectures ou sous-préfectures de 3 000 à 20 000 habitants, qui tiennent leur congrès à Saverne (Bas-Rhin), font au contraire preuve de dynamisme. Comptant sur une population jeune, elles souhaitent coopérer avec le monde rural alentour

SAVERNE

de notre envoyé spécial

« Les petites villes ne sont pas ringardes. Il fout combottre cette
image parce qu'elle est de plus en
plus fausse et caduque », a déclaré
jeudi 16 octobre à Saverne (BasRhim) Martin Malvy, président de
l'Association des petites villes de
l'Association des petites villes de
France (APVF), député et maire
(PS) de Figeac (Lot), en ouvrant les
quatrièmes assises de cette associatioo créée en 1990.

Les débats entre les quelque 300 maires qui ont fait le voyage en Alsace à l'invitation d'Adrien Zeller. maire (UDF-FD) de Saverne (onze mille habitants) et président du conseil régional d'Alsace, se soot voulus toniques. « Ces rencontres ne seront pas celles de lo jérémiode, tournées vers lo revendication de finoncements spécifiques », avait prévenu à l'avance le secrétariat de l'APVF. C'est bico parce qu'elles se sont montrées lasses de la «superbe indifférence» exexcée pendant longtemps par l'appareil de l'Etat à leur endroit que les petites villes ont décidé cette année d'inverser la proposition en mettant en avant les atouts dont elles

« En vingt ans, et bien que les si-tuations soient très contrastées selon que l'on soit une petite ville péri-urbaine proche d'une grande agglomération ou un bourg-centre enserré dans le monde rural, les petites villes se sont métamorphosées », affirme avec optimisme M. Malvy. Une allusion faite au taux d'équipements (administratifs, sportifs, culturels...) dont ces cités se sont dotées. Ce qui n'est pas sans avoir accru nos « charges de centralité », comme le rappelle M. Zeller. Nombre de maires out tenu à bien souligner le rôle pivot essentiel que leurs cités jouent dans le maillage du territoire. « Nous sommes le dernier rempart entre les zones rurales qui se dévitalisent et une métropolisation qui se veut de plus en plus connibole », résume le

« UN PROBLÈME D'IDENTITÉ »

maire de Saverne.

Cet aspect positif - mais rarement pris en compte dans les politiques d'améoagement du territoire - a été étayé en Alsace par une récente étude de l'Insee. Très commenté, ce document socioéconomique confirme globalemeot le dynamisme des petites villes, qui «rompt avec [leur] image traditionnelle». L'étude, dont le principal défaut est des s'appuyer sur des données anciennes (recensement de 1990), révèle en effet que les petites villes sont, malgré leur bétérogénéité, placées dans un contexte de « dynamisme démographique et économique plutôt favorable».

On oote que leur populatioo (16,5 millions d'habitants) est, par rapport à la movenne nationale. sensiblement plus jeune: 28 % (contre 26,5 %) des moins de vingt ans y resident. En lle-de-France, Pays de la Loire, Rhône-Alpes et Nord-Pas-de-Calais, plus de 30 % de la population a moins de vingt ans. A contrario, dans les communes dites du rural « isolé », un quart des habitants ont dépassé la soixantaine. « Dans les zones dynomiques, confirme l'Insee, confortant ainsi la thèse des maires, lo croissonce démogrophique s'étend à des communes des aires rurales. Au contraire, dans les zones en déshérence, le sort dévolu à ce type de communes est pire encore que celui que connaissent les autres communes de l'espoce en

question, car, faute de clientèle aux

alentours, les commerces et services quittent lo ville. » Les petites villes -elles regroupent 28,7 % de la population active - disposent enfin d'un reveno oet imposable supérieur à la moyenne.

rieur à la moyenne.

« Les données de cette étude confortent ce que nous savons déjà, résume M. Malvy. Les petites villes péri-urbaines se développent bien. Elles ont cependant un problème d'identité par rapport à la grande ville et commencent à connaître les mêmes problèmes, notamment pour l'insécurité. » Les assises de Sa-

#### 16,5 millions d'habitants

● L'Associatioo des petites villes de Prance, créée en 1990, regroupe près de 500 villes de 3 000 à 20 000 babitants. Parmi les deux mille guatre cent cinquante-huit communes définies comme des petites villes, dix sont des

• Les petites villes, qui regroupent 16,5 millions d'habitants, sont inégalement réparties sur le territoire métropolitain. C'est en lle-de-France qu'elles verne, lors de la journée d'ouverture, ont bénéficié de la présence de Laurent Fabius, président de l'ASSEMBIÉE Oationale, invité par l'APVF. Soo interventioo a été marqoée par le grand sujet de préoccupation du moment, à savoir la limitatioo du cumul des mandats. « Je souhaite, a-t-îl déclaré, que cela soit fait dans des proportions raisonnables. Par exemple, aucun ministre ne devrait détenir une outre fonction exécutive. De même, on ne devrait pas pouvoir être maire de Paris, de Lyon, de

représentent la part la plus

importante avec 20,5 % des

Franche-Comté, Picardie et

3 % des communes sont des

petites villes.

Quatre catégories

communes. A contrario, en Corse,

Champagne-Ardenne, moins de

géographiques de petites villes

ont été définies par l'Insee en

1990. Il s'agit des pôles urbains,

des communes périphériques

polarisées, des aires rurales et du

Marseille ou d'une grande ville en même temps que parlementaire. »

Venu représenter le gouvernement, Emile Zuccarelli, ministre de la fonctioo publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation, a assuré que « les petites villes sont oujourd'hui reconnues par l'Etat comme des octeurs à part entière de l'aménagement du territoire. Non seulement [leur] développement est possible foce oux processus de concentration, mais il constitue une olternative réoliste qu'il convient

d'encowrageт. » Le ministre s'est par ailleurs félicité de la mootée en puissance de l'intercommunalité (1 500 structures intercommunales à fiscalité propre rassemblent plus de 31 millions d'habitants et environ 16 500 communes). Il a cependant affirmé que la France avait fait «le choix de conserver ses trente-six mille sept cent communes ». A ses yeux, le renforcement de l'intercommunalité «s'affirme comme le substitut d'une restructuration en profondeur de notre carte communole à loquelle notre pays n'est

Jean Menanteau

# La loi Pasqua de 1995 est la « bible » du lobby rural

LA CAZINE (Creuse)

de notre envoyé spécial Entre les perspectives de la nouvelle politique agricole et rurale commune (qu'il fandra désormais appeler la «PARC») préparée à Bruxelles pour l'an 2000 et l'application stricte de la loi Pasqua du 4 février 1995 sur l'aménagement du territoire, il y a davantage d'incompatibilités que de convergences. Alors, comment choisir, dans l'immédiat, les priorités? Tel pants du premier congrès de l'Anazorr (Association nationale des acteurs des zones de revitalisation rurale) réunis récemment au domaine de La Cazine, au milieu des bois et des pâtures de la campagne

Maires de villages, présidents de conseils généraux, agriculteurs, artisans, se sont interrogés sans détour: l'Europe va-t-elle restreindre les périmètres des zones nurales bénéficiaires des fonds communautaires? L'élevage extensif sera-t-il réellement encouragé? Le gouvernement Jospin sera-t-il plus audacieux que les précédents dans la péréquation des aides publiques? Qu'ils viennent du Gers, de Haute-Saône, d'Eure-et-Loir, la phipart des responsables de l'Anazon, que préside Bernard de Froment, préident (RPR) du conseil général de la Creuse, ont évité de tomber dans le piège de l'isolement et de tenir un langage éculé, du genre « la ville

RÉUNION DE FAMILLE

D'ailleurs le thème de la rencontre était net: « Les zones de revitalisation rurale: une chance pour
la politique de la ville ». Il scrait absurde en effet d'imaginer que les
ruraux vont cesser de fréquenter la
ville-préfecture pour aller au supermarché, au cinéma, à l'école de
danse ou à l'IUT. La France o'est
pas un pays à ce point vaste ou
fragmenté qu'on puisse isoler le tis-

su rural des réseaux de villes petites et moyennes qui en sont l'armature. Les destins sont liés.

Hôte d'honneur du colloque, Charles Pasqua, ancien ministre d'Etat du gouvernement Balladur et « père » de la loi de 1995, a été ovationné et le colloque de l'Anazou, en raison de quelques maladresses d'organisatioo, est vite apparit comme une réunion de famille RPR-UDF. Au point que Robert Savy, président (PS) du conseil régional du Limousin, comme tous les antres invités appartenant à l'acmis de ne pas y participer.

On a pu cependant entendre un

résideot de consell général de l'Ouest parler sans mesure d'« asassinat » de son département si l'Etat bloquait les crédits destinés à la construction d'une autoroute. Un député du Massif central a suggéré, non moins sérieusement, que l'on organise des transferts de populations des zones surchargées de banlieue vers les Causses ou les villages du Rouereue. De facon plus réaliste, l'Anazorr a établi une plateforme en douze points qui ouvre des pistes intéressantes pour l'agriculture, la santé, on la création d'emplois par les PME. Un responsable du Sud-Ouest a interpellé le Crédit agricole pour qu'une partie plus importante des bénéfices de cette banque soit réinvestie chez

Sans attaquer de front le gouvernement, Charles Pasqua s'est adressé à Dominique Voynet, qui a décidé de remetire en chantier « sa » loi, en ces termes : « Il est vrai que les textes, surtout lorsqu'ils ne sont pas appliqués, peuvent prendre quelque rides. Mais retrouvera-t-on l'ardeur qui o entouré l'enfuntement de cette loi que je persiste à considérer comme novatrice, sinon révolutionnaire? » L'aménagement du tenitoire n'exciut pas le lyrisme.

Prançois Grosrichard

# L'agglomération lyonnaise adopte un plan des déplacements urbains

LES DIRIGEANTS du Syndicat mixte des transports pour le Rhône et l'aggiomération lyonnaise (Sytral) a approuvé, mardi 14 octobre, le texte définitif du plan des déplacements urbains. Lyon est la première aggiomération française à se doter d'un PDU, désormais obligatoire au titre de la loi sur l'air, pour les villes de plus de 100 000 habitants. Issu d'une réflexion engagée en décembre 1995, réunissant l'ensemble des parte naires concernés (élus, responsables économiques, sociaux, culturels et associatifs), ce plan vise à « préserver la qualité de la vie » et à « réduire les nuisances et la pollution » en rendant les transports en commun plus attractifs, en maîtrisant mieux la place de la voiture et en redonnant leur place aux cyclistes et aux piétons. Onze lignes majeures de transports en commun de surface seront ainsi créées, dont quatre seront dotées de transways, pour assurer un meilleur maillage complémentaire du réseau de mêtro et de bus existant.— (Correp. rég.)

Pour les pionniers d'aujourd'hui, l'avion est une machine à gagner du temps.



Aujourd'hui, BRIT AIR choisit AIR FRANCE pour vous faire bénéficier de son programme de fidélisation.

Voyager sur les lignes BRIT AIR franchisées AIR FRANCE vous fait gagner du temps et vous permet de profiter de FRÉQUENCE PLUS. Il vous suffit d'être membre de ce programme d'AIR FRANCE et chaque vol vous rapporte des miles qui vous donnent accès à des billets gratuits.
Pour les pionniers d'aujourd'hui, les avantages sont au bout du voyage.

BRITAIR L'esprit pionnier

octobre 1997 - BRSF ARC REE 922 350 363

# James Michener

# Le romancier des grandes fresques historiques

L'ÉCRIVAIN américain James Pulitzer en 1948, et deviendra plus Micbener est mort, à Austin (Texas), jendi 16 octobre. Il avait décidé il y a une semaine d'arrêter les scéances de dialyse rénale auxquelles il se snumettait depuis quelques années.

Né afficiellement le 3 février 1907 à New York, Orphelin, James Michener n'a jamais rien su de ses parents. Il avait été adopté par un fermier, Edwin Michener, et sa femme. Mahel une blanchissense. des Quakers qui lui not donné leur nom. Il avait fait ses études à la Doylestown Highschool, tnut eo s'occupant du journal de l'établissement et en assurant la rubrique sportive du journal Incal. Ses performances sportives et son intérêt pour la littérature lui permettent ensuite d'abtenir une bourse pour Swarthmore College, ou il nbtiendra ses diplimes avec une mention summa cum laude. Généreux et reconnaissant, il versera à son ancienne université quelque 7 millions de dollars et plus de quarante-deux autres millioos, au fil des années, à l'université de l'Etat du Texas, où il résida jusqu'à la fin

de sa vie. Dans sa jeunesse, James Micbener necupait snn temps libre à voyager en auto-stop à travers les Etats-Unis - à vingt ans, îl avait visité quarante-cinq Etats sur les quarante-buit qu'il y avait alors et à faire toute sorte de petits boulots. Ce goût du voyage et des occupatioos diverses ne devait plus le guitter. Il fut surtout enseignant, mais travailla aussi sur des bateaux ou pour l'éditeur Macmillan, à New York, fit de l'histoire de l'art à Sienne et au British Museum de Londres, L'entrée en guerre des États-Unis marqua un tournant de sa carrière : il abandonna les principes de son éducatioo quaker pour s'engager, eo 1942, dans la marine. Cette expérience lui fournit la matière de soo premier livre, Tales of the South Pacific, qui lui valut le prix

Alexandrie

tard une comédie musicale, por-

tée à l'écran. Il passa ensuite des années à écrire et à voyager, mettant un point d'bonneur à toujnurs visiter, voire à résider dans les pays qu'il mettait en scène pour les grandes saga géographico-historiques qui firent son succès, du Japon à la Cnrée, la Hungrie, l'Espagne, l'Afghanistan, l'Afrique du Sud nu Israel: nn trouvera, eo français: Mexique (Presses de la Cité), Caraībes (Presses de la Cité). Polagne (Seuil). James Michener o'oubliera jamais, toutefnis, ses nrigines américaines : Aluska (Presses de la Cité), Chesapeake (Seuil), Calorada Saga (Flammarion), Texas; son livre consacré à Hawai (Presses de la Cité) fut publié d'ailleurs au moment où les îles bawaiennes devinrent le cinquantième Etat des Etats-Unis. La plupart de ces graodes

fresques d'un millier de pages re-gorgeot de détalls, car James Micheoer avait la passion de la documentatioo: il aimait raconter des histoires s'étendant sur plusieurs générations, plutôt que de camper des personnages ou de s'attacher au style. Il voulait aussi se faire l'apôtre de valeurs universelles : la tolérance, qu'elle soit raciale ou religieuse, le travail, l'indépeodance. Son succès a été énorme. les ventes attelgnant le millioo d'exemplaires pour Texas, rien qu'aux États-Unis. Il a été traduit dans une cioquantaioe de langues. En dehors des romans, il est aussi l'auteur d'essais journalistiques et de livres d'art consacrés eo particulier aux estampes japooalses, dont il faisait collection. Milliardaire, sa générosité ne s'est jamais démentie, le magazine Fortune l'avait cité, en 1996. parmi les vingt-cino philanthrupes les plus impurtants des

Martine Silber

"À LA RENCONTRE

DE L'ÉGYPTE

**ET DES ÉGYPTIENS"** 

Musée du Lauvre (Paris)-Le Caire

Ouadi Natraun, Alexandrie...

Les Pyramides, Saqqara, le quartier d'El Azhar (avec des étudiants francaphones)

Ramadan City, Ismailia, le canal de Suez...

Karnak, la vallée des Rais, le Ramesseum,

Louxor-Paris (au prolangatian vers Assauan

Prix: 12 000 FRANCS TTC PAR PERSONNE

se Monde

du dimanche 26 octobre au samedi 1er novembre

(vacances scolaires de la Toussaint)

Jean-Marie Colombani et son équipe, notamment Robert Solé, spécialiste de l'Egypte,

et Alexandre Buccianti, correspondant du Monde au Caire, ont préparé un séjour

ponctué de contacts avec des personnalités politiques, économiques et culturelles, de

visites des hauts lieux de l'Egypte ancienne et contemporaine et de parcours insolites.

▶ Jour 1:

> jour 5:

Gourna..

en aptian)

Louxar, Garagas...

# AU CARNET DU « MONOE »

#### **Naissances**

Antoine et Bénédicte LOUNIS, conbeur d'annoncer la naissance de

Antonin

le 16 septembre 1997.

Anne LE GALL Bernard GRÉMAUD

Aubin. le 15 octobre 1997.

Sandra VERSELE et Benoît GRÉMAUD.

5. avenue Pierre-Allaire. 94340 Joinville-le-Pont. 25, avenue Théodore, 94340 Joinville-le-Pont.

Corinne, Jean-Pierre et leur fils Guillaume ont la joie d'annoncer la naissance de

Camille de LA ROCQUE de SEVERAC,

Paris, le 3 octobre 1997.

Corinne et Jean-Plerre TISSIER de LA ROCQUE,

62, rue de la Roquette. 75011 Paris.

M. et M™ Guerrino VALERI, M. et M™ Henri BARTHÉLÉMY ant le bonheur d'annoncer la naissance

Floi

le 15 octobre 1997,

Anniversaires de naissance

Cécile et Fierre.

- Au départ du grand maration de la vie et de celui de New York dans deux semaines, nous te souhaituns bonne chance,

Thomas,

et un très joyeux anniversaire pour tes

Joël, Deaise, Guillzome, Julie, Marie.

## et Maxime SASSIER.

**Mariages** 

- Genève. Cadenet.

M. Henri Lacroix,

Azne et Laure, ses petits-enfants, font part du décès de

Amette et Pierre Besset

M= Anne LACROIX.

née HERRY, ingénieur ESPCL

survenu le 15 octobre 1997, dans sa

La cérémonie sura ileu le mard

21 octobre, à 14 heures, an crémator Saint-Georges, Petit Lancy (Genève).

Marie-Claire Amblard-Rappoport

33, rue Ernest-Bloch, 1207 Genève (Suisse).

- M= Marie Rappoport,

Vanessa Rappoport,

Jérémie et Colin Niel.

M. et M= Claude Amblard,

ses beaux-parents,
Christian et Monique Rappoport,
Franklin Rappoport,
Georges et Catherine Rappoport,
Betry et Wolfgang Rothfuss,

Boris Rappoport, Patrick et Annie Amblard, Marie-Noëlle et Olivier Banzet,

Jean-Paol Carrière et Jean-Claude

ont l'immense douleur de faire part de la disparition, le 15 octobre 1997, de

Serge RAPPOPORT.

emponé par un cancer fulgurant à l'âge de zinquante-trois ans.

L'inhumation aura lieu au cimetière intercommunal de Clamart, 108, rue de la Porte-de-Trivaux, Clamart (Hauts-de-Seine). le samedi 18 octobre, à

2 ter, rue Denfert-Rocherean, 92100 Boulogne, 6, rue Lacombe,

- M. et M= Charles Roth,

es parents, M. et M= Jean Paul Crochon,

sa sœur et son beau-frère, Leurs enfants et petits-enfants

ont la très grande douleur de faire part du décès de

M. François ROTH, directeur financier de la branche communication commandement de Thomson-CSF,

qui s'est endormi paisiblement à Cannes, le 4 octobre 1997, à l'âge de cinquante.

intimité familiale à Mittelber (Bas-Rhin), où il repose en paix.

14 A, cour de l'Abbaye,

67400 Andlan, 16, avenue Félix-Faure, 69007 Lyon.

15 h 45, au Pere-Lachaise.

Le culte d'adieu a été offébré dans

Valérie

est morte le 13 octobre 1997, à 20 heures.

Sergio et la famille Margiocchi, Christiane Zehm et Tina, Bemard et Laurence Vanier,

Il y a on an, le 18 octobre 1996.

Er toute la famille,

Claude MEILLER.

Que ceux qui l'aiment et se sou-

Une messe sera dite à son intention dimanche 19 octobre 1997, à 18 h 30, en l'église d'Alésia (Saint-Pierre de Montrouge), place Victor-Basch, Bade 10

Isabelle Thicrcelin et toute la famille

Messes anniversaires

« L'amour ne disparaît jamais. » (Seint Paul.)

t de son sourire s'unissent dans la

« Bien-aimé, en très tendre

Elle sera incinérée le 20 octobre, à

Esther SASSIER est heureuse d'annopcer que ses parents Caline DELBAUFFE

se sont enfin mariés le 11 octobre 1997.

95, rue Gaspard-Neuts. 59140 Dunkerque.

#### Déces

#### Antoine

potre fils bien-aimé, nous a quittés, après quatorze mois de martyre dà l'abus de la cigarette, le 2 octobre 1997.

La Rochelle.

Es collègues de l'université Denis liderot-Paris-VII ont la tristesse d'ar

> Jean Paul AUBERT, professeur de microbiologie dans l'unité de formation er de recherche de biochi

ils s'associent à l'émotion ressentie pa ses proches et ses nombreux étudiants et présentent à sa famille leurs plus sincères

- Le président de l'université, Le doyen de la faculté des leures et sciences humaines,

Et ses étudiants historiens de ont le regret de faire connaître le décès de

M. Marc AUFFRET,

urvenu le 3 septembre 1997.

Ses obsèques ont été célébrées dans l lus stricte intimité familiale,

Selon sa volonté, ses cendres ont été dispersées en mer au large de Saint-Malo,

- M= Andrée Chemla, son épouse,

Karine, Pascale, Sophie, Gilles, ses enfants.

ont la douleur d'annoncer le décès de

M' Maurice CHEMLA, avocat hoporaire.

Les obsèques out eu lieu dans la plus stricte intimité.

La famille s'excuse de ne pas recevoir.

Cet avis tient lieu de faire-part.

7, rue Marcel-Renault,

 M. Francois Dembin. Nathalic et Déborah, M = Alice Amara, ses enfants et petits-enfants. ont la douleur de faire part du décès de leur chère et regrettée

## Mª Liliane DEMBIN.

survenu à l'âge de cinquante-cinq ans.

Les obsèques auront lien le Inndi 20 octobre 1997, à 11 h 30, au cimetière parisien de Pantin.

16, avenue Kléber. 77270 Villeparisis.

- Jean, Jessica et Rebecca, Gordon Prévaque, Monique Libaude

Odile Basset

Sandrine Frévaque, Nasser Harour et leurs enfants. Magali Frévaque et Yann Bécu, Nathalie et René Metzinger

et leurs enfants. Marc Frévaque

ont la douleur de faire part du décès de

Bernard FRÉVAQUE,

survenu à Paris. le 16 octobre 1997, à 1°âge

Une cérémonie d'adien aura tieu le lundi 20 octobre, à 9 heures, à la chambre funéraire des Batignolles (salle omni-cultes), 10, rue Pierre-Rebière, Paris-17, stivie de l'inhumation au cimetière parlsien de Pantin, vers 10 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- M= Guy Jouet. M= Claude Jouet, M. François Bello Ses quinze petits-enfants, Et vingt-trois arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire-part du décès de

M. Guillaume JOUET. officier de la Légion d'honneur, commandeur des Palmes académiques, proviseur honoraire du lycée Vancanson de Grenoble,

Sprveau dans sa quarre-vingt-dix-

Les obsèques religieuses ont eu lieu le 17 octobre 1997, en la cathédrale de

#### Anniversaires de décès - Il y a dix ans, le 18 octobre 1987,

#### disparaissait Micheline ENRIQUEZ.

Annie Lacroix-Riz et Marc Lacroix. Ceax qui l'on connue, estimée et Catherine, Sophie, Fabrice, Alexis

Ses enfants et leurs conjoints

Ses petits-enfants.

~ Paris-12. Plancher-les-Mines (Hause Il y a quatre aus, le 18 octobre 1993,

Denis GUIGO

décédait accidentellement En ce jour anniversaire, Sa famille

Ses amis, Tous ceux qui l'ont connu et aimé se

- Le 18 octobre 1995,

Alexandre PSYCHOYOS

mais son spavenir vit en nous,

- Le 15 octobre 1996,

Simon WEBERMANN

Que ceux qui l'ont connu et aimé

#### Conferences

CONFÉRENCE GRATUITE dans le cadre du cycle « L'An 2000 ;

vers le troisième millénaire ». L'Association d'amitié France-Chili vous invite à la conférence de Pierre Corset, directeur de recherebe à t national de l'audiovisuel (INA)

DE LA COMMUNICATION ET DE L'INFORMATION, » A la maison de l'Amérique latine, le mardi 21 octobre, à 18 h 30.

LES NOUVELLES TECHNOLOGIES

217, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris

Tél.: 01-49-54-75-00.

# Colloques

- Lundi 27 et mardi 28 octobre ; colloque international organisé par l'Iostitut oational des langues et uons odennies : « Les Juifs et la course vers l'abline, 1930-1939 »

Palais du Luxembourg, salle nenceau, 15, rue de Vaugirard. Paris-6

Para-or.
Invitation obligatoire à demander (avant le 23 octobre), an:

#### Communications diverses Associatioo Assemblée générale de l'AFCOS

L'Association française des collectionneurs olympiques et sportifs (AFCOS) organise son assemblée générale à Colombes (Hauts-de-Seine), le samedi 25 octobre, à 14 h 30, au stade Yves-de-Manoir, 12, tue François-Faber.

Reuseignements: René Geslin, au 01-47-80-74-88.

Nouvelle sevue trimestrielle laïque juive « Diasporiques ». An sommaire du naméro 4 : le contenaire du BUND ; le slleuce du CRIF ; lumigrationsoupçon : polémique autour du livre de J.F. Forges sur Auschwitz ; « Pourquoi se

(60 francs pour les quatre numéros outien 120 francs.) Renseignements et abonneme 56, rue de la Rochefonenuld, 75009 Paris.

## Soutenances de thèse

Eric Ancean a l'honneur de faire part de la prochaine sousenance de sa thèse de doctorat préparée sous la direction de M. le professeur Jean Tulard: « Les députéa du Sceond Empire. Prosopographie d'une élite de XIX siècie ». Cette soutenance se dérou-lera en Sorbonne, le vendredi 24 octobre 1997, à partir de 9 heures (salle Gaston-Paris de l'ÉPHÉ, escalier E, l'étage).

Gestion personnalisée de votre portefeuille

Les cours actualisés tous marchés La valeur des SICAV

AMarignane la municipalite d'extrême droite alicencie la directrice de la bibliotheque afin de controler les acquisitions de livres. Elle 3 fre de nouvelles regies pour la frequentation deletablissement par les jeunes Devant ces abus le ministere de la culture prepare un projet de la pour responsables les bibliothecasses et garantir le pluralisme

1.00

4. .

2

124....

No. of the

1.5.

72: \_-\_\_\_

200

C.:.

6.Fr-2. ;

10:

10.2

 $R \subset \mathbb{R}^{n}$ 

tic .

distance of

lat.

900 MI.

m...

Comment.

¢.E.

nr.

Ne.

3.5

Asia - ...

\$4.00 gradient

Louxor

Avec l'agence - licence nº 092-95-00-28 et JFD System

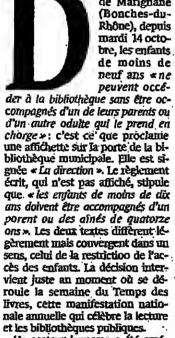
POUR TOUT RENSEIGNEMENT, TÉLÉPHONEZ À KATIA GOUJON AU 01-46-05-44-33

**BOURSE** 

L'actualité 24h/24 (dépêches REUTER et AFP) Communiqué des entreprises cotées en Bourse

# HORIZONS

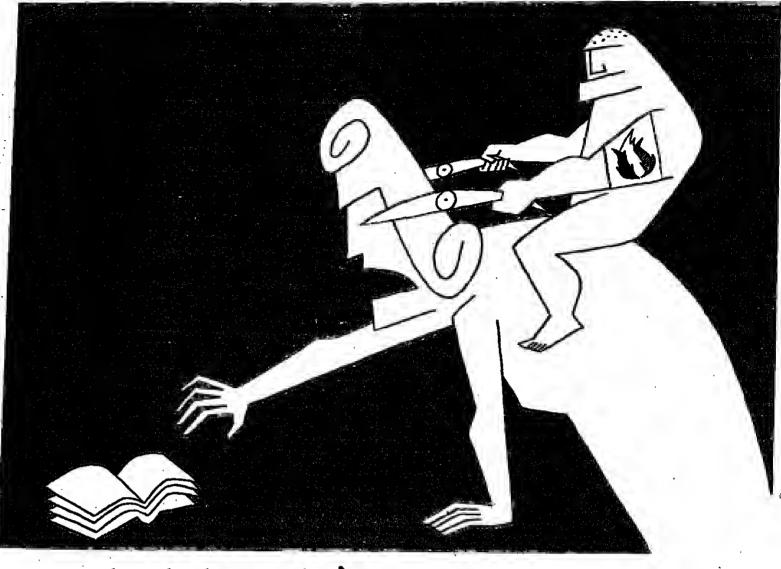
A Marignane, la municipalité d'extrême droite a licencié la directrice de la bibliothèque afin de contrôler les acquisitions de livres. Elle a fixé de nouvelles règles pour la fréquentation de l'établissement par les jeunes. Devant ces abus, le ministère de la culture prépare un projet de loi pour responsabiliser les bibliothécaires et garantir le pluralisme



Un secteur jeunesse a été aménagé a Marignane, avant l'arrivée du Front national en 1995, à l'instar de ce qui s'est fait dans les bibliothèques françaises depuis une vingtaine d'années. Ce mouvement a contribué à l'important développement qu'elles ont conno au cours de la même période. Aucune bibliothèque publique municipale en France ne connaît de telles limitations eovers les enfants. Au contraire, les mercredis et les samedis, les juniors s'y rendent. souvent par eux-mêmes, car les horaires d'ouverture ne coincident pas toujours avec ceux des parents qui travaillent. Leur goût pour les bibliothèques est, en général, perçu comme une bonne nouvelle.

Sauf à Marignane. Cette bibliothèque connaît « une situation exceptionnelle depuis l'été 1996 », selon les termes mêmes du rapport de l'inspection générale des biblio-thèques du ministère de la culture. A le lire, la dégradation du fonctionnement de cet équipement municipal est impressionnante. Les animations et les expositions, multipliées par la directrice recrutée en 1994, « ont été réduites en 1996 et 1997 ». En janvier 1997, l'invitation d'un écrivain dans le cadre d'une semaine du roman policier est refusée par la mairie; celle-ci programme à la place une conférence d'Alain Sanders, rédacteur en chef du quotidien d'extrême droite Présent

Les personnels compétents ont été peu à peu dépossédés de la maîtrise des acquisitions de livres, note le rapport. A partir de 1996, « les interventions de la mairie acquièrent un caractère systématique », ce qui constitue, là encore, un comportement hors normes. La mairie commande des ouvrages à la boutique du Front national, aux Editions nationales ou à la librairie



# Les bibliothèques-vitrines du Front national

cette dernière a publié des anteurs : révisionnistes tels Robert Faurisson ou Henri Roques. Arrivent à la bibliothèque les livres de Jean Mabire, grand spécialiste des SS, de Jacques Trémolet de Villers, Pavocat de Paul Touvier condamné en 1994 pour crimes contre l'humanité, et des cadres du parti de Jean-Marie Le Pen.

Des achats que le rapport de l'inspection juge « contestables sous l'angle du pluralisme » car ils comportent une forte part d'ouvrages exprimant les idées politiques du Front national, à commencer par son programme. Or il n'existe pas à lo bibliathèque de Marignane de tradition d'acquisitions importantes et régulières d'ouvrages politiques, à ce degré, d'ouvrages militants ».

nisseurs, accordant des remises moindres que les fournisseurs habituels; sans formatinn spécialisée, les élus ne connaissent pas les règles pour constituer un fonds de qualité et leurs choix sont plus idéologiques que cultureis.

La commune de Marignane avait pourtant consenti un effort financier particulier, en créant la bibliothèque actuelle, inaugurée en 1981, de même que l'Etat, qui a participé à sa construction à hauteur de 50 %. A lire la presse d'extrême droite, l'avenir de ce service public municipal ne va pas vers un retour à des pratiques professionnelles. Commentant le rapport d'inspection, am parle d'nne « rupture » avec le pluralisme, National Hebdo du 25 septembre lance : « C'est

#### « Il est temps de donner un bon coup de balai aussi bien dans les bibliothèques que dans les différents rouages

du pouvoir »

« National Hebdo »

Dans le même temps, les prix littéraires de l'année, très demandés par les lecteurs, sont refusés par la municipalité. A l'automne 1996, deux adjoints du maire expriment aux bibliothécaires leurs « réserves » à l'égard des prix littéraires. « Ils focalisent passagerement l'attention » alors que des ouvrages « exclus des circults éditoriaux et médiatiques » mériteraient d'être achetés, selon les propos consignés dans le rapport de l'inspection. Les élus manifestent aussi leurs «réserves » envers les contes extra-européens et les livres d'édocation sexuelle. Après l'annonce de la mission d'inspection, les ouvrages refusés seront finalement commandés.

Les inspecteurs du ministère dé la culture voient là des pratiques contraires au statut des cadres bibliothécaires, défini par un décret de 1991, précisant que ces demiers « constituent les collections de toute nature des bibliothèques ». Ils jugent ces événements préjudiciables à la collectivité et aux commandé certains ouvrages qui

bien, en effet, d'une rupture avec l'ordre ancien qu'il s'agit. (...) Plus que jamais donc, il est temps de donner un bon coup de bolai oussi bien dans les bibliothèques que dans les différents rouages du pouvoir. »

Les bibliothécaires sont souvent les premières victimes de ce « coup de balai ». Martine Pichon, directrice licenciée par la mairie de Marignane en avril, fait l'objet d'éloges dans son milieu de travail. Le rapport d'inspection loue son professionnalisme, y compris aux moments les plus critiques do conflit avec la mairie Front oational. Les interiocuteurs des affaires culturelles saluent son courage. Pourtant Martine Pichon n'a pas retrouvé d'emploi de bibliothécaire. Fonctionnaire, elle a pu réintégrer son ancienne administration, les affaires sanitaires et sociales. Mais elle y a retrouvé un emploi de catégorie B, inférieur à celui de catégorie A qu'elle occupait à la bibliothèque. Le non-renouvellement de son contrat (tacitement recondoctible tous les trois contribuables: la mairie a ans) a eu lieu au moment où elle devait présenter le concours inter-

défendu une conception du service public de cet équipement municipal, elle a, en outre, subi une perte en termes de salaire et d'intérêt do

Ni l'Etat ni une autre tutelle publique ne lui ont proposé on ne l'ont guidée vers un nouvel emploi de bibliothécaire. Un poste à la future bibliothèque régionale de Marseille a été évoqué, mais la construction du bâtiment o'est pas commencée, ni même financée. A la question de savoir si elle trouvait normal que Martine Pichon ne travaille plus dans une bibliothèque, Catherine Trautmann, ministre de la culture, nous a répondu : « Je ne dispose pas de mayens paur résoudre ce problème. Je ne peux contraindre les collectivités locales à ouvrir des postes de bibliothé-

Après s'être sentie « humiliée. déstabilisée » par les pratiques des élus FN, Martine Pichon a intenté une action devant le tribunal administratif de Marseille, qui o'a pas encore été examinée. Elle demande l'annulation de la décision de nonrenouvellement de son contrat par la mairie de Marignane. Elle dénonce le préjudice moral et matériel que cette décision lui a causé. Pour préparer sa défense, son avocate a demandé au ministère de la culture la communication du rapport de l'inspection générale des bibliothèques. A ce jour, elle ne l'a

E choix de son successeur par la mairie de Marignane d illustre la conception que le Front national se fait des bibliothécaires. Joël Voisin, titulaire d'un certificat d'études primaires, n'a recu aucune formation professionnelle pour exercer cette fonction. Il a travaillé dans les collectivités locales de l'Indre comme agent administratif de catégorie C, dont dix ans comme employé de biblio-

Quand la ville de Châteauroux s'est dotée d'une grande médiathèque en 1994, il y a été affecté un an en tant que rédacteur sur un poste administratif. Tout cela n'empêche pas National Hebda du 25 septembre d'affirmer qu'il « travaille depuis plus de dix ans dans des bibliothèques municipales » et que personnels professionnels des bi-

expérience de terrain »... A Orange aussi, la bibliothèque a

été ébranlée par la mairie Front national comme l'avait souligné un précédent rapport de l'inspectioo générale des bibliothèques (Le Monde du 12 juillet 1996). A Toulon, le projet de construction d'une médiathèque de 5300 m2 en centre-ville, dont la gestation était déjà difficile avec l'ancienne mairie, a été annulé par les élus FN. La direction régionale des affaires culturelles (DRAC) le regrette, soulignant qu'avec un bassin de population de 300 000 habitants, Toulon ne dispose que de petits établissements de quartier et d'une salle de... seize places assises en centre-

Jusqu'à présent, le Pront national a essuyé des critiques sur sa conduite, sans rencontrer de véritable obstacle, grâce au vide juridique qui entoure les bibliothèques municipales. Plusieurs décrets en définissent les missions, mais aucune sanction n'est prévue en cas de non-respect. Les responsables des établissements en « situation exceptionnelle » oot découvert à leurs dépens qu'il n'y avait pratiquement pas de recours contre un maire qui dévoie un service public municipal ou qui abuse de soo pouvoir à l'égard des personnels.

L'enjeu est de taille : les bibliothèques municipales, rénovées et agrandies au cours des années 80, sont devenues les lieux culturels parmi les plus fréquentés des Français. On s'y rend en famille. On s'y sent moins intimidé que dans une librairie. Les adultes y empruntent livres, CD et films en vidéo ; les enfants y trouvent des albums, des cassettes et tous les grands titres de la littérature jeunesse. Ces équipements forment aussi un point important de consultation de la presse. Le Prout national, avec sa vision strictement idéologique de la culture, y voit des lieux à prendre, tout comme il veut s'emparer de tous les établissements culturels dans les villes qu'il admi-

Le conflit de Marignane pose trois questions: jusqu'à quel point un service public doit-il véhiculer les idées politiques de sa municipalité? Quel est le rôle reconnu aux

Diffusion de la pensée française. Étaient déjà sur les étagères et a ne de conservateur, pour consoli- le maire de Marignane a apprécié bliothèques dans la constitution de lecture publique? Qui arbitre légitimement entre des cooceptions différentes du pluralisme? C'est en ces termes que le problème est posé au ministère de la

> OUR faire obstacle au fonc-tionnement bors normes du Front national, Philippe Douste-Blazy, le précédent ministre de la culture, avait annoncé un projet de loi sur les bibliothèques, qui n'avait pas pris corps avant la dissolution de l'Assemblée. Catherine Trautmann en a repris, à sa façon, l'objectif : réaffirmer la responsabilité des professionnels de la bibliothèque en termes d'acquisition de livres. définir le service public de ces établissements, cerner le pluralisme à l'aide de critères scientifiques. Mª Trautmann estime que son projet « pourrait aboutir avant la fin 1998 », nous a-t-elle dit. Les professionnels qui ont été confrontés aux municipalités FN v sont assez favorables. D'autres bibliothécaires ou élus locaux, redoutant que le remède soit pire que le mal, ne sont pas convaincus de la nécessité de légiférer sur le pluralisme.

En parallèle à cette controverse, plusieurs responsables politiques de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur - la plus touchée jusqu'à présent - ont mis sur pied leurs propres initiatives. Pour son Salon annuel du livre, la mairie de Mooans-Sarthoux (Alpes-Maritimes) débat, du 17 au 19 octobre, sur « Le livre en République » et, plus particulièrement, sur « La politique et les bibliothèques ». Soutenu par la direction régionale des affaires culturelles, un Salon du livre antifasciste est organisé à Gardanne du 15 au 23 novembre. A Toulon, où la mairie Front national a transformé le classique Saloo du livre en vitrine des éditions d'extrême droite, le conseil général du Var a décidé de réagir. Il organise une fête du livre à Toulon les 14, 15 et 16 novembre. Au bord de la mer, sous des chapiteaux plantés sur le port, elle sera dédiée à l'aventure, au voyage et à la découverte des cultures étrangères.

> Catherine Bédarida Dessin : Serguei

# « On assassine la famille » Les fantasmes de la gauche par Roland Hureaux

Suite de la première page

Au total - AF + AGED -, un réatustement devrait donc intervenir à hauteur de 2,5 % enviroo de la masse globale des prestatioos familiales, alors que, d'un autre côté, les familles sont appelées à bénéficier de nouveaux avantages : le montant de l'allocation de rentrée scolaire est ainsi quadruplé, etc. Les familles soot-elles « assassi-

Ce délire est d'autant plus ahurissant qu'un très large consensus s'est formé sur la nécessité absolue de faire tous les efforts pour colmater le déficit de la Sécurité sociale, dooc les déficits respectifs de chacune de ses trois branches: celui de la branche famille est de l'ordre d'une douzaine de milliards

Or, on oe cesse de oous répéter sur tous les tons, surtout à droite, que tout oouvel alourdissement des prélèvements aurait des conséquences catastrophiques: le salut passe par une seule et unique voie, la réduction des dépeoses. Force est donc, comme l'avait fait le gouvernement Juppé, de faire des économies au niveau des prestations. Jusque-là, tout le moode, ou presque, semble d'accord. Mais quelles écocomies ? Toute la questioo est là, incontournable, et la vocifération ne peut tenir lieu de

Plus précisément, les dépenses de la hranche correspondent à une masse globale de prestations - environ 200 milliards de francs -, dont la moitié est distribuée sans prise en considération des revenus des foyers; et inversemeot pour l'autre moitié, réservée aux foyers à revenus faibles ou moyens, seloo

Dans quelle moitié faut-il « taper »? Blen qu'ils o'osent le dire tout haut, certains opteraient volontiers pour une réductioo de cette secoode moitié: le programme familial du RPR de 1985 prévoyait expressément une suppressioo des prestations sous condition de ressources et une répartition «égale» de l'eoveloppe... Faut-il, au cootraire, réduire les prestations distribuées à tous, ce qu'a fait Alain Juppé en gelant les allocations familiales? Ce qui, soit dit en passant, infirmelon lequel l'oolversalité d'une prestatioo en garantirait la sauvegarde.

En clair, alors que la situation impose l'élimination du moindre gaspillage, à quoi sert de verser 671 francs pour deux enfants à un foyer dont les revenus sont très élevés?

Le gouvernement Jospin, lui, a répoodu par deux contre-questions très simples. Est-il vraiment raisonnable que la collectivité nationale assume, à hauteur de plus des deux tiers, le coût d'un emploi de maisoo à plein temps, au seul bénéfice de quelques dizaines de milliers de foyers à hauts revenus ? Et quelle signification réelle peuton prêter aujourd'hui au versement d'allocations familiales forfaitaires lorsque leur montant est infime au regard des revenus de la cellule ? En clair, alors que la situation impose absolumeot l'élimination du moindre gaspillage, à quoi sert exactement de verser 671 francs pour deux enfants à un foyer dont les revenus sont très

Il paraît que cette dernière question est indécente, scandaleuse. A ces 671 francs le foyer le plus fastueusement riche doit avoir le même droit que le foyer eo dé-tresse... Problème tabou! Pourquoi? La réponse la plus stupide malheureusemeot la plus fréquente - s'en tient à une référence aux solutions reteoues en 1945-1946 : cela doit être parce que cela a été. Le passé devrait ainsi continuer indéfiniment à régir l'avenir, même si la société de l'an 2000 n'a plus le moindre rapport avec ce

qu'elle fut au leodemain de la dernière guerre... D'autres préfèrent évoquer les exigences d'un « pacte républicain » qui a toutes les appareoces de l'homme invisible. Pour connaître ses exigences, autant faire tourner les tables...

Toujours au rayon « spectres », d'autres encore donnent dans le pathétique en oous jurant que ne pas reconnaître aux plus riches les mêmes droits qu'aux plus pauvres eotrainerait irrésistiblement notre système de protectioo sociale dans le pire désastre. Vu le nombre et la variété des prestations déjà assorties d'une condition de ressources, oo se demande bien pourquoi le désastre annoncé se fait encore at-

Laissons cette pacotille sans intérêt. Au food, l'universalité des allocations familiales est tahoue parce qu'elle est plus ou moins liée, dans les esprits, à une conception du système à laquelle, expressément, tacltement ou inconsciemmeot, les milieux familiaux se réfèrent toujours: celle qui assurerait une redistribution « horizontale » des revenus, à tous les niveaux, entre ménages sans enfants et méoages avec enfants. Une redistributioo organisée de telle façon que ces derniers conserveraient le standing qui était le leur avant l'arrivée des enfants. Faute de quol, il: seraieot « pénalisés » par cette arrivée ; et moins enclins à procréer...

Conception parfaitement cohérente en théorie, idéale d'une certaine façon dans la mesure où le coût des enfants, variable selon les revenus des foyers, serait, par le jeu des transferts horizontaux, pris en charge par la couche sociale correspondant au niveau de revenus de chaque foyer. Uo rêve qui cootione d'être très présent et dont les allocations familiales constitueralent une sorte d'avatar minimal en raisoo de leur univer-

Minimal, mais caricatural : le caractère forfaitaire de ces allocations ne cadre pas du tout avec la logique d'une autheotique redistribution « horizootale ». Minimal, mais dérisoire, car l'explosion irrésistible des dépenses « santé » et des dépeoses «vieillesse» a contraint depuis longtemps les gouvernements, de droite comme gauche, à optimiser au maximum la distributioo d'une enveloppe « famille » coincée dans un

Cette optimisatioo suppose, par hypothèse, le ciblage des priorités. Ainsi, il est manifestement plus urgent de venir en aide aux familles les plus défavorisées. Tout oaturellemeot, la part, dans la masse glohale, des prestatioos sous cooditioo de ressources o'a cessé de gonfier aux dépens des autres, et ootamment des allocations familiales. Et l'on en est alors arrivé, d'étape eo étape, à distribuer des allocations familiales doot le montant n'a plus aucun rapport avec le coût réel de l'eofant: 671 francs pour deux eofants... Certainement insuffisant pour les pauvres, certainement nidicule pour les riches. Uo enfant de huit ans comprendrait sans peine qu'il y a quelque chose qui ne va pas : c'est le moins qu'on puisse dire. Surtont si, avec Philippe Steck, oo pose les prohlèmes en termes de « toux d'effort ». Qu'est-ce à dire ?

On évalue le coût de l'enfant - eo teoant compte évectuellement des incidences du revenu des foyers sur ce coût -, et on en soustrait la part couverte par les di-verses prestations familiales. Reste le coût réel pour le foyer. On confronte alors ce coût résiduel au reveou disponible – impôt sur le revenu déduit – dudit foyer. Le taux d'effort est constitué par

le rapport (30 %, 40 %, etc.) entre ce coût et ce revenu. Les calculs - complexes ... - indiquent que plus le nombre d'enfants s'accroît, plus le taux d'effort s'élève, ce qui va de sol dans la mesure où les prestations oe couvrent pas intégralement le coût de chaque eofant. Mais ils indiquent ainsi, et c'est heaucoup plus intéressant, que plus le revenu est important, plus le taux d'effort diminue... En clair, même si leur coût o'est pas le même ici et là, la charge d'enfants est beaucoup plus lourde pour le smicard que pour le cadre supérieur! Ce qui doit être médité par ceux qui brandissent à tort et à travers des considérations démo-

Jean-Jacques Dupeyroux

N ne saurait compreodre l'ac-cumulation de mesures préparées par le gouvernement Jospin au détriment des familles, au mépris tant de la justice que de l'intérêt national, sans se référer à l'évolution idéolo-

gique de la gauche au cours des an-

nées récentes. Depuis un certain temps déjà, les socialistes que la famille préoccupe (il y en a encore quelques-uns!) ne peuvent aborder ce sujet dans le Parti sans que quelqu'un entoune par dérisioo « Maréchal nous voilà! » Une équation d'un simplisme affligeant a fini par devenir une certitude dans l'établissement de ruche : famille = Pétain = fascisme. Par famille oo entend, bien sûr, le supposé retour à l'ordre moral (l'ordre moral étant fasciste, il suffit, comme dans les dessins de Lauzier, de mener une vie de patachoo pour faire de l'antifascisme l), mais aussi toute forme de préoccupation

démographique. Dire que le taux de fécondité de la population française est tombé au-dessous du seuil de renouvellement des générations est pratiquemeot deveou tabou. Considérer qu'il pourtait y avoir dans ce déficit comme un problème, c'est aux yeux de la gauche - et de plus en plus, par osmose, d'une partie de la droite l - parier comme Le Pen, comme Pétain, voire comme Mussolini et Hitler... A la limite, il faut se féliciter que, dans une France deve-

nue multiculturelle, les immigrés viennent combler les vides laissés dans les rangs des indigènes.

هكذا من رالامل

Cet état d'esprit o'aurait pas vu le iour sans une réécriture simplificatrice d'un passé pourtant récent où la mythologie a laissé peu de place

Sur la famille, le peu de raison qui restait aux socialistes s'en est allé avec François Mitterrand

Comment ignorer que le code de la famille ne fut pas l'œuvre du ré-gime de Vichy mais du gouvernement de Paul Raynaud, émanant de la Chambre du Front populaire, ou que la grande politique familiale dont on s'achame à détruire le reliquat fut l'œuvre des gouvernements de la Libération (un tiers communiste, un tiers socialiste, un tiers MRP)? Comment oublier que le souci de la famille et de la fécondité ne fut pas amené par le gouvernement de Vichy, mais par ce qui avait rendu possible ce gouvernement : la défaite de juin 1940 ?

Car ce souci appartient non à un régime mais à toute une génératioo. La rhétorique familiale se trouve autant dans la littérature de

chy. Pour des raisons bieo comprénsibles : la France, qui veoait de subir un désastre sans précédent, s'interrogea tout entière sur les causes de ce désastre. Parmi les raisons envisagées figure bien entendu le vieillissement de la population dont, bien avant les autres pays, la France a pâti aux XIXº et XXº siècles. Dans l'atmosphère du baby-boom, le Parti communiste lul-même o'était pas le dernier à appeler à un renouvean de la natalité et à un retour aux valeurs de la famille.

Tout cela a été progressivement oublié au fil des ans. Surtout depuis que nous a quittés un homme auquel oo oe rendra jamais assez hommage, Alfred Sauvy: haot fonctionnaire socialiste, Il avait été le rédacteur du code de la famille et le principal inspirateur de la politique familiale de la Libératioo. Professeur réputé, fondateur de l'INED, il fut pendant quarante ans l'adversaire infatigable des idées malthusiennes, sans rien renier de son attachement aux idéaux de la

Tant qu'il était en vie, on o'osait pas encore dire trop de bêtises au Parti socialiste au sujet de la famille. Depuis sa mort, en 1990, on se déchaîne. Et la préoccupation démographique qui se rencontrait autrefois sous tous les horizons politiques tend, par une évolution singulièrement perverse, à se concentrer à la droite, voire à l'extrême droite de l'échiquier.

Halte à la privais Mais pour passer des idées aux actes, il fallait que soit levé un autre verrou: François Mitterrand en personne. Peut-être en raison de

D'où les aberrations actuelles : la moindre o'est pas, dans un pays en pleine crise démographique, d'imposer des sacrifices plus lourds qu'à toutes les autres catégories sociales aux parents de jennes enfants. La plus grave est sans doute, sous l'influence conjuguée de la gauche libertaire et de la droite ultralibérale - et en pleine récession démographique - de sortir les familles et les enfants du champ d'intérêt de la République, pour o'en faire plus que l'objet d'une dépréciative solidarité en faveur des plus nécessiteuses d'entre elles.

Roland Hureaux est agrégé

ses origines familiales, ou tout simplement parce que, depuis l'Elysée, on voit l'intérêt de la France d'un autre point de vue que dans les sections socialistes, l'ancien chef de l'Etat avait su modérer la hargne antifamiliale des gens de son camp. Ce grand pragmatique ne fit certes pas grand-chose pour la famille. Mais il s'arrangea pour qu'on ne fit pas noo plus trop cootre et que soient en particulier sauvegardés les principes de la politique familiale de l'après-guerre. Mais depuis qu'il n'est plus là, le peu de raison qui restait à gauche sur ce sujet s'en est allé!

> JC21 d'histoire.

- -

-::

7



# Halte à la privatisation des enfants! par Michel Godet

supérieures, exclues du bénéfice des allocations familiales, sont aussi durement frappées avec la division par deux des réductions d'impôt sur les emplois familiaux et de l'allocation de garde d'enfants à domicle (AGED). Le cumul de ces exonérations était peut-être excessif dans un nombre de cas très limité. Il aurait suffi de rendre imposables les allocations familiales comme le suggère Nicole Notat, pour corriger le tir et éviter de faire avorter la politique familiale au nom de la politique sociale.

Hélas! la confusion n'est pas nouvelle. Déjà, le gouvernement d'Alain Juppé avait ouvert la voie en suppriment les allocations prénatales pour les revenus élevés. Il serait tentant d'ironiser sur les motivations du gouvernement. Si l'on veut vraiment soumettre l'essentiel de l'aide familiale aux conditions de ressources, alors ne faudrait-il pas d'abord rogner sur les personnes âgées plutôt que sur les enfants? Ainsi, un retraité soumis à l'ISF peut prétendre à la carte Vermeil et même, dans certaines villes, aux transports gra-

Il est paradoxal de prendre de telles mesures qui risquent de remettre en cause une bonne partie des 66 000 emplois créés au titre de l'AGED au moment où le gouvernement s'apprête à subventionner des « emplois-jeunes » à hauteur de 80 % pour des activités nonceront pas à leur carrière et susceptibles de devenir un jour marchandes alors que les emplois familiaux correspondent à un vrai besoin déjà marchand. Ne risquet-on pas de créer des emplois artificiels pour en supprimer d'authentiques ou les renvoyer en par-tie dans la clandestinité? Le

risquent de rejoindre la cohorte un peu triste des couples à deux sa-laires sans enfant oo un à la ri-

gueur l Ne faudrait-il pas, au contraire, encourager aussi ceux qui en ont les moyens à avoir le plus d'enfants possible? On a choisi l'in-

Que diraient les écologistes si, depuis vingt ans, le taux de fécondité des baleines s'était effondré pour se situer à moins de la moitié du seuil de renouvellement?

premier ministre, soucieux de justice sociale, déclare qu'il préfère subventionner des places de crèche, mais sait-il que ces dernières coûtent à la collectivité beaucoup plus cher en frais de fonctionnement que le soutien aux emplois familiaux, sans compter les investissements?

La solidarité verticale par l'impôt ne doit pas se faire au détriment de la solidarité horizontale ao sein de chaque catégorie. Un couple de cadres supérieurs risque d'être incité à avoir moins d'enfants pour maintenir son mode de vie. Veut-on contraindre les femmes à rester à la maison? Lesplus éduquées d'entre elles ne re-

verse, et parions que le nombre de familles aisées avec trois enfants va se réduire comme une peau de chagrin. Ajoutons que l'idée de revaloriser les prestations pour le premier enfant, et toujours sous conditions de ressources, ne serait qu'un effort supplémentaire de politique sociale. On peut se demander si une société responsable doit encourager les familles à n'avoir qu'un enfant, étant entendu que les familles monoparentales, dans cette situation, sont dé-

Tout se passe comme si la socié-té avait décrété la privatisation de la jeunesse en renoncant à la politique familiale traditionnelle alors

jà aidées par ailleurs.

que la prise en charge de la vieil-lesse est de plus en plus socialisée. Il est vrai que les enfants ne votent pas et que le vote d'un retraité, aussi agé solt-il, compte autant que celui d'un actif.

Personne n'est là pour défendre les générations futures! Nous leur transmettons un héritage négatif en leur faisant payer le fardeau de nos dettes publiques et sociales et d'un système de retraite par répartition d'autant plus lourd que l'on continue à baisser l'âge de la cessatioo d'activité. N'oublions pas que le nombre des retraités va doubler d'ici à 2020 et que leur espérance de vie augmente d'un an tous les quatre ans.

Tout se passe comme si la société était maintenant dominée par une population vieillissante et conservatrice. Pourtant, il o'est de richesse que d'hommes et quand il n'y plus d'hommes, il n'y a plus

Cette question est d'autant moins posée que l'insee répand régulièrement des informations qui donnent l'impression que tout va bien : «La population française vieillit, certes, mais elle va augmenter d'ici è 2030. Nos principaux partenoires comme l'Allemogne font moins bien que nous et ne s'en inquiètent pas. » Aucune raison de s'alarmer, on verra disparaître les Allemands avant nous ! En 1995, la natalité « seroit repartie » en France, passant de 1,65 à 1,7 enfant par femme (le taux de renou-

vellement de la population se situe à 2,1). Le noyé est à moins 4 mètres an lieu de mains 4,5 mètres, mais il est toujours

Il sera toujours possible de recomir à l'immigration et de faire venir autant d'étrangers que nécessaire pour équilibrer les régimes de retraite! Soit! Mais l'intégration des flux migratoires sera d'autant plus facile que Pon mêlera, à l'école, les enfants de culture étrangère avec le maximum d'en-

fants « nés au pays ». Que diraient les écologistes si depuis vingt ans le taux de fécondité des baleines s'était effondré pour se situer à moins de la moitié du seuil de renouvellement? Ils alerteraient certainement l'opinion publique sur cette catastrophe planétaire! C'est

taux de fécoodité est de moins d'un enfant par femme. La Prance d'aujourd'hui compte 1,7 million de jeunes de mains qu'en 1975, snit une perte supérieure à celle du pays durant la guerre de 14-18! Ces enfants ne sont pas nés, ils ne sont donc pas morts; aucun monument ne leur sera dédié ao milieu de nos villes. Qui dénonce, pour autant, cette saignée virtuelle? Personne, ou presque, Il est « politiquement incorrect », à notre époque, de défendre les enfants aussi bien que les baleines.

vieille Europe. En Italie du Nord et

en Espagne, notamment, où le

Michel Godet est professeur ou Conservatoire national des arts

# Renouer les fils du dialogue social

par Lionel Stoleru

ANS le patronat, on oe gagnera pas la bataille de l'emploi. Ni, o fortiori, contre le patronat. Mais pourquoi diable faut-il en France qu'une bataille pour un objectif national se transforme en une bataille entre partenaires nationaux? Tout se passe toujours comme si l'économie était un jeu à somme nulle où ce que gague l'un est perdo par l'autre. C'est faux. L'essence même du progrès économique, tel qu'il fonctionne depuis un siècle, est de permettre à chacun d'être gagnant et de toucher les dividendes du progrès.

Qui ne voit que, si le chômage baisse, tout le monde y gagnera, y compris patronat et syndicats dont les charges pourront enfin diminuer à l'Unedic et antres organismes de solidarité dont ils assument la gestion paritaire? Et je ne parle pas de la cohésion sociale qui, pour n'être pas quantifiable, n'en a pas moins de prix.

Il ne faut donc pas que la journée de Matignon laisse un goût amer de « journée des dupes » à qui que ce soit. Certes, la pressioo médiatique avait fait monter les enchères et les passions dans les jours précédents. Il faut revenir à la sérénité. Chacun sait bien que rien n'a été fait en France contre le chômage depuis vingt ans, sauf du bricolage. Chacun sait bien que plus de la moitié des pays voisins ont agi et ont résolu ce problème. Chacun sait blen que, si MM. Balladur et Juppé o'out pas supprimé le SMIC comme en Angleterre et aux USA, ce o'est pas M. Jospin qui le fera. Chacun sait donc bien que c'est la voie social-démocrate réussie aux Pays-Bas, en Autriche et dans les pays scandinaves qui doit

être explorée en France. Elle se fonde sur le dialogue social. On parie beaucoup du partage dn travail mais, an fond, c'est le partage des revenus qui importe. Il s'agit de réintégrer les chômeurs dans le circuit des revenus plus que dans celui du travail. On oublie trop que ce qui différencie le chômage de l'emploi, ce n'est pas le travail (que l'on peut faire où l'on veut à titre bénévole), c'est la rémunération. Or, depuis vingt ans, le revenu des actifs a augmenté de 50 % tandis que celui des chômeurs a baissé de 20 %.

Je ne pense pas que patronat et syndicats refusent un tel dialogue, même s'il est loin d'être aussi habituel en France que chez certains de nos voisins européens. Ils ne veulent pas que l'Etat s'en mêle? Soit, mais ils ne peuvent ignorer que les électeurs ont choisi leur majorité pour lutter contre le chômage, et presque seulement pour cela. En réunissant les partenaires sociaux an lieu de légiférer tout seul, le gouvernement a bien montré à quel point il a conscience que l'emploi ne dépend pas de lui. Le cadre qu'il se propose d'établir sera d'autant moins contraignant que les acteurs économiques, les vrais, c'est-à-dire les entreprises. auront montré leur capacité à faire régresser le chômage. On oe peut pas dire qu'il faut

laisser faire le marché alors que les vingt dernières années montrent son incapacité à régler le problème en Prance, încapacité interne à nos entreprises? Je ne le crois pas. Incapacité externe due aux boulets que l'Etat lui fait porter depuis vingt ans? Je le crois plutôt. C'est précisément en cela que le dialogue entre les partenaires sociaux et l'Etat est nécessaire.

Ce dialogue de bonne foi, on en voit aisément les contours. Au patronat à analyser comment ouvrir l'emploi en restant compétitif. Aux syndicats à analyser comment faire évoluer la masse salariale en intégrant des chômeurs. Au gouvernement à analyser les verrous à faire sauter pour que ces évolutions poissent se faire rapidement. .

La grand-messe s'est ouverte, la grand-messe est dite. Il est temps de renouer les fils du dialogue au quotidien, moins médiatique, mais plus efficace.

Lionel Stoleru est oncien secrétaire d'Etat.

# AU COURRIER DU « MONDE »

Un martyr? Toute personne éprouvaut un

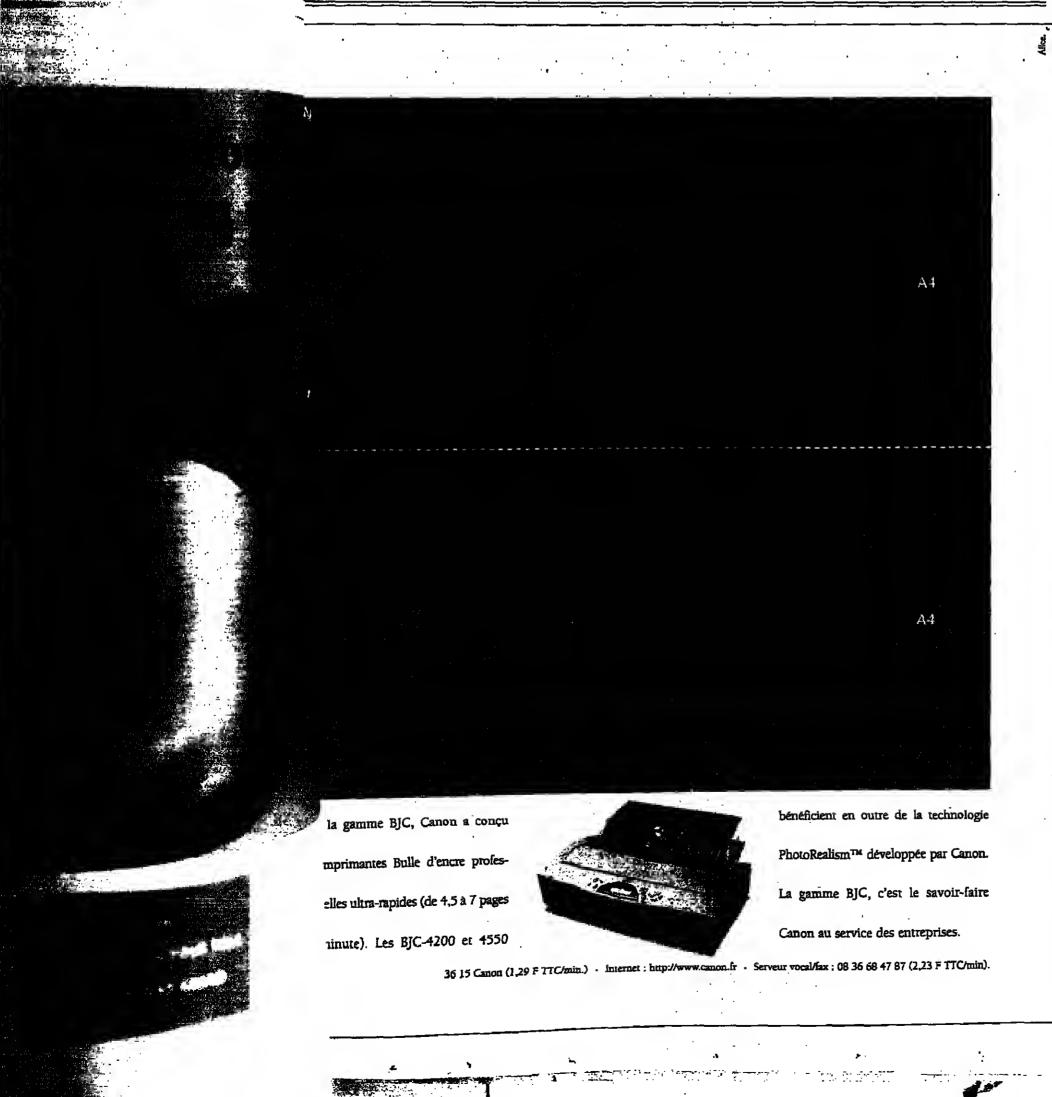
désir de justice souhaite que M. Papon soit jugé pour les « crimes contre l'humanité » dont il est accusé. Moi-même peut-être plus que d'autres, dont la mère a échappé de peu à la déportation et doot l'oncle, lui, n'y a pas échappé. Raisou de plus pour prendre très au sérieux l'état cardio-vasculaire d'un homme qui a subi un triple pontage corocarieo et qui a eu la veille un grave malaise cardiaque. Personne ne soutiendra que les conditions ordinaires de détention sont idéales pour préserver la santé d'uo homme de quatre-vingt-sept ans, surtout dans cet état. Alors, que veut-on? Que Maurice Papoo décède d'un infarctus au milieu de sou procès ? Que ce procès ne voie pas son terme et que l'accusé soit présenté, par-dessus le marché, par certains milieux jubilants. comme un martyr?

Bruno Kahn, par courrier électronique

Une discussion INDÉCENTE

Cette incessante discussion sur ceux qui connaissaient ou non le destin des juifs convoyés en 1941-1944 vers l'Est est indécente, surtout si elle sert à disculper ou à dédouaner les autorités de Vichy et spécialement ceux qui étaient chargés des affaires juives. Bien sûr que les simples gens, juifs ou français, ne savaient pas exactement, ni même beaucnup de membres de Vichy, mais tout le monde se doutait qu'il ne s'agissait pas de villégiature, et Vichy savait notamment, par Radio-Londres, que des tueries avaient lleu en Pologne et en Russie sur les populations juives. Enfin tous les simples gens, catholiques ou non, qui ont caché tant d'enfants juifs au péril de leur vie ne savaient pas mais, instinctivement, avaient compris que le destin des enfants était en péril. Ce que n'out pas compris ni voulu [comprendre] les autorités, de Laval à Papon.

Robert Leitus, Paris



#### - ÉDITORIAL

# **Exception française**

E procès Papon, à la fois conséquence du dévoilement apéré depuis vingt ans sur le régime de Vichy et contribution supplémentaire à l'établissement – et à la sanction – des responsabilités encourues dans cette période, participe aussi du travail de mémoire sur une autre époque occultée: celle de la guerre d'Algérie. Les débats de la cour d'assisses de Bordeaux sur la personnalité de l'accusé ont amené, en effet, à évoquer son rôle comme préfet de police de Paris au début de la Ve République. Avant que fût connue la part qu'il avait prise aux déportations de juifs de Bordeaux, le nom de Maurice Papon était associé, en effet, à la répression des manifestations parisiennes contre la guerre d'Algérie, en particulier celle du 17 octobre

Cet épisode sinistre donne au autre exemple de l'exception française qui veut que, dans ce pays, une loi du silence recouvre les conséquences sanglantes des politiques menées par des pouvoirs bénéficiant d'une sorte de consensus national. Ainsi les massacres commis contre les participants à la Commune de Paris, en 1871, ont-ils été largement occultés par la III République (issue de l'Assemblée de Versallies sans être pour autant responsable des crimes versalllais). Ainsi les tueries de Sétif, en 1945, ont-elles été passées sous silence par la IV République, de même que, deux ans plus tard, la répression sauvage des émeutes de Madagascar.

Parce qu'elle relève, par cer-

entre Français, la guerre d'Algérie est, elle aussi, reléguée dans les zones d'ombre de la mémoire collective. Les hastonnades et les novades du 17 octobre 1961 sont sans doute l'un des épisodes sur lesquels l'injustice de l'Etat a été le plus efficacement relayée par celle de la mémoire : en dépit des efforts de quelques-uns - témoins, historiens, militants -, le sort des Algériens pourchassés cette nuit-là dans Paris par les forces de police demeure largement méconnu, et les coupables de la mort de phisieurs dizaines on centaines d'entre eur sont im-

La décision de Catherine Trautmann d'« ouvrir les archives du 17 octobre 1961 » devrait permettre de mettre en lumière les responsabilités policières, no-tamment celle de Manrice Papon, dans le bain de sang qui suivit la manifestation du FLN. Pour en prendre la mesure, il suffit de citer ce témolgnage d'un gardien de la paix recueilli par l'historien Jean-Marc Berlière, cité par L'Express du 16 octobre : « On s'est lancés dans ce qu'on appelait les "courettes"... On montait dans les étages et on tirait sur tout ce qui bougeait., Cétait l'horreur, l'horreur... Pendant deux heures, ça a été une chasse à l'homme véritablement terrible... >

An-delà, la décision du ministre de la culture devrait accélérer la refonte globale de la législation sur les archives, afin de permettre que les travaux menés anjourd'hui sur la période de l'Occupation puissent avoir leur équivalent sur celle de la guerre d'Algérie.

fr Mande on Afine par la SA LE MONDE ncisione extension of the control of the publication : Jean-Marie Colombiani Riccovire: Jean-Marie Colombiani ; Johnshipue Aldry, disease général; Noci-Jean Bergeroux, directour pénéral adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Pienel cus adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhouseau, Robert Solé Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Pieure Georges, Greffstmer, Erik Lynclewicz, Michel Rajman, Bertrand Le Gendre Directeur artistique : Dominique Royaente Réducteur en chef technique : Eric Azas crétaire général de la réduction : Aluin Pomp

Médiateur : Thomas Ferencei

Directeur exécutif : Ede Pialloux ; directeur délégué : Aunte Chausachor y de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationalet : I

Consell de surveillance : Alain Minc, president ; Gérard Courtois, vice-président

us directeurs : Hubert Beure-Méry (1944-1969), Jacques Farret (1969-1962). Le Monde est édité par la SA Le Mon

Durée de la société : cett ann à compter du 10 décembre 1934.

Capital social : 961 000 R Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde ».

Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde,

Le Monde Encrepties, Le Monde investisseurs.

Le Monde Presse, téna Presse, Le Monde prévoyance, Claude Bernard Participatione

## IL Y A 50 ANS, DANS Se Monde

## Attraction à l'Académie française

COMME elle le fait presque tous les jeudis, l'Académie française révisait hier son dictionnaire. Elle venait de passer le substantif ottraction et allait aborder le mot attrait quand s'éleva la voix de Me Maurice Garçon. Il protestait. Un mot manquait: le verbe attraire, « d'un usage courant ou Polois », dit-il à ses confrères, qui, rougissant pour leurs devanciers d'une omission aussi grave dans la huirlème édition, déciderent incontinent de faire figurer à sa place ottraire dans la prochaine édition qui sera la neuvième.

Quelle définition convient à ce vocable nouveau? On verra plus tard. Sans doute Mr Maurice Garçon se chargera-t-il de sa rédacdon. Aux journalistes qui l'ont interrogé à ce sujet il a donné à entendre qu'attraire est quasi synonyme de citer. On pourrait donc

dire presque indifféremment ottraire ou citer en justice.

Qu'en pense Littré? Il nous enseigne qu'au propre comme au figuré attroire signifie « attirer par le moyen d'un appôt ». C'est le sens qu'il avait au Moyen Age, ou on le trouve dans la Chonson de Rolond et dans le Roman de lo Rose. C'est le sens encore que lui donna l'Académie elle-même quand elie l'inscrivit dans la première édition de son dictionnaire en 1694 avec cette définition: « Attirer par des oppasts »; mais elle ajoutait alors : « Il n'est guère en usage. \*

Avec quelques variantes, c'est ce que l'Académie n'a cessé de répéter dans toutes ses éditions. En 1932, elle exécuta ce verbe désuet dont elle avait dit en 1835 puis en 1878 : \* Il est vieux. \*

(18 octobre 1947.)

Ce Monde sur tous les supports

Télématique: 3615 code LEMONDE Documentation sur Minitel: 3617 code LMDOC

оц 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur Compuserve : GO LEMONDE Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

# Mariage de raison à la polonaise

L'ALTERNANCE, attribut des démocraties, s'installe en Pologne. Une alternance presque classique (une nouvelle majorité de centredroit succède à une majorité de gauche, qui elle-même, etc.). Mals une alternance pas encore tout à fait comme les autres. Elle implique des hommes qui apparennent à deux « catégories » différentes: ceux qui étaient au pouvoir sous l'ancien régime communiste et ceux qui combat-taient ce régime. Le choix de Jerzy Buzek, désigné pour constituer un gouvernement qui reflète le résultat des élections du 21 septembre, est à cet égard éclairant. Sans expérience administrative et « nouveau » en politique, cet homme a tout de même dirigé, après la mise hors la loi de Solidarité en 1981, les structures clandestines du mouvement en Silésie, et il représente un parti (l'Action électorale Solidarité. ou AWS) clairement andcommuniste. Il y a donc rupture, retour aux sources de la nouvelle Pologne démocratique.

Que les élections se snient passées dans le plus grand calme, que les résultats - la défaite des «socioux-democrates » postcommunistes et de leurs alliés paysans -

Le bavard par Lionel Portier

mulé l'importance de l'événement. La Pologne vient de connaître un changement de grande ampleur, beaucoup plus qu'une simple redistribution des cartes. La nonvelle majorité est constituée pour une large part de gens qui considéralent comme scandaleux, et pas vraiment « morol », que les anciens communistes soient revenus aux affaires en 1993.

UN VENT NOUVEAU

Les dirigeants de l'AWS Solidarité, le parti vainqueur des élections, revent de purger la vie politique des bommes trop liés aux basses œuvres de l'ancien régime, voire de les faire passer en jugement. Ils sont bien décidés à faire le ménage dans les administrations, et plus encore dans les grandes entreprises d'Etat, où les hommes issus de l'ancien système se sont mis à nager comme poissons dans l'eau.

Ce vent nouveau, pourtant, souffie sur un paysage qui n'a guère changé. Si les électeurs ont donné clairement la victoire à l'AWS, c'est beaucoup moins à la suite d'un déplacement massif des voix que parce que la droite, sous

n'aient suscité ni débordement de la houlette de Matian Krzakiewski, joie ni accès de désespoir, a dissiquatre années plus tôt elle avait offert la victoire sur un plateau à ses adversaires. M. Krzaklewski a d'ailleurs calqué sa stratégie sur celle d'Alexandre Kwasniewski avant les élections de 1993. Battus « tactiquement », les sociaux-démocrates conservent pourtant une forte assise dans le pays: ils ont même flargi leur base (26 % des votants contre 20 % quatre ans plus tôt) et conservé leurs points forts, dans l'ouest et le nord du pays. Dans l'opposition, ils risquent de donner du fil à re-

tordre aux nouveaux gouvernants, s'appuyant sur leur électorat le plus solide: tous ceux qui ont été incapables de s'adapter à la Pologne nouvelle regrettent les garandes et la relative sécurité de l'ancien système. C'est dans une bourgade désolée, où le chômage dépasse les 50 %, que le SLD a obtenn son meilleur résultat (près des trois quarts des votants), preuve qu'il reste largement perçu, dans la Pologne profonde et déshéritée, non pas comme un parti moderne qui a occupé le pouvoir pendant quatre ans et poursuivi la politique de ses prédécesseurs, mais comme

le parti « d'avant », avant que tout

ne change. Les mécontents, très mécontents même, se trouvent pourtant aussi à droite: lorsque, au début de cette année, une formation de cette droite radicale et nationaliste, le ROP, obtenait dans les sondages des scores remarquables, certains, en Pologne mais aussi en Occident, commencèrent à s'unquiéter. Et quand, au printemps, Marian Krzaklewski, au nom du « Christ-roi » et de la lutte contre l'avortement, l'athéisme et le libéralisme, sembla entraîner la coalition qu'il avait créée sur une pente dangereuse, le spectre d'une Pologne «noire», cléricale, voire obscurantiste, parut poindre à Phorizon,

DESINTEGRATION Ces craintes étaient pour le moins exagérées, et les élections ont remis les pendules à l'heure. Le ROP s'est quasiment désintégré après avoir obtenu à peine plus de 5 % des voix. Marian Krzaklewski a choisi comme candidat au poste de premier ministre un intellectuel. protestant, un choix que l'épiscopat catholique a immédiatement approuvé avec chaleur. Et il s'est résoln à constituer une majorité avec l'Union de la liberté, c'est-àdire ces centristes libéraux dont de l'accueillir. naguère il disait pis que pendre. Tout n'est pas réglé pour autant.

Il a fallu trois semaines de négociations encombrées de querelles de procédure et d'amour-propre pour arriver à la désignation du premier ministre, Jerzy Buzek. Il faudra encore du temps, quinze jours peutêtre, pour former un gouvernement. L'Union de la liberté, qui fourmille de gens compétents, reclame pied à pied son lot de ministères importants et voudrait que son chef, Leszek Balcerowicz, soit le numéro deux en titre du gouver-

De leur côté, les responsables de l'AWS ont du mal à résister à la tentadon de moucher le nez à ces intellectuels donneurs de leçons qui, incorrigibles, avaient demandé à leurs électeurs de faire « un choix intelligent ». Avec ses 201 députés, l'AWS est à chaque instant tentée de montrer sa force, de remettre à sa place l'Union de la liberté et ses 60 élus. Bref, on se déteste cordialement, même si, à titre individuel, on garde souvent des hens de respect, voire d'amitié, hérités d'une opposition commune an régime

Mais il s'agit ici de tout autre chose que de sentiment. Le choix qui a été fait est celui d'un mariage de raison. M. Krzaklewski a certes exploré, ou fait mine d'explorer, diverses solutions de rechange. Tout cela aurait pu lui éviter de partager le pouvoir avec les centristes libéraux. Mais il s'est résolu, en prenant bien son temps, à s'engager dans une voie plus conforme à l'intérêt du pays : celle d'une majorité de gouvernement determinée à poursuivre et même à relancer la modernisation de la Pologne.

Le nouveau premier ministre désigné, M. Buzek, passe pour un bomme de caractère, déterminé à agit plus qu'à paraître. S'il confirme ce qu'on dit de lui, il pourrait constituer avec M, Bakerowicz, le grand « reformateur » de l'économie polonaise après 1989, l'axe d'une équipe efficace. Après quatre années où les réformes avaient marqué le pas, et où les gouvernants avaient retrouvé quelques mauvalses habitudes anciennes, Pheure d'un nouveau pas en avant semble venue. Il ne sera pas facile à accomplir, avec une croissance redevenue un peu moins vigoureuse, un fort déficit extérieur et un budget qui s'annonce beaucoup plus serré. Mais îl est nécessaire si la Pologne veut rejoindre dans un délai raisonnable l'arrière du peloton d'une Union européenne qui semble ces derniers temps un peu moins pressée

Jan Krauze

# Les mystifications littéraires, l'écrivain et son double

TOUS LES HOMMES ont leur histoire, mais les écrivains en out deux. Pour celui on celle qui se voue un jour à l'éctiture, la vie s'égaie et se complique à la fois. Ils deviennent doubles. Symptôme de ce trouble identitaire, certains changent de nom. L'histoire de la littérature est pleine de ces supercheries bénignes: avoir fait œuvre sous pseudonyme. Les raisons qui poussent un auteur à se forger un masque, à s'inventer un nom de plume pour devenir à la fois metteur en scène et acteur du théâtre littéraire, sont variées. Elles appartiennent au mystère des motivations et des processus créatifs.

Pour mieux jouir d'être déminage, pour mieux conjurer sa détresse, l'écrivain se débarrasse ainsi d'un patronyme qui s'apparente à une étiquette ou à une hantise : comme l'explique Nicole Lapierre dans Changer de nom (Stock). Il abdique un état civil, une hérédité qui hil pèsent; se proclame autre que ce à quoi mère, père, société ont cru vouloir le prédestiner.

LES « MOTS MALSÉANTS » Un jour, Jean-Baptiste Poquelin et

Molière ont décidé de vivre tranquillement chacun de leur côté. Ce fut aussi le cas d'Aurore Dupin et de George Sand, cette demiere biffant au passage son nom de femme mariée (baronne Dudevant) pour prendre, en l'abregeant, le patronyme de son amant Jules Sandeau. De Fréderic-Louis Sauser et de Blaise Cendrars, d'Emile Chartier et d'Alain, d'Alexis Saint-Léger et de Saint-John Perse... Henri Beyle choisit Stendhal pour signer ses œuvres après avoir usé de multiples déguisements (« Je porterais un masque ovec plaisir; je chongerais de nom avec délices », écrit-il dans ses Souvenirs d'égotisme). Louis Poirier

fronter spéculations et commérages qui guettent toutes proies du public. Ainsi se déroulent, selon un rituel plus ou moins tacite, les jeux d'hétéronymie dont Pessoa fut le maître, lui qui, farceur et névrosé, multiplia les masques pour teuter d'« être grand sans être rien », de n'être persome, ou étranger à lui-même.

L'hétéronymie ne constitue pas

un délit. Elle encourage tout au plus des prystifications plus ou moins légitimes, dont l'érudit Joseph-Marie Quérard dressa l'inventaire en sept tomes à la fin du siècle demier, et qui n'ont cessé depuis de se perpétuer. Inoffensives : les pudeurs de Saint-Beuve diffusant des fragments d'autobiographie signés Joseph Delorme, d'André Gide publiant son journal intime sous le nom d'André Walter. Révélations hudiques: apprendre que Prosper Mériruée inventa le Théâtre de la présumée comédienne espagnole Clara Gazul. que le cynique A. O. Barnabooth, qui déclarait étrire « toujours avec un masque sur le visage », n'était autre que Valery Larbaud. Facéties : la virtuosité de Raymond Queneau, expert en jeux de miroirs, à confier à Sally Mara le soin d'utiliser des « mots maiséants », et celle de Boris Vian à se risquer au roman pimenté de sexualité en se faisant passer

pour Vernon Sullivan. Il est des mystifications cruelles, d'aucuns diront salubres : celles qui demasquent les vaniteux. Voltaire (lui-même François-Marie Arouet) se laissa duper par un juriste breton, Paul Desforges-Maillart, qui lui adressa sous le nom de Me de Malcrais de la Vigne une ode laborieuse. André Breton se laissa subjuguer par un philosophe allemand nommé Ludwig Schorr, fruit de l'imagination de Jean Dutourd. Revanche, pour Doris Lessing puoliant sous

confie à fulien Gracq le soin d'af- l'identité de Jane Somers deux manuscrits que son éditeur lui avait précédemment refusés sous sa signature véritable.

LA MEILLEURE PART

toutes les mémoires: il fut vécu comme une imposture. Et il fascine encore, à en juger par la confession de Bernard-Henri Lévy dans son nouveau livre Comédie (Grasset): éternelle tentation, pour celui qui ne supporte plus la canicature médiatique qu'il est devenu, de disparaître, d'orchestrer ce qui hi apparait comme le seul suicide garant de résurrection, le pseudo. Et que dire du «coup» d'Akakia-Viala et Nicolas Bataille publiant en 1949 La Chasse spirituelle comme un inédit d'Arthur Rimbaud, avec l'imprimatur de Pascul Pia (complice ou victime?)?

C'est qu'à la pulsion de l'écrivain à se dédoubler, les éditeurs accolent parfois des stratégies de bateleurs. Le floafion médiatique qui accompagne l'édition des exercices littéraires de Chimo (Pion), qui aurait fait parvenir son manuscrit par un avocat, sous la forme de « deux cahiers Clorefontaine rouges au papier quadrillé », écrits au stylo bille, à la ponctuation incertaine, risque de tourner court : prétexte à ieu de devinette pour salons incrédules, le mystère Chimo ferait bien d'être levé s'il veut engendrer encore quelque interêt. Paul Smail, auteur d'un premier roman « remarqué », Vivre me tue (Balland), serait un Pranco-Marocain résidant à Casablanca et désireux de rester anonyme afin d'« être jugé uniquement sur ce que j'écris »: son éditeur a cru bon d'accompagner ce texte révélateur d'un trouble identitaire par un avis, alerte au suspense. Quant à Christophe Denner, il a déjà avoné être Hélène

visage, l'ôme (Fayard), l'histoire d'une femme attirant la répulsion qui s'identifie à une autre paria, une femme violée et enterrée vivante pour laver le déshonneur de sa fa-Le cas d'Emile Ajar, enfin, est dans mille, où l'on peut lire qu'il « arrive parfois qu'un livre charige notre vie »

et que « l'identification, c'est le point d'horizon ». Chacun jugera à sa facon ces textes apocryphes, et chacun appréciera en temps utile le bien-fondé de ces parties de cachecache. En s'étant d'ores et déià dévoilé. Christophe Donner semble à nos veux avoir choisi la mellleure part.

Car après avoir joul des effets récréatifs de son entreprise, il en goûte le suc véritable. La mystification littéraire lasse à se perpétuer sans enjeu véritable. Lorsqu'elle confirme une cohérence dans la quête d'un écrivain aux prises avecsa propre énigme, sa révélation ne lui fait rien perdre de ses charmes.

Jean-Luc Douin

## RECTIFICATIFS

AUTOMOBILE

Dans les premières éditions du Monde du 17 octobre, le titre principal de la page Régions était erroné. il fallait lire : « Deux tiers [et non un tiers) des Français estiment inévitable la limitation de l'automobile en

SUEZ-LYONNAISE

Une erreur s'est glissée dans notre article « Suez engrange 2 milliards de profits » (Le Monde du 16 octobre). Le groupe a réalisé un bénéfice de 2,1 milliards de francs pour le premier semestre contre 2 milliards pour l'ensemble de l'exercice 1996, et non 1997, comme nous l'avions écrit. France Telecom attac

22.23 2:5 · •:.! 5-72 -

(建工品 ) (2.2 ) --EE 22. 2017/0 22 823

> 以表现(fine 12. 2017 ರಮ್ಮದ ಚಿತ್ರಗಳ TO STATE OF THE STATE OF 10.0 TER 12 . .... 영헌 스 시기가 그 그 523 id i. . . .

STREET, STREET 241. 4 firme abrerie - . .

eran ver and letters, north Elitable Land Enter Aller - Car. 

 $\widetilde{f}=\widetilde{f}^{*}(\Delta_{1}), \quad \widetilde{f}^{*}(A_{1})$ 

HE SEAR Frederick Co.

222 Section Annual Control Freeze zana, .. E4 : C2 EE Christing Engrand . Bigger or .... E. 1.1.

TER TEXT BIE CELL STORY Bur and

BEL 34. By Page 1 to a West of the second Page 1 and 1 title server

# ENTREPRISES

BOURSE Les demandes d'achat BLIC en France a favorablement réélevées à 470 milliards de francs, alors que 42 milliards de francs de

titres sont proposés. • LE GRAND PU-

pondu à cette opération, puisque le record de plus de 3,8 millions de pepuis 1987, est au moins égalé. • LA

opérations de mises sur le marché d'entreprises publiques a toujours été tits porteurs, détenu par Paribas de- forte, leurs achats représentant en moyenne 45,96 % des titres mis en

vente. • 50 % DES SALARIÉS de France Télécom souhaite acquenr des actions de leur entreprise. L'offre de 3,4 milliards de francs d'actions, qui leur était réservée, a été intégrale-

ment souscrite. • L'ACTIONNARIAT SALARIÉ est entré dans les mœurs. Chez France Télécom, les salariés actionnaires seront représentés au

# France Télécom attire 3,8 millions d'actionnaires individuels

Le record obtenu lors de la privatisation de Paribas en 1987 est égalé. La moitié des 165 000 salariés devraient acquérir des actions. Contrairement aux idées reçues, le petit actionnaire est infidèle. Il revend rapidement ses titres et ne représente pas un gage de stabilité

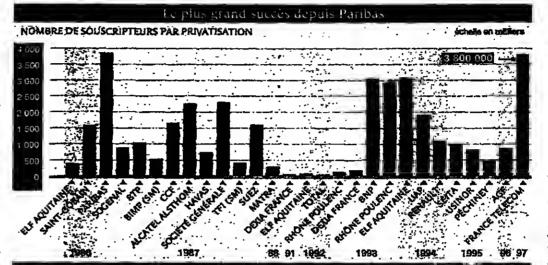
MICHEL BON, le président de Prance Télécom, avait joué la prudence. « Nous espérons nous approcher des 2 millions d'investisseurs individuels. Nous serons tout de même contents si le nombre de souscripteurs est de 1,5 million », avait-il déclaré à la veille de l'ouverture, le 23 septembre, de la période de réservation. des actions de l'exploitant téléphonique public.

Deux semaines plus tard, lors de la fixation du prix de l'action -182 francs pour les particuliers, 187 francs pour les institutionnels et du lancement de la procédure de vente ferme, 2,5 millions de Français avaient manifesté leur volonté d'acheter des titres, Pinalement ce chiffre a été pulvérisé. Au terme de la période de vente, qui s'est achevée mardi 14 octobre à minuit, ce sont plus de 3,8 millions de Français, qui se sont portés acquéreurs d'actions de l'opérateur national, a annoncé vendredi 17 octobre le ministère de l'économie, des finances et de l'industrie. La demande des

institutionnels représente quant à elle vingt fois les 20 milliards de francs, qui leur ont été proposés. Elle provient pour « les deux tiers de l'étranger, notamment 20 % des

Les actions de France Télécom mises eo Bourse représenteront 20,9 % du capital de l'entreprise. La première cotation interviendra lundi 20 octobre à Paris et New York. Par ailleurs, 2,3 % de ce capital va être cédé aux quelque 165 000 salariés du groupe. « Plus de la moitié se sont déclarés intéressés » a indiqué M. Strauss-Kahn, ministre de l'économie et l'offre de 3,4 milliards de francs réservée an personnel a été intégralement souscrite.

Au total, les demandes d'achat out porté sur 470 milliards de francs - 420 milliards de francs pour les institionnels et le solde pour les particuliers - selon la BNP. Les institutionnnels pourront acquérir pour 19,4 milliards de francs d'actions et les petits porteurs, 19,2 milliards de francs. « C'est la plus forte demande



au niveau mondial » s'est félicité la pour des raisons budgétaires, va en direction de France Télécom. Le retirer près de 42 milliards de gouvernement, qui affirme ne pas

jamais emegistrée par un opérateur avoir eogagé cette privatisation

Pace à l'afflux de demandes petits porteurs, le ministère de l'économie a dû faire des choix. Conformément à ce qui avait été annoncé, les particuliers ayant réservé seront soit servis intégralement, soit au moins deux fois mieux servis que les ordres passés pendant l'offre de vente à priz ferme. Ainsi, les réservations jusqu'à 20 actions (3 640 francs) seront servies intégralement. Un souscripteur ayant réservé pour 10 000 francs (54 acrecevra 28 actions

(5 096 francs) et un souscripteur ayant réservé au plafond de 30 000 francs (164 actions) recevra 56 actions (10 192 francs). Pour les ordres n'ayant pas fait l'objet de réservations, les demandes d'achat jusqu'à 7 actions (1274 francs) seront servies intégralement. Les demandes seront

un ordre de 10 000 francs et de 16 % pour un ordre de 30 000 francs. L'accueil fait par les actionnaires à cette nouvelle ouverture de capital est comparable à celui réservé à Paribas au mois de janvier 1987. Opération qui jusque là demeurait la référence en matière d'actionna-

ordre de 3 500 francs, de 22 % pour

riat individuel. Selon la demière enquête réalisée par la Sofres pour le compte de la Commission des opérations de Bourse (COB), de la Banque de France et de la SBF-Bourse de Paris rendue publique au mois d'octobre 1996, la France compte environ 5.2 millions d'actionnaires individuels, attirés surtout par les mises

sur le marché d'eotreprises po-

Sur vingt-huit opérations réalisées depuis 1986, la demande d'actions de sociétés privatisées a été. en moyenne, douze fois supérieure à l'offre. En terme de capitaux, les actionnaires individuels ont apporté en moyenne 4,037 milliards de francs à chaque société privatisée. La plus importante participatioo des actionnaires avait été réunie autour d'Elf Aquitaine, au mois de mars 1992 avec 14,87 milliards de francs suivie par la BNP, au mois d'octobre 1993, avec 11,26 milliards de francs.\_

Reste que les performances des entreprises privatisées n'ont pas toutes été à la hauteur des espérances des actionnaires individuels. Si l'on prend un actionnaire qui aurait parié sur toutes les entreprises privatisées, le gain moyen serait, aujourd'hui, supérieur à 100 %. Mais avec des écarts importants suivant les valeurs. En tenant compte des cours d'offre publique de vente ajusté, c'est à dire des opérations sur le capital réalisées depuls la privatisation et ajustées des attributions gratuites auxquelles les particuliers pouvaient avoir droit, à la date du 16 octobre, Elf Aquitaine s'est apprécié de 392 %, CCF de 247 % et Saint-Gobain de 194 %. En revanche, Renault ne progresse que de 4,6 % et UAP, de 6 % alors que Suez perd

Autre cararctéristique des privatisations, on assiste fréquemment à une importante revente de titres lors de la première cotation et au bout de dix-huit mois, après la distribution de la première action gratuite. Car, eo dépit d'une idée naire individuel n'est pas particulièrement fidèle. Selon une étude de la Banque de France « le patrimoine en valeurs mobilières des personnes physiques à fin décembre 1996 », la durée de détention moyenne des actions françaises s'élevait au mois de décembre 1996 à trois ans et onze mois, les ménages o atteignant pas cette moyenne avec une durée de détention inférieure à trois ans et trois mois. Les chefs d'entreprises cotées estiment donc à tort qu'un actionnariat composé d'une majorité d'actionnaires individuels est un gage de stabilité.

> François Bostnavaron et Philippe Le Cœur

# Les salariés détiennent une part croissante de leur entreprise

LA SÉPARATION entre capital et travail, qui s'estompe parfois dans le secteur privé avec le développement de l'actionnariat salarié, connaît un nouveau développement avec France Télécom. Pour la première fois en Prance, des fonctionnaîres vont devenir actionnaires de leur entreprise. Dans les entreprises privatisées depuis 1986, l'actionnariat salarié est entré dans les mœurs. Chez Elf. les salariés détienment 5 % du . capital. Plusieurs augmentations leur ont été réservées et la direction ne cache pas son objectif de parvenir à un seuil d'actionnariat salarié de 7% à 8%. Alors que l'entreprise compte 85 000 salariés, dont un peu moins de la moitié en salariés ou anciens salariés devenus actionnaires. L'entreprise a même fait de l'actionnariat salarié soo principal facteur de cohésion au niveau mondial. Sur 40 000 salariés étrangers, 20 000

Dans les autres entreprises privatisées, la part de l'actionnariat salarié varie d'environ 2 % chez

Pechiney à près de 8 % à la Société générale. Dans plusieurs entreprises (BNP, Rhône-Poulenc, Bull), le taux frôle les 5 %. La question la plus délicate reste bien souvent la présence ou non d'un administrateur salarié dans les conseils d'administration. La loi de 1994 oblige les entreprises à leur réserver un siège lorsque les salariés possèdent plus de 5 % des actions. Mais il faut que cet actionnariat soft homogène, soit parce qu'il est organisé en association, soit parce qu'il utilise un fonds commun de placement d'entreprise (FCPE). C'est ainsi que Pechiney a un administrateur salarié et que la Société générale n'en a pas. Pour France Telécom, Dominique Strauss-Kahn, ment de l'opération que les salariés actionnaires seraient représentés au conseil.

UN TOTAL DE 180 MILLIARDS DE FRANCS L'actionnariat salarié ne se limite pas aux entreprises privatisées. Chez Auchan, société non cotée en Bourse, les salariés détienment environ

est de 6 %. Selon la dernière étude sur l'épargne salariale réalisée par la Commission des opérations de Bourse (COB), l'épargne salariale représentait environ 180 milliards de francs au 31 décembre 1995. Sur cette somme, 125 milliards étaient investis dans un fonds commun de placement d'entreprise. La COB, qui a envoyé un questionnaire à 1000 sociétés (dont toutes les sociétés cotées), estime que les émissions d'actions réservées aux salariés en 1995 out représenté 2,7 milliards de francs, soit 7,5 % du total des émissions d'actions des sociétés cotées. Pour leur part, 47 % des salariés interrogés estiment que connaître leur entreprise mais 44 % pensent que cela n'a pas d'incidence. Si 63 % s'estiment « associés à la vie de leur entreprise » (29 % pensent l'inverse), seule une minorité a le sentiment d'être propriétaire de celle-ci (33 % contre 56 %).

15 % du capital. Chez Bouygues, ce pourcentage

Frédéric Lemaître

# En Espagne, les petits porteurs plébiscitent Endesa

gnois se sont montrés intéressés par la mise en Bourse d'Endesa et veulent acheter des titres. C'est un record dans le programme de privatisations. » De passage à Paris, mercredi 15 octobre, pour présenter aux investisseurs financiers la compagnie d'électricité dont l'Etat se désengage, Pedro Ferreras, président du holding public SEPI, affichait son optimisme. Pourtant, la rumeur fait état d'un succès mitigé, et semble confortée par la décision prise en début de semaine par le gouvernement espagnol de ne mettre sur le marché que 25 % des titres. En cas de succès, il s'était donné la possibilité d'étendre l'offre à 35 % du cavital.

Selon M. Perreras, le nombre de petits porteurs a doublé par rapport à la demière opération de privatisa-

tion, qui concernait Telefonica. En très intéressés. L'offre a été sursouscrite février, 800 000 particuliers avaient souscrit à l'offre publique de vente, rejoignant ainsi les 200 000 petits porteurs du groupe de télécommunications déjà présents au capital. Cette fois, l'opération est de plus grande envergure (Le Monde du 30 septembre).

Depuis lundi 29 septembre, PEspagne a engagé la plus importante privatisation de son histoire en ramenant sa part dans Endesa, premier producteur d'électricité de la péninsule à 34 %. La cession de ces 260 millions d'actions doit permettre de rapporter plus de 40 milliards de francs, dépassant le produit de la vente d'actions Telefonica enfévrier, qui avait rapporté 25 milliards.

plus de trois fois en Espagne, de une fois et demie à deux fois en Europe, une semaine avant la clôture de l'offre le 24 octobre ». Le président de SEPI estime « n'avoir pas rencontré un tel succès pour les précédentes opérations ». D'un revers de main, il balaie les critiques sur le peu d'enthousiasme des souscripteurs, rappelant que traditionnellement les grands investisseurs se « décident au dernier moment et achètent la veille de la ciò-

Pour M. Ferreras, c'est au nom de la bonne terme des cours et non du faible attrait du placement que les pouvoirs publics espagnols out décide de limiter l'opération en ne cédant que 25 % du capital au lieu des M. Ferreras affirme que «tous les 35 % envisagés. « On veut privilégier investisseurs institutionnels se montrent avant tout la stabilité des cours » eximportants qui fassent chatter les cours. Notre priorité est la stabilité des cours d'Endesa si nous voulons poursuivre avec succès le programme de privati-L'entreprise espagnole d'électricité en est à sa troisième opération bour-

plique-t-il. « En limitant le nombre de

titres, nous avons voulu éviter qu'il y ait

des mouvements de ventes rapides et

PLAN STRATÉGIQUE

sière. Les deux premières se sont déroulées en 1988 et 1994 avec successivement 20,4 % et 8,7 % du capital mis sur le marché. En 1996, le gouvernement de José Maria Aznar accélérait le mouvement en adoptant « un plan stratégique de privatisa-tion » visant à réduire le déficit public pour accéder à l'euro. De ce fait, il décidait de se désengager de l'ensemble de ses participations indus-

A la suite de l'offie publique de vente, la participation de l'Etat dans Endesa passera de 67% à 34%, car aux 25 % cédés au public, s'ajoutent un supplément de 2,5 % pour s'ajuster à la demande. D'autre part, l'électricien chilien Enersis devrait recevoir 5 % du capital dans le cadre d'un échange de participations, qui font l'objet de délicates négociations. En 1998, le gouvernement devrait céder le reste de ses titres.

Cependant, comme pour Ja compagnie pétrolière Repsol et la finne de télécommunications Telefonica, il n'est pas question que ces firmes puissent être rachetés par des prounes étrangers. La protection est double avec d'une part une « golden share », action privilégiée d'une durée de vie de dix ans, qui empêche toute OPA inamicale, et d'autre part, la formation d'un poyau dur d'actionnaires représentant 15 % du capi-



Le produit net bancaire consolidé de FINACOR est passé de 345,2 MF au 30 juin 1996 à 334,8 MF au 30 juin 1997, soit une baisse de 3%. Il est néanmoins en progression de 9,7% par rapport au second semestre de l'année 1996.

Le résultat consolidé (part du Groupe) avant provisions s'élève à 8,5 MF contre 12,6 MF au 30 juin 1996 et -11,3 MF au 31 décembre 1996. Ce résultat comprend une quote-part des sociétés mises en équivalence de 15,3 MF en légère progression par rapport au premier semestre 1996.

Ces chiffres traduisent une tendance au redressement par rapport au second semestre 1996 maigré un redéploiement plus difficile que prévu de nos activités obligataires en Allemagne.

Pour faire face aux conséquences prévisibles de la mise en place de l'Euro, des provisions pour restructuration ont été constituées ce semestre à hauteur de 20 MF. Compte tenu de ces éléments le résultat net consolidé (part du Groupe) s'établit donc (après provisions) au 30 juin 1997 à -11,5 MF contre 12,6 MF au 30 juin 1996 et -17.3 MF pour l'exercice clos le 31 décembre 1996.

Hors éléments exceptionnels, le résultat d'exploitation au 31 décembre 1997 devrait refléter la tendance au redressement constatée au premier semestre 1997.

# Les AGF rejettent en bloc l'OPA de Generali

L'OFFRE est hostile et son prix insuffisant. C'est en ces termes que le conseil d'administration des AGF, réuni jeudi 16 octobre en fin de matinée, a jugé la proposition de rachat lancée hindi 13 octobre par l'assureur italien Generali. Et l'a rejetée à l'unanimité. Excepté Jean-Charles Naouri, en déplacement à Londres, mais qui s'était par avance raffié à ce refus, tous les administrateurs étaient présents à ce conseil de crise. Et notamment ceux qui sont susceptibles de donner un com de pouce au président des AGF, Antoine Jeancourt-Galignani: Daniel Bouton, directeur général de la Société générale (6,5 % des AGF), dont il deviendra président dans moins de quinze jours ; Wolfgang Kaske, patron de l'allemand AMB (dont les AGF détierment 27,5 %), qui est entré à hauteur de 5% dans le capital de lève le groupe français dans un l'assureur français lors de sa privati- communiqué. Il r'inclut, en réalité,

sation ; Lukas Mühlemann, du Crédit suisse (6 %), et Sergio Siglienti, pré-sident de l'italien INA (1,5 %).

L'offre de Generali étant qualifiée d'« inacceptable », le conseil a mandaté le président des AGF, Antoine Jeancourt-Galignani, « pour rechercher toute autre solution plus favorable aux intérêts de la compagnie, de ses personnels et de ses actionnaires ». Principal argument pour

convaincre ces derniers, le prix. A 300 francs par action, l'offre de Geperali est « à peine supérieure à celle de l'actif net réévalué du groupe au-30 juin 1997 », qui s'établissait à 282 francs. « Cet actif net réévalué ne reprend pas les évolutions positives du troisième trimestre 1997 et a été calcuié sur des bases prudentes, ne tenant pas compte, en particulier, de la valeur du portefeuille d'assurance-vie », re-

« aucune prime de contrôle », blen que l'assureur italien lance son offre sur 100 % des actions AGF.

Par ailleurs, le conseil a souligné que Generali o'a « à ce jour n'en fait connaître de son projet professionnel ni sur le marché français où le groupe compteruit de très nombreux réseaux, ni hors de France, mi dans le domaine de l'assurance crédit ». Il y a ainsi « un grand risque qu'il s'agisse d'une opération purement financière, qui débouche sur un démantèlement du groupe AGF ».

Répondant, également par communiqué, à cette première saive, Generali s'est dit « étonné » des commentaires faits autour de la faiblesse de son offre. Le conseil des marchés financiers devait indiquer vendredi 17 octobre si celle-ci est techniquement recevable.

14 1

Dominique Gallois

# Course à la taille des agences de notation financière

Le rachat de Micropal par Standard & Poor's et celui de Fitch par Fimalac illustrent un mouvement de concentration dans le secteur

Onn sur les fands de placement

avec un autre américain, le groupe

Morningstar. Ce demier a profon-

dément modifié au cours des der-

nières années la facon dont la ges-

Onn d'actifs sur les marchés est

analysée et jugée par les profes-

sionnels et les épargnants. Mor-

ningstar, qui fournit des données

très précises sur la gestion passée

des fonds, est devenu une référence

dans le grand public aux Etats-Unis.

Micropal vient de se lancer dans

cette voie et a créé en France une

filiale, Micropal International

Funds Standard, qui après une

étude approfondie des méthodes

de gestion des fonds et autres sicay

attribuera ou non des certificats de

A une autre échelle mais dans le

même domaine de l'information fi-

nancière, le groupe français diversi-

fié Fimalac a annoncé, jeudi 16 oc-

tobre, qu'il avait acquis la société

américaine Fitch Investors, spéciali-

sée dans la notatioo financière des

obligations aux Etats-Unis. Le

grnupe Fimalac renforce ainsi

considérablement son pôle d'infor-

mation financière, constitué jus-

qu'à présent par IBCA, une agence

de notación basée à Loodres. Le

oouvel ensemble IBCA-Fitch de-

vrait constituer le numéro trois

mondial de la ootation, derrière les

américains Standard & Poor's et

Moody's. L'acquisition de 100 % de

Fitch a été réalisée pour 175 mil-

lions de dollars (1 milliard de

La société née de la fusion d'IB-

CA et de Fitcb aura un double siège

social à Londres et à New York. Son

chiffre d'affaires annuel devrait dé-

passer les 600 millions de francs.

NUMERO TROIS MONDIAL

LE MOUVEMENT de concentratinn dans les services financiers touche trus les métiers du secteur. y compris ceux de la diffusion de données et de la notation. L'américain McGraw-Hill Companies, qui contrôle nntamment l'agence de ootatinn Standard & Poor's, I'hebdnmadaire Business Week et de nombreuses autres publicacions a annoncé jeudi 16 octobre l'acquisionn de la société anglaise Micropal spécialisée dans la diffusion d'informations sur les fonds de placement et les sicav. L'npératinn s'est faite à un prix qui o'a pas été dévoilé. Fon-dée en 1985, Micropal collecte, traite et diffuse des dannées sur plus de 38 000 fnods dans onze pays. Elle devrait réaliser cette année un chiffre d'affaires de l'nrdre de 130 millions de francs.

« L'ochat de Micropal démontre notre intention de faire en sorte que lo morque Standard & Poor's fournisse mondialement un service d'informotion, de notation et d'anolyse du morché des fonds de placement », explique Juseph Dinnne, présideot de Mac Graw-Hill Companies. En 1996, Mc Graw-Hill a réalisé un chiffre d'affaires de 3,1 milliards de dollars (18,3 mil-

Le nouvel ensemble va offrir une large palette de produits et de services répondant aux besoins de l'industrie mondiale de la gestion d'actifs financiers dont le poids oe cesse de croître. Dans le monde plus de 7 000 milliards de dollars (41 000 milliards de francs) sont aujourd'hul gérés par des fands de placement. Standard & Poor's avait déjà renforcé sa position dans ce domaine en racbetant eo février le britannique Fund Research.

Mc Graw-Hill Companies est engagé dans une compétition pour la prééminence en matière d'informa-

# General Motors étudie sa réorganisation industrielle en Europe

Sa filiale Opel annonce la suppression de 1 900 emplois en Belgique

Opei, filiale européenne de GM, a annonce, jeudi d'Opei redoute la suppression de 10 000 emplois 16 octobre, la suppression de 1 900 emplois dans

en Europe, dont 6 000 à 8 000 en Allemagne. La direction européenne de GM dément ces chiffres.

Cependant, des études internes sur les sites eu-ropéens prouveraient leur moindre compétitivité par rapport aux usines americaines.

APRÈS Renault Vilvorde, Opel réduit sa base de production en Belgique. Le constructeur autnmobile, filiale de General Motors (GM), numéro un mondial, a annancé, jeudi 16 actobre, la suppression de 1900 emplois, soit 25 % de ses effectifs, dans son usine d'Anvers d'ici à la fin de 1999. Opel explique sa décision par la baisse du marché européen et la oécessité de s'adapter aux nouvelles canditioos de la de-

Pour les syndicats du construc-teur, ces réductions d'emplois ne sont qu'un des premiers signes de la reprise en main d'Opel par sa maisnn-mère. « Quelque 10 000 postes [sur 8S 000 emplnis] pourraient être supprimés avant l'on 2000, ou plus tard en 2002 ou 2003. dont 6 000 à 8 000 pour la seule Allemogne », a affirmé, jeudi, le vice-président du conseil d'entreprise d'Opel, Klaus Franz. Ces suppressions d'emplois seraieot, selon lui, la conclusion d'études eo cnurs sur les activités eumpéennes de GM, qui viseraleot « à plaquer sur des structures européennes des données purement oméricoines ».

Un porte-parole de la direction européenne de GM dément les chiffres avancés par Klaus Franz.

« Tout ceci est pure spéculotion. Certaines usines sont plus avancées que d'outres sur leurs études d'évahintion. C'est le cas de la Belgique. d'où les décisions annoncées. En Allemagne, en revanche, les études n'ont pas commence. » Les salariés d'Opel nnt récemment réussi à faire interdire, par la justice, l'entrée des usines allemandes à des équipes d'audit chargées d'étudier la productivité des sites. D'autres enquêtes unt été réalisées dans les usines Opel eo Belgique, en Espagne, en Grande-Bretagne. Elles prouveraient que les sites de pro-duction de GM en Europe affichent une productivité de 30 %

inférieure aux sites de référence du groupe aux Etats-Unis. Uoe enquête de The Economist Intelligence Unit, publiée jeudl, canfirme uo recul des perfarmances d'Opel. Son site d'Eise-nach en Allemagne de l'Est, considéré pourtaot comme l'usine automobile la plus prodoctive d'Europe, accuse un retard de 20 à 30 points par rapport aux usines japonaises les plus performantes.

Ces élémeots ne peuvent laisser la direction du constructeur américain insensible. Alors que GM a présenté, le 15 octobre, un de ses meilleurs béoéfices au troisième trimestre, à 748 millinns de dollars (4,4 milliards de francs), l'activité européenne s'est effondrée. Opel a annancé une perte de 21 millinos de dollars cootre un bénéfice de 75 millions de dollars pour la même période de 1996.

Depuis plusieurs mois. Opel est mai à l'aise. La filiale européenne de GM perd du terrain face à ses concurrents, Ses modèles souffrent d'un déficit d'image : les défauts de qualité lul auraieot coûté 700 millions de dollars eo 1996. Les démissinns de dirigeants se soot mulopliées.

Opel a prévu de lancer vingt-six oouveaux modèles d'ici à la fin de l'an 2001 pour regagner le terrain perdu. Mais cette recooquête devrait se faire sous l'emprise croissante de Detroit, au nom de la mondialisacion. Ce contrôle reoforcé de la maisoo-mère sur sa filiale européenne, jusqu'alors assez indépendante, risque de créer de nombreuses tensions.

Martine Orange

(In

<u>...,</u>

2:500.

724. . . .

#77...

....

. . . . .

37. J

OEPÉCHES

₹ . . .

¢.... 1: ::: .

fort.

 $\mathcal{Q}_{\mathcal{Z}_{(1)}}$ 

TELEVISION OF THE REAL PROPERTY.

# La famille Guichard de plus en plus divisée au sujet des OPA sur Casino

A LA VEILLE de sa quatrième réunion à Saint-Etienne, qui doit se tenir samedi 18 octobre au siège du groupe Casino, la famille Guichard (15 % des droits de vote de la société) apparaissait de plus en plus divisée face aux deux offres publiques d'achat présentées l'une par Promodès, l'autre par Rallye. Antoine Guichard, considéré jusqu'ici comme le « chef » de famille, allié indéfectible de Jean-Charles Nanuri (Rallye), a fait envoyer aux 256 membres porteurs directs d'actions Casino un questionnaire leur demandant de donner leur avis le 18 octobre. Les absents étalent aussi invités à voter, soit par télécopie, soit par procuration. La date de clôture des deux OPA est fixée au 7 novembre.

Vendredi 17 octobre, Yves Guichard s'est élevé, dans un entretien à La Tribune, contre ce soodage familial: ⋆ je suis fermement opposé à ce que tout vote soit demande, (...) Il est aujourd'hui totalement impossible de choisit entre l'offre de Jean-Charles Naouri et celle de Promodés tout simplement parce que nous n'avons pas suffisamment d'informations (...). » « Ce n'est qu'un sondage, explique Antoine Guichard. Il permettro de déterminer où nous en sommes, y compris s'il y a beaucoup d'hési-

Maurice Papon, crise politique eo

Italie, conférence sur l'emploi à

ANALYSE.

La décision

est contestée sur

et psychologique

le plan économique

parlé de « contretemos », tandis

qu'Henri Emmanuelli, président de

la commission des finances de l'As-

Yves Guichard est le troisième membre de la famille; après Didier Guichard et Xavier Kemlin, à prendre ses distances avec Rallye, et donc avec Antoine Guichard. Chef de la branche « Pierre », du nom du cinquième fils du fondateur Genffroy Gulchard (Antoine est luimême chef de la branche « Paul »), Yves est le viceprésident du conseil de surveillance de Casino (présidé par M. Nanuri). Il fur l'un des trois co-gérants du groupe jusqu'à l'abandon de la commandite par actions décidé par... Antoine Guichard peu avant l'entrée au capital de Jean-Charles Naouri, au début des années 90. Antoine Gulchard reconnaît que « la moitié des Guichord sont hostiles à M. Noouri, porce qu'ils ne connaissent pas l'homme et ne voient que l'image du financier ». M. Naouri, que les autorités boursières ont sommé de dire s'il compte exercer ses bons de sousctiption d'actions, est par ailleurs critiqué par un actionnaire minoritaire de Rallye, l'arbitragiste américain Guy Wyser-Pratte, qui lui demande de lancer une offre publique de retrait (OPR) des actions Rallye au prix proposé par Promodès (420 francs).

Pascal Galinier

■ SNCF: le ministre des transports. Jean-Claude Gayssot, a estimé.

■ CMB: le préfet du Finistère a donné, jeudi 16 octobre, l'aval de l'Etat à l'accord d'aménagement et de réduction du temps de travail du Crédit mutuel de Bretagne. 360 emplois seront créés d'ici au 30 septembre 1998. Les 3 600 salariés, qui travailleront en moyenne 35 heures par semaine dans un cadre annualisé, ont accepté une baisse de 1,7 %

■ CAISSES D'ÉPARGNE: le ministre de l'économie, Dominique Strauss-Kahn, a déclaré, jeudi 16 octobre au Sénat, que « lo réforme du statut des Caisses d'épargne sera soumise ou Parlement ou printemps ». ■ ISIS : le prix des actions d'Isis, société spécialisée dans le domaine parapétrolier, qui seront introduites le 22 octobre à la Bourse de Paris, a été fixé à 685 francs. Les titres proposés au public représenteront 41,4 %

■ UNISOURCE : le consortium créé par les opérateurs téléphoniques suédois, néerlandais et suisse a indiqué, jeudi 16 octobre, qu'il n'exclut pas un rapprochement en France avec Bouygues Télécom. CGM/CMA: le tribunal de commerce de Marseille a débouté, jeudi 16 octobre, la société Mistral SAL présidée par Johnny Saadé, Elle demandait aux juges de déclarer en cessation de paiement la Compagnie

Matignnu – ferait passer inaperçue sa décisino de relever, jeudi 9 octobre, son principal taux directeur. Dès le lendemain, toutefnis, le premier ministre, Lionel Jospin, s'interrogait sur la nécessité d'un tel geste, en soulignant que « le chômage est loin d'être voincu ». Georges Sarre, au nom du Mouvement des citoyens, présidé par le ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement, avait le même jour évoqué une « décision colomiteuse ». Depuis, les critiques se sont multipliées. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, a

LA BANQUE de France avait semblée générale, a, dans oos co-firmé l'institut d'émission, une taire française. Jacques Delors, enfin, ancien président de la Commission européenne, a cootesté

« l'opportunité » de ce geste. Sans doute cette vague de protestations participe-t-elle du folklore monétaire traditionnel français, dans lequel chaque grande décision de la banque centrale est déonncée par une partie de la classe politique. Mais les critiques adressées cette fois vont au-delà de ce simple rituel. Elles reposent sur de salides bases économiques et sont étayées par des arguments politiques forts.

Le relèvement des taux français, qui constitue un tournant monétaire majeur, était-il justifié? Correspoodait-il aux besoins de l'écnoomie française? Peu d'experts le pensent. Ils s'accordent à dire que la reprise de l'activité restera fragile tant que la vigueur des exportations n'aura pas été relayée par la consommation et par les investissements. Or la hansse du lover de l'argent, qui a provoqué une nette remnntée des rendements à long terme, ne pourra que ralentir le régime de ces deux moteurs. Le ministre de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn, a beau affirmer le contraire - avec le souci évident de oe pas froisser les Allemands -, la hausse des taux ne pourra avoir qu'un effet restrictif sur l'économie, surtout si, comme les marchés financiers l'anticipent, d'autres relèvements nnt lieu au cours des prochains

Le resserrement monétaire étaitil motivé par des risques inflatioonistes? Les analystes ne le croient pas davantage. Dans le communiqué qui a suivi sa décision, la Banque de France n'a d'ailleurs pas jugé bon de reprendre à soo compte cet argument, largement développé en revanche par la Bundesbank. Comment aurait-elle pu le faire avec un indice des prix à la consommation proche de son plus bas niveau historique (1,3 % sur un an en septembre), une croissance de la masse mnnétaire voisine de zéro et un taux de chômage record, sérieux rempart contre d'éveotuelles pressions salariales?

La hausse des taux français représente-t-elle alors, comme l'a af-

marque d'une étroite coopératioo des banques centrales? Tous les spécialistes se félicitent de l'égalisation des taux directeurs français et allemands (à 3,30 %), qui constitue un événemeot majeur. Jusqu'à présent, la Banque de France avait préféré prudemment maintenir le niveau de ses appels d'offres audessus de celui du REPO allemand. Cette anomalie, qui était aussi un aveu d'infériorité pour la France, a aujourd'bui disparu.

## CONCERTATION MINIMALE

Mais, comme no le souligne d'ailleurs à Francfort la Bundesbank a agí en toute indépendance, sans associer ses partenaires à sa décision. La concertation a été minimale : les dirigeants de la banque centrale allemande se sont contentés d'avertir peu de temps avant leurs collègues européens de leur intention de relever les taux. Il s'agit peut-être d'un progrès par rapport à la situation antérieure. dans laquelle Francfort restait

muette, mais il reste minime. SI la Banque de France a relevé ses taux, c'est bien que la Bundesbank oe lui a guère laissé le choix. Les membres du conseil de l'institut d'émission français n'out pas sounaité, si près du but et du lancement de l'euro, déconnecter les politiques monétaires de la France et de l'Allemagne. Même ceux qui étalent opposés à un resserrement monétaire n'ont pas voulu prendre le moindre risque pour la stabilité du franc. Sans l'initiative allemande, le gouverneur Jean-Claude Trichet aurait eu en revanche bien du mal à trouver une majorité, au sein de son conseil, pour voter une

bausse des taux. La déception est grande pour tous ceux qui avaient fini par croire à une reladve indépendance de la politique monétaire française et avalent accordé du crédit aux propos de M. Trichet qui avait affirmé. au mois d'août, qu'il n'y avaît pas d'« outomaticité » entre les décisions de la Banque de France et celles de la Bundesbank. M. Chevènement s'était réjoui, Il y a quelques semaines, à l'idée que l'euro ne se fasse plus aux conditions allemandes : sa satisfaction était pré-

La Banque de France n'est pas parvenue à justifier la hausse de ses taux Contestable sur le plan éconopeut-être espéré que la ochesse de lonnes, jugé « très regrettable » le « nouvelle étape » pour la couver- mique, la hausse des faux français l'actualité - ouverture du procès de resserrement de la politique moné- geoce européenne? Est-elle la est aussi perçue par certains comme une maladresse psychologique. « Les bonquiers centroux doivent se méfier, car s'ils donnent l'impression qu'ils sont les moîtres de tout, l'Union économique et monétaire risque d'être rejetée par l'opinion publique », a lancé M. Delors. Le durcissement monétaire décidé alors que le chômage atteint des sommets fournit des armes à ceux qui prédisent une dictature monétaire, une Europe de la monnaie

contre une Europe de l'emploi.

Si elle oe veut pas jouer le rôle de bouc émissaire, la future Banque centrale européenne (BCE) devra faire preuve d'une pédagogie qui. au cours des derniers jours, a cruellement manqué à la Banque de France, mais aussi à la Bundesbank: événement très inhabituel, le resserrement monétaire a été contesté outre-Rhin par l'opposition parlementaire et plusieurs syndicats. La BCE devra convaincre les peuples de la pertinence de ses décisinns et ne pas les asséner en les justifiant par de mauvais prétextes: oe pas faire crnire, par exemple, comme l'institut d'émissinn allemand, que les taux remontent afin de juguler l'inflation alors qu'il s'agit avant tout d'envoyer un signal fort pour déjouer les antidipations d'un euro faible; ne pas affirmer, comme l'a fait la Banque de France, que le loyer de l'argent est relevé pour renforcer la convergence européenne aints qu'il sert d'abord à protéger la parité du franc.

Du mnins l'épisode de la hausse des taux aura-t-il servi de répétition générale avant le lancement de l'euro. Il aura permis aux Français de s'accoutumer à l'idée que la politique monétaire de la BCE sera moins déterminée par le contexte national que par celui de l'Europe. De la même façon qu'aux Etats-Unis une action de la Réserve fédérale peut correspondre aux besoins économiques du Texas mais pas à ceux de la Californie, il arrivera que les futures décisions de la BCE conviennent davantage à l'économie des Pays-Bas qu'à celle de la France. L'euro sera d'abord un exercice d'altruisme et de solidarité

Pierre-Antoine Delhommais

jeudi 16 octobre, que « lo perspective de réduction du temps de travail doit évidemment trouver un chomp d'application dans les transports en Fronce et être créatrice d'emplois ». Le même jour, dans un entretien au quotidien L'Humanité, le président de la SNCF, Louis Galinis, avait estimé que « lo discussion sur lo durée du travail entraînera certainement une discussion sur l'emploi, sur l'organisation du travail et sur les salaires » mais qu'il faudrait « un codrage gouvernemental ». Le passage aux 35 beures sans baisse de salaire coûterait 3,5 milliards de francs à l'en-

de leur salaire. ~ (Corresp.)

maritime d'affrètement (CMA), présidée par son frère Jacques, qui a racheté en 1996 le groupe maritime public CGM (Le Monde du 9 octobre).

PUBLICATION ORDONNÉE PAR LE TRIBUNAL DE COMMERCE DE MARSEILLE DES EXTRAITS DU JUGEMENT DU 16 OCTOBRE 1997 DÉBOUTANT LA SOCIÉTÉ MISTRAL DE SA DEMANDE EN REDRESSEMENT JUDICIAIRE DE LA COMPAGNIE MARITIME D'AFFRÈTEMENT (CMA)

Le personnel de CMA, présent à l'instance par le Comité d'Entreprise, snuligne le préjudice subi par les actions de MISTRAL, doot le dirigeant M. Johnny SAADE lui est inconnu, qui ouiseot moralement au personnel et qui sont susceptibles de lui ouire matériellement en entrainant une procédure de « faillite » de l'entreprise doot M. Johnny SAADE serait responsable.

Au début des difficultés eotre les actionnaires MISTRAL et MERIT, M. Johnny SAADE a demandé à CMA d'accepter comme représentant permanent M. GIORGL banqueroutier notoire. Cette proposition était une insulte à la fois au personnel de l'entreprise, à la société CMA, aux tri-

Le Tribunal se considère d'ores et déjà comme suffisamment informé sur le caractère des procédures engagées par MISTRAL et ses co-aculytes pour retenir no désir de nuire destiné à soutenir des intérêts particuliers de M. Johnny SAADÉ contre ceux de la société CMA.

Il y a lieu d'ores et déjà, en raison des procédures abusives engagées par MISTRAL SAL, de condamner cette société à verser au Comité d'Entreprise de CMA la somme de 200 000 francs à titre provisionnel et 80 000 F à la CMA au titre des dispositions de l'Article 700 du Nouveau Code de Procédure Civile.

# COMMUNICATION LE MONDE/SAMEDI 18 OCTOBRE 1997

# François Pinault rachète « Le Point » au groupe Havas

Le patron du groupe Pinault-Printemps-La redoute devient le cinquième propriétaire d'un hebdomataire créé il y a vingt-cinq ans Cette opération pourrait faciliter la vente de « L'Express »

L'HEBDOMADAIRE Le Point entre dans le giron du groupe de François Pinault. Cette cessinn, annoncée jeudi 16 octobre par le groupe Havas, met fin au premier épisode du feuilletnn amnrcé an printemps, Inrsque Jean-Marie Messier, président de la Compagnie générale des eaux, actionnaire de référence d'Havas, avait dit son intention de se séparer du Point et de L'Express. Alors qu'il vient de fêter ses vingt-cinq ans, Le Point va dnnc connaître son cinquième propriétaire. Quant à L'Express, après l'offre du Monde, nn nouveau candidat se serait fait connaître : il s'agit du groupe Excelsior, propriétaire de plusieurs

magazines, dnnt Sciences et Vie. «L'offre retenue est celle qui o eu la préférence personnelle du directeur général du Point, Claude Imbert, et celle de son management », précise le communiqué d'Havas. Au cours des dernières semaines, quatre candidats s'étaient déclarés : le groupe Bayard-Presse, la snciété Dassault, les Laboratoires Fabre ainsi qu'un groupe de quatre quotidiens régionaux (Le Télégramme de Brest et de l'Ouest, La Voix du

Nard, Le Républicain larrain et Midi Libre) qui viennent de de-mander le dussier concernant L'Express. Le groupe Pinaultétu-diait le dossier en coulisse. Eric Licoys, directeur général adjnint d'Havas, ne l'avait d'ailleurs pas mentionné, début octobre, parmi « les trois acquéreurs sérieux tous français » pour le rachat de cet hebdomadaire, qui diffuse 310 115 exemplaires, emploie 165 personnes et réalise un chiffre d'affaires de 350 millions de francs pour un bénéfice qui se sitne entre 7 et 10 millions de francs.

GARANTIE SUPPLÉMENTAIRE « Dans ma petite cote person-

nelle, le groupe Pinautt arrivait en tête, notamment en raison de ses activités et de sa surface financière », explique Claude Imbert. Le directeur général de l'hebdomadaire a certainement joué un rôle important dans cette négociation. Consulté par les vendeurs, qui manifestement ne voulaient pas risquer de braquer la direction et la rédaction, Claude Imbert, rétif à l'image militaire du groupe Dassault, avait fait savoir qu'une telle solution provo-

querait sa démission.Clande Imbert et François Pinault ne sont pas des incnnnus l'un pnur l'antre. Par ailleurs, François Pinault était un ami du père du philosophe Bernard-Henri Lévy, édi-torialiste an *Point* avec lequel il entretient de bonnes relations. Plus anecdotique: l'homme de presse parisien et le financier venu de Bretagne sont tous deux amateurs de bons vins. Et le directeur du Point n'a sans doute ae m'o jamais rien demondé. Il

leurs, l'évncation de l'amitié entre François Pinault et Jacques Chirac le laisse insensible. « On

Cinq propriétaires en vingt-cinq ans

• Création. Le Point est lancé le 25 septembre 1972 par plusieurs journalistes de L'Express en désaccord avec son fondateur-directeur Jean-Jacques Servan-Schreiber. Hachette sontient financièrement le projet. Actionnaires. En 1982, la société Gaumont devient l'actionnaire majoritaire de Pbebdomadaire. Trois ans plus tard, Nicolas Seydoux, patron de la Gaumont, rachète les actions de sa société. En

septembre 1993, la Générale

L'Express, a déjà racbeté 40 % des actions du Point, en devient propriétaire. Cette filiale d'Alcatel contrôle déjà L'Express. Deux ans plus tard, Havas vio CEP Communication rachète à Alcatel son pôle presse dont L'Express et Le Point mais aussi Caurrier international. • Vente. Jean-Marie Messier, PDG de la Générale des eaux, actionnaire principal d'Havas, annonce au printemps la mise en vente de L'Express et du

occidentale, qui contrôle déjà

pas été insensible an respect que l'industriel a eu pour le mode de

fabricatinn du Châtean Latour,

un grand Médoc dont il a fait l'ac-

Il y a peut-être vu une garantie

supplémentaire que cette solu-

tion lui permettrait de rester

maître dans son journal. D'ail-

n'en sera pas autrement », affirme-t-il. Les journalistes de l'hebdomadaire, qui devaient se réunir en assemblée générale endredi 17 nctobre, ne semblent guère plus inquiets. Il est vrai que, tout en respectant les exi-gences de confidentialité, Clande Imbert avait apparemment pris soin de tenir les journalistes in-

formés des négociations. François Pinault s'est engagé à signer la charte des journalistes du Point, élaborée en 1992 lors de la vente à Alcatel. Pour le personnel de l'hebdomadaire, il restera à régler les conséquences de l'éclatement du groupement d'intérêt économique (GIE), devenu société en nom collectif (SNC). qui le liait depuis quatre ans à L'Express pour les opérations de démarchage publicitaire et de ventes, et qui comprend 80 per-sonnes. François Pinault se serait engagé à réintégrer dans le Point les salarlés qui avaient été détachés dans cette structure.

« Cette tronsaction s'effectue dans des conditions financières en cohérence avec l'évaluation demondée par le conseil d'administration d'Havas è la Bonexi

(banque d'affoires de la BNP) », précise le communiqué d'Havas. Aucun chiffre n'a été publié, mais il semble que la vente s'est effectuée sur la base de 120 millions de francs, soit 55 millions de moins que lors de la vente à Alcatel.

L'acquisitinn est réalisée par Artemis, le hulding familial de François Pinault qui contrôle le groupe Pinault-Printemps-La Redoute (PPR). Pour le patron de ce groupe, qui comprend notamment Le Printemps, Conforama, La Redoute et la Fnac et réalise 80,4 milliards de francs de chiffre d'affaires et un résultat net de 2,06 milliards de francs, il s'agit de la première grande npération dans la presse. Outre sa participation de 2,3 % au capital du Monde, et un aller-retnur dans le groupe publicitaire BDDP-GGT il detient 37 % dans l'institut de sondage IPSOS avec Walter Butler (Le Monde du 4 septembre).

Cette annunce tombe alors que François Pinauit vient de se faire ravir Prisunic et qu'il est l'OPA de 28 milliards sur la banque Worms

Françoise Chirot

# Crise

# au « Courrier picard »

LE CONSEIL d'administration du quotidien régional Le Courrier picord, diffusé dans la Somme et dans l'Oise à 80 000 exemplaires, a annoncé, jeudi 16 octobre, qu'il était « démissionnoire ». Dominique Fontaine, président du conseil depuis le 14 juin, a présenté sa démission, « suivi par les administrateurs à l'unonimité », après une menace de grève des journadaction du journal s'opposait à la création d'un poste de secrétaire général de la rédaction et avait décidé d'arrêter le travail pour obtenir l'annulation de la mesure. «La priorité étant la sortie du journal, le conseil d'odministration o cédé à lo pression », explique M. Fontaine. Un nouveau conseil d'administration devrait être éln au cours d'une assemblée générale « d'ici à lo fin novembre ». Le Courrier picard est détenu à 55 % par une société coopérative ouvrière de production (SCOP), le Crédit agricole et le groupe Voix du Nord se partageant les 45 % restants.

DÉPÊCHES

TÉLÉVISION : les chaînes thématiques se sont regroupées au sein de l'Association des chaînesdu câble et du satellite (ACCS). Présidée par Claude-Yves Robin, directeur général de Canal J. l'ACCS rassemble des chaines thématiques françaises et étrangères. contrôlées, diffusées ou éditées par tous les opérateurs du câble ou du satellite, dans le but « de s'imposer camme un interlocuteur ımanime vis-à-vis des pouvoirs publics », en particulier pour faire « évoluer la législatian des chaînes thémotiques vers plus de sou-

Le bongnet numérique de programmes CanalSatellite s'enrichira, le 29 novembre, d'une nouvelle chaîne baptisée Comédie. Dotée d'un budget de fonctionnement de 60 millions de francs, elle sera entièrement « dédiée à la déconne », selon l'expression de son président, Dominique Farrugia.

# La publicité française a décidé de se prendre au sérieux LA PUBLICITÉ est en mue. sentie par la majorité de la pro- d'efficacité que veut également la saga d'une centaine de d'ajouter les 95 000 salariés des

Aux années 80. celles des paillettes et de l'argent facile, ont succédé les années de crise. Entamée avec la guerre du Golfe qui oblige les annonceurs à réduire leurs investissements publicitaires, l'actuelle décennie s'est poursuivie sous les auspices de la loi Sapin. Proposée par Michel Sapin, alors ministre des finances du gouvernement de Pierre Bérégovoy, elle a pour objectif « lo prévention de lo corruption et lo tronporence de lo vie économique et des procédures publiques ».

poser une transparence plus grande dans les affaires de la publicité et surtout dans celles des centrales d'achat d'espaces. Cesdernières surtout étaient soupcounées par le législateur d'alimenter an mieux la fortune de certains, au pire certains partis politiques, à l'aide de commissions et surcommissions occultes ponctionnées sur les investissements des annonceurs on sur les tarifs des médias soumis à la loi du plus fort. Un mai que les Anglo-Saxons nommaient «french disease » (« maladie française ») et qui donnait globalement au secteur publicitaire une image

La loi du 29 janvier 1993, res-

fession comme un séisme, a obligé le secteur à se retructurer - y compris sur le plan des emplois et des salaires -, mais aussi à se professionnaliser. Cette \* loi plutôt intelligente, qui a permis aux agences de publicité de se recentrer sur leur métier et leur voleur », selon l'appréciation portée dans La Tribune du 15 octobre par Alain Cayzac, vice-président d'Havas Advertising, mais qui a cependant « réduit les morges de la publicité de 20 % à 40 % », seinn Maurice Lévy, président du donner au secteur une plus forte. image de rigueur et de sérieux.

Transfigurée, la publicité française fait désormais prenve d'une aptitude nouvelle à conquérir la scène internationale, comme le prouvent les implantations à l'étranger des grands groupes comme Publicis on Havas Advertising (lire ci-dessous), ou les alliances que tissent des agences récemment Alice - avec des réseaux anglo-saxons. Une façon de dépasser le seul intérêt, un tantinet frivole, que manifestaient jusqu'à présent les étrangers pour la « french touch » dont fait preuve la créativité publicitaire française.

C'est cette image de sérieux et

traduire la deuxième Semaine de la publicité, qui a lieu à Paris du 13 au 19 octobre, à l'initiative de l'Association des agences-conseil en communication (AACC, qui regroupe plus de 200 agences représentant environ 80 % de la marge brute globale des agences en France) et de l'hebdomadaire spécialisé CB News.

UN MUSÉE ET L'INTERNET Relayée par les grands médias

- TF 1 notamment, qui a entraîné ses animateurs à vanter ses casion -, cette deuxième Semaine de la publicité accueille une « Cité de la pub». Le public des publiphiles peut y découvrir marques, ainsi que les coulisses de la création et de la commercialisation des encarts, spots et affiches. En outre, elle permet à de nombreux jennes de se renseigner sur les métiers du secteur vio un Forum de la pub dont la première édition avait attiré plus de 6 000 lycéens ou étudiants, l'an dernier.

Car la publicité est un secteur qui représente « une lorge gamme d'emplais », ainsi que l'a souligné Catherine Trantmann, ministre de la culture et de la communicamaine de la publicité. En 1996, les agences de publicité employaient 23 675 personnes (dont 60 % de cadres), auxquelles il convient

## L'efficacité récompensée

Agences, annonceurs et experts marketing se sont entendus pour récompenser an nivean européen et français les campagnes de publicité les plus efficaces. L'agence Callegari Berville devait recevoir, vendredi 17 octobre à la Cité de la pub, le Grand Prix Effie France pour sa campagne en faveur de la bière Hoegaarden (Interbrew). Jouant sur la difficulté à prononcer le nom dn produit, elle a permis à la marque de gagner 2 points de parts de marché entre 1996 et 1997. L'agence britannique BMP-DDB devait recevoir, elle, le Grand Prix Euro Effie pour ses campagnes en faveur de la marque d'aliments pour chats Felix (Spiller Petfood) : Felix est passé devant son premier concurrent en Grande-Bretagne et a augmenté sa part de marché de 5 % en France et de 6 % en Allemagne.

régies, des centrales d'achat d'espaces publicitaires - maintenant appelées agences médias -, des agences spécialisées, et aussi les personnels des services de publicité des 26 000 grands annonceurs. Le développement du bors-média - promotion, marketing direct, relations publiques, etc-, longtemps occulté en France, donne une idée du poids économique réel du secteur : au total, 2,3 millions d'annonceurs ont investi l'an dernier 152,4 milbards de francs dans les médias ou dans le hors-média (63,7 %).

Tout en attirant l'attention sur le défi que constituent pour l'avenir l'accroissement continu du bors-média et la naissance des nouveaux écrans (Internet, dont la mesure d'audience constitue aujourd'hui un élément central), Mª Trautmann a aussi salué la création, au premier trimcstre 1998, du Musée de la publicité. Situé dans le Grand Louvre, il devrait rassembler un riche patrimnine, composé de plusieurs dizaines de milliers de films, vidéos, documents snnores et virtuels, ainsi que de quelque 100 000 affiches.

Yves-Marie Labé

# Euro RSCG fait ses gammes en Chine

## HONGKONG

de notre envoyée spéciale \* Célébration de la réunification de Hongkong ovec lo Chine »: un immense panneau lumineux domine la baie de Hongkong. A la muit tombée, il émerge de la masse compacte des gratte-ciel du quartier de bureaux à Wanchai. C'est le seul signe visible de la rétrocession, depuis le 1º juillet, de l'ancienne colonie britannique à la Chine communiste. Quatre mois out passé et « rien n'a changé », répètent à loisir les dirigeants chinnis de l'agence de publicité Euro RSCG Partnership à Hongkong, « fatigués » de devoir affronter depuis 1994 le scepticisme internatio-

« Hongkong reste Hongkong, un

monde gouverné por l'argent », commente Kitty Lun Chan, directrice générale de l'agence chargée de la création. L'ultracapitalisme n'aurait pas perdu ses droits dans um milieu d'affaires obsédé par la Chine et ses 1,2 milliard de consommateurs potentiels. Et Euro RSCG s'organise pour essayer d'ouvrir aux entreprises les portes de la consommation chinoise.

Le réseau publicitaire d'origine française travaille déjà à Pékin et à Cantnn; il est représenté à Guangzhou (sud), Tianzin (nord) et Chengdu (sud-onest) depuis 1994. Mais dans une économie qui fait sa propre révolution, il ne suffit pas d'avoir un bureau pour faire de la publicité. Il faut obtenir des bcences pour facturer les chents, pour diffuser les campagnes à la télévision (une licence par province lorsqu'il s'agit d'un spot télévisé pour un produit alimentaire), détenir plus de 70 % du capital (« sinon ce sont eux qui ont le pouvoir ») et organiser en interne le recueil de l'information. « Parce que les études ne sont pas fiables, nous investissons depuis 1996 un demi-million de dollars chaque année pour récupérer nos propres informations », explique Antony Chow, responsable de la Chine à Euro RSCG.

L'apprentissage de « ce marché

Cbez Euro RSCG, la «grande Chine » mobilise à la fois les équipes de Chine (quarante-cinq personnes dont la plupart sont en cours de formation), de Hongkong (cent personnes dont vingt travaillent exclusivement pour la Chine) et de Taïwan (cinquantecinq personnes). La «grande Chine », qui a déjà dépassé 10 milliards de dollars (environ 60 milliards de francs) d'investissemnts publicitaires en 1996, est stratégique pour le groupe français, qui y a des clients comme Intel ou Philips, mais qui vient de perdre Compaq, l'un des plus importants

budgets de la zone.

GÁCHIS DE PAPIER En 1997, les campagnes de publi-cité en Chine ne visent encore que les trente millions d'habitants de Canton, Pékin et Guangzbou: « Leur style de vie et leur pouvoir d'achat sont très proches des notres et nous partageons certaines valeurs culturelles », explique Kitty Lun Chan, qui vient de concevoir une campagne pour Korean Red Ginseng diffusée à Hongkong et en Chine. Ce film met en scène une star du kung-fu à l'entraînement dans les montagnes Jaunes (Chine), et il est adapté en mandarin (dialecte pékinois) et en cantonais (diadifficile » se fait collectivement. lecte hungkongais) pour être initiative récente : la création d'un

compris par l'ensemble de la popu-

Les difficultés ne manquent pas pour les créatifs: « Une annance presse récemment réalisée pour le département international de la laine a été refusée par les journaux chinois, explique Antony Chow. Un netit mouton était simplement dessiné au centre de la page. On nous a accusé de gûcher du papier en loissant trop d'espace vide. Il a donc falhi grossir le dessin. »

Reste que l'Asie-Pacifique est déà promue au rang de modèle au sein d'Euro RSCG: une croissance de 200 % entre 1992 et 1997 à raison de 25 % par an et 60 millions de dollars de nnuveaux budgets depuis janvier. Sans oublier que des clients mondiaux comme Intel ont été gagnés par le groupe après une première expérience avec Euro RSCG en Asie. Bob Schmetterer, le nouveau patron d'Euro RSCG pour le monde, ne s'y est d'ailleurs pas trompé. En pleine tournée asia-tique, il a décidé de transférer Pierre Lecosse, responsable de l'Asie depuis 1992 en Europe où, en tant que nouveau directeur général pour l'Europe, il aura notamment pour mission de «discipliner» le

Sorte de « figure locale ». Pierre Lecosse s'est distingué avec une fonds commun de placement pour « mantrer l'implication croissante de nos dirigeonts dans les entreprises pour lesquelles ils travaillent ». « Choque directeur d'agence en Asie consacrera entre 5 000 et 10 000 dallars de ses revenus persanneis, chaque année, pour un fonds destiné à acquérir des actions de nos principaux clients internationaux, explique-t-il, se défendant d'y voir la moindre spéculation. Si nous perdans le budget, îl est normol que nous vendians, mais nous entrons pour trois ans et en sortons à une date fixée à l'avance. » Une idée qui pourrait faire son chemin en Eu-

Florence Amalou



# SPECTACLES

Réservez vos places de concerts, spectacles, théâtres, expositions... sur Minitel

3615 LEMONDE

هكذا من رالإمل

24/LE MONDE / SAMEDI 18 OCTOBRE 1997 LES PLACES BULLES !! 2011 M - 1 والمثانية المنتص mier. at t. . t. manne... Dies no .... Bereit Grand - 2-6 The same of the same Special Control of the Control of th 星路线 "点点" LES TAUX UMERS OF STREET tien me PROGRAMME EUROSTAR VOYAGEUR FRÉQUENT. 5000 POINTS - Venise Paris, retour en Orient Express, Vous marquez des points avec Eurostai. American Express. Avis for hotel. Concorde, Halton et Rudisson. Actuellement, dès 500 points, moins de 3 à « en tôre dasse, vous abtenez votre premiere. prime , un tie en Eurosto: Week ends inuits d'hotels, voyages gratuits (voiture, 16V, montgolfière helicoptère Pour recevoir votre carte personnelle Eurostar Vayageur Frequent, appelez le 01 41 91 10 15

LA BOURSE DE TOKYO a terminé la séance du vendredi 17 octobre en baisse. L'indice Nikkei des valeurs vedettes a perdu 1,29 % pour s'ins-crire à 17 478,42 points en dôture.

Nouveau repli à Paris

LA MONTÉE des taux à long terme américains, qui laisse craindre une contagion en Europe, pesait vendredi sur la Bourse de Paris. En recul de 1,27 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait une heure

plus tard une perte de 1,24 %. Après

deux heures et demie de transac-

tions, les valeurs françaises per-

daient en moyenne 1,71 % à

2 941,83 points. Le marché était as-

sez actif avec un chiffre d'affaires sur le marché à règlement mensuel

de 2,8 milliards de francs, dout 1,7 milliard de francs sur les seules valeurs de l'indice vedette.

Wall Street a perdu 1,49 % jeudi

après un regain de tension entre les Etats-Unis et le Japon, et un autre

sur les bons du Trésor à 30 ans. Ces demiers ont atteint en fin de séance

6,39 % contre 6,34 % quelques

heures auparavant. La hausse des

taux américains laisse craindre un

nouveau tour de vis en Europe. La

semaine dernière, la Bundesbank

avait donné le coup d'envoi de cette

hausse en faisant passer son taux de

prise en pension de 3 % à 3,30 %.

■ LE DOLLAR était stable, vendredi matin, lors des premières transactions entre banques sur les places fi-nancières européennes. Il s'inscrivait à 1,7580 mark et 5,8925 francs.

■ L'OR a ouvert en baisse, vendredi, sur le marché international de Hongkong. L'once s'échangeait à 325,80-326,10 dollars contre 326,85-327,25 dollars la veille en dôture.

■ LE MINISTRE de l'économie Dominique Strauss-Kahn estime que la force du franc montre que « tous les observateurs considèrent que l'économie française va bien ».

■ WALL STREET a nettement reculé, jeudi, l'indice Dow Jones a cédé 1,49 %, à 7 938,88 points, en raison du regain de tensions commerciales entre les Etats-Unis et le Japon.

MILAN

FRANCFOR

¥

LONDRES

7

# LES PLACES BOURSIÈRES



Cette tension sur les taux profite au dollar, qui cote 6,8960 francs contre 6,85 francs la veille. Vendredi matin, le ministre de l'économie, Dominique Strauss-Kahn, a constaté que

Paribas, valeur du jour

AVEC 1.3 million de titres échan-

gés jeudi 13 octobre et 900 000 titres la veille, près de 2 %

du capital de Paribas vient de chan-

ger de mains. Le titre a grimpé de

3,1 %? à 470 francs, son plus haut

niveau de l'année. Paribas fait l'ob-

jet de rumeurs d'OPA, certains dou-

tant que le groupe puisse rester

seul dans un environnement ban-

caire en cours de concentration.

Après l'OPA lancée par Generali sur

les AGF, Paribas ne paraît plus inac-

cessible, même avec une capitalisa-

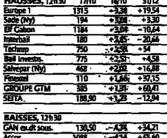
le franc français était à son meilleur niveau depuis 1990, ce qui montre que tous les observateurs considèrent que l'économie française va

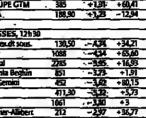
tion de 58 milliards. En outre, le

titre s'échange à une valeur très inférieure à celle de son actif net esti-

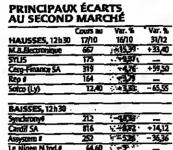
mé par les analystes (570 francs).

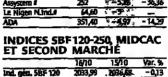
# PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÉGLEMENT MENSUEL





SÉANCE, 12h30	17/10 Titres échangés	Capitalisation en F
Worms & Cle	1005305	499476458,AD
LVMH Moet Hen.	114231	132476662
Societe Generale	136825	124498807
Carrefour	30575	107238990
Elf Aquitaine	133791	99951993
L'Oreal	39793	92129425
Ava	219782	88315997,30
Paribas	187827	67925951,30
Alcanel Alsthorn	10340e	82613530













# Déception à la Bourse de Tokyo

LES VALEURS japonaises ont perdu du terrain, vendredi 17 octobre, après que les espoirs d'une baisse massive des impôts eurent été anéantis par les déclarations du ministre des finances, Hiroshi Mitsuzuka. Alors que les autorités s'apprêtent à dévoiler, lundi 20 octobre, un train de mesures de relance, le ministre a affirmé qu'une importante réduction de la pression fiscale n'était pas acceptable. L'indice Nikkei, qui avait bondi de plus de 2 %, a abandonné 229,07 point, soit 1,29 %, à 17 478,42 points.

Bourse de New York a terminé la séance en baisse de 119,10 points (-1,49 %), à 7 938,88 points. L'annonce par les Etats-Unis qu'ils allaient interdire l'accès de leurs ports aux navires marchands japonais tant que trois armateurs nippons n'auront pas réglé des amendes imposées par les autorités maritimes américaines a précipité un mouvement de baisse dans un marché déjà déprimé par les résultats trimes-

triels de certaines sociétés. En Europe, la Bourse de Londres. a gagné 0,46 %, à 5 287,90 points, et celle de Francfort, au teme de la séance officielle, a perdu 1,80 %, à 4 118,22 points.

jour le jour

OAT 10 ans



## **NEW YORK** Les valeurs du Dow-Jones

	ARIBI SIGNAL	التوغة	41,50
	American Express	83,12	82,87
	AT & T	. 43,75	44,93
	Boeing Co	52,50	54,56
	. Caterplilar (nc.	59,25	60
	Chevron Corp.	86	86,68
	Coca-Cola Ca	58,93	59,81
	Disney Corp.	84,93	86,87
	Ou Pont Nemours&Co	58	58,43
	Eastman Kodak Co	62,56	62,93
-	Extori Corp.	64	64,81,
	Gen, Motors Corp.H	69,93	70,33
	Gén. Electric Co	69,31	68,75
	Goodyear T & Rubbe	69,06	70,18
	Hewlett-Packard	.65.37	67,81
	IBM :	. 99.68	101.75
١	Intl Paper	57.43	57,31
•	J.P. Ngologian CO	9,50	120
	Johnson & Johnson .	59,06	59,37
	Mc Donalds Corp.	45,50	46,06
	Merck & Co.Inc.	97,93	102,25
	Minnesota Mng.&Mfg	95,56	97,62
	Philip Moris	40,87	41,25
	Procter & Gamble C	70.81	71.93

FRANCFORT

**¥** . jour le jour 1

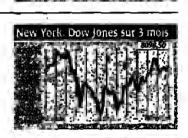
Runds 10 ans

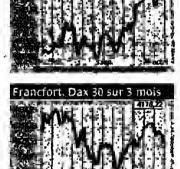
# LONDRES

Sciection ne valeur	S COL L I IO	
	16/10	15/10
Alfied Lyons	5,21	5,22
Barclays Bank	16,47	16,27
B.A.T. industries	5,99	6,01
British Aerospace	16,92	16,97
British Airways	6,33	6,A2
British Petroleum	9,34	9,18
British Telecom	4,75	4.47
B.T.R.	2,35	2,36
Cadbury Schweppes	6,27	6,24
Eurotunnel	0,66	0,65
Forte		
Glazo Wellcome	13,50	13,56
Granada Group Plc	8,86	8,91
Grand Metropolitan	6.27	6,25
Guinness	6,30	6,25
Hanson Pic .		0.87
Great k	7,12	. 7,12
H.S.B.C.	18,80	18,45
Imperial Chemical	/9/58	9,56
Legal & Gert. Grp	5,07	5,09
Lloyds TSB	7,97	7,90
Marks and Spencer,	6,26	6,35
National Westminst	9,34	9,28
Peninsular Orienta	7,30	7,42
Reuters	7,29	7,25
Saatchi and Saatch	1,33	1,33
Shell Transport	4,69	4,69

# FRANCFORT Les valeurs du DAX 30







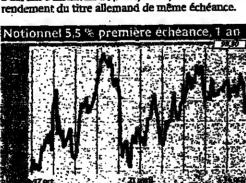
7

¥

# **LES TAUX**

#### Chute du Matif LE MARCHÉ obligataire français a ouvert en forte baisse, vendredi 17 octobre. Après quelques minutes de transactions, le contrat notionnel du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat, perdait

42 centièmes, à 97,88 points. Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 5,72 %, soit 0,01 % au-dessus du



# LES TAUX DE RÉFÉRENCE

TAUX 16/10	Taux jour le jour	Taux 10 ans	Taux 30 ans	indice des prix
France	3,30	- 5,63	6,15	17.30
Allemagne	3,32	5.67	6,17	1,60
Grande-Bretagne	7,06	6,46	NC	2.50
Italie	6,88	6.11	6,64	2,500
Japon	0,48	1,99	NC	- 10.50 A
Etats-Unis	5,65	6,11	6,40	391
				A * *

#### MARCHÉ OBLIGATAIRE **DE PARIS**

TAUX DE RENDEMENT	Taux au 16/10	Taux au 15/10	indice (base 100 fin 96)
Fonds d'État 3 à 5 ans	4,22	4,21	98,50
Fonds d'Etat 5 a 7 ans	5	4,96	100,09
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	5,47	5,42	101,48
Fonds d'Etar, 10 à 15 ans	5,81	527	101,20
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	6,39	6,35	102,67
Obligations françaises	5,76	5.73	101,02
Fonds d'État à TME	-1,95	~1,96	98,28
Fonds d'Etat à TRE	-2,18	+2,15	98,86
Obligat, franç. à TME	-2,20	~2.03	99,14
Obligat, franc. a TRE	+0,07	+0,07	100,14

La veille, le marché des obligations américaines avait terminé la séance sur une note stable. La bonne nouvelle constituée par l'annonce d'une faible hausse de l'indice des prix à la consommation (+0,2 % an mois de septembre) avait été effacée par l'aggravation du contentieux maritime entre les Etats-Unis et le Japon. Le rendement de l'emprunt d'Etat à 30 ans s'était inscrit à 6,39 % en clôture.

Sears Roebuck & Co.

.7

# LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,30 %) Pibor Francs 1 mois Pibor Francs 3 mor Pibor Francs 6 mor Pibor Francs 9 mois Pibor Francs 12 mois PIBOR ECU MATIF

# **CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40**

# **LES MONNAIES**

# Recul du dollar face au yen LE DOLLAR était stable, vendredi matin 17 octobre,

face aux devises européennes. Il s'inscrivait à 1,7580 mark et 5,8925 francs. La devise américaine était en recul face à la monnaie japonaise, à 120,50 yens. Elle était tombée, la veille, jusqu'à 119,40 yens après la décision des Etats-Unis d'interdire aux cargos japonais l'accès aux ports américains. «Le dollar était déjà orienté à la baisse face au yen dans la perspective d'une



réduction des impôts au Japon, et cette décision a augmenté la pressian », a indiqué Stephen Gallagher, analyste à la Société générale.

¥

US/DM

¥

×

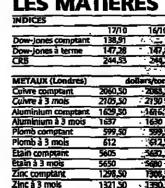
Le franc était stable, vendredi matin, à 3,3530 francs pour un deutschemark. Le ministre de l'économie Dominique Strauss-Kahn a estimé vendredi que la force du franc montre que « tous les observateurs considèrent que l'économie française va bien ».

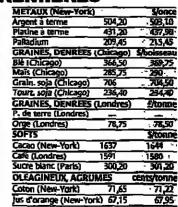


# LES MATIÈRES PREMIÈRES

	COUTS 16/10	cours 15/10
Or fin (k. barre)	61500	61600
Or fin (en lingot)	62200	62400
Once d'Or Londres	326,50	
Pièce française(20f)	354	352
Pièce suisse (20f)	357_	358
Pièce Union lat(20f)	356	356
Pièce 20 dollars us	2460	2435
Pièce 10 dollars us	1340	1340
Pièce 50 pesos mex.	2290	2290

LE PETI	ROLE	
En dollars	cours 17/18	cours 16/1
Brent (Londres)	19,58	_19,51
WTI (New York)	21,43	21,34
Light Sweet Crude	20,67	_20,53







ř--- ·

: =.

le Carrier

400 To 100 F

Buste . . .

80m. 2000

200

Allen Town

72.27

3 \_ -

...

He ditter

 $\mathcal{I}_{n} \in \mathcal{I}$ 

- American

4

Out.

ł . . . .

6:-

**i**g. . . .

io L

¢-

Ċ

شدنا دره

# AUJOURD'HUI

SPORTS L'equipe de France doit affronter l'Italie, samedi 18 octobre, à Auch, dans le cadre de la première journée de la 2° Coupe latine à laquelle participent également l'Ar-

gentine et la Roumanie. 

LA RENCONTRE marque le retour dans les rangs du XV de France de Philippe Saint-André (capitaine), Laurent Cabannes et Thlerry Lacroix, qui jouent

tous les trois en Angleterre. • LA SÉLECTION DE CES ANCIENS est ap-parue nécessaire aux responsables du XV de France décus par la tour-née en Australie qui faisait pourtant

suite à un grand chelem dans le Tournoi des Cinq Nations. • LEUR EXPÉRIENCE devrait apporter rigueur, discipline et professionna-lisme à un groupe qui avait montre

quelques lacunes dans ces domaines lors de ses dernières prestations. ● MERCREDI 22 OCTOBRE, à Lourdes, le XV de France jouera

# Le XV de France s'en remet aux anciens pour faire du nouveau

Philippe Saint-André, Laurent Cabannes et Thierry Lacroix, qui évoluent désormais dans les rangs de grands clubs anglais, retrouvent la sélection nationale face à l'Italie, samedi 18 octobre, dans le cadre de la Coupe latine de rugby

BAGNÈRES-DE-BIGORRE

de notre envoyé spécial Ils ont d'abord dit non. Puis, oui, du bout des lèvres. Sans doute aurait-on préféré qu'ils disent yes. Philippe Saint-André, Laurent Cabannes et Thierry Lacroix ont alors coiffé des chapeaux-melons, d'une forme pure Angleterre, et souri au photographe. Il les avait, ses « Anglais », retour d'exil, ces trois Frenchies nimbés de la gloire toute neuve de leur réussite outre-Manche. Tant pis si sous l'air pur de la Bigorre, au pied des Pyrénées, naguère refuge du rugbycassoulet, le cliché avait quelque chose d'incongru. Et, si au fond d'eux-mêmes, les trois joueurs espèrent bien être autre chose que

d'exotiques objets d'exportation. A l'annonce de la composition de l'équipe de France de Coupe latine, qui affronte l'Italie, samedi 18 octobre, ils ont dù être rassurés. lls redeviennent des titulaires à part entière, des hommes en bleu. Philippe Saint-André retrouve son aile, et soo brassard de capitaine, comme s'îl ne les avait jamais quit-

tés. Laurent Cabannes se cale à nouveau dans un recoin de la troisième ligne, et Thierry Lacroix commande l'attaque. Difficile de composer trio plus sérieux, et

moins gadget. A Bagnères-de-Bigorre, ce trio est l'objet de toutes les attentions, comme si à le guetter, on pouvait mieux saisir cet étrange paradoxe. Le XV de France s'offre un petit retour en arrière pour mieux aller de l'avant. Trois des plus beaux fieurons des années de l'entraîneur Pierre Berbizier (1991-1995), se mettent au service du jeu prôné par ses successeurs, Jean-Claude Skrela et Pierre Villepreux. Il oe tient qu'à eux d'être les fers de lance d'une nouvelle équipe de France, comme ils étaient devenus des symboles de l'ancienne.

A denz ans de la prochaioe Coupe du monde, après l'aventure réussie du Tournoi des cinq nations et l'échec sportif de la tournée en Australie, une étape supplémentaire devait être franchie. Le tic-tac dn compte à rebours tinte de plus en plus fort aux

oreilles des joueurs et des sélectionneurs. Les entraîneurs ont jugé qu'il avait besoin de ces retrouvailles bigourdanes, avec ces trois heureux trentenaires, dont l'age apparaît soudain comme une garantie de sérieux. Ils apportent au gronpe l'expérience de joueurs rompus à la discipline et au professionnalisme des Harlequins et de

Là-bas, ils out appris le sens de l'exigence. Ils se sont pliés aux rigueurs d'une préparation physique. sans faille, entamée buit semaines avant la reprise de la compétition. Médecio et kinésithérapente suivent leur évolution dans le molndre détail. Du terrain à la ville, du vestiaire aux réceptions d'après-match, ils s'appliquent à donner une image impeccable. Ils sont promus exemples pour les plus Jeunes, meneurs d'hommes sur et hors du terrain. Jo Maso, le manager, a demandé au capitaine Philippe Saint-André de pousser cette équipe vers l'excellence, Qu'elle devienne un modèle de « respect, d'humilité et de solidari-

être négligé. Jo Maso n'a-t-il pas insisté, par exemple, pour que les Français rétablissent la tradition de la haie d'honneur pour les adversaires, que l'on ait gagné ou perdu? L'escapade australienne. en juin, marquée par un certain dilettantisme, a laissé des traces dans les mémoires de l'encadrement. Elle a sans doute, indirectement rendu service, aux revenants. Elle avait révélé des maux invisibles pendant le Tournoi. En dressant le bilan de ces quatre semaines passées dans l'hémisphère Sud, les entraîneurs ont voulu tenir compte de ces défauts. Et resserrer un discours qui faisait jusque-là la part belle à la respon-

sabilité de chacun. Lundi 13 octobre, dix joueurs ont signé une charte financière et sportive qui les lie à l'équipe de France pour l'ensemble de la saison. Elle fixe, à la demande expresse de Jo Maso, des obligations extra-sportives aux bénéficiaires. Elle impose des règles de comportement, et va jusqu'à sanctionner

té ». Dans cette quête, tien ne doit les manquements les plus simples, lorsqu'ils témoignent d'«un manque de respect » à l'égasd des autres. Plus question d'arriver en retard à l'entraînement, de faire attendre le reste de l'équipe lors du retour vers l'hôtel : chaque détail est pris en compte.

#### « Les Français ont tout ce qu'il faut pour toucher à un grand rugby »

Pierre Villepreux et Jean-Claude Skrela se gardent pourtant de ne compter que sur un regain de discipline et de rigueur dans la préparation. Retenir les meilleurs joueurs du moment, ceux qui sont capables de s'intégrer le mieux au système de jeu reste le principal critère de réussite. Contre PItalie, comme contre l'Afrique du Sud dans quatre semaines. « Cette

équipe est la plus à même de répondre à nos exigences de jeu, confie Pierre Villepreux, celo ne veut pas dire que nous considérons les autres joueurs comme inférieurs. Dans natre esprit, il n'y a pas dans cette Caupe latine de recherche

d'équipe-type. » Thierry Lacroix, Laurent Cabannes et Philippe Saint-André savent bien que rien ne vaut le talent pour s'installer dans la durée en équipe de France. C'est sans doute pour cela que le nouveau troisième ligne aile refuse de crier victoire par avance. Il ne voit dans sa sélection qu'une occasion de « démorrer lo soison internationale ». Et, Lanrent Cabannes ajoute aussitôt, l'esprit déjà à la Coupe du monde 1999: «Il ne monque pas grand-chose pour être au plus haut niveau. Le potentiel de jeu est élevé. Les Français ont tout ce qu'il faut pour toucher à un grand rugby. Il faut juste que cela se declenche mointenant, sans plus at-

Pascal Ceaux

#### Le calendrier

• Samedi 18 octobre à Anch : Argentine-Rosmanie (13 h 30) et France-Italie (15 h 30) sur France 2 Mercredi 22 octobre à. Lourdes: Argentine-Italie (18 h 30) et France-Roumanie

(20 h 30) Dimanche 26 octobre à Tarbes: Romnanie-Italie (13 h 30) et France-Argentine (15 b 30). ● La composition du XV de France pour affronter l'Italie 15. Sadoumy (Colomiers), 14. Leflamand (Bourgoin), 13. Lamaisoo (Brive), 12. Castaignède (Castres), 11. Saint-André (Gloucester/Ang, cap) - 10. Lacroix (Harlequins/Ang), 9. Galthié (Colomiers) - 7. Cabannes (Harlequins/Ang), 8. Pelous (Toulouse), 6. Benazzi (Agen) -Brouzet (Bègles-Bordeaux), Merle (Montferrand) -3. Tournaire (Toulouse), 2. Dal Maso (Agen), 1. Califano (Toulouse). Remplaçants: 16. Cazalbou (Toulouse), 17. Glas (Bourgom), 18. Benettoo (Agen),

19. Magne (Brive), 20. Ibanez

(Dax), 21. Soulette (Béziers).

#### ATLANTA correspondonce

S'il o'y avait sa taille, oo le prendrait pour un professeur de lettres. Un visage de penseur mangé par

#### PORTRAIT\_ Un entraîneur

de basket qui aime à parler comme un sage sioux

une fine harbe grisonnante. Une coupe de cheveux aussi austère qu'impeccable et des lunettes aux montures étroites qui donne à ses regards un air sage et lointain. Mais Phil Jackson, le coach des Chicago Bulls, engagé dans le tournoi McDonald's du Palais omnisports de Paris-Bercy (POPB), qui s'est ouvert jeudi 16 octobre. est grand, 2.03 m; assez pour toiser Michael Jordan, Scottie Pippen ou Dennis Rodman sans jamais avoir à lever les veux.

Un géant parmi les géants, donc. Un entraîneur client du même tail-

# Phil Jackson, l'âme sacrée des Chicago Bulls

leur que ses joueurs. Uo maniaque de l'ardoise et des schémas tactiques formé aux règles du jeu par un séjour sous les paniers, au début des années 70, chez les New York Knicks. Rien d'inédit dans le monde du basket américain. Phil Jackson, pourtant, ne s'exprime

comme personne en NBA: Le langage sportif lui serait, diton, presque étranger. Nouri depuis la fin de ses années de joueur par la lecture d'ouvrages religieux et philosophiques, Phil Jackson a pris l'habitude d'user, pour entrainer, d'un discours parfois déroutant. Lorsqu'il parle de rebond, les Joueurs ne savent Jamais s'il leur faut comprendre simplement « re-. bond » où si leur coach fait référence à une façon moins élastique de se servir des lecons d'aujourd'hui pour s'améliorer le lendemain. Au terme de « rebelle » utilisé pour qualifier Dennis Rodman, il préfère celui de heyoka. Et s'en explique dans un large sourire: « C'est une expression utilisée du longage siaux. Le heyoka est le

morginal mais utile à l'équilibre du groupe et qui mérite le respect por sa seule différence. »

Son bureau oe ressemble en rieo à l'image que l'on peut se faire de la salle de travail et de réflexion d'un entraîneur de basket, Les murs sont couverts de vieux objets indiens. La bibbothèque regorge d'buvrages philosophiques et de traités de 2cn. On lui connaît l'habitude d'en plocher certains, en début de saison, pour les donner à lire à ses joueurs. Autre hahitude : Phil Jacksoo cooclut certains de

sur l'art de la méditation ou celui de la respiration. « Parfois, raconte Steve Kerr, un des remplaçants des Chicago Bulls, il nous explique que le travail du jour se fera en silence. Chocun de nous fait olors ses exercices sans prononcer le moindre

Différent, Phil Jackson? A coup sur. Plus intellectuel que réellement pragmatique, il aime observer un match de basket-ball avec la volooté affirmée d'y découvrir toute une tranche de vie. « Une équipe est d'obord un groupe, exses entraînements par un exposé plique-t-il, aù les comportements de

# Le PSG-Racing face à Michael Jordan

Dans son match d'entrée du tournoi McDonald's, jeudi 16 octobre, le PSG-Racing a battu (97-84) le FC Barcelone, pourtant finaliste du dernier championnat d'Europe. Les champions de France devalent donc affronter les Chicago Bulls, vendredi 17 octobre. Dans l'autre rencontre, les Argentins d'Atenas Cordoba ont battu les Italiens du Benetton Trévise (87-78): ils affronterout en demi-finale les champions d'Europe, l'Olympiakos du Pirée. Le Palais omnisports de Paris-Bercy (POPB) n'était qu'à moitié rempli, cette première journée. Il devait en être tout autrement vendredi soir pour l'entrée en scène de l'équipe de Michael Jordan.

chacun ne sont guere éloignés de ceux que l'on peut rencontrer dans la vie de tous les jours. » Soo propre groupe, ceiui des Chicago Bulls, Phil Jackson en a pris possession en 1985, après avoir fait ses classes comme entraîneur en CBA, sorte de deuxième division américaine. Initialement cantonné à la fonctioo d'assistont coach, il a pris les

commandes de l'équipe en 1989. Sous Père Jacksoo, les Bulls ont collectionné les titres : cinq victoires dans les sept dernières années. Une réussite dont le mérite revient pour (grande) partie à Michael Jordan, Scottle Pippen et plus récemment Dennis Rodman. « Mais la somme de tels talents sur un même terrain ne donne aucun résultat sans le génie d'un entraîneur », assurait un jour Pat Riley, le cooch des Miami Heat. Uo compliment que Phil Jackson a accueilli comme il le fait des éloges, par un sourire étroit, un léger baussement de moustache et un long regard vers le lointain.

Alain Mercier

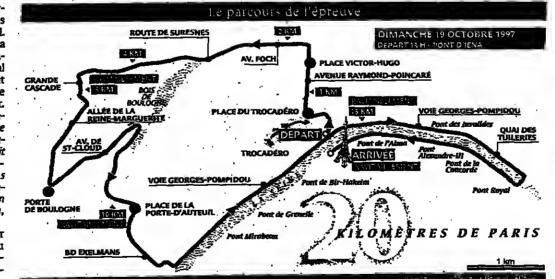
# La Ville de Paris éloigne de la tour Eiffel les épreuves qu'elle n'organise pas

clown de la tribu, un personnage

tives sont devenues indésirables dans le quartier de la Tour Eiffel. Du moins certaines. En avril, la Mairie de Paris a sommé les organisateurs du Masters international de saut d'obstacles, qui se tenait d'ordinaire en septembre sur le Champ-de-Mars, de déménager. lls se sont installés dans les Yvelines, au haras de Jardy. « Le moire de Paris, Jean Tiberi, nous avait vaguement dit en 1996 qu'il faudrait peut-être partir, raconte Denis Colin, chargé du Masters. Certams partenaires prestigieux qui ne souhaitaient s'associer que dons un cadre parisien, camme Guerlain, поиs ont lâchés. »

En s'engageant à déplacer leur site de départ, rive droite, près du bois de Boulogne, des l'an prochain, les organisateurs de la classique pédestre Paris-Versailles ont, de leur côté, obtenu un sursis. Ils ne doivent le départ dn 28 septembre donné du pied de la tour Eiffel qu'à la difficulté de modifier uu parcours immuable depuis 1976, et d'informer plus de 26 000 concurrents entre avril et

septembre. Les 20 000 coureurs attendus, dimanche 19 octobre, pour la 19 édition des 20 kilomètres de Paris, organisés par l'armée de l'air et la Fédération des clubs sportifs et artistiques de la Défeose, ne changeront guère leurs habitudes, eux. Des travaux sur le pont d'Iéna repoussent leur départ de quel-



ques mètres, toujours face à la tour Eiffel, et l'arrivée se fera qual Branly, après un parcours entièrement tracé dans Paris.

RIVERAINS (RRITÉS

«Le maire ne veut plus de monifestations à cet endroit, dit Jean-Louis Bourneuf, responsable des 20 kilomètres, mois so nauvelle proposition nous convient parfaitement. » D'autant que son village d'animation reste « sous lo tour Eiffel », en bordure du Champ-de-Mars. Selon Francis Mouton, chef du service de la création et de la

gestion des évênements de la Mairie de Paris, Jean Tiberi affiche des préférences « dans une volonte de gestion plus rationnelle du domaine

En janvier, il a décidé d'interdire « toute manifestation de quelque nature que ce soit sur le Chomp-de-Mors » en invoquant l'irritation des riverains. Mais une exception a été faite lors de la venne de Jean Paul II à l'occasion des Journées mondiales de la ieunesse. «Il n'v en oura pas d'outre », assure M. Mouton. A la préfecture de police de Paris, chargée de la circulation et de la sécurité, on admet pourtant que ni Paris-Versailles, ni le Masters de saut d'obstacles ne posaient de problèmes de sécuri-

La Mairie de Paris souffre-t-elle de devoir abandonner à l'association versaillaise qui l'organise le succès de la course française la plus importante en termes de participants? Ou de ne pas tirer prestige du Masters d'équitation gére par des sociétés privées ? M. Mouton, lui, se formalise de la concurrence de Paris-Versailles aux 20 kilomètres. « Il ne faut pas banaliser

les manifestations, dit-il. Dans Paris intra-muros, il existe au moins trois courses de distances presque égales : les 20 kilomètres de Paris, le Semi-Marathan de Paris et Paris-

Il n'est pas question de toucher au Marathon de Paris (42,195 kilomètres à travers les rues et les bois de la capitale), organisé par la Mairie en avril, et qui plante son village quai Branly, ou de supprimer le Semi-Marathon, plns récent et moins populaire que Paris-Versailles, et les 20 kilomètres, organisé par la même équipe. « Le maire s'interrogera désormais au coup par caup sur l'opportunité des manifestations tenues dans le quartier en prenant en compte les intérêts des organisateurs, qui ne sont pas des philanthropes, mais aussi ceux des touristes, des riverains et des promeneurs », explique

D'ores et déjà, les 20 kilomètres ont obtenu l'autorisation de continuer sans modification l'an prochain. Pourquoi ce traitement de faveur ? La Mairie de Paris ne sonhaite conserver dans les parages de la tour Eiffel « que des évènements à coractère exceptionnel », comme le vingtième anniversaire des 20 kilomètres, en 1998, ou le cinquantenaire de la Fédération française de randonnée pédestre, qui, le 5 octobre, avait rassemblé là des milliers d'adeptes.

Patricia Jolly

# F1: pas de points pour Villeneuve au Japon

L'ÉCURIE WILLIAMS a retiré, jeudi 16 octobre, l'appel interjeté la veille dn Grand Prix du Japon de formule 1 après l'exclusion de son pllote Jacques Villeneuve de l'épreuve japonaise pour non-respect d'un drapeau jaune (Le Monde du 14 octobre). Mercredi, Max Mosley, pré-sident de la Fédération internationale de l'automobile (FIA), avait conseillé à l'écurie de renoncer à cet appel. « Jacques Villeneuve risque nan seulement de perdre les deux points du Japon, mais aussi d'être suspendu pour le Grand Prix d'Europe », avait prévenu M. Mosley. Le Grand Prix d'Europe, disputé le 26 octobre à Jerez (Espagne), sera donc décisif pour le titre des pilotes. Privé des deux points acquis grâce à sa cinquième place au Grand Prix du japon, Jacques Villeneuve est désormais deuxième du championnat du monde, à un point de Michael Schumacher (Ferrari).

## DÉPÊCHE

■ FOOTBALL: Marseille a battu Metz (2-0), jeudi 16 octobre, en match avancé de la douzième journée du championnat de première division. Bordeaux a battu Guingamp en Bretagne (1-0) et se retrouve à la deuxième place provisoire du classement général.

# La congélation des embryons de mammifères provoque des perturbations du développement

Le doute se développe sur cette technique employée aussi chez l'homme

Des travaux menès par des chercheurs français sur la souris montrent que les animaux nés sensoriel et moteur. Ces observations nour-ceuvre dans le champ de l'assistance médicale à

d'embryons congelés présentent des anomalies rissent des inquiétudes sur l'innocuité d'une la procréation chez l'homme.

français, animé par le professeur Pierre Roubertoux, directeur du laboratoire de génétique neurologique et comportementale du CNRS, vlent de confirmer les craintes que l'on peut avoir quant à l'innocuité de la congélation-décongélation des embryons de mammifères, une technique de plus en plus fréquemment mise en œuvre chez différentes espèces animales ainsi que, dans le cadre de l'assistance médicale à la procréation, dans l'espèce humaine.

L'équipe du professeur Roubertoux avait déjà, en janvier 1995, publié dans les comptes rendus de l'Académie nationale américaine des sciences des résultats préliminaires sur ce thème qui allaient dans le même sens (Le Monde du 18 janvier 1995). Cette publication avait alors déclenché une vive controverse internationale compte tenu des enjeux en présence - des centaines de milliers d'embryons humains sont aujourd'hul conservés par congélation à travers le monde - et du dogme qui, jusqu'alors, vouiait que la technique de congélation-décongélation des embryons de mammiféres ne comporte aucun risque.

Le professeur Roubertoux y expliquait avoir travaillé de manière prospective sur deux lignées géné-

UN GROUPE de scientifiques tiques différentes de souris naturellement concues in vivo après stimulation ovarienne. Les mères étaient ensuite sacrifiées et les embryons recueillis. Une partie de ces derniers étaient implantés chez des femelles pseudogestantes et les autres placés dans l'azote liquide à des fins de congélation, avant d'être décongelés et également implantés. Les chercheurs français avaient alors observé, analysé et détaillé des différences fines mais statistiquement significatives touchant à l'anatomie et au comportement entre les animaux conservés par congelation et ceux qui ne l'avaient pas été. En substance, les souris « congelées » apparaissaient statistiquement moins performantes.

> Ces mêmes spécialistes ont, depuis, poursuivi leurs travaux. Ils viennent d'en présenter les derniers résultats lors d'un symposium international organisé aux Etats-Unls par les Jackson Laboratories à Bar Harbour (Maine), à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la première congélation réussie d'embryon de souris par David Wittingham, Peter Mazur et Stanley Leibo.

\* Nous sommes oujourd'hui en mesure de confirmer nos résultats de 1995 mais aussi de fournir de nauvelles dannées à ceux qui pouvaient dauter de notre méthodologie expérimentale, a déclaré au Monde le professeur Roubertoux. Nous ovons en effet travaillé cette fois sur des lienées de souris consanguines constituées de souris génétiquement identiques, l'équivalent en quelque sorte des animaux issus de la technique du clonage. Tout comme en 1995, nous n'observons pas de pathologies molformotives chez les onimoux conservés par congélation au stade embryonnaire de leur développement. En revonche, nous confirmons abserver des différences, statistiquement significatives, comprises entre 30 % et 80 %, selon les lignées, chez les onimoux congelés », anomalies touchont à la motricité et au développement sensoriel et moteur. Ce phénomène reste stable ou jil du temps, quond l'onimol prend de l'âge. »

#### REFUS D'EXTRAPOLER

En dépit du caractère a priori inquiétant d'une telle observation, le professeur Roubertoux se refuse à toute forme de catastrophisme. Il estime que l'on ne peut pas simplement extrapoler de telles observations à l'espèce humaine, «Je me distingue, de ce point de vue, de quelques embryologistes qui nourrissent de vives inquiétudes quant ou possible impact de lo technique de congélation-décongélation dans

l'espèce humoine dit-il. Je pense, en effet, que l'on ne peut pas généraliser. Pour autant, j'estime que cette technique peut, en fanction de certoines coractéristiques génétiques, ne pas être sans effet et qu'elle devrait, des lors, imposer lo mise en ploce d'une surveillance étroite des enfants ainci conçus. »

Pour l'heure, l'équipe du professeur Ronbertoux s'intéresse à la question de savoir si les modifications du comportement et du développement sensoriel et muteur, nbservées chez les souris de laboratoire, sont ou non transmises de manière héréditaire et si, au fil du temps, le phénomène observé dure ou, au contraire, disparait ou encore s'amplifie.

En dépit des diverses mises en garde officielles quant aux conséquences sanitaires de la technique de la congélation-décongélation embryons humains - technique destinée à pallier certaines formes de stérilité-, les spécialistes et les pouvoirs publics français semblent soit désarmés, soit tonjours aussi peu soucieux de mettre en œuvre des études scientifiques prospectives qui permettraient de répondre à une question essentielle en terme

Jean-Yves Nau

# Merced, la puce d'Intel et de Hewlett-Packard, travaillera sans répit

La puissance du microprocesseur est doublée

MERCED, nom de code de la prochaine génération de microprocesseurs dont Intel doit commencer la production en 1999, va bouieverser le monde de la micro-informatique. Elle devrait en effet fonctionner à la fréquence record de 900 mégahertz et abriter sur le silicium de sa puce quelque 40 millions de transistors. Une performance obtenue grâce à des procédés de gravure ultrafins (0,18 micron). Aujourd'hui, le Pentium II, haut de gamme d'Intel, ne contient que 7,5 millions de transistors gravés en 0,35 et 0,25 micron. Il ne tourne qu'à 300 mégahertz, et son architecture estlimitée à 32 bits au beu de 64 bits pour Merced.

Le 14 octobre, lors du Microprocessor Forum qui s'est tenu à San Jose, en Californie, Intel a précisé les principes fondamentaux de sa nouvelle architecture 64 bits (IA-64) développée avec Hewlett-Packard. Les « mots » traités par Merced seront en effet deux fois plus longs que ceux du Pentium. La taille du bloc élémentaire d'information traité passe de 32 à 64 bits. Cette seule caractéristique conduit à un doublement de la vitesse de calcul. Pour obtenir ce bénéfice, les logiciels devront être entièrement réécrits. Microsoft travaille ainsi à la version 64 bits de son système d'exploitation Windows NT.

Merced tirera également profit de nouveaux perfectionnements de la gestion de son travail. Pour les expliquer, Intel prend l'exemple d'une banque. A l'entrée de l'agence, un service d'accueil oriente les clients vers les grichets correspondant aux opérations qu'ils viennent effectner. Cette fonction renvoie à celle du compilateur dans le processeur. C'est lui qui prépare les programmes avant qu'ils ne soient exécutés. Avec les rchitectures classiques, cet « accueil » ne traite le cas que de quelques clients à la fois. De plus, il ne connaît pas avec précision la fonction des différents guichets, ce qui conduit à des erreurs d'orientation

entralnant des retards. Pour remédier à ces lacunes, l'architecture IA-64 fait appel à la technologie du « parallélisme explicite ». Grace à cette dernière, l'accoell connaît parfaitement le travail de chaque guichetier et dirige les clients avec précision. Il peut même anticiper en prenant des rendez-vous à l'avance. Les clients arrivent alors en sachant où aller et ne s'adressent plus à l'accueil, dont la charge de travail se retrouve ainsi allégée, et qui profite de ce gain de temps pour mieux planifier et optimiser le travail des guichetiers. L'IA-64 procède de même afin d'organiser les programmes à excécuter de façon à faciliter, et donc à accélérer, la tache du processeur.

Autre amélioration : la prévision

besoin d'une demande de prêt, d'un formulaire de dépôt ou de retrait? Les-architectures classiques tentent de prédire quels travaux préparatoires sont nécessaires afin que le processeur les excécute à l'avance. Mais leur taux d'échec, même s'il ne dépasse pas les 5 % à 10 %, induit un ralennssement de 30 % à 40 %. En effet, au guichet, lorsque l'employé dispose d'un formulaire erroné, il doit en préparer un autre. Ce qui bioque la file d'attente. En revanche, avec l'IA-64, l'accueil exploite ses moments de liberté pour préparer plusieurs formulaires pour chaque client. Ainsi, le guichetier peut le satisfaire dans l'instant. Ce luxe de préparation permet de supprimer

#### Concurrence de combat avec Digital

Certains concurrents d'Intel sonfignent la complexité de l'architecture de Merced, qui associe le «jen d'instructions complexe » (CISC) et le « jeu d'instructions réduit » (RISC). D'autres fabricants de puces, comme Digital, qui, avec son processeur Alpha 21164, n'utilise que la technologie RISC, maitriseut déjà l'architecture 64 bits. Les deux entreprises se livrent un combat acharné sur le marché des processeurs hant de gamme, enjeu majeur avec le développement d'Internet qui réclame des serveurs de plus en plus paissants. Début octobre, la rumear - aussitôt démentie - a circulé qu'Intel aurait proposé à Digital de racheter son activité micro-électronique pour 9 milllards de francs. Quelques jours avant Intel, Digital a indiqué que sa nonvelle puce, Ultra-Sparc III, concurrente de Merced, entreralt en production an troisième trimestre 1998.

## jusqu'à 40 % des erreurs de

≃...

411

.....

-

-

5.5

-r:

. -

Enfin, l'architecture de Merced s'attache à réduire le temps de latence du processeur, c'est-à-dire le délai nécessaire pour qu'il accède aux données enregistrées dans sa mémoire. Grace à la « spéculation », le compilateur anticipe lesbesoins en information du processeur afin de ne pas interrompre son travail par une attente improductive. Dans la banque, cela revient à donner à un nouveau client les documents à remplir pour l'ouverture de son compte des son entrée dans l'agence. Lorsque son tour arrive, l'information est déjà prete, et son traitement commence immédiatement. Preuve qu'Intel n'hésite pas à soumettre ses puces aux rythmes infernaux du stakhanovisme.

# EDF s'implique dans le renforcement du parc d'éoliennes français

L'objectif est d'atteindre une puissance de 250 à 500 mégawatts en 2005

EDF vient d'engager la deuxième partie du programme français Eole 2005, lancé en février 1996 par le ministère de l'industrie pour développer l'industrie éolienne nationale et améliorer la compétitivité de cette énergie red'énergie. Ce programme prévoit l'installation d'ici à 2005, sur les côtes françaises et dans certains départements d'outre-mer, de plusieurs centaines d'éoliennes qui fourniralent une puissance totale installée de 250 à 500 mégawatts

Pour réaliser ces éoliennes, dont l'électricité alimentera le réseau français, EDF, les représentants des ministères concernés (industrie, environnement et recherche) et l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) ont lancé un appel d'offres auprès des industriels. Une première sélection, achevée en mars 1997, a permis de choisir quatre projets représentant un parc de 55 éoliennes, dont une quinzaine de 600 a 750 kW chacune. Ces machines, d'une puissance totale de 13 MW, seront implantées sur les communes de Widehem (Pas-de-Calais), Lastours (Aude), Donzére (Drôme) et Petit-Canal (Guade-

Début octobre, seize nouveaux sentent au plus qu'une demi-cenprojets ont retenu l'attention d'EDF. Puissance totale: 64,5 MW produits par 189 machines. Elles seront installées en métropole au Portel (Pas-de-Calais), à la Hague (Manche), Plouarzel et Goullen (Finistère), au Merdelou (Avevron), à Lodévols-Larzac (Hérault). Souleilla-Treilles, Escales-Conilhac et Sigean (Aude), Lavatoggio et Centuri (Haute-Corse), Sotta (Corse-du-Sud), et dans les départements d'outre-mer à la Désirade (Guadeloupe), Morne Constant et Petite Place (Capesterre Marie-Galante) et Miquelon (Saint-Pierre et Miquelon).

## UNE DEMI-CENTRALE MUCLÉAIRE

EDF s'engage à acheter, pendant quinze ans, l'électricité produite par ces vingt sites éoliens, sur la base de 33,7 à 35 centimes le kW/h. Soit une aide à l'investissement de 150 millions de francs représentant le tiers de l'investissement global (450 millions de francs) consenti pour ces réalisations.

L'objectif de l'entreprise publique n'est pas d'augmenter potablement la part de l'énergie éolienne dans la production d'énergie française. Les 500 méga-

trale nucléalre. « En France, pendont les dix ons à ventr, l'énergie éolienne restera donc une energie d'oppoint face ou nucléoire, qui mond Alphandery, président ses périodes d'indisponibilité. EDF souhaite acquérir un savoirfaire et une expérience qui lui seront précieux pour la conquête de parts de marché dans un secteur énergétique appelé à se dévelop-

Plusieurs facteurs contribuent à cette situation. Grace à l'évolution des techniques, le prix du kWh éolien est en baisse. Il est passé en dix ans de 50 à 35 centimes aujourd'hui. Et les promoteurs du programme Eole 2005 espèrent blen le faire descendre à 28 centimes pour le rapprocher du seuil de rentabilité.

Cette « technologie simple et de mointenance facile » pourrait équiper « deux à trois millions de personnes dons le monde qui ne connoissent pos les bienfoits de l'électricité », a rappelé le président d'EDF. Mais il y a une limitation à son emploi. Dépendant des conditions de vent disponibles sur le site, l'énergie éoffenne n'a qu'une « disponibilité moyenne de

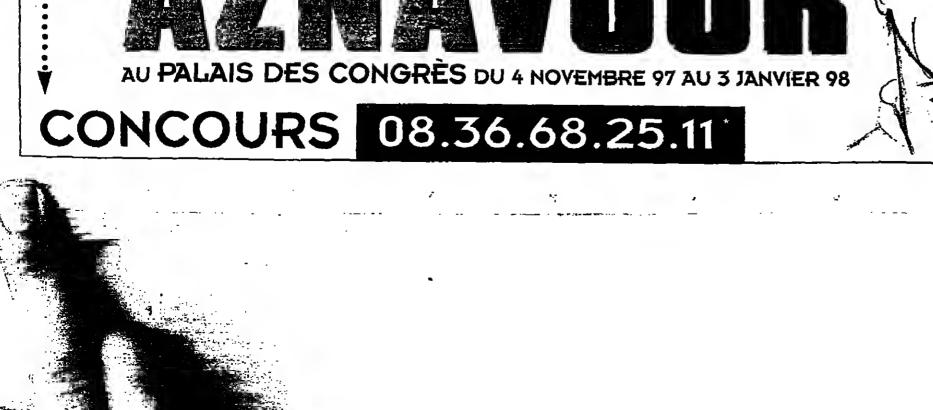
périeure à 20 %, équivalente à 30 % dans l'Aode, et plus grande encore à la Désirade (Guadeloupe), où souffient les alizés. Aussi doit-elle être associée à une reste plus compétitif », explique Ed- autre forme d'énergie pour pallier

#### CONSTRUCTEUR EN FAILLITE Les machines du programme

Eole 2005 s'ajonteront aux cen-

trales éoliennes déjà installées sur le territoire national. Celle de Dunkerque, située le long du canal des Dunes dans la zone portuaire, d'une puissance potentielle de 2,7 MW, a été mise en service le 18 novembre 1996. Composée de neuf éoliennes de 300 kW cbacune, c'est à l'heure actuelle la centrale éolienne la plus puissante de France, malgré la mise à l'arrêt de l'éolieure géante de 1,5 mégawatt stoppée du fait de la faillite de son constructeur allemand. En mars 1998, la future centrale de Sallèles-Limousis (Aude) devrait la dépasser, ses dix éoliennes (7,5 MW) devant alimenter plus de 42 000 personnes en énergie électrique. Enfin. il faut ajouter la centrale éolienne de l'île de la Désirade, dont la pulssance a été portée en 1996 à 500 kW.







# Merced la puce de Passeport Passeport Pour l'Amérique Entre la douce France d'Agnès b. et les falbalas hollywoodiens de John Galliano, le chassé-croisé des styles continue ACHETÉ par toutes les rédacaffian, le petit sac sé, elles s'envolent, nuées d'org za, mini-charmeuses de cr'enveloppées d'air tissé avanoutr rose et l'

plus, déformé par les invitations, la boîte de Vitascorbol, la sucette Chupa Chups, l'anti-cernes, les sparadraps et les lunettes noires. Elle est dure, la traversée de l'Esplanade du roi en talons aiguille, direction le château de Vincennes... Mais le retour est si léger. Une nuit américaine réveille Paris, sur un air de charleston et de tango argentín. Cheveu gominé-cranté, John Galliano vient d'offrir, au soir du jeudi. 16 octobre, une de ces sarabandes pure soie dont il a le secret.

Son intelligence est de faire croire aux acheteurs américains, qui représentent plus de 60 % du marché, qu'ils sont les Louis B. Mayer, Irving Thalberg et Howard Hughes d'aojourd'hui. Dans ces salles habituellement vides, et habillées pour un soir en tenue de Grand Siècle, il a fait défiler ses princesses de l'instant, dont les robes semblent cousnes sur le corps, peaux brodées de myosotis, diamants gros comme le Ritz.

Amber, Shalom, Debra et les. autres, croquant des petits fours, prennent des poses de Madame Peau fine et redeviennent, sous son regard, Marioo Davies, Gloria Swanson ou Myma (Loy) dans The Great Ziegfield. Ses robes se savourent comme du champagne ro-

" . Bel

7.0

201 2 200 Sale at Test Statem , Links

TITRE

B. 27.16

日本は日本の

T. Amig

viennent s'évanouir roses et papillans de tulle. Capelines de plumes, fourrean-nuée, le mirage est là, effleurant ces corps presque sans chair, madones des sleepings en kimono d'or et d'ikat, surgies d'un Orient-Express que chatouillent des destinations irréelles: Mexique, Afrique, Bahamas. Oiseaux de feux, perroquets de sa-lon, elles causent, dans le tourbillon d'une collection baptisée « Haute Bohemia »."

#### « VIVE LES 35 HEURES!»

A la folie des défilés qui se surimpressionnent les uns aux autres s'ajoute celle des décalages. Deux heures plus tôt, Agnès b., une fois n'est pas coutume, s'était soumise à cet exercice de style, dans son loft de la rue Dieu, dans le centre de la capitale. On y retrouvait les membres de la famille française idéale, métissée et sympa, un Versailles rive gauche aimant l'art et les artistes (voir les tee-shirt Gilbert and George), génération mixte en beige et noir, belles des champs en coton fleuri, citadines en pardessus souple, avec la vrale alternative au mouchoir transparent des défilés : le petit pull de maille que porteront mère et fille. On a pu noter le grand retour du



bleu de travail (porté avec une couronne de fleurs), de la salopette et de la combinaisoo de charpentier, féminisée en robe. Et, pour le soir, des tenues de soie colorées, très bal tandoori à l'île de Ré. « Vive les trente-cing heures ! », a écrit Agnès b. dans soo programme. D'ici à la fin de la semaine, il reste au moins autant d'heures de réjouissance sur le po-

dium. Vive la mode !

Laurence Benaim

#### Le mikado d'Elbaz pour Guy Laroche

 Quand la collection est prête, nous n'appelans pas le Musée d'art moderne, mais les grands magasins. » Albert Elbaz, trente-six ans, originaire de Casablanca, a le goût de la formule et le prouve. Dans le foyer de l'Opéra-Bastille tendu d'un cyclo blanc de 120 mètres de lang, son défilé - le deuxième pour Guy Laroche s'est imposé comme une évidence aux yeux de l'Amérique. Boutonnage en ellipse, poches tirelire, discrets jeux de pinces, robes colonnes à la Halston ou à la Geoffrey Beene, thez lequel il a travaillé à New York. l'élégance se veut ici « à la verticale ». Pour ces



femmes gratte-ciel, des taitleurs de fonction en fil à fil, des pardessus d'agneau plangé, jeu de mikado de lignes vives, aigulsées par des sandales de couleur. Sa collection se boit d'un trait. Efficace, directe, sans flafla. Pour la première fois depuis le début de la semaine, les mannequins sourient.

# Guy Laroche et Givenchy répliquent aux Italiens sur le terrain de la publicité grand public

Les deux maisons profitent de l'arrivée de nouveaux stylistes pour renouveler, à grand renfort de couleurs, l'image de leurs marques

EN CONTREPOINT des défilés du prêt-à-porter, une autre effervescence, publicitaire cette fois, oppose les maisons de couture rançaises aux griffes Italiennes. Profitant de la présentation, cette semaine, de leurs collections printemps-été, les deux maisons parisiennes lancent un défi à l'austérité italienne, avec une imagerie publicitaire mise en scène dans un

univers coloré et fantasque. Gucci, Missoni et Prada, pour ne citer qu'eux, se sont approprié en à peine deux ans un tenitoire de communication fait de photos néoréalistes en noir et blanc ou d'effigies aux regards sombres, aux expressions sévères. Leur ton est peu à peo devenu, à force d'être copié et recopié des deux côtés des Alpes, la référence obligée pour le prêt-à-porter international. Avec leurs campagnes récentes, Guy Laroche et Givenchy oot choisi de leur répliquer, afin de de « casser la platitude et l'uniformité visuelle » du moment.

Guy Laroche s'affiche en grand format sur les murs de la capitale. L'image est issue de la campagne conçue par l'agence Le Nouvel Eldorado (Havas Advertising), déclinée dans la presse magazine de-



centaine de panneaux. Cette initiative originale dans un secteur qui privilégie habituellement la presse écrite est, seloo Ralph Toledano, nouveau directeur général de Guy Laroche, « le point d'argue » de la première campagne destinée à promouvoir l'identité renouvelée

puis juillet, et elle occupe une de la maison. «La marque s'était enfermée dans un style chichiteux qui se traduisait par un déclin des ventes », analyse Pierre-Henri Moinet, directeur des stratégies à l'agence Le Nouvel Eldorado. Pour rompre la spirale infernale, « il fallait envoyer un message, dire qu'il se passe quelque chose chez Guy La-

roche, qu'il y a une nouvelle équipe, une nouvelle approche et de nouveaux produits », confirme Ralph

L'arrivée récente du styliste Alber Elbaz légitime d'une certaine façon le renouvellement publicitaire de la griffe qui se limitait, jusqu'ici, à présenter ses produits. Les publicitaires ont travaillé sur le thème de l'apesanteur en imagipant «une ode à la légèraté, à la transparence et aux matières de prédilection d'Elbax ». Quatre annooces oot été conques pour quatre textures : le mohair, la dentelle, le tweed glacé et la mousseline. Elles sont mises en scène sur un fond noir grâce à un procédé photographique original imaginé par l'Anglaise Katerina Jebb: elle couche les mannequins sur des photocopieuses et retravaille ensuite les clicbés fragmeotaires. Une technique qui pourrait deve-nir le signe distinctif de l'image publicitaire Guy Laroche puisque Ralph Toledano envisage de Futiliser pour la prochaine campagne,

prévue en janvier. Chez Givenchy, on préfère laisser libre cours à l'imagination du styliste maison. La maison de couture a choisi de reprendre la haute

main sur sa création publicitaire en la retirant à l'agence Colorado (Havas Advertislog) poor la confier au tandem Alexander McQueen, styliste arrivé eo novembre 1996, et Richard Avedon, photographe connu notamment pour soo travail sur l'identité visuelle des marques Versace et Hugo Boss.

## TROIS COLLECTIONS REUNIES

Pour « rendre les valeurs de la femme Givenchy, à la fois moderne et sexy, nous avons préféré laisser faire le jeune créateur pour qu'il marque de son esprit jusqu'à la publicité », explique Maria Herrero, directrice de la publicité de Givenchy. La nouvelle image de la marque se construit donc depuis cet été sur le thème du « Paradis selan McQueen »: uoe femme - toujours habillée en Givenchy Couture - et deux bommes - habillés en Men de Givenchy au en Gentlemeo de Givenchy – sont prisonniers du paradis, un espace confiné nuageux où filtrent des rais de lumière. Uo huis clos où les perspectives sont forcées, les tons accentués et métallisés.

\* C'est le nauveau territoire, jugé par certains audacieux, de la

communication Givenchy », résume Maria Herrero, qui o'en oublie pas pour autant les impératifs commerciaux. En effet, pour la première fois sont réunies dans un même visuel les trois collections prêt-à-porter de Givenchy: « Une façon de donner une idée de l'esprit de la maison tout en mantrant la globalité de notre offre », affirme-t-

Car la bataille publicitaire o'est pas seulement une bataille d'image. Depuis deux ans, le prêtà-porter français est malmené, voire menacé, par la pression publicitaire accrue des marques italiennes dans les médias: l'italieo Prada, qui dépensait moins de 1 millioo de francs en publicité en France en 1995, a multiplié par 7,5 ses investissements cette année, pour atteindre près de 6 millions de francs entre janvier et septembre, quand Gucci a investi, lui, près de quatre fois plus dans les médias français eo 1997 qu'en 1995, selon l'institut Secodip. «Il naus faut réagir pour rester visibles même si nos budgets sont très largement inférieurs à ceux des Italiens », estiment plusieurs professionnels.

Florence Amalou

DETAILLANT GROSSISTE MATELAS & SOMMIERS CANAPES. SALONS. CLIC-CLAC Cuirs ou tissus Coulon - Burov - Sufren - Etc





penser parquets: remises de 15 % sur tous les parquets, l'accuell, le chobo juste et les consells Bemart, un coin-enfants... dans une salle d'exposition confortable au son d'une harpe...



depuis 1958

156, rue des Pyrénées 75020 Paris tél.: 01 46 36 32 08 internet: www.bemart.fr e-mail: info@bemart.fr LA SEULE LUNETTE SUR MESURE CONCUE PAR ORDINATEUR



PLACE VENDOME 75001 PARIS TÉL 0142 60 63 64



Déplacement gratuit Paris et province. Mr Baignoire 03.27.92.71.18

**BIJOUX BRILLANTS** Le plus formidable choix, Que dos affairos exceptionnellos ! Tous bijoux or, toutes pierres precieuses, alliances, bagues, aigenterie. ACHAT - ECHANGE BIJOUX PERRONO OPERA Angle boulevard des Italiens 4. rue Chaussée-d'Antio 37, avenue Victor-Rugo Autre grand choix.

MOBECO

DREDI 24 0C.

# Soleil, redoux et vent de sud-est

AVEC LE VENT DE SUD-EST, rain par le sud. Il fera, au meilleur les températures continuent leur pente remontée, et on dépassera souvent les 20 degrés. Seuls l'Alsace,le Languedoc-Roussillon et les reliefs des Cévennes ne bénéficieront pas du soleil. Ailleurs, il fera beau samedi, malgré un léger voile qui progresse sur l'ouest du pays. Le vent soufflera fort le long de la façade atlantique.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - La jnurnée sera belle maigré les ouages élevés : de 20 à 24 degrés. Le veot de sud-est sera fort, avec des rafales à 60 km/h sur la Bretagne et les côtes atlan-

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Hante-Normandie, Ardennes. – La journée sera dominée par le soleil et la douceur, avec des températures entre 18 et 23 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace. Bonrgogne, Franche-Comté. - Le soleil dominera presque partout. En Alsace, le matin, il percera difficilement la couche de ouages bas, puis les éclaircies gagneront du ter-

C : couvert; P : pluie; \*: neige.

16/24 15/24 11/21

13/19

9/20 S

12/20 11/22

NICE

PARIS PAU

AJACCIO

**ZIARRITZ** 

CAEN

OUON

BORGEAUX BOURGES

CLERMONT-F

GRENOALE

LYON MARSEILLE

ULLE

de la journée, entre 19 et 21 degrés. Poltou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Maigré les bancs de nuages élevés, la journée sera belle. Les températures atteindront de 23 à 26 degrés, avec des pointes à 27 degrés au pied des Pyrénées. Le vent de sud soufflera fort le long des côtes, jusqu'à 80 km/h près du Pays basque, et l'autan attemdra de 80 à 100 km/h.

Limousin. Auvergne, Rhône-Alpes. - Le soleil s'imposera du matin au soir, sauf peut-être en Ardèche où les ouages pourront rester accrochés au relief. Le vent de sud-est sera sensible, avec des rafales pouvant atteindre 60 km/h sur l'Auvergne et le Limousin. Le mercure atteindra de 20 à 23 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Le vent marin apportera de nombreux ouages bas sur le Languedoc-Roussillon, avec des gouttes sur les reliefs des Cévennes. Allleurs, le soleil dominera. Il fera de 20 à 23 degrés.



هكذامن رالإمل

# LE CARNET **DU VOYAGEUR**

■ ESPAGNE. Iberia met eo place, à partir du 26 octobre. vers 19 destinations en Espagne, une nouvelle grille de prix spéclaux en fonction de la date de départ, les plus avantagés étant ceux qui réservent le plus tôt. Ainsi, un billet Paris-Barcelone coûte 1 S93 F A/R s'il est acheté 15 jours avant le départ, 1893 F 8 jours avant et 2 093 F pour un départ le jour même. Tarifs pour les jeunes et les plus de 60 ans.

FRANCE. A l'occasion de l'exposition Georges de La Tour, le Paris Hilton, en collaboration avec le Grand Palais, propose, jusqu'au 26 janvier 1998, un forfait avec accès prioritaire (hébergement en chambre double, petits déjeuners et deux billets d'entrée) pour 1350 F par jour la chambre avec un minimum de deux nuits. Renseignements au 01-44-38-56-36 ou au 08-00-90-75-46 (appel



#### **INFORMATIQUE**

# Microsoft s'attire les foudres des consommateurs américains

RALPH NADER, l'avocat des consommateurs américains qui s'est illustré face à General Motors, s'en prend maintenant à Microsoft. Les 13 et 14 novembre, il organise à Washington une conférence sur le thème « Evaluation de Microsoft et de ses stratégies mondiales ». Tout un programme. Raph Nader a invité à cette forme originale de procès les témoins à charge qui acceptent de s'exprimer sur ce sujet brûlant.

En tête, arrive Scott McNealy, le bouillant directeur général de Sun Microsystems. Côté défense, le pourfendeur des excès du libéralisme n'a pas hésité à inviter Bill Gates, PDG de Microsoft, et Al Gore, vice-président des Etats-Unis. Dans la lettre qu'il a adressée à ce dernier, Ralph Nader fait référence à une récente visite du bras droit de Bill Clinton chez l'accusé. « Contrairement à la réunion à huis clos avec cent dirigeonts organisée par Microsoft à Seottle, à loquelle vous vous êtes rendus par avion, cette conférence est ouverte à tous et se tient près de votre bureou », mentionne-t-il eo précisant que l'objectif est de « discuter l'impact de Microsoft sur la société ».

sive envoyée à Bill Gates analyse les raisons qui ont amené l'avocat à organiser une telle confrontation. Ralph Nader y fait état de la multiplication des critiques por-tées par des personnalités du monde des affaires contre Microsoft. Mais cette accumulation de plaintes n'a pas suffi à le convaincre d'agir. S'il s'est décidé, c'est parce que « l'autocensure engendrée par la peur des représailles de Microsoft, ressenties camme une arme à têtes multiples, n'est pas

En exposant l'affaire sur la place noncent la pratique du « bundle », compétitive ». Le too est donné. Ce

soine pour l'économie ».

c'est-à-dire de la veote couplée de plusieurs produits, la tactique des offres gratuites rendues possibles par les profits générés par une position monopolistique et les réactions «coup de poing» au moindre mouvement des concur-

Microsoft se trouverait ainsi en tête de liste des entreprises susceptibles de tomber sous le comp des lois antitrusts américaines, selon l'avocat. Encore faudrait-il, précise-t-il, que l'administration dispose de « connaissances mises à iaur, de la volonté et des moyens publique, Ralph Nader espère dé- d'appliquer la réglementian néceslier les langues qui, eo privé, dé- saire à une économie libre, loyale et

Le 16 octobre, la Commission européenne a indiqué qu'elle a fait connaître à Microsoft ses réserves sur certaines de ses pratiques. Le commissaire européen à la concurrence, Karel van Miert, a envoyé une « lettre de griefs » à Microsoft, il y a six mois. La suite de la pro-cédure prévoit l'organisation d'auditions à huis clos des différentes parties concernées d'ici à la fin de l'année. L'enquête a été déclenchée par la plainte d'un industriel, dont le nom n'est pas révélé, qui estime que Microsoft abuse de sa position dominante dans sa politique d'octroi de licences et de ristournes. Une demi-douzaine de dossiers séparés mettant en cause l'entreprise de Bill Gates sont actuellement étudiés par les services de Karel van Miert. - (Reuters.)

Enquête de la Commission européenne

coop d'éclat de Raipb Nader intervient au moment même où Sun attaque Microsoft en justice. Les deux lettres d'invitation de l'avocat sont datées du 2 octobre.

Cinq jours plus tard, Scott McNealy a porté plainte contre l'entreprise de Bill Gates pour violation des accords de licence conclus entre les deux entreprises au sujet de Java, le langage de programmation créé par la société Sun. Cette dernière accuse Microsoft de tenter de détourner cette technologie à son profit par le biais de son nonveau logiciel de oavigation sur Internet, Explorer 4.0, lancé sur le marché le 1º octobre (Le Mande du 2 octo-bre). Cet outil intègre en effet la technologie Java, mais en la modifiant pour qu'elle fonctionne mieux avec les systèmes d'exploi-tation Windows de Microsoft.

Cette amélioration fait courir un risque mortel à Java, enfant chéri de Sun. En effet, Internet Explorer 4.0 est distribué gratuitement aux internautes du moode entier. On le trouve eo « bundle » avec de multiples logiciels du commerce. livré avec les ordinateurs doot 80 % fonctionnent avec Windows ou offert par les fournisseurs d'ac-

**PHILATÉLIE** 

cès à Internet. Sans parier des téléchargements sur la Tolle. Microsoft pèse si lourd sur le marché mondial des logiciels que la domination de Netscape sur les navigateurs poprrait souffrir de cette inondation.

#### LE RÔLE DU GRAND PUBLIC

Bill Gates vise ouvertement 50 % du marché mondial. S'il y parvient, Microsoft ferait coup double. D'un côté, l'entreprise prendrait la position de numéro un, dans un domaine dont elle avait sous-estimé l'importance stratégique lorsque, en 1995. Bill Gates n'avait venir la vague Internet.

De l'autre, la diffusion massive

d'Explorer 4.0 entraînera celle do Java modifié par Microsoft. Cette « adaptation » pourrait devenir la norme de fait. En beu et place de la version originale de Sun. Et le tour serait joué, une fois de plus, en faveur du géant de Redmond. D'où la vive réaction de Scott McNealy. En portant l'affaire devant la

justice américaine, le patron de Sun prend le risque de geler le développement de Java. Les développeurs, ces acteurs essentiels qui créent des programmes à partir de technologie de base comme Java,

vont attendre l'issue d'un procès qui pourrait départager les deux versions. Dans un tel climat, la conférence de Ralph Nader introduit un nouvel acteur dans la croisade des défenseurs de la concurrence : le grand public. L'image de Microsoft pourrait en sortir ternie auprès des consommateurs. Et l'administration américaine qui observe Microsoft depuis plusieurs années serait sans doute stimulée par cette sensibilisation populaire. Déjà, les lois antitrusts ont empêché Microsoft de racbeter l'éditeur de logiciels financiers in-

\*\*\*

72.15

700

Quri · · ·

7.

7.0

44 Lane 1990

P--

PORTRAIT

In ...

CC----

4

tuit. En août, le département américain de la justice a commencé une enquête sur l'acquisition de VXtreme, une entreprise californienne qui a créé un logiciel de diffusion de vidéo en temps réel sur la Toile, et sur l'investissement de 150 millions de dollars dans Apple, deux récentes actions de Microsoft. Reste à savoir comment Bill Gates va réagir aux assauts conjugués de l'administration, de Sun et de Ralph Nader, et s'il va accepter l'invitation de ce dernier à la conférence en novembre.

Michel Alberganti

PROBLÈME Nº 97229

♦ SOS Jeux de mots: 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).

supérieur. Fin mars. - 8. Reprit ses billes. - 9. Physicien et Nobel français. Réduire la pièce. - 10. Sortis. Aigri. - 11. Introdoit la qualité. Sur les bicyclettes, elles sont libres. - 12. Une solution qui évite les extrêmes.

Philippe Dupuis

# SOLUTION DU Nº 97228

## HORIZONTALEMENT

I. Traits d'union. – IL Rancœur. TVA. – III. Assoler. Rein. – IV. Pe. Ne. Etampa. - V. Emperlées. Ar. -VI. Zou. Aa. Na. Rs. - VII. Ite. Niçoise. - VIII. Structurée. - IX. Té. Réer. Nana. - X. Este. Sextuor.

## VERTICALEMENT

1. Trapéziste. - 2. Rase-mottes. – 3. Ans. Puer. – 4. Icône. Ure. ~ 5. Tolérance. - 6. Sée. Laités. - 7. Durée. Curé. - 8. Ur. Ténor. -9. Rasaient. - 10. Item. Seau. - 11.

# L'espace Sar. Lor. Lux... et le domaine de Sceaux

ÉMISSION COMMUNE au Luxembourg, à l'Allemagne et à la France, un timbre dédié à l'« Espace européen Sar. Lot. Lux », est paru le 17 octobre. Ses valeurs sont respectivement de 16 F luxembourgeois, 110 pfennigs allemaods (environ 2,60 francs et 3,70 francs) et 3 francs français.

La maquette, symbolisant les échanges transfrontaliers de la région, est signée Christian Broutin et la unse en page Charles Bridoux. Au firmat borizontal 36 x 22 mm, le timbre français est imprimé en béliogravure en feuilles de cinquante.

★ La Poste diffuse une pochette philatélique qui regroupe trnls blocs de deux timbres émis par chacun des pays (prix de vente : 32 francs).

Le 13 octobre, La Poste a mis en vente générale un timbre à 3 francs consacré au domaine de Sceaux (Hauts-de-Seine), dont Colbert, sur l'exemple versaillais, fit agrandir le château, dont Le Nôtre conçut le parc. Le timbre, au format borizontal 36 x 22 mm, dessiné et gravé par Jacques Gauthier, est imprimé en taille-douce en feuilles de cinquante.



k Souvenirs philatéliques : Cerde philatelique de Bourg-la-Reine-Sceaux, Robert Molttié, 6, boulevard Carnot, BP 3S, 92340 Bourg-

· P. J.

Ovipare. Nô. - 12. Nanars. Far.

# Le Mismite est édité par la SA Le Monde. Le reproduction de tout article est interdite sans l'accord





75226 PARIS CEDEX 05

#### **EN FILIGRANE** ■ Diana. Nevis a émis, le 19 sep-

tembre, im feuillet de neuf timbres à 1 livre en hommage à la princesse Diana, tandis que la République centrafricaine a surcbargé de la mention « Diana Princess of Wales (1961–1997) in memoriam» un feuillet de six timbres à 300 F et un bloc à 1 500 émis en avril dernier. ■ Guy Coda sur scène. Anteur des timbres sur les parcs naturels oa-

tionaux, émis en 1996 et 1997, Guy Coda est aussi guitariste dans le groupe de rock Purs mélanges, qui se produira le 29 octobre en soirée sur la péniche La Balle au bond, quai de la Tournelle à Paris.

■ Ventes. La vente sur offres Robineau (tél.: 01-47-70-16-90), clôturée le 21 octobre, propose plus de 2 500 lots, en particulier une collection de lettres ornées, une belle lettre avec 20 c noir Cérès du 1= janvier 1849, cachet d'arrivée du 2 (prix de départ : 15 000 F). Le catalogue de la vente sur offres

Bertrand Sinais (tél.: 01-48-78-29-80), clôturée le 24 octobre. référence plus de 10 000 lots, parmi lesquels une cullection de type Blanc sur lettres, de fortes rabriques de poste militaire et d'aérophilatélie (par Lemaître et Latécoère, 13 mars 1919; prix de

## Beaucoup plus longue, la mis-

**MOTS CROISÉS** 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

VII VIII

HORIZONTALEMENT

I. Avec lui, la fin est proche. -II. Bouffant par en bas. Ouverture sur la table. - III. Un bomme pour le Singe de La Fontaige. Grandes divisions géologiques. - IV. Conviendra. Attaque les fruits, les feuilles et les mains. - V. Victime d'un léger Capable d'éviter tous les débordement. Reste de mouture. VI. Harengère d'opérette. Ses déhordements étaient - S. S'attaque au chef et nous bénéfiques. Bas de gamme. - VII. casse les pieds. Manifestation Faire passer le courant dans le enfantine. - 6. Jeté par basard. public. - VIII. Sans aucune Note inversée. Mouvement sur le différence. Fit diversion. - IX. cbef. - 7. Portent au niveau PRINTED IN FRANCE

Variété de navet. En fin de verbe. - X. Reprendre ses notes sur le

VERTICALEMENT

1. Fait le vide autour de lui. - 2. Commun dans les ruisseaux, plus étonnant dans le regard. - 3. problèmes. - 4. Protecteur des espèces. Passeport international.

Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

# CULTURE

LE MONDE / SAMEDI 18 OCTOBRE 199

RENCONTRES La création sudafricaine sera au centre de la progremmation de Fin de siècle à Nantes, du 17 au 25 octobre et de la Cité de la musique, à Paris, les 18 et

19 octobre. ● PARMI les nombreux artistes présents lors de ces deux manifestations, la chanteuse Sibongile Khumalo apparaît comme em-blématique de l'ère Mandela. Elle se

produit devant un public multiracial, presse blanche loue son talent. ● NÉ EN 1949 à Bemoni, le multi-instrumentiste Pops Mohamed brandit la culture de ses ancêtres comme un

étendard pour ramener à la raison les jeunes Sud-Africains en voie d'acculturation. O DIRECTEUR de recherche au Centre d'études et de recherches internationales, Denis

Constent-Martin a effectué plusieurs séjours au Cap. 11 constate que depuis la fin de l'apartheid les créateurs redécouvrent aussi leurs

# Nantes et Paris célèbrent les artistes de la nouvelle Afrique du Sud

Le public français peut découvrir au CRDC de Nantes et à la Cité de la musique à Paris quelque deux cents créateurs venus de ce pays en pleine transformation. La chanteuse Sibongile Khumalo est devenue l'une des artistes emblématiques de l'ère Mandela

de notre envoyée spéciole « Voici venu le temps de nous réjauir ». Ce sont les premiers mots d'une chanson du disque de Sibongile Khumalo publié en Afrique du Sud en 1996. Avec ce premier CD de sa carrière musicale, sorti deux ans après la chute du régime d'apartheid, la chanteuse a voulu célébrer ce qu'elle appelle « la tapisserie sud-afri- 9 caine », tissée des mille fils musicaux qui coexistent dans son pays. Sa propre trame relie des genres artistiques qui ne se croisent pas sonvent: mezzo-soprano formée au classique, elle interprète aussi du Jazz, de la

síque contemporaine zoulou. Elle est l'une des quelque deux cents artistes invités à Nantes pour le Festival Fin de siècle à Joannesburg, du 17 au 25 octobre. Théâtre, danse, arts plastiques, cinéma et musique : le public va découvrir les différentes facettes de la création sud-africaine et rencontrer ces Noirs qui peuvent, enfin, s'exprimer au grand jour. Avec la fin des lois de discrimination raciale, leur talent n'est plus confiné aux seuls ghettos.

es america re

chants traditionnels ou de la mu-

Sibongile Khumalo est de ceux oni ont percé sur la scène nationale: elle se produit dans des salles naguère réservées aux Blancs, devant un public multiracial; la presse blanche, qui l'ignorait, publie des critiques plutôt laudatives. La chanteuse, née à Soweto, dans une township à l'extérieur de Johannesburg, est sur le point de connaître une carrière à la hauteur de son talent. vant des artistes et des intellectuels noirs, leurs visages s'illuminent: ils sont fiers de celle en qui ils reconnaissent un emblème de l'ère Mandela.

Alf Kumalo, le photographe de Nelson Mandela et de bien des artistes noirs, celui qui ne compte plus le nombre de fois où il s'est



Sibongile Knumalo, au Civic Theatre de Johannesburg en mars 1996.

fait casser son appareil photographique sous l'apartheid, adore tirer soo portrait. Zakes Mda, l'auteur dramatique le plus célébré en ce moment, admire « sa puis-

LE CHANT ET LE VIOLON

L'écrivain Mandla Langa, ancien responsable culturel de l'African National Congress (ANC), commissaire de l'exposition loodonienne Africa 95, qui cultive d'ordinaire un scepticisme mélancolique quant à la nouvelle Afrique du Sud (« Le Monde des livres > du 10 octobre), s'enthou-«Elle possède une vaix magnifique. C'est une gronde dome dont j'odmire les idées, lo philosophie. » Il l'a invitée à chanter dans un opéra dont il vient d'écrire le b-

. Née dans une famille de musiciens professionnels, elle étudie d'abard avec son père, Khabi

Milgoma, Elle s'oriente des l'enfance vers la musique classique, apprenant le chant et le violon. Elle est adolescente quand éclatent les émeutes lycéennes. en 1976, l'année où la répressioo policière fait un millier de morts à Soweto. Avec courage, elle persévère dans ses études musicales, obtenant ses diplômes à l'université du Zuhuland puis à l'université Wits de Johannesburg en 1983. Mezzo-soprano, elle interprète Bach, Haendel ou la Carmen de Bizet. A partir de 1994, l'année des premières élections libres. elle chante la Rhapsodie pour olto, hin la choist comme soliste dans Le Messie de Haeodel, qu'il dirige à Johannesburg et au Cap. Le London Philharmonic Orchestra. en tournée en Afrique du Sud en

1995, l'invite à chanter avec lui. \*Brohms est mon compositeur préféré, confie Sibongile Khumalo. En Afrique du Sud, les gens

disent que ses Lieder sont trop tristes, mais j'odore les chanter. Je viens oussi de donner Le Chant des enfants morts de Gustov Mahler: comme mère de trois enfants, je communie ovec le drame de ces Lieder et, vocalement, la portition constitue un défi pour

moi. » A Soweto, où elle a vécu

jusqu'à la fin de l'apartheid, elle n'oublie pas les autres musiques, plus proches de ceux qui l'entaurent

« Man père voulait que ses enfants connaissent aussi les différentes musiques indigènes d'Afrique du Sud, ajaote-t-elle. Zoulou, il naus a surtout fait écauter les musiques de son peuple, aioute la chanteuse. Plus tard, i'oi découvert celles des Pedis, dant les rythmes sant assez différents. »

CONTRE L'APARTHEID

Elle croise le jazz et les musiques populaires dans les rares centres culturels noirs des années 80. ces scènes militantes qui permettent aux artistes de se produire malgré la ségrégation. A Soweto, la Federative Unioo of Black Artists (Fuba) fait nsage d'agence artistique pour les professionnels et propose des cours aux amateurs : la chanteuse y dirige un temps le département musique.

De son côté, le Funda offre des résidences pour les artistes ogirs : Siboogile Khumalo y travaille comme coordonnatrice, de 1986 à 1989; aujourd'hui, elle est eocore membre de son conseil d'administration. Plongée dans le grand bouillonnement des artistes mobilisés cootre l'apartheid, elle loue avec la troupe multiraciale Junction Avenue Theatre Compa-

du chômage, des dysfonctionne-

ments de la justice et de l'incapa-

cité de l'Etat à lutter contre les

vols de vaiture à main armée au

le trafic de drogue. La vision an-

gélique de la démocratie a cédé

litique, marque par les luttes

pour le pouvoir personnel et la

corruptian... Les artistes re-

trouvent comme jamais leurs tra-

ditions. Les musiciens cherchent à

ny, fondée par le peintre et metteur en scène William Kentridge - celus-là même qui présente à Nantes san extraordinaire Ubu ond the Truth Commission.

Pour ses concerts en France. l'artiste a choisi de chanter des programmes différents, puisés dans san répertaire africain constitué de chants à réponse, de berceuses, de mélodies traditionnelles et de campasitians contemporaines. « A présent, en Afrique du Sud, les musiques indigènes sont mains stigmatisées. moins méprisées, et leur mécannaissance va en diminuant. Mais leurs interprètes ne recoivent pas encore le respect et le soutien actif qu'ils méritent. Je veux cantribuer à leur danner de la puissonce. » A Paris puis à Nantes, elle se produit avec trois choristes et le quartet du pianiste Moses Molelekwa. Le poblic français ne devrait pas manquer de lui témoigner son « soutien ac-

#### Catherine Bédarida

★ Le 18 octobre, à 20 h 30. à la Cité de la musique à Paris (tél. : 01-44-84-45-00) ; le 19, à 17 heures, à l'église Saint-Georges-des-Bati-gnalles de Nantes (tél. : 02-40-12-14-98), Son CD Ancient Music (Sony CDCOL 8001 P) n'est pas distribué hors d'Afrique du Sud.

# **DENIS** CONSTANT-MARTIN

TROIS QUESTIONS À

Centre d'études et de recherches internationales, musicologue, vaus avez effectué plusieurs séjours au Cap. Qu'en est-il de la vialence naguère attachée aux ghettos?

Elle a perdu sa dimensian politique mais gouverne la vie quotidienne. Elle est un produit dérivé

● Fin de siècle à Nantes. Du 17

Sélection

unifier un paysage d'une infinie richesse - chants ruraux, jazz toujaurs très vivace, art lyrique et religieux, musiques communautaires, celle des Indiens ou des métis du Cap, néo-traditiannel urbain, etc.

> C'embargo culturel a été critiqué a posteriori. A-t-il entravé l'essor de la culture en Afrique du Sud ? D'une certaine manière, oui.

Ainsi, un récent congrès d'ethnomusicologia a permis de mesurer à quel paint le pays avait été iso-

lé, comment les chercheurs avaient été écartés des débats de leur discipline. A cause de l'apartheid, nombre de musiques traditionnelles n'ant pas été enregistrées de façan satisfaisante. chez leurs vaisins. Ils redécauvrent le reste de l'Afrique sans refuser les formes classiques de l'art occidental.

3 Cela peut-il banaliser le style sud-africain, cette sonorité qui a băti, par exemple, le succès international de Graceland, l'album da Paul Simon?

Le marché du disque est daminé par la dance locale, la jeunesse écoute le reggae de Luckie Dubbe et la rumba zairoise a fait une entrée massive dans les townships. La signature musicale sud-africaine demeure cependant, et elle est recannaissable entre toutes.

Propos recueillis par

# Pops Mohamed, fils des townships et de Jimi Hendrix

 CELUI qui ne connaît pas son passé ne peut pas préparer son avenir »: « Si tu ne sais pas où tu vas, regarde d'aù tu viens »... En Afrique, quelle que soit la manière dont il

> PORTRAIT\_ Ce multi-

instrumentiste lutte contre l'acculturation de la jeunesse

est formulé, il v a toujours un pro-

verbe pour rappeler à l'homme l'importance de ses racines. Pops Mohamed est africain. Multi-instrumentiste, né en 1949 à Bemoni, dans les faubourgs de Johannes-burg, il met en pleine lumière et avec originalité les traditions musicales de son pays. Il brandit la culture de ses ancêtres comme un étendard pour ramener à la raison les Jeunes Sud-Africains en voie d'acculturation : « Aujourd'hui, les Etats-Unis déversent sur nous du rap qui parle de drogue, de sexe, de choses absurdes. Notre jeunesse, hélas, adore ça. Il faut lui redonner conscience de son identité, lui rappeler d'où elle vient. Dans toute société. il est essentiel de réhabiliter la mu-

sique traditionnelle. » Pour intéresser la jeunesse des townships, depuis quatre ans accrochée au « kwaito », l'adaptation locale du hip-hop, Pops Mohamed est allé à Londres en vue d'enregistrer son prochain album, souhaitant fusionner jungle, drum'n'bass, le « Typical London Sound », avec des musiques ethniques d'Afrique du Sud. « Les mômes vont être surpris en boîte. Quand ils apprendront que ces sons bizarres sont la musique des bushmen, ils vont vouloir approfondir, aller dans les magasins de

disques pour découvrir leur vraie culture. » Ici. la décoovenue les guette. Peu ou pas d'enregistrements dans les bacs. Pops Mohamed lui-même en a cherché pendant des années. Devant cette pénurie, il décida un jour de partir, armé d'un magnétophooe, en quête de sons authentiques, directernent sur le terrain.

En 1995, ses pas le mènent en Namibie, dans le désert du Kalahari. Il y rencontre le peuple San (ou Khoi-San), Pun des groupes ethniques isolés de cette région. Leur musique, irriguée de spiritualité, est en train de disparaître. Les enfants, à qui l'on enseigne là-bas les ruses de la chasse en courant après les papillons, finissent tous par quitter le désert. A la ville, ils découvrent la violence, la drogue, l'alcoal, la prostitution et.\_ d'autres musiques.

**INVERSER LE COURS DES CHOSES** Pops Mohamed veut inverser le firmeste cours des choses. Dans son dernier album, superbe de fraîcheur et d'invention (How Far Have We Come?, sous le label MELT 2000, distribué par Média 7/ Concord), il intègre dans sa mnsique des voix, des sons du Kalahari, mélange les instruments de cette région à d'autres, telles la harpe kora de l'Afrique de l'Ouest ou la mbina le « piana à pouces » du Zimbabwe.

La kora, il la découvre grace au musicien gambien Dembo Konte, qui l'initie aux subtilités de l'instrument lors de sa visite en Afrique du Sud en septembre 1994. Loin des prédateurs qui « emprunte ot » sans vergogne leurs traditions à certains peuples, Pops Mohamed intègre sans la dénaturer la matière vivante qu'il a collectée. Il reverse une partie des bénéfices des ventes

de son disque à une fondation Khoi-San. Pour aller plus loin dans l'exposition des musiques traditionnelles, il crée son propre label, Kalamazoo Music. Un oom choisi en référence à une township située à l'est de Johannesburg dans laquelle cobabitaient différentes communautés, avant que les autorités ne la fasseot raser, comme elles le firent avec Saphiatown. C'est à Kalamazoo que Pops Mohamed, enfant, entend pour la première fois des instruments traditionnels africains. Il y fréquente alors des habitants originaires du

Avant de se lancer dans les expé-

riences et les mélanges qui font aujourd'hui sa marque singulière, comme tous les adolescents révant de devenir musiciens à la fin des années 60. Il est fasciné par limi Hendrix et Santana. Il se fabrique sa première guitare, monte son premier groupe, joue de la pop et de la kwelo, la musique sud-africaine au pipeau guilleret (le penny whistle) qui prétigure le mbaqanga, un autre genre festif popularisé par Mahlathini. Puis il s'intéresse au jazz, travaille avec le saxophoniste Basil Coetzee. Un univers qu'il continue de fréquenter. Cette musique à l'esprit libre lui convient. Outre ses enregistrements effectués sur le terrain, son travail en studio et les concerts, il ankne régulièrement des workshops « pour semer la graine dons l'esprit des jeunes enfants. Car si l'on perd sa culture, on perd son identité, le respect de soi-même et des autres, le sens du contact »

Patrick Labesse

\* A l'Olympic, Nantes, le 23 octo-

au 25 octobre. L'ancienne usine LU accueille l'essentiel de la programmatioo musicale, chaque jour à partir de 23 h 30 et jusqu'à 5 heures, sauf le dimanche 19 (Charale d'Alexandra à 11 heures) et le lundi 20 (relâche). Grand orchestre de percussions et de marimbas Amampoodo (les 23, 24 et 25), chanteuse zouloue Busi Mhlongo (les 21 et 22), rencontres entre Paris l'Africaine et Jo'bourg (le 25)... Des ffûtes, do penny-whistle, de l'accordéon (Vusi Ximba, le 17) à l'Olympic, salle charmante. Des chants Xhosa (Ngqoko Cultural Group. les 21 et 22) dans les églises, du Jazz partout (Darius Brubeck, fils de Dave, les 24 et 25 à la salle Paul-Fort). Fin de siècle, c'est aussi du théâtre (William Kentridge présente Ubu and the Truth Commission an Hangar Wilson les 17, 18 et 19), de la danse et du cinéma. Dégustation de vins sud-africains, café littéraire, art contemporain et photographie habillent ce qui fait le fonds de Pin de siècle : les débats, coanimés par Le Monde (Les crimes et la mémoire. Identités culturelles et citovenneté. Violence urbaine. Ecocomie), CRDC de Nantes, tel: 02-40-12-14-34. ● A la Cité de la musique à Paris, Voix d'Afrique du Sud, le

18 octobre à 20 heures, chants du Kwazulu Natal, Sibongile Khumalo. Musiques et danses des townships, le 19 à 16 h 30, Gumboot Dance (danses urbaines de Durban), Ingoma (chants et danses zoulous), Kwela (orchestre de penny-whistle). Cité de la musique, 211, avenue Jean-Jaures, Paris 19. Mº Porte-de-Pantin. Tél: 01-44-84-44-84, 100 F.



# Al Sur, ou le Sud pour horizon

# Le label expose quelques-unes de ses meilleures signatures sur la scène de la Maison de la musique à Nanterre

QUI L'EÛT CRU? Oans un marché dominé par la variété et tenu par les majors, les labels indépendants consacrés aux musiques du monde durent et perdurent. Pour fêter ses dix ans, Buda Musique prévoit de lancer en novembre une oouvelle collectioo, « Ethiopiques », dirigée par Francis Fal-cetn, coosacrée aux musiques éthiopiennes. Al Sur affiche ce mois-ci cinq années d'existence. Pour marquer l'événement, il choisit la formule avec laquelle un autre label, Silex, s'était distingué en 1992 et 1993 : un festival, proposant quelques-uoes de ses meilleures signatures. Organisé en collaboratioo avec la Maison de la musique de Nanterre, le Fesrival des musiques du Sud se déroule du 17 au 25 octobre.

L'Oranais Kadda Cherif Hadria, dunt l'album Diri Kitabri, surti eo 1995, reste eocore aujourd'hui l'un des meilleurs disques de fusioo-rai, ouvre la manifestarioo, qui s'achèvera par une soirée gitane avec le guitariste Moreno. l'accordéoniste roumain Roberto de Brasov, et Gitans de Perplgnan. Les musiciens gitans, Michel Pagiras, directeur artistique d'Al Sur, les fréqueote depuis longtemps. C'est d'ailleurs un peu grâce à eux qu'il change un jour son fusil d'épaule, laissant tomber ses labels de jazz, S2º Rue et Veots du Sud, pour se lancer dans l'aveoture des musiques du moode: « A l'époque, je travaillois déjà chez Médio 7 [distributeur d'Al Sur]. On distribuait un label nordique, Hot Club Records, qui ovait travoille sur les monouches fronçais. On s'est dit, c'est quond m*ème fo*u q*ue ce soient des gens* du

Nord qui viennent enregistrer le peuple rom en France. Je collaborois alars ovec un ingénieur du son manauche. Il m'a présenté des Gi-

tans de Perpignon. » Dans la même période, l'ethnomusicologue italien Antonio Baldassare lui propose des bandes de musique Gnawa qui o'intéressaieot personne eo Italie. Puis un ami lui fait reocontrer Kudsi Erguner, musicien classique turc installé en France depuis 1972. Arrive eosuite l'Espagnol Pedro Aledo. avec l'un de ses enregistrements. « Nous nous sommes retrouvés olors ovec cinq disques dons les

JEAN-JACQUES GOLDMAN 1

**ROLLING STONES** 

ARTISTES DIVERS

PORTISHEAD

JOE COCKER

JANET JACKSON

ANDREA BOCELLI

Période du 5/10 au 11/10 inclus

mains qui ovaient la Méditerranée en commun. » Al Sur voit le jour. Cinq ans plus tard, l'idée de départ a évolué. « Nous naus sommes outorisés quelques petites échoppees. La Méditerranée ou sens musical est beoucoup plus grande que la géographie. Nous avons inclu par exemple l'Iron, et récemment des musiques d'Arménie [l'eo-

**BUDGETS MINIMUMS** 

Across from Midnight

Les meilleures ventes d'albums en France

Depuis sa création, Al Sur a sorti enviroo cent dix titres. Quelques-uos dispensables, mais beaucoup très recommandables.

BARCLAY -

BARCLAY

CHRYSALIS

MERCURY

POLYDOR

voire exceptionnels, tel le premier disque du joueur d'oud algérien Alia, Faundou de Béchar (melileure vente du label: 10 000 exemplaires) ou l'intégrale du rodifinstrumeotal, le répertoire de la musique savante persane, enregistré par le joneur de hiths tôr et setâr Dariush Tala'i. Cette aboodance de titres porte en filigrane l'une des réalités des musiques du mnnde: les budgets de productioo soot réduits au minimum. Pour Michel Pagîras, cela va dn prix d'un billet d'avioo quand il s'agit de collectage sur le terrain à un maximum de 60 000 francs en

Sol en St. beau geste annuel

des vedettes du Top français

pour les enfants victimes du si-

da erregistré en concert, passe

de la 31º place à la 3º . Là

7º place de The Velvet Hoo, de

lanet ladison, confirme le suc-

cès d'un abum oui le mérite. Le

double album like et best-of

des Phoes entre au 14 rang. An-

drea Booss remise Romanza au

15 rang pour occuper is 9° avec

un zapping dans l'art livique ita-

lien. Viaggio italiano. André

Rieu, violoniste hollandais qui di-

rige un orchestre de musique lé-

cèse, crimpe à la 11º place grâce

à un panaché de Valses qui

plaisent. Au revon des compila-

tions, La Voix du sêde de Maria

Calas perd trois places au profit

de la dance et de la spirituaité.

new-age, tandis que le Spice up

your Life des Spice Girls entre au

studio. Kudsi Erguner aime travailler avec Al Sur, « onimé por un intérêt possiannel plutôt que commerciol». Il y a édité des documents sooores, ootamment des enregistrements de soo père Ulvi Erguoer, joueur de flûte ney comme lui, ancien haut-fooctioopalre à la radio oationale turque.

Rudsi Erguner a effectué plu-

DÉPÊCHES

■ CLASSIQUE : le planiste Manti-

zio Pollini revient à Chopin, dont il s'apprête à publier les Ballades, chez Deutsche Grammophon. Egalement

annoncée chez le même éditeur, une intégrale du Premier livre des Préludes de Oehussy et le Premier

concerto pour piono, de Rachmani-

nov, interprété par Krystian Zimer-

man et l'Orchestre symphonique de

Les lecteurs du magazine Dia-

pason ont élu la mezzo-soprano

Anne Sofie von Otter artiste de

l'année 1997 pour trois enregistre-

ments publiés par Deutsche Gram-

mophon: La Bonne Chanson « mélo-

dies fronçoises », des lieders de

Mahler et Zemlinsky (directioo de

John Eliot Gardiner) et des airs

d'opéras de Gluck, Mozart et Haydn

■ JAZZ: le saxophoniste Steve

Coleman ajoutera à son impor-

tante discographie un double al-

bum dont la parution mondiale est

prévue pour le 10 novembre. La mu-

sique a été enregistrée eo mars à

New York avec sa formation Five

Elements et en avril avec un en-

semble de vingt-cinq musiciens.

dnnt Ravi Coltrane, Greg Osby,

George Lewis, Raipb Alessi, un qua-

mor à cordes et des percussion-

nistes cubains. Steve Coleman est

l'un des rares artistes de jazz améri-

cain à être produit par la division

France d'une major, en l'occurrence

RAP: les producteurs du single

11'30 contre les lois racistes ont re-

mis au MIB (Mouvement de l'immi-

gration et des banlieues) un chèque

de 500 000 francs, fruit des ventes de

ce disque. Enregistré en mars par

une vingtaine de rappeurs (dont

IAM, Passi, Assassin...) réunis à l'ini-

(direction de Trevor Pinnock).

Boston dirigé par Seiji Ozawa.

sieurs enregistremeots pour Al Sur, doot le remarquable Psaumes de Yumus Emré, avec Yusuf Bilgin, un muezzin d'Istanbul, ou Chemins, sa dernière productioo, superbe duo avec le jeune joueur de vièle kéménçé Derya Turkan. Du 23 au 26 octobre se déroole à Marseille le Womex (Worldwide Music Expo), marché professioooel et international dédié aux musiques du monde. Al Sur y sera. Comme tous les producteurs français indépendants de musiques du moode, qui pour l'occasioo se sont réunis eo vue de sortir un coffret de quatre CD et y tenir un stand ensemble. Un front commun indispensable, mespéré pour Michel Pagiras : « Pendont quinze ons, nous avons essayé d'orriver à ço dons le jazz et nous n'y sommes jomois parvenus. »

#### Patrick Labesse

\* Foundou de Béchar, par Alia : 1 CD ALCD 110. Radif, par Dariush Tala'i: 5 CD ALCD 116 à 120. Chemins, par Kudsi Erguner (avec Derya Turkan): 1 CD ALCD 229, Distribués par Média 7.

\* Festival des musiques du Sud, du 17 au 25 octobre. Maison de la musique, 8, rue des Anciennes-Mairies, 92000 Nanterre, Tél. : 01-

41-37-94-20. De 30 F à 120 F.

# Henri Ronse, çois Marillier (arrangements, proincarcéré

Henri Roose, metteur en scène et directeur du Nouveau Théâtre de Belgique (NTB), a été inculpé, le 15 octobre, de faux, usage de faux, abus de confiance et fraode aux subventions par le juge d'instruction Jean-Claude Van Espen et placé sous mandat de dépôt à la prison bruxelloise de Forest. Le juge agissait dans le cadre d'une instruction ouverte en 1995 relative à des irrégularités dans la gestion du NTB. Henri Ronse est soupçonné d'avoir utilisé à des fins personnelles des subvections destinées au NTB, et d'avoir établi des fausses factures pour masquer ces détournements. On lui reproche également d'avoir effectué des « dons » illégaux à un théâtre de Dreux, en France, où Henri Ronse possède une résidence secondaire. Le mootant des sommes détournées s'élèverait à 20 millions de francs belges (3,2 millions de

une vive émotioo dans les milieux artistiques bruxellois, Henri Ronse étant considéré comme l'un des plus importants créateurs helges. Un comité de soutien s'est constitué, composé de journalistes et d'écrivains, comme Pierre Mertens, Jacques De Decker ou Yvon Toussaint. Ce dernier, interrogé par Le ... Mande, trouve « disproportionnée » cette mise en détention provisoire ; « Elle ne pourrait se justifier que s'il y ovait un risque de dissimulation. des pièces à conviction, ou de tentative de l'inculpé de se soustraire à la justice. Or l'instruction sur les faits reprochés à Ronse o commencé il y o deux ans. Pendant toute cette période, il n'o rien fuit de tel. Pourquoi cette incorcération ou-

Cette arrestatioo a provoqué

Henri Roose, cinquante et un ans, est né à Bruxelles, mais il a effectué une bonne partie de sa carrière théâtrale en France, où il fut dans les années 70 directeur du Théâtre Oblique à Paris et animateur du Festival d'Anjou. Il dirige le Nouveau Théâtre de Belgique depuis 1980, où il a créé des œuvres des Autrichiens Georges Tabori et Thomas Bernhard, et signé des mises en scène de Büchner, Strind-berg et Wedekind.

Luc Rosenzweig

# SÉLECTION DISOUES

#### **NICOLAS DE GRIGNY**

Les Hymnes Serge Schoonbroadt (argue)

D'ordinaire les organistes abordant la musique française ne comprennent pas que les récits (tierces en tailles et autres récits de cromorne) dolvent être calqués sur la déclamation vocale, pressive et éloquente. Ce n'est pas le cas du jeune Setge Schoonbroodt, qui déclame vite mais avec une éloquence rarement rencontrée - chez Bernard Coudurier, sous label BNL jusqu'alors, et de manière générale chez les organistes touchant le clavecin. Il cbante? Rien d'étonnant : il est chanteur. Et pour preuve, les intercalaires grégorleos qo'il entonne entre les versets d'orgue. L'Instrumeot est le Clicquot de Poitiers somptueusement restauré (Boisseau-Cattlaux, 1988-1994), aux aoches belles comme l'aube. Oisque discret (production maison, mais soigoée) et néanmoins esseotiel. ★ 1 CD Etoile Production EP 6001 (Diffusion: L'Alpha l'Omega,

THE YOUNG

GIUSEPPE DI STEFANO Œuvres de Bixio, Donizetti, Masse

La pochette est impossible : le jeune Di Stefano des années 1944-1950 en robe de chambre blene de soie à pois blancs, le poitrail bi-

LE DERNIER ALBUM de Michel Sardou

s'appelle Solut - interjection en forme de re-

buffade amicale. En cette période politique-

ment délicate, avec sa cnurse aux 35 heures et

ses flèches décochées aux familles aisées, le

chanteur du France ne pouvait rester en re-

Dans un entretien accordé au Figaro, il juge

la droite française « orchoique », ajoutant

qu' « avec les sociolistes, nous ne sommes pas de

lo même famille, mois pos ennemis. J'oimerais

que le pays reprenne confiance, que les gens re-

lèvent lo tête et que d'un seul coup, hop, ça re-

parte ! ». Tout cela méritait bien un refrain :

Sardou est un habitué des chansons d'actuali-

té. C'est sa façon à lui, dit-il, de faire du jour-

nalisme. En 1976, quand la polémique sur le

procès de Patrick Henry, accusé du meurtre

d'un enfant, s'enflamme, Michel Sardou

chante Je suis pour (la peine de mort) ; quand

la France défile pour l'école privée, il entonne

Les Deux Ecoles. Il y eut le bon temps des colo-

nies, le clin d'œil au vieux Maréchal et l'abo-

mination de l'avortement. Solut enrichit la

chronique ordinaire des choses ordinaires -

les illusions perdues, les certitudes de l'tout de suite que derrière l'amoureux se

jouté, jouant de la guitare sur son balcon. Mais le contenu est de premlère main : voix virile, aux voyelles claires, ne burlant jamals, sans chichis, sans trucs. Les couleurs, l'expression, la musique, jusque dans d'impossibles romances aux atours indéniablement érotiques. La grâce, précise

★ 1 CD Testament SBT 1096

FRANK SINATRA **RED NORVO QUINTET** 

Live in Australia, 1959 Géoéralement le nom de Frank Sinatra est associé, lorqu'il s'approche du jazz à des big bands (doot ceux de Tommy Oorsey, Count Basle, Duke Ellingtoo, Buddy Ricb...) et lorsqu'il s'en éloigne à des arrangements toujours soignés du genre dit de \* grande variété ». Ici, Sinatra est en petit comité, avec le quintet du vibrapboniste Red Norvo. C'est plus ioatteodu, plns rare dans l'image que l'ori se fait de Sinatra, riche d'eoseignemeot sur ce qu'un chanteur peut faire avec des mots lorsqu'il les fait swioguer. La forme est à l'épure. Sinatra passe eo revue des succès qu'il a déjà souveot chaotés comme I Get o Tramp, Come Fly With Me et il se hisse sans effort à une dimension - phrasé, expressivité, faux relâchement - inatteignable par tous ses suiveurs, doot le modèle déposé est le chanteur italo-améri-

calo cher aux films de Martin Scorsese, de Francis Ford Coppola et de Woody Allen. Et l'orchestre n'a plus qu'à se laisser emporter par son chanteur qui agit avec la justesse, l'envie de conquête des grands instrumentistes du

★ 1 CD Blue Note 7243 8 37513 2 7. Distribué par EMI.

JANET JACKSON The Velvet Rope

A priori, on n'attend pas grandchose d'autre de la petite sœur de Michael Jackson que de la musique pour cours d'aérobic. Or, Janet livre enfio, avec The Velvet Rope, un disque surprenant. Toujours épaulée de ses producteurs Jimmy Jam et Terry Lewis, véritables O.S. des machines à danser, elle évite l'efficacité des rythmes osteotatoires pour préférer des chemins détournés et introspectifs. Bien sûr, cette quête intimiste est menée avec beaucoup de roublardise. Pas question pour la « reine de la pop » de oégliger le moindre détail formel. A mille lleues pourtaot des clichés sirupeux du rhythm'o'blues contemporain, elle assombrit son univers soyeux, le mine de trouvailles intrigantes et de confideoces ioattendues. Single exemplaire, Gat Til It's Gone échantillonne la mélancolie éthérée de Joni Mitchell - chanteuse blonde et folk, 500 antithése en quelque sorte -, et invite le rap conchalant de O-Tip. leader des très invennifs A Tribe Called Quest, pour un funk décalé et eotétant. A plusieurs reprises, on sent soo ambitioo lorgner du

côté de Marvin Gaye, période Whot's Going On. Une voix trop lisse, un registre trop mince l'empêchent d'approcher ce mys-

Top Single (13\*).

\* 1 CD Virgin, 7243 8 44762 29.

RACHEL DES BOIS

De Rachel des Bois, on retiendra tout d'abord qu'elle aime les variétés. Dans ce qu'elles ont de plus réjouissant, de plus solidement quotidlen. Tidom commence justement par une Jolie rengaine du mêmenom, aérienne, à fredonner avec légèreté et cruauté (elle le quitte). Puis, Rachel des Bols, qui débuta chez Zingaro, avant de gagner une Victoire de la musique catégorie espoirs, sort les dents et la grosse artillerie de l'humour et de la parodie. Drog lo meuf in libère les esprits du raggamuffin, comme genre moderne, tandis que pleuve ot les accords arabisants, les airs klezmer, les pistons d'un graod circus magique (Fille de mouvoise vie) sur l'héritage réaliste. Plaisir solitaire (Du bout des doigts), mensooges et abus de pouvoir des bumains sur euxmémes (On en veut encore), Rachel des Bois o'a aucun complexe à traduire en valse rose, en rock guimauve (I Love Me), en javas louches et eo swing créolisé des évideoces du temps : «Les gros problèmes d'argent, J'sois pas quoi dire » (une remarque qui lui permet d'éooocer quelques succuleotes évideoces, du genre : «C'est en noissont un jour que commenço mo vie »). Avec Fran-

grammation), Rachel se mêle de tout, des paroles, de la musique, des Idées biscorques, immédiatement repérables par le commun des mortels. C'est le plaisir retrouvé dn music-hall. ★ 1 CD Barday 537568-2

NAMIBIE Chants des Bushmen

Ju'hoansi Dans un entretien récent (Le Monde du 30 septembre), l'ethnomusicologue Gilbert Rouget déclarait qu'il y avait urgence à s'occuper des mosiques de traditioo orale « profondément intégrées à lo vie, à lo génétique même » des groupes ethniques. Ces enregistrements, effectués eo 1995 auprès des Ju'boansi, établis dans le désert du Kalahari en Namibie, participeot à cette actioo. Les Ju'hoansl ne soot plus que trois mille aujourd'hui en Namibie, un chiffre qui porte eo filigrane un cri d'alarme. D'où l'importance de ces témoigoages proposés par Ocora, méme si leur côté apparemmeot répétitif peut être moootooe à l'auditeur oéophyte. Chez les Ju'hoansi, la musique vocale o'est pas sans rappeler celle des Pygmées, par l'utilisation du cootrepoint et du yodel qui alterne voix de poitrine et voix de tête. Elle s'exprime à travers des chants d'initiation et de guérison - parfois détournés eo divertissement -, des chants pour accompagner la chasse ou les jeux. Par exemple, L'Arbre zagn dans lequel

les voix des femmes et des fil-

lettes, accompagnées de claque-

meots de mains, soot censées imi-

ter le frémissement des feullies,

indiquant que les fruits du zaqn sont mûrs et hons à manger. P. La.

#### ★ 1 CD Ocora. C 560117. Distribué l'amour, les amants et les amantes, les macache un récent condamné libéré des Baupar Harmonia Mundi. riages routiniers et les boîtes à rythme - memettes. Quelle misère ! née par Michel Sardou. Trois voix, trois crooners pour défendre le La chanson d'actualité de son nouvel album droit au Phocéa, à l'hôtel particulier durement gagnés: pour les boums, Man dernier

s'appelle Mon dernier rêve sera pour tai. Un trio (Jacques Revaux, Michel Sardou, Oidier Barbelivien) a su décrire les malheurs de l'homme à succès, le maudit, le forçat à qui l'huissier pique tout : « Ils ont pris mes stylos, mon bureou, mes popiers, retrouvé dons mon dos, mes foctures impoyées... Je les oi vus satisfaits du devoir occompli, les médias, le Polais, et puis tout c'qui s'en suit. Mais mon omour, ils l'ouront pas. » Derrière le « je » du narrateur se profile un ex-homme d'affaires, ex-ministre, à qui personne ne songerait à donner un pseudonyme tant il a pris l'habitude de s'exprimer en clair. Au début, la chanson peut laisser croire qu'il s'agit d'un camarade chanteur, d'autant que le « mois mon omour, ils l'ouront pos » est repris avec une fougue peu habituelle par deux piliers quinquagénaires du rock français, Eddy Mitchell et Johnny Hallyday. Mais voici qu'au troisième couplet apparaît un bateau (saisi lui aussi), et l'on sait

Michel Sardou et les damnés du fisc

rêve sero pour toi, avec solo de saxophone, samplers binaires, est un vrai rock à danser. Bernard Tapie, qui a su chanter avec une grace toute machiste Le Blues du businessman, a décidément la cote dans la variété. A peine sorti de prison, le voici en studio avec Doc Gynéco et objet d'identification pour les persécutés des impôts. C'est, a avoué Sardou au Journal télévisé de TFI, Jacques Revaux qui fut la victime des tatillons de l'Etat, ajoutant qu'évidemment le bateau avait été ajouté en référence à Bernard Tapie, l'as du redressement d'entreprise. Par la grâce de la chanson, OJ Pita et Or Tapie abolissent la fracture sociale, réconciliant la France des riches, des imposables imposés et celle des post-Rmistes qui zonent à Sarcelles en révant que leur cité craque avant de devenir le paradis des vrais paumés.

Véronique Mortaigne



tiative du cinéaste Jean-Prançois Richet (Mo 6-T va crack-er), le titre s'est vendu à plus de 60 000 exemplaires et a atteint la trente-septième place du top single, un record pour un simple aussi long. metteur en scène,

the control of

ATT THE THE STATE OF STATE

RELEASE TO SEE

TACLES OF STREET

TAN THE SECOND

STEELS IN NORTH

Sec. 2.

ا بيا

2011

CLITT:

. . . . . .

W. 1

1274

à Bruxelles BRUXELLES

Tél. : 03-81-81-10-72).

net, Thomas, Cilea, Puccini, Verdi....

LE MONDE / SAMEDI 18 OCTOBRE 1997 / 33

Michel Deutsch et le directeur de l'Odéon cosignent le texte d'« Histoires de France »

La troupe de l'Odéon fait sa rentrée au service dernières œuvres, comme celle-ci, n'ont de cesse d'hommes de l'art engagés dans leur siècle. De de d'un nouveau texte de son directeur, Georges La-d'interroger l'histoire récente pour dépeindre les Gaulle à Mitterrand, dans le regard de Français vaudant, cosigné par Michel Deutsch dont les petits espoirs et les grandes désillusions ordinaires, quelques pages d'histoire moderne.

وحدامن الامل

HISTOIRES DE FRANCE, de Michel Deutsch et Georges Lavaudant. Mise en scène : Georges Lavaudant. Avec Anne Alvaro, Gilles Arbona, Marc Betton, Jérome Derre, Pascal Elso, Catalina Carrio-Fernandez, Sylvie Orcier, Annie Perret, Mohamed

> Laurent Stocker, Marie-Paule ODÉON THÉÂTRE DE L'EU-ROPE, 1, place Paul Claudel, Paris 6. M. Odéon. Du mardi au samedi à 20 heures ; dimanche à 15 heures. De 30 F à 170 F. Durée : 2 h 15. Jusqu'au 23 no-vembre. Tél. : 01-44-41-36-36.

Rouahbi, Richard Sammut,

Les Histoires de France qui ouvrent la saison de l'Odéon jouent sur un double tableau: le grand et le petit. De Gaulle, Mitterrand, Staline, George Marshall, Sartre, Heiner Müller, Malraux, Duras, Beauvoir et Françoise Sagan côtoient sur le plateau les membres d'une famille française elargie: une grand-mère dans un fauteuil, une mère popote, un père communiste, un oncle qui s'en fiche, un voisin amateur du terroir.

une voisine de droite, des enfants. Nous sommes au tout début des années 60. En deux heures et quart, nous traverserons trente-cinq ans d'histoire écrite en pointillé, au rythme des souvenirs, des espoirs, et des illusions perdues de Michel Deutsch et Georges Lavaudant. Georges Lavaudant est né en 1947, Michel Deutsch en 1948. Ils ont bu le lait de Pierre Mendès France. grandi avec le tour de France d'Anquetil et les morts de Charonne. appris la rage avec le rock, la politique avec les amis. Ils appartiennent donc à la génération de 1968 que Hervé Hamon et Patrick Rotman mettent en scène dans leur livre Génération ; c'est ce livre qu'ils réécrivent sur scène, à leur façon. Alors que Hamon et Rotman jouent sur le côté « successstory » des « héros » de mai 68, Deutsch et Lavaudant racontent la « tristesse-story » de leur généra-

Ils ne prétendent pas faire œuvre d'historien. «Histoires de France est une sorte d'inventaire intuitif, de forage hasardeux, un filtre, un rêve éveillé », annonce Georges Lavaudant. C'est donc un spectacle subjectif, où la petite histoire contredit volontairement la grande. Les figures politiques sont traitées avec une désinvolture proche du cynisme, alors qu'une forme de tendresse passe dans le regard sur les « petites gens » de la famille.

JUSQU'AU MALAISE

Les politiques sont des pantins - au sens propre pour de Gaulle et Mitterrand, tenus à bout de bras par des comédiens qui leur domient leur voix : au sens à peine figuré pour Sartre, Malraux, Staline, Marshall et Müller, caricaturés jusqu'au malaise. Voir André Malraux accroché à un potean électrique, défoncé de cocaine, Sartre et Müller assis par terre, défaits - ce n'est pas gai. Ça devient pénible quand arrivent Duras, Beauvoir et Sagan figurées en harpies titubant d'alcool.

Du côté de la famille, les rôles sont répartis de façon que chacun s'y retrouve. Trop. A force de coller à leurs personnages, la mère, le père, l'oncle et les autres finissent par ressembler à des héros de bande dessinée. A deux exceptions près : la grand-mère, qui est jouée par... Marc Betton, et Monsieur Khader, interprété par Mohamed

Rouabhi. Elle, à cause de sa gourmandise oublieuse, lui d'une mélancolie qui ne s'avoue pas, ne semblent pas perdus sur le plateau. Ils existent dans une histoire qui suit une drôle de ligne de crête. A écouter Deutsch et Lavaudant, on croirait que la rue Gay-Lussac et la rue de Charonne ont mené le même combat, sans issue d'ailleurs. Pour eux, le monde ressemble à une tabula rasa depuis longtemps. Comme si plus rien ne l'agitait depuis 1981. Nulle idéoloeie, nul combat, nul espoir, « Visiteurs du siècle, à Eurodisney », dit

leur narrateur. Pour qui sonne ce glas ? Pour eux peut-être, qui avivent la nostalgie à force de la récuser. Pourtant, il v a quelques moments forts dans leur spectacle. Georges Lavaudant sait inventer du théâtre en éclairant un plateau nu avec un projecteur. Il sait émouvoir. Il y arrive quand le texte atteint au meilleur; les monologues du narrateur. Alors sourd d'Histoires de France une violence nécessaire - de celles qui invitent à ne pas lächer, même dans un champ de ruines.

Brigitte Salino

#### SORTIR

Moi, Khaled Kelkal Khaled Kelkal, principal suspect de la vague d'attentats de l'été 1995, abattu le 29 septembre à Vaugneray, était âgé de vingt-deux ans quand il a rencontré Dietmar Loch, le 3 octobre 1992. Ce sociologue allemand, installé à Vaux-en-Velin réalisa une trentaine d'entretiens avec des jennes Français d'origine maghrébine. Khaled Kelkal figurait parmi eux. David Psalmon met en scène et interprète avec François Durègne les rêves et les désillusions d'un homme dont la parole résonne comme une tragédie contemporaine. Ce

spectacle a été créé en Avignon en Théâtre de l'Opprimé, 78, rue du Charolais, Paris-12. Mº Gare-de-Lyon, 20 h 30, du mardi au samedi ; 18 heures. dimanche. Relâche lundi. TêL 01-43-40-44-44. 60 F à 80 F. Jusqu'au 9 novembre.

Deux débats avec Edward Bond Le Théâtre national de la Colline à Paris organise deux débats-rencontres avec le dramaturge britannique Edward Bond, à l'occasion de la

présentation de sa pièce Dans la

compagnie des hommes, jusqu'au

16 novembre. Le 18, de 9 h 30 à 17 h 30, le thème proposé par le groupe de recherches sur les arts anglophones contemporains est « Bond, théâtre et politique ». Le 21 octobre à 22 h 30, à l'issue de la représentation, le dramaturge s'entretiendra avec le public an cours d'un débat animé par Guy Samama.

Théâtre national de la Colline. 15, rue Malte-Brun, Paris-20. Mº Gambetta, Tel.: 01-44-62-52-52. Entrée libre.

ou la chanson balafrée » Ce récital « Fréhel » bénéficie d'idées simples et directes sur une mise en scène de Danièle Delaire. Au centre de la scène, Chantal Michaud donne du cœur à un répertoire oui oscille entre chansons connues (Du eris, Où sont tous mes amants...) et petites raretés (Sous le Pont noir...), avec le

soutien sensible de l'accordéoniste Jean-Pierre Aigeldinger. Vu dans le quartier de Montmartre, ce spectacle commence à voyager.

Salle Georges-Brassens, place de la Mairie, Villiers-sur-Marne. 20 h 30, le 18. RER Val-de-Fontenay+ train Villiers-sur-Marne. Tél. : 01-49-30-29-90. SO F.



# Richard Strauss en fête au Metropolitan Opera de New

ARIANE A NAXOS, de Richard Strauss. Deborah Volgt (Ariane), Susanne Mentzer (Je Compositeur), Nathalie Dessay (Zerbinette), Thomas Moser (Bacchus), Mark Oswald (Arleonin), Heinz Zednik (le Maître à danser), Wolfgang Brendei (le Maître de musique), production de Elijah Mosbinsky. METROPO-LITAN OPERA, New York. Prochaine représentation: le 19 octobre. Tel.: (00-1)-212-362-

## NEW YORK

de notre envoyé spécial Comme souvent au Metropolitan Opera de New York, on oublie la mise en scène, correcte, les décors, ni laids ni beaux - efficaces. La musique est reine. La distribution est luxueuse. Seul Thomas Moser accuse une certaine fatigue. Son intervention dans le rôle de Bacchus, à la toute fin d'Ariane à Naxos, de Richard Strauss, est pourtant généreuse d'émotion et de voix, et Dieu sait s'il en faut pour « passer » un petit orchestre d'une trentaine de musiciens, truffé de vents, qui oppose un mur de son au tapis confortable qu'est

0.00

.

the OK MITTER

. AMNIM

425 (明]

souvent un orchestre symphonique blen conduit en fosse. On a plaisir à réentendre Deborah Voigt dans une forme éblouissante, Ariane somptueuse et royale (et à l'occasion pleine d'un humour impassible) dans un rôle vocalement exigeant. Sa voix conjugue les qualités de largeur et de projection. Elle emplit la salle mais sait se mêler chaleureusement an discours raffiné de l'orchestre (excellents mitsiciens du Met), qu'on souhaiterait dirigé avec davantage de lyrisme par James Levine, certes présent et heureux d'être là; mais jamais élé-

L'ouverture de l'opéra est mérité un traitement pius enveloi rique. On ne sait si le vibrato serré de Susanne Mentzer serait seyant au disque et à tonte écoute rapprochée, mais le métal de sa voix lui assure une remarquable émission. Elle est magnifique dans le rôle du Compositeur qu'elle incarne dramatiquement à la perfection. Arlequin franc, très timbré et fin musicien de Mark Oswald, Maître à danser coumant à souhait de Heinz Zednik, génial ténor bouffe habitué de Bayreuth. Zerbinette, enfin. Nathalie Dessay, après un petit rôle stranssien en 1994, fait ses

grands débuts sur la scène new-yorkaise. Et les débuts sont fracassants. Tonnerre d'applaudissements à la fin de son grand air, triomphe aux saluts, presse unanime. La jeune colorature française, qui est une jeune femme intelligente, posée mais vive, demandeuse de travail scénique, a réfléchi au rôle, l'a modelé dans les moindres détails et l'a composé scéniquement, en l'absence d'un vrai directeur d'acteur, puisque le Met reprenait une production aucienne simplement remontée par un assistant.

On est médusé par l'adresse avec laquelle elle exécute les figures virtuosissimes de ce rôle tout en offrant un jeu de scène assez viment, musicalement (ici, James Levine fait mouche et la cadre au cordeau), diffusant cette poésie que l'exactitude fait naître parfois. Mais il y a autre chose: par les soins de Nathalie Dessay, cette Zerbinette échappe au stéréotype de la soubrette écervelée et semble avoir tout compris de la comédie du monde. Alors le personnage devient vertigineux, non de hanteur, mais de profondeur.

projet, c'est Lulu, d'Alban Berg.

J'ai trois ans pour le préparer.

L'opéra baroque m'attire, le

concert, le lied et la mélodie me

passionnent, comme Hans Pfitzner

que je charrterai lors de mon réci-

tal à Paris, le 15 décembre, à la

& France Inter

Comédie des Champs-Elysées.

# GUIDE

# FILMS NOUVEAUX

de Youssef Chahine (France-Egypte, meida, Safia el-Emary. Familles, je vous heis de Bruno Bontzolakis (France, 1 h 18),

avec Caroline Trousseland, Yvan Kolnik, George de la jungle de Sam Weisman (Etats-Unis, 1 h 32),

avec Brendan Fraser, Leslie Mann, Thomas Haden Church.

Le Pari de Didier Bourdon et Bernard Campan (France, 1 h 40), avec Didier Bourdon,

Bernard Campan, Sabelle Ferron. Rien ne va plus de Claude Chabrol (France, 1 h 45), avec sabelle Huppert, Michel Serrault, Fran-

de James Ivory (Etats-Unis, 1 h 43), avec Teresa Wright, Lou Jacobi, Christopher

TROUVER SON FILM Tous les films Paris et régions sur le Mini-

#### tel, 3615-LEMONDE ou tel.: 08-36-68-03-Propos recueillis par 78 (2,23 F/min). Renaud Machart

ENTREES IMMEDIATES

Le Klosque Théâtre : les places du jour vendues à moltié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche. György Sebök (plano) Bach: Fantaisie chromatique et fugue

BWV 903. Recthoven: Sonate pour pia-no op. 57 « Appassionata ». Liszt: La Vallée d'Obermann. Bartok : Suite de

danses. Théâtre de la VIIIe, 2, place du Châtelet, Paris 4. Mª Châtelet. 18 heures, le 17. TEL: 01-42-74-22-77. 95 F. Chœur et orchestre de Paris Berlioz : La Marseillaise. Dutilleux : Méta-

boles. Drouet: Mi-clos, création. Ravel: Concerto pour la main gauche, Boléro. Offenbach-Rosenthal: La Galté pari-sienne, ouverture. Rossini: Le Rendezvous de chasse. Roberto Alagna (térior), André Cazalet (cor), Jean-Pierre Drouet (percussions), Leon Fleisher (piano), Semyon Bychkov (direction). Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8°, Mº Ternes, 20 heures, le 17. Tel.: 01-45-61-65-89, Location Frac, Virgin, 80 F à 290 F. Gidon Kremer (violon)

Valéry Afanassiev (piano) Schubert : Rondo brillant, Fantaisie pour violon et plano D 934. Piazzolla : Etudes nour violon seul. Schubert : Klavierstücke O 946. Desjatnikov: Wie der alte Leier-

mann. Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris 1\*. Mª Châtelet, 20 heures, le 17. Tél. : 01-40-28-28-40. 70 F à 200 F. Valdimir Spivakov (violon) Kun Woo Paik (piano)

Brahms: Sonate pour violon et piano op. 108. Strauss : Sonate pour violon et piano

op. 18. Part : Miroir dans un miroir. Schu-

bert : Fantaisie pour violon et piano. Théâtre des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, Paris B., Mr Alma-Marceau 20 h 30, le 17. Tel.: 01-49-52-50-50, 40 F à

**Mathilde Monnier** La chorégraphe reprend sa version d'Antigone, créée en 1993 au Quartz de Brest. Elle a réuni lei des interprètes d'horizons et de sensibilités différents, afin de confronter leurs réactions face à la vieille

légende grecque. Saint-Denis (93). Théâtre Gérard-Phillipe, 59, boulevard Jules-Guesde. Mª Saint-Denis-Basilique. 20 h 30, les 17 et 18, 16 heures, le 19. Tél.: 01-48-13-70-00 Dany Brillant

Les paroles consternantes de ses chansons ne sauraient faire oublier que cet homme-là a le rythme de la salsa de Cuba dans la peau, un talent certain et un sens de la fête indéniable. Palais des Sports, porte de Versailles, Paris 15. Mª Porte-de-Versailles, 20 h 30, les

17 et 18; 17 heures, le 19. 140 F à 230 F. Lee Perry & Mad Professor Bataclan, 50, boulevard Voltaire, Paris 11°. MP Voltaire. 18 h 30, ie 17. Tél.: 01-47-00-55-22, 132 F.

Aulnay-sous-Bois (93). Espace Jacques-Prévert, 134, rue Anatole-France. RER B. 21 heures, le 17. Tél.: 01-48-68-00-22. 135 Fà 175 F.

Orchestre national de Barbès Malakoff (92). Théâtre 71, place du 11-Novembre. Mº Malakoff-Plateau-de-Vanves. 20 h 30, le 17. Tél.: 01-46-55-43-

# RÉSERVATIONS

Dee Dee Bridgewater Théâtre des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8°. M.º Alma-Marceau. 20 h 30, les 24 et 25 octobre. Tel.: 01-49 52-50-50. Location Virgin. 154 F à 319 F. Paco De Lucia Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-

Honoré, Paris 8°. M° Ternes, 20 h 30, le 26 octobre, Tél.: 01-45-61-53-00. Location Virgin. 242 F et 275 F.

## DERNIERS JOURS

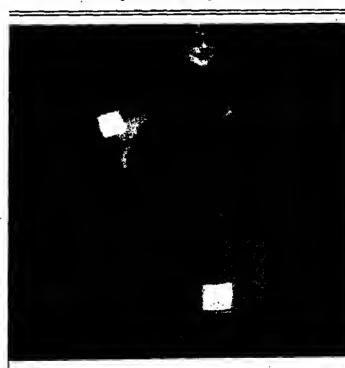
# 26 octobre :

Galerie nationale du Jeu de paume, 1, place de la Concorde, Paris 8º. Mº Concorde. Tel.: 01-47-03-12-50. De 12 heures à 19 heures : samedi et dimanche de 10 heures à 19 heures ; mardi jusqu'à 21 h 30. Fermé lundi. 38 F.

Nathan le Sage de Gotthold Ephraim Lessing, mise en scène de Denis Marleau, avec Sami Frey, Aurélien Recoing, Christine Murillo. Maison des Arts, place Salvador-Allende 94 Crétell. Tél. : 01-45-13-19-19. 55 F &

100 E 19 octobre: La Pluie de feu

de Silvina Ocampo, mise en scène d'Al-fredo Arias, avec Marilù Marini. Maison de la Culture, 1, boulevard Lénine, 93 Bobigny. Tel.: 01-41-60-72-72. 60 F à 140 F.



# LES TBM

**OUVERT** DIMANCHE 19 OCTOBRE

DE-10H À 19H



M°. SÈVRES-BABYLONE

#### TROIS QUESTIONS À NATHALIE DESSAY

Comment se passe le travail d'une soprano française au Metropolitan Opera?

Agréablement et professionnellement: une équipe soudée, des partenaires formidables. Un vrai travail musical avec James Levine. Le Met ast un théâtre d'alternance, ce qui veut dire qu'il y a parfois trois ou quatre jours entre les représentations d'un même spectacle. Mais James Levine a tenu à ce que nous répétions tous pendant ce laps de temps. C'est très rare. On se construit une vie « comme à la maison », même si je n'ai pas passé un moment chez moi depuis de longs mois avec mon mari Laurent Naouri, lui aussi sur les routes... Un seul regret : l'absence des metteurs en scène pour les reprises.

2 Vous êtes sous contrat avec l'Opéra de Vienne alors que vous chantez peu à l'Opéra de

Je suis en troupe à Vienne depuis plusieurs saisons. J'y suis entrée en tant que permanente, ce qui est un excellent moven d'apprendre son métier. Je suis désormais artiste invitée; j'ai une vraie liberté et je suis payée à la représentation. 3 Quel est le devenir d'une so-prano colorature?

l'ai encore envie de chanter quelques-uns des rôles de colorature, comme celui de Zerbinette, bien entendu. il y a, aux côtés de Lakmé, des rôles formidables, dans Hamlet et Mignon, d'Ambroise Thomas. 5i l'on veut aller vers des rôles plus centraux, il faut arrondir la voix, travailler le milieu de la tessiture. Fatalement, on perd une partie de ses aigus. Mon grand



Théâtre National



# KIOSQUE

#### **EN VUE**

■ La police de Saint-Pétersbourg a saisi, jeudi 16 octobre, neuf wagons contenant 530 000 bouteilles de vodka fabriquée dans une distillerle clandestine d'Ossétie du Nord. Ce même jnur, les autorités azerles ont fait rebrousser chemin à un train de douze wagons d'éthanol géorgien interdit à destination de Moscou. En 1993, les Russes huvaient en moyenne 60 grammes d'alcool pur par inur, l'équivalent de six verres de vodka. Leur espérance de vie ne dépasse pas soixante

■ Le gouvernement sud-africain doit remettre en état les hauts lieux de Soweto, symboles de la lutte contre l'apartheid. Le square ou l'ANC a rédigé sa Charte de la liberté, en 1955, sera rénové et le collège Morris-Isaacs, où, en 1976, des élèves avaient été tués par halies pendant une manifestation pacifique, s'enrichira d'un amphithéâtre, de boutiques et d'un parking. Les autorités investiroot aussi dans le réaménagement de la tour Oppenheimer qui permet aux visiteurs blancs d'avoir, de loin, une vue sur la cité noire.

■ A l'instant où ils mettalent en terre leur bébé de six jours, au cimetiére de Nottingham, Lisa Sheppard et Paul Lowe, ont vu accourir, essouflé, le représentant des pompes funébres pour les avertir de tout arrêter : le cercueil était vide, on avait oublié le corps dans la chapelle. « Il nous a bien proposé d'organiser sur-le-chomp de nouvelles funérailles, mois nous n'ovions pas le cœur à recommencer », oot avoué les parents, sous le cboc.

■ Selon le planning familial britannique, les médecins out dû prescrire des quantités de pilules du leodemain, après la mort prématurée de la princesse de Galles. Fiona Cathcart, psychologue spécialiste du deuil à l'université d'Edimbourg, explique que le désir sexuel eovahit surtout les jeunes femmes soudain chagrinées p la vanité de l'existeoce.

■ Jennifer Ringley avait trouvé amusant, à l'époque où elle fréquentait une université de Pennsylvanie, de vivre eo permanence sous l'œil d'une caméra numérique qui retransmettait gratuitement sur Internet les petits faits de sa vie d'étudiante rangée. Elle se montrait en train de relire ses cours, de coudre un bouton ou de culsiner pour son petit amí. Toujours sans malice, elle prit des doucbes et se promena toute nue. Mais le soir ou, à force de naturel, elle fit l'amour avec Geoffrey, le serveur sauta. Depuis, 20 000 internautes se bousculent sur le site lenniCam équipé d'un puissant ordinateur et d'une mémoire vive de 128 mégaoctets. Les connexions sont payantes. www. Boudolr. org

Christian Colombani

# La presse américaine émerveillée par « le miracle de Bilbao »

L'inauguration, samedi 18 octobre à Bilbao, en Espagne, du nouveau Musée Guggenheim donne lieu dans les médias américains à une débauche d'articles et de reportages tous plus enthousiastes les uns que les autres

**NEW YORK** 

de notre correspondante « Museoa» : ce seui mot, sur la façade de l'extraordinaire bâtiment conçu par l'architecte californien Frank Gehry au cœur de Bilbao. symbolise aux yeux du New Yorker « toute lo dimension politique » du nouveau Musée Guggenheim qui doit ouvrir ses portes samedi 18 octobre. Museoa, en basque, et non pas Museo, en espagnol: « Les Basques, explique l'hebdomadaire américain, ont érigé ce musée en plein centre de Bilhoo, lo plus grande ville basque, pour affirmer leur présence devant le monde en-

Le Parthénon, Chartres, les Pyramides, chacun de ces chefsd'œuvre « a constitué à sa manière une prise de position politique : c'est oussi le cas de la dernière-née des grandes œuvres orchitecturales de ce monde », poursuit le New Yorker, qui consacre au nouveau musée de Bilbao, dans son numéro du 13 octohre, son deuxiéme article de fond en quatre mois. Le magazine s'attache cette fois au « remorquoble poradoxe » présenté par ce musée de 100 millions de dollars, entièrement financé par le gouvernement autonome basque; un paradoxe qui veut que « le notionolisme, si souvent une force réductrice, a ici auvert lo voie à un internationalisme éclairé et culturellement progres-

Le New Yorker n'est pas seul à s'émerveiller devant cette réalisation, il est vrai, américaine : de USA Today au New York Times, les médias américains ont consacré ces derniers temps de longs repor-tages, de superbes photos et une avalanche de superlatifs - sans doute inspirés par la forte personnatité du directeur de la Fondation Guggenheim, Tom Krens, qui n'en est pas avare - à la nouvelle œuvre de l'iconoclaste Frank Gehry et à son environnement basque, qu'ils découvrent par la même occasion.

 L'EXTRAVAGANT OPTIMISME » Le critique d'architecture du New York Times, Herbert Muschamp, crie au « mirocle », en légende d'une photo féerique, en couverture du New York Times Mogazine: « Il porait que des miracles orrivent

encore, et celui qui est en train de se

■ Il y a quelques jours, Jacques

Chirac rencontrait dans le cadre du

Conseil de l'Europe à Strasbourg le

président polonais dont le parti

vient de perdre, lui aussi, les élec-

tions législatives. Le président de la

République, orfèvre en matière de

cohabitatioo, a donné quelques

conseils à son interlocuteur.

«D'ahord courtoisie, toujours lo

courtoisie. Et un jour, quand l'occa-

sion se présente, tu frappes l » Le fait

est que Jacques Chirac exprime ses

réserves à chaque projet ou initia-

tive du gouvernement. Ce faisant, îl

signifie que l'opposition en France,

c'est lui, et oon pas une droite divi-

sée, exsangue et sans projet. Mer-

credi, à propos des textes sur l'im-

**DANS LA PRESSE** 

Philippe Alexandre

produire d Bilbao en est un de taille.

énonce-t-il. Dans les milieux de l'architecture, lo question frise l'obsession: "Etes-vous ollé à Bilboo? Avez-vous vu la lumière ? Avez-vous vu le futur?" » Fasciné, Herbert Muschamp voit sur les rives du Nervion, le fleuve opaque de Bilbao. « un jet d'optimisme ortistique

migration et la nationalité, il falsait

savoir qu'il avait des critiques à for-

muler, et qu'il le ferait à une pro-

chaine occasion. Hier, en voyage à

Clermont-Ferrand, au sujet des

3S heures, il déplorait en termes voi-

lés la rupture du dialogue social. Ap-

paremment cette sorte de harcèle-

ment feutré ne réussit pas trop mal

à Jacques Chirac, dont la popularité

retrouve peu à peu un indice conve-

■ En ce qui concerne la cohabita-

tion, il y a changement de ton et de

rythme, pas de fond et de tactique.

Jacques Chirac multiplie les ré-

serves, scande l'action du gouverne-

ment de commentaires critiques. La

cohabitation n'a jamais été une coo-

pération candide. C'est une

Alain Duhame

américain, vibrant, post-industriel, post-tout, dans une enveloppe de titane ». « Si vous voulez voyager Oil cœur de l'art oméricain oujourd'hui, poursuit-il, il va vous falloir un pas-seport. Faites votre baluchon, quittez les Etats-Unis et débrouillez-vous pour trouver Bilbao, une petite ville rquillée dans le coin nord-est de l'Espagne. » Au-delà du bâtiment luimême, « le miracle, c'est l'extravagant optimisme qui penètre ceux qui font ce pelerinage. Les criteres de lo réussite culturelle n'ourgient-ils donc pas été irrémédiablement dissous dans un bain tiède de relativité, de télémarketing et de monipulation de l'opinion publique? Serait-il à nouveou possible d'envisager la beauté

comme une forme de vérité? ». Le quotidien USA Today, lui aussi, évoque « le miracle de Bilbao », un musée né, au départ, « plutôt d'un moriage de raison que d'amour mais qui, à l'usoge, s'est révélé spectaculairement fructueux ». En osant tirer parti du paysage improbable qu'offrait Bilbao, ancien centre de la sidérurgie et de la construction navale, ce nouveau Musée Guggenheira est devenu « oussi fascinant pour l'œil que lo tour Eiffel ou le Musée Guggenheim » en spirale construit par Frank Lloyd Wright à New York, sur la Cinquième Ave-

Sylvie Kauffmann

le fait sans emphase particulière ni théâtralisation.

confrontation différée. Jacques

Chirac fait exactement ce qu'en son termos faisait François Mitterrand. Il

Pierre Le Marc ■ Sur l'échelle des séismes qui affectent périodiquement la cohabitation, le demier épisode est à classer dans la catégorie des tremblements très modestes. Le « big one », la grande secousse, si elle se produit, n'est pas encore pour demain. Ce qui frappe en effet, c'est la prudence de la critique présidentielle à l'égard. de la réforme des 35 heures lancée par le premier ministre ou même des textes concernant l'immigration. Rien à voir avec la dramatisation choisie par Charles Pasqua hier soit. Même constat en ce qui concerne

les 3S heures. Alors que l'opposition y voit un mauvais coup contre les entreprises et l'emploi, le chet de PEtat a évité hier de condamner formellement la décision.

FRANCE-INTER

■ La « salution africoine pour les problèmes niricains » était un principe politique qui paraissait raisonnable face au caractère ingouvernable des diverses crises qui se sont abattues sur ce continent. Néanmoins, les interventions d'importants pays africains dans les affaires intérieures de leurs voisins lui ont rendu sa signification originale. Le dernier épisode a été l'appul ouvertement apporté par l'Angola, avec des avions, des chars de combat et des soldats, à l'ancien dictateur Sassou Nguesso pour son retour au pouvoir au Congo-Brazzaville.

# www.afghan-government.com

A Washington, I'« ambassade » d'Afghanistan n'est que virtuelle

WASHINGTON de notre correspondont

e Puisse venir le jour où le peuple d'Afghonistan ne connoîtra plus lo guerre. Inch'Allah. » Cette prière apparaît vite lorsque l'on consulte les pages du site Web de l'ambassade virtuelle d'Afghanistan de Washington. C'est en août que les autorités américaines ont décidé de fermer les locaux diplomatiques de Wyoming Avenue, après que les talibans eurent décidé de remplacer Yar Mobabbat, le chargé d'affaires nommé par le gouvernement du président Rabbani, par un certain Seraj Jamal.

Accepter cette nouvelle acccréditation eut été prendre parti entre frères ennemis, ce que le département d'Etat n'a pas vouiu faire. Désormais privé de bureau, Yar Mohabbat s'est offert un site virtuel. L'« ambassade » en ligne de l'Etat islamique d'Afghanistan a été officiellement ouverte mardi 14 octobre. Il est demandé au visiteur un peu d'indulgence pour un site encore « en construction ». Si certains communiqués sont dis-



ponibles (les condoléances pour la princesse Diana), d'autres rubriques restent silencieuses, celles des visas notamment. Mais la chronologie de l'histoire afghane, « totalement refaite et améliorée » ne manquera pas d'intéresser les

Pour peu que l'on prenne le temps de surfer, on tombe sur la « vérité o propos des tolibons ». Sont-ils « les guerriers de Dieu ou lo mílice du dioble »? La réponse est donnée en remontant « Les talibans et la filière de l'opium » ou en prenant connaissance des

« Preuves que le Pakistan est der-tière les talibans ». Mais c'est surtout la page

consacrée à la « situotion désesperée de la femme ofghone » qui ouvre les yeux sur les exactions des miliciens islamiques. Les brutalités, vexations et interdictions dont sont victimes les « 40 000 veuves de Kaboul » soot passées en revue, avec ce rappel: «L'oppression octuelle des femmes en Afghonistan est due à lo politique et o l'ignorance, pas ò l'is-

Yar Mobabbat et ses amis ont voulu égayer un peu la triste réalité dn « poys le plus amicol du monde », avec des rubriques moins austères : l'internaute trouvera sur le site une mine d'informations sportives (tout sur le bouzkachi), culturelles, linguistiones, culinaires, musicales et photographiques, tout en obtenant des reoseignements sur le temps qu'il fait à Kaboui, Kandahar et Jajalabad.

portent des masques à gaz quand

ils font du surf sur les plages de la

Manche? C'est aussi par nécessité

bygiénique. Cela leur permet de

harboter sans risque majeur au

Laurent Zecchini

#### SUR LA TOILE

FRANCE: LOI DE FINANCES

■ Le dossier relatif au projet de lol de finances pour 1998 est consultable sur le site web du ministère des finances. On peut également télécharger un ensemble de documeots, notamment des dossiers de presse, divers rapports et études, ainsi que des formulaires de marchés publics. Les questions envoyées sur la boîte aux lettres électronique du site recevront des réponses par voie postale. www.finonces.gouv.fr/index.html

CANADA: LE NÉGATIONNISME EN PROCÈS

■ La commission canadienne des droits de la personoe a entamé une série d'audiences pour étudier le cas d'Ernst Zundel, citoyen canadien possédant aux Etats-Unis un site web où il affiche des textes négationnistes. Si, à l'issue de ses travaux, la commission conclut que M. Zundel est coupable de diffusion d'un discours de baine contre la communauté juive, elle recommandera au gouvernement canadien l'ouverture d'une procédure judiciaire. Les avocats de M. Zundel rappellent que le site est hébergé sur un serveur situé en Californie, hors de la juridiction des autorités canadiennes.

# Abonnez-vous au

Oui, je souhaite m'abonner eu Monde pour la durée auivante: □ 3 MOIS-536F □ 6 MOIS-1038F □ 1 AN-1890F au lieu de 585 F' au lieu de 1170F° Prix de vente au numéro - Mant en France métropotitaine uniquement) je joins mon réglement soit : \_\_ ☐ par chèque bancaire nu postal à l'ordre du Monde par carte bancaire N° LLLL LLLL LLLL d'economie Dete de validité LLLL Signature: sort Code postal: LILLI de lecture .Pays: GRATUITE USA-CANADA 1 AN 2088 F 1.560F 6 mols | 1123 F PROFITEZ DES 790 F 572F ANCIENS TARIFS O'ABONNEMENT AVANT abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le paiement par prélève-ment automatiqua mensuel, las tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers. LEUR AUGMENTATION! nez au 01-42-17-32-90 de 2.h 30 à 12 heures du kundi au vendredi

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à: IONDE, service Abonnements -24, avenue du Général-Leclerc 60646 Chantilly Cedex

# Quand la chasse est tirée par Alain Rollat

SAVEZ-VOUS pourquoi les trottoirs de la Rome antique étaient surélevés de quarante-cinq centimètres? C'était par souci d'hygiéne. Cela évitait aux Romains, qui portaient des sandalettes, de patauger dans les inconvénients issus de leurs latrines. Les caniveaux en étaient si encombrés qu'il fallait emprunter des gués pour traverser les rues à pied sec. C'est d'ailleurs parce que leur capitale empestait que les Romains firent de leurs lieux d'aisance des carrefours de civilisation. Leurs toilettes publiques étaient d'agréables petits coins de rencontre. Ou y faisait la causette sur le marbre des bancs ; on y brûlait des parfums au bord des fontaines; on y honorait Crepitus, le dieu des commodités; il y avait même le chauffage central. La défécation était alors un savoir-vivre. Elle n'est même plus un savoir-

faire. Savez-vous pourquol, deux

milieu des protège-slips et des préservatifs usagés qui se mèlent aux excréments divers roulés par les vagues depuis les égouts de Londres. Car, en Angleterre, tous les chemins de la polintion remontent la Tamise. Il a fallu un naufrage et 623 morts... par asphysie, en 1873, pour que les autorités britanniques prennent conscience que leur fleuve national n'était plus qu'une fosse septique à ciel ouvert. D'où la mesure drastique prise en 1887 : la séparation des liquides et des solides, ces derniers étant transportés jusqu'à la mer par des péniches spéciales poétiquement baptisées « sau-

Il n'est donc pas étonnant, direz-vous, que ce soit un Anglais mille ans plus tard, les Anglais qui ait inventé le water-closet. En

effet. Le premier seau hygiénique autovidangeur a été testé par la Cnuronne royale dès 1660. Mais savez-vous qu'il a fallu attendre 1775, et la trouvaille du siphon par un génial borloger, pour que la face postérieure de l'humanité soit enfin comblée d'aise grâce à l'invention de la chasse moderne, celle qui empêche la remontée de l'odeur eo évacuant le problème des matières en aval? Jusqu'à la Manche I

Cette odorante chronique éducative vous était offerte par La Cinquième, la chaîne qui sait qu'il n'existe pas de sotte connaissance et qui traitait avec humour, jeudi, dans son magazine « Métropole », sous le titre « Parfum de ville », de cette question des déchets d'origine bumaine ô combieo fondamentale. Il s'agissait naturellement d'un documentaire britannique. Ce n'est pas en Prance, bien sûr, qu'on ferait une perie d'un sujet merdique.

FILMS DU JOUR BELL TON Land 1539 Table and Horse

hii (iliza .ame i

75

23:

15.5

ZŽ.

25

7.D

GUIDE TELEVISION

Maria.

1930 157 17-

**NOTRE CHOIX** 

Dark Skies, římpossible vérité

L'invasion d'extraterrestres et les

agissements d'une officine para-

gouvernementale dissimulant leur

existeoce au peuple américain

sont les thèmes récurrents de

◆ Dark Skies », qui s'inspire visi-

blement de «The X-Files», ainsi

que des « Envahisseurs » et de

V », deux séries de science-fiction des années 80 et 70. Selon ses

créateurs, Bryce Zabel et Breot

V. Friedman, ce nouveau feuille-

too se veut une revisitation de

Phistoire des Etats-Unis, des an-

nées 60 à nos jours, vue sous

l'angle du contact extraterrestre et

des manigances du groupe Majes-

tic-12. L'épisode pilote révèle ainsi

que Paviço espion U 2 a été attiré

eo zone soviétique par une soucoupe volante, et que J.F. Kennedy

a été assassiné sur ordre de Majes-

tic. John et Kimberly, un couple de jeunes Américains idéalistes, vont

tenter, au risque de leur vie, de ré-

véler le complot à leurs compa-

Six ans après les Los Angeles La-

kers de « Magic » Johnson, ce sont les Bulls de Chicago, quintuples

champions NBA, qui débarquent

en hérauts de la ligue profession-

nelle américaine au Palais omni-

sports de Paris-Bercy, pour le

8º Open McDonald's. Nouveau pa-

ri pour un Michael Jordan qui

n'entend pas être, avec son

équipe, le premier à connaître les

affres de la défaite face à un club

européen. Le défi est important

pour les Bulls, qui ont repris l'en-

traînement voilà peu. Suffisam-

ment pour que Canal+ pro-

gramme à nouveau, en prime-time

et en direct, ce sport en complète

Basket: Open McDonald's

triotes \_\_ \_ J.-j. S.

21.20 Canal +

● 20.45 Série Club

RADIO-TÉLÉVISION

**VENDREDI 17 OCTOBRE** 

## FILMS DE LA SOIRÉE

le miracle de Bir 18.40 Pièges II II De Robert Sio 110 min). 8.50 Un matin rouge 🗉 De Jean-Jacque 1981, 100 min). '20.30 Suez 🖩 🗷

4 or i -- i e

\*~ ·

140

A Section of the Section

A THE

4.46

79 14 1

may we see

Chipman ....

لأعلاء والصهيبية

4000

23.35 Brubaker # De Stuart Rosenberg (Etats-Unis, 1980, 22.10 Je t'adore mais pourquoi ?

De Pierre Colombier (France, 1931, N., 40 mln). Ciné Ciné II

va., 130 min). Ciné Cinémas 0.10 Doux oisean de jeunesse II II De Richard Brooks (Etats-Unis, 1961, v.o., 120 min). 0.46 The Bit Street III D'Inving Reis (Etats-Unis, 1942, N., v.o., 90 min). Chiế Chiến 0.50 Les Disparus de Satot-Agil **II II**De Christian-Jaque (France, 1938, N.,
25 min).

1.25 Barbe-Noire le pirate II De Raoul Walsh (Etas-Unis, 1952, v.o., 95 min).

#### PROGRAMMES

#### TÉLÉVISION

19.00 Tous en jeu. 19.50 et 20.40 Météo. 20.00 journal. 20.45 Les Enfants de la télé. 23.00 Sans aucun doute. 0.40 et 1.25 TFI mit, Météo. 0.55 Formule foot.

19,20 1 000 enfants vers l'an 2000. 19 75 C'est tomores Phenre. 19.55 Au nom du sport. 20.00 Journal, A cheval, Météo 20.45 Point route. 20.55 Maigret.

Liberty Bar, de Michel Favart.
22.30 Un livre, des livres.
22.40 Bouillon de culture.
Profession: écrivain. 23.45 En fin de compte. 23.50 Journal, Météo. 0.05 Ciné-club.

0.10 Donz ofseau de jeunesse 🗏 🖺 Film de Richard Brooks (v.o.).

#### FRANCE 3

18.50 Un livre, un jour. 18.55 Le 19-20 de l'inform 20.02 et 22.55 Météo. 20.05 Fa si la chantet 20.35 Tout le sport.

20.50 Thalassa L'ambre de la Baltique 21.55 Paut pas rèver. invité: Marc Veyrat. 23.05 Soir 3. 23.20 Les Dossiers de l'Histoire.

Un siècle d'Immigi en France [2/3]. 0.15 Libre court. Dounia. 0.35 Cap'tain Café.

► En clair Jusqu'à 20.30 18.30 et 19.10 Nulle part eilleurs 20.30 Des ours dans la ville. 21.15 Flash infos. 21.20 Basket-ball.

Tournol de Paris-Be avec les Chicago Bu 23.15 Jour de foot. 23.45 Les Vendanges de feu. Film d'Alfonso Arau.

## 1.25 Barbe-Notre le pirate E

19.00 Tracks. 19:30 7 1/2. La Bande à Baader, vingt ans après. Les Etats et la mémoire. 20:00 Brut.

20.25 Contre l'ombli, pour l'espoir. 20.30 8 1/2 Journal. 20.45 L'Ultime Venger Téléfitm de Thoma 22.15 Sans soleil II III Film de Chris Market.

23.55 Poussières de vie. Film de Rachld Bouchareb. 1.20 Le Dessous des cartes. 1.30 Music-Planet, Bruce Sprin

M 6 19.00 FX, effets spéciaux : La Série. 19.50 Volle. 19.54 6 minutes, Météo.

20.00 Mode 6.
20.05 Mister Biz.
20.35 Les Produits stars.
20.45 Le Prophète du mal.
Téléfin O de jud Taylor 22.35 Two. Coincé entre deux ca

23.25 Danger, tour plégée.
Téléfim O de Richard Kletter 1.05 Boulevard des clips.

#### RADIO

FRANCE-CULTURE 20.00 Le Rythme et la Raison. 20.30 Radio archives. Voix d'enfants

21.32 Black and blue. 22.40 Nuits magnétiques 0.05 Du jour an lendemain. 0.48 Les Cinglés du music-hail.

FRANCE-MUSIQUE 20.00 Concert franco-allemand. 30 anniversaire de l'Orchestre de Paris. Œuvres de Berlioz, Dutill Ravel, Drouet, Offenbach, Rossini.

23.07 Jazz-clob. RADIO-CLASSIQUE

#### 20.40 Les Sotrées.

L'univers d'Anton Bruckner. CEuvres de Bruckner, Schubert, Hayde 22.30 Les Soinées... (suite). Symphonie n° 8, de Bruckner.

# **FILMS DU JOUR**

21.20 La Migration des gnous. Planète

21.55 Créateurs de rève. Paris Première

13.25 La Symphonie pastorale III De Jean Delamoy (France, 1946, N., 105 min). Ciné Cinéfil 15.10 The Bad Lord Byron M De David McDonald (GB, 1949, N., vo., 85 min). Ciné Cinési 16.35 Cinquième colonne III 18.25 Suez ■ W -23 D'Alan Dwan (Etats-Unis, 1938, N., v.o., 95 min). Ciné Cinéfil

20.45 Hot Shots M De Jim Abrahams (Etats-Unis, 1991, 85 min). 23.00 → Broken Arrow ■ ■ De John Woo (Etats-Unis, 1996, 104 min). 23,00 Pièges II II De Robert Slo De Robert Slod N., 115 min). 23.00 Le Jenne Marié II II De Berrard Stora (France, 1982, 95 min). Ciné Cire

20.35 Gorilles de montagne.

20.45 L'Aventure humaine:

filmées. (2/2).

Les grandes espérances. 21.50 Louis L Khan à Dacca.

23.00 Le Viel bourne, le désert -

SPORTS EN DIRECT

15.30 Rughy. Coupe latine. France - Italie, à Auch.

VIUSIQUE

et la météorite.

21.30 L'Enfance. [1/7].

21.00 La Légende des grandes voix

22.10 Hollywood et ses oscars.

22.45 Fin de règne au Vatican. Planète

23.30 Music Planet, Peter Gabriel. Arta

23.30 La Migration des guous. Planète

0.25 Remmes, une histoire inédite. (2/6). La soif de savoir. Planète

14.00 Tennis. Tournal féminin de Zurich. Demi-finales. Eurospo

15.05 Cyclisme. Tour de Lombardie. TSR

16.30 Teamis. Yournal feminin de Zurich.

17.00 Tennis. Tournoi messieurs de Lyon. Demi-finales. Eurosport

17.55 Concertos.pour trompette

dirige Rachmaninov.

Tchernonchenko

19.00 Boxe. Combats à Vienne. · Eurosport

d'Albinoni et Hertel. Par l'Ensemble Paul Kuentz. France Supervision

0.55 Train de mit pour Munich M M De Carol Reed (Grande-Bretagne, 1940, N., v.o., 95 min). One Ciném 2,30 Adleux # #

4.40 Waterworld W W De Kevin Reynolds (Etats-Unis, 1995, ♦, 134 min).

#### **NOTRE CHOIX**

deliquescence cathodique.

**■ 23.55 France 3** Grain de philo

#### Une réflexion nécessaire

QU'EST-CE que la nation? A l'heure où la question de la nation et de la nationalité est, une fois de plos, au cœur du débat politique, «Grain de philo » tente d'éclairer les esprits. Alexandre Baloud et Alain Etchegoyen recoivent Myriam Revault d'Allonnes et Yves Lacoste. Chacun y va de sa définition. Mais les questions fondamentales ne sont pas éludées pour autant : en quoi la nation et l'Etat sont-ils des réalités distinctes? Quels sont les ferments d'une nation: Porigine ethnique, la langue, le désir de vivre ensemble? Qu'ont apporté Sieyès

ou Renan à la réflexion ?

Ces interrogations sont, certes, complexes. Néanmoins, chacun s'efforce d'apporter des débuts de réponses avec beaucoup de pédagogie. Des extraits de La Marseillaise, film réalisé par Jean Renoir en 1937, lancent le débat de façon originale et intelligente. Le passage sur la formidable et émouvante victoire sur 1500 mètres de l'Algérienne Hassiba Boulmerka aux championnats du monde d'athlétisme, en 1995, rappelle que la nation est plus qu'un principe abstrait. L'hymne et le drapeau la représentent de façon concrète, et le sport se révèle un puissant cimeot du sentiment d'unité ou d'appartenance nationale. Enfin. un extrait d'interview de la philosophe Hannah Arendt, datant de 1974, évoque la nation - ou plutôt l'absence d'Etat-nation - aux Btats-Unis, où le désir de devenir citoyen américain et le caractère véritablement sacré de la Constitution garantissent la péren-

nité de la nation. En une heure de temps, il est bien entendu impossible d'épuiser le thème de la nation, tecme qui a mis physicurs siècles à éctore et dont l'essence évolue en permanence. Une remarque, cependant, à cette émission ambitieuse : pourquoi ne pas avoir remonté an-delà de la Révolution, c'est-à-dire avant l'apparition du mot? Le concept n'existait-Il pas avant la République? Oo reste un peu sur sa faim, mais la démarche est plus que louable ; et l'on se demande pourquoi une chaîne nationale, justement - confine ce genre de programme, accessible à tous a... 23 h 55! A quand une émission sur ce thème, essentiel à la vie citoyenne, en première partie de soince?

#### **PROGRAMMES TÉLÉVISION**

#### TF1

13.20 Reportages. La voyance. 13.55 MacGyver 14.55 X 2000.

15.50 Savannah. 16.45 California College: Les Jumelles de Sweet Valley. 17.15 Hercule. 19.05 Beverly Hills. 20.00 Journal

Résultat des courses, Météo. 20.45 Rire en toutes lettres. 23.00 Hollywood Night.
A Affaires très privées à Beverly Hills.
0.30 TFI muit, Météo. 0.40 Les Rendez-vous de l'entreprise.

## FRANCE 2

13.45 Savoir plus sauté. Sida 2000. 14.40 Samedi sport. 14.45 Tierce au Auteuil 15.30 Rugby. Coupe latine: France - Italie. 17.20 Cyclisme. Tour de Lombardi 18.50 1 000 enfants vers l'an 2000. 19.50 et 20.40 Tirage du Loio. 19.55 Au nom du sport.

1.10 Histoires naturelles.

20.00 Journal, A Cheval, Météo. 20.50 Faites la fête. 23.20 Du fer dans les épinards Chasse, corrida : même comb 0.55 Journal, Météo. 1.10 La 25° heure. Le pardon.

## FRANCE 3

14.05 Evasion. 14.35 Les Pieds sur l'herbe: 15.10 Destination pêche. 15.40 Couleur pays. 18.12 Expression di on directe 18.20 Questions pour un chan 18.50 et 1.40 Un livre, un jour. 18.55 Le 19-20 de l'inform 20.00 et 23.30 Météo. 20.35 Tout le sport.

23.40 Soir 3.

23.55 Grain de philo. Nation, nationalit Actualité de la phi 0.55 New York District. 1.50 Musique graffiti.

# 13.55 Rugby.

Championnat des province de Nouvelle-Zélande (des 15.30 Football américain. Championnat de la NFL. 16.15 Les Superstars du catch. 17.00 Jædo.
Coupe d'Europe des clubs
(quarts de finales).

► En clair jusqu'à 20.35 18.50 Flash tufos. 19.00 T.V. +. Le procès de Patrick Polvre d'Arvor.

20,05 Les Simpson. 20.30 Le Journal du chiéma 20.35 L'Affaire Angel Harwell. Téléfan de Brian Dennehy. 22.05 Supplément détachable.

Guillaume Serina 22.55 Flash infos.

23.00 ▶ Broken Arrow ■ Film de John Woo. 0.45 Basket-ball. Tournol de Paris-Bercy (finale).

## LA CINQUIEME/ARTE

13.20 Va savoit. 14.00 Fête des bébés 1430 Le Cinéma américain. 15.30 Fenetre sur court. 16.00 90 degrés Sud. 17.00 Les Enquêtes du National Geographic. 17:30 La France aux mille villages.

17.55 Le Journal du temps. 18.00 Mémoires d'un ouragan 19.00 KYTV. 19.30 Histoire parallèle. De Gaulle entre en po

20.20 Le Dessous des cartes. 20.30 8 1/2 Journal 20.45 > 1. Aventure humaine
La Belle Inconnue:
voyagetes de tous temps.
21.45 Mctropolis.
22.40 Wild Palms. [6/6].

23.30 Music Planet. Peter Gabriel. 0.25 Ballade allemande. Téléfilm de Tom Toelle [2/3].

#### M 6 13.20 La Planète des singes.

14.15 Space 2063. 15.10 Surfers détectives. 16.10 Les Têtes Brûlées. 17.00 Les Chang 18.00 Chapeau melon et bottes de cuir. 19.05 Turbo. 19.50 Voile. 19.54 6 minutes, Météo. 20.00 Mode 6. 20.05 Hot forme. 20.35 Cipé 6.

20.45 Aux frontières du réel.
O Plus jamais.
O Régénérations.
22.45 Crash.
Téléfim O de Lamont Johnson.
0.15 La Nuit de la pub.

# RADIO

#### FRANCE-CULTURE 18.35 Questions d'époque

19.25 Projection privée. 20.05 Poésie sur parole. Primo Lévi. 20.35 Si ça vous chante. 20.45 Nouveau répertoire dramatique Derniers fragments du silence, d'Arthur Lefèbrre. 22.07 Sur les dents, de Marcel Schwol

22.35 Opus. Ceorges Aperghis.
0.05 Tard dans la nuit.
Pour ne pos perdre lo raison,
de Christlane Leprévost.

## FRANCE-MUSIQUE

19.07 Preinde. Charlotte Pitt. 19.50 A l'Opéra. 20.00 Opéra. Le Tour d'écrou op. 54, de Britten, par l'Orchestre de l'Opéra royal de Covent Carden, dir. Colin Davis. 23.07 Présentez la facture. Une facture russe.

## RADIO-CLASSIQUE

19.30 Intermezzo. CEuvres de Rossini, Schubert, Bruch, R. Schumann. 20.40 Jean-Sebastien Bach à Weimar.

Ccivres de Bach, Walther, Pisendel, Bonporti, Vivaldi, Telemann. 22.30 Da Capo.

D'Allan Dwan (Etats-Unis, 1938, N., v.o., 100 min). Ciné Ciné(S 21.00 Cry Freedom E De Richard Attent 1987, 155 min).

**GUIDE TÉLÉVISION** 

18.30 et 19.10 Nulle part allleurs. Invités : Richard Anconira ; Jean Todt ; Les Canal

19.00 Les Dossiers de l'Histoire. Les écoutes téléphoniques.

20.00 BTUL. Dans un camp de réfuglés au sud de Kisangani ; Une soirée chez M. et M. Böhrn à Munich ; Benoît Gysembergh, photographe, et la guerre divile au Cambodge ; Une gendarmerie en France. Ai

MAGAZINES

20.00 Temps présent. La guerre des bulles.

20.50 Thalassa. L'ambre de la Bakkque.

22.40 Bouillon de culture.

DOCUMENTAIRES

18.30 Le Monde des animaux

19.45 Louis I. Khan à Dacca.

20.00 Le Musée d'Orsay. [5/6]. Après l'impressionnisme.

20.30 Des ours dans la ville.

21.00 Avoir 20 ans. Au Cap.

20.35 Fin de règne au Vatican.

23.00 Sans aucun doute.

21.00 De l'actualité à l'histoire. Les défiés du prêt à porter ; La Tunisie de Ben All.

21.55 Pant pas rever. Avec Marc Veyrat.

USA : Les peintres de la Porte d'Or. France : Les plomblers du glacier. Italie : femmes des rizières. Fran

23.20 Les Dossiers de l'Histoire. Un siècle d'immigration en France : du pain et de la liberté [2/3]. France 3

La Course dans la vie. La Chrots

France 2

22.15 Sans soleil 🖩 🖼 De Chris Marker (France, 1982, 100 min). Catherine chérie III De Hubert Frank (Alemagne -De Hubert Frank (Allemagr Espagne, 1982, 95 min).

Cinguième colonne M D'Almed Hischcock (Essts-L

21.55 La Fosse aux lions

du Neoronaoro. Disney Channe

23.20 Dancing in the Street, [3/10].

So You Want to Be a Rock'n Roll Stag

SPORTS EN DIRECT

MUSIQUE

20.45 Nults magiques.

21.00 Wynton Marsalis

at the Usher Hall.

22.10 Concerto pour piane

22.55 Birdland 4: J. Josephs

and B. Marsalis.

23.10 Concertos pour trompette

d'Albinoni et Hertel.

21.50 Branford Marsalls: Steep 96.

et orchestre nº 20 et 21,

de Mozart. . France Supervis

22.55 Roussallra. Mise en scène de David Pountney. Paris Première

13.60 et 19.00 Tennis. Tournoi férifinin de Zurich (Suisse): Quarts de finale. Eurosport

20.30 Tennis. Tournol messieurs de Lyon:
Oparts de finale. Eurosport

21.20 Basket-ball. & Yournoi McDonald's:

19.10 Bernard Allison au New Morning

Concert enregistré au Festival interceltique da Lorient. France Supervisi

Chicago Bulls - PSG-Racing. Canal-

22.00 La Chute des Romanov. Histoire 20.30 Erreinte fatale. 20.45 L'Ultime Vengeance. Canal Jimmy De Thomas Jau 0.40 ➤ Un peuple pris en otage.
Tadikistan.
Planèse 20.45 Le Prophète du mal. O De juid Taylor. 23.00 Louis XI.

TÉLÉFILMS

23.25 Danger, tour piégée.

O De Richard Kletter. 23.45 Etalage public. De Jim Frawley.

#### SÉRIES

18.00 Sliders, les mondes parallèles. Un monde sans resso 18.15 Priends. France 2 19.00 FX, effets spéciaux : La Série. M s 20.25 Star Trek · Canal Jimmy 20.30 Au nord du 60° parallèle. De l'autre côté. Derrière le chef. Festiva 20.45 Dark Skies, l'impossible vérité. Série Club

20.55 Maigret, Liberty Bar. France 2 20.55 Susan 1 TÉVE 27.50 Bottom. Accident (v.o.) Canal Sharey 22.10 Murphy Brown. 22.30 Twin Peaks, Episode nº 2. Série Chib

22.30 Dream On. Un amour de chat (u.o.). Canal Jimmy 22.35 Two. Coincé errire deux causes. M 6 22.55 Seinfeld. Un week-end chez les Hampton (v.o.). Canal Ili

# 0.25 Profit, Healing (v.o.). Canal Jimmy 1.10 Une fille à scandales. Rivalité (v.o.).

# SAMEDI 18 OCTOBRE =

De Robert Siodmak (Allemagne, 1930, N., v.o., 70 min). Ciné Cinéti 2.30 Les Flors-la-loi III De Jenes & Clark (Etat V.c., 85 min).

18.30 Les Deux Frères. De Robert Lewis.

THE

19.00 Louis XI. D'Alexandre Astruc [1/2].

20.30 Bigfra. De Laurent Heynemann.

20.35 L'Affaire Angel Harwell. De Brian Dennehy.

20.55 Nulty socrètes. De Billy Hale [1, 2, 3 et 2/4].

22.45 Crash, O De Lamont Johnson.

22.05 La Mort d'Auguste. De Milan Doc

0.25 Ballade allemande. De Tom Toelle (2/3).

17.25 Mission impossible. L'invasion

18.00 Murphy Brown.

18.05 Extrême urgence

18.40 Alerte à Malibra. Une course contre la peut.

19.00 KYTV. Dieu seyi sait (v.o.).

19.05 Lois et Clark, les nouvelles

20.30 Derrick. Fin d'une illusion.

20.50 Le Refuge. Les Moutons d'Anatole.

21.35 Jake Cutter. La malédiction du passé.

21.00 Profit Capid.

22.40 Wild Palms. [6/6].

22.40 Un cas pour deux.

22.40 inspecteur Morse. Le four du diable.

L'Affaire Jessica.

0.00 Mission impossible.

23.15 Morder One:

ga <del>dalahan</del>-Aggeran <sup>Ag</sup>ar Terri

SÉRIES

20.45 Mécomptes sanglants. De Suri Aristmannia. Ciné Cinémas

23.00 Hollywood Night.

A Affaires très privées à Beverly Hills,
de Fred Gallo.

TF 1

18.00 Chapeau meion et bottes de cuir.

19.05 Beverly Hills, Menace de mort. TFT

19.55 FX, effets spéciaux : La Série. Haute voltige. Série Club

20.45 Aux frontières du réel. O Plus jamais. O Régénérations. M 6

22.00 La Cloche tibétaine. [2/7] Le cœur de la vielle Orine Histoire

22.15 L'Equipée du Pony Express. Le cholera. Disney Channel

22.25 Les Anges de la ville. Serie Club

23.15 Des agents très spéciaux.

Opération luciols. Canal Jimeny

aventures de Superman. Le retour du farceur. Série Club

Canal Jimmy

RILS

Série Club

Série Club

# **GUIDE TÉLÉVISION**

Paris Pres

10 MAGAZINES 12.50 La Vie en plus. Les colporteurs 13.00 De l'actualité à l'histoire. Les défilés du prêt à porter ; La Tunisie de Ben All.

13.45 Savoir plus santé. Sida 2000. Invités: Luc Montagnier, Christine Katlama. 14.00 Au nom de la loi. 17.00 Les Dossiers de l'Histoire. Les écoutes téléphonloues. 17.15 A bout portant. Francis Stanche.

19.00 T.V. +. Le procès de Patrick Polyre d'Arvor, invités: Brund Masure, et congé du 20 heures ; Olivier Chiab pour l'affaire Intervilles. 19.30 Histoire parallèle. 20.00 Paris modes Pret-à-porter 20.55 Le Chib. Youssef Chahine. Ciné Cinéff

21.00 Le Magazine de l'Histoire. Le Temps des livres. Histoire 21.45 Metropolis, Francfort à l'hesre de la littérature. Teresa Saigueiro, la voix du Portugal. Les agents littéraires. Dialogues sur l'art : les années 80 et les années 90.

22.05 Supplément détachable. Canal+ 22.10 Cap tain Café. Le Hip Hop. 27.25 Strip-tease. Grand Prix de Wallonie. Charson de gestes. France 3 23.55 Grain de philo. Nation, nationalité. Invité : Yves Lacoste. France

0.15 La Nuit de la pub. DOCUMENTAIRES

17.50 Chroniques de l'Amazonie sauvage. 18.00 Mémoires d'un ouragan. 18.00 Le Musée d'Orsay. [5/6]. Histoire

18.00 Les Grandes Voix noires américaines. [2/2]. 18.20 La Cathédrale Saint-Julien. 19.15 Hippolyte et Aricie, la naissance d'un opéra. France Supervision 19.30 Femmes, elles font bouger

SIGNIFICATION DES SYMBOLES:

de l'émancipation [1/3]. Planets

le monde.

20.35 Gospel, la voix

dirige Tchaikovski. 20.45 Concert Sarajevo: Schubert, Brahms, Beethoven. France Supervisi 22.00 Les Matures Chanteurs

23.00 Les Francofolies 1997. Taldarinas, Ell Medeiros. France Supervision 23.10 Ben Harper.

Paris Première

LES CODES DU CSA:

Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimé 

TÉLÉFILMS 18.15 Le Cri du corbesta. De Serge Meynard.

O Accord parental southaitable
A Accord parental indispensable
ou intendit aux moins de 12 ans
EP public adulte

0.30 Star Trek : la nouvelle L'émissaire (v.o.). 0.55 New York District. Le loup dans la bergerie. 1.20 Seinfeld. Un week end chez les Hampton (v.o.). Canal flenmy

Samuel out

-

4000 A-30 \*:

# Le Monde

titut oéerlandais NWO a eotrepris une étude auprès des populatious laborieuses, étude dont il ressort nettement une conclusion sans appel: le travail. c'est fatigant. On s'en doutait un peu. Nous voici désormais conforté dans cette intuition majeure.

Selon NWO, 45 % des salariés de plus de 40 ans, qui soot au labeur ce que la ménagère de moins de cinquante ans est à l'Audimat, se disent « à bout ». 10 % avouent même un état inquiétant. Ils se couchent éreintés et se lèvent épuisés. Donc la situatioo est grave. Si même les Nécriandais, gens réputés travail-leurs, durs à la tâche et rudes au mal, jettent ainsi l'éponge, où allons-nous avec nos cadences infernales, oos bieotôt trentecinq heures démentielles qui font que le soleil ne se couchera plus jamais sur l'immensité de oos épuisements ?

Ne plaisantons pas. L'actualité s'en charge. Par exemple, cette Semaine de la publicité. Voilà bien aussi noe mesure utile. Chaque soir, à la télévision, avant tout écran publicitaire, une accorte personne vient faire la pub de la publicité pour dire comme cela est bien, utile, amusant et toutes sortes de bonnes choses. Au cas où ne nous en serions pas apercus. En somme, cette semaine exceptionnelle, s'ajoutant aux cînquante et une autres de l'année, sert un peu de piqure de rappel, de vaccin cootre une fâcheuse tendance à zapper. Sont-Ils dans un si grand souci d'infidélité, les annooceurs et publicltaires, qu'ils doivent ainsi oons rappeler à nos devoirs et menus

Auquel cas des mesures s'imsoo plus jeune âge. De ce point

sérieuse longueur d'avance. En ce pays, où l'on s'y entend pour ce qui est de dégraisser la mammouth, les restrictions budgétaires sont telles que les écoles n'ont plus eu d'autres choix que celui-ci : ou fermer les portes, ou s'ouvrir à la publicité. Ainsi, rapporte un confrère de l'AFP, plusieurs Länder viennent-ils d'autoriser les écoles à vendre des espaces publicitaires dans les cours de récréation et sur les toits des bâtiments. Les conseils d'établissement décideront librement de leurs recettes publicitaires. Etant entendu que seront prohibées les publicités pour l'alcool le tabac et autres substances notoirement toxiques comme la politique ou la religion.

Avant eo mémoire, écrit en belles et grasses lettres bâton, le vieux slogan répressif inscrit sur les murs très républicains de nos cbères écoles : « Défense d'afficher, loi du 29 juillet 1881 », on imagine le choc culturel. Encore que pour le cancre du fond de la classe, et les autres, la perspective puisse être alléchante. Prenons une classe de Basse-Saxe. Et un cours de français qui commencerait par ces simples mots: « Ce cours vous est offert par Mamie Nova. » Que de progrès, elles feraient, ces chères têtes blondes!

Il en est un, en tout cas, qu'il o'est pas nécessaire d'afficher dans les cours de récréation ou les cités. Il y est déjà. Omnicœurs. La France des adultes l'ignore. Mais c'est bien une visite d'Etat qu'effectue auprès de la Jeunesse Michael Jordan, le basketteur. Ils savent tout de lui. De sa fortune, de son talent, de son génie, de sa pointure, de ses scores, de sa vie. Ils savent tout.

# Espagne : 23 ans de prison vont être requis contre un ancien ministre de l'intérieur

Le premier procès de la lutte antiterroriste devrait s'ouvrir au début de 1998

Correspondance La justice espagnole, qui enquête depuis deux ans sur le dossier des GAL (Groupes antiterroristes de libération), sorte d'escadrons de la mort anti-ETA, responsables d'an moins vingt-deux assassinats dans les années 80 perpétrés en France dans la moinvance des indépendantistes hasques, est décidée à mettre sur le banc des accusés tous les responsables - sans exception - de la lutte antiterroriste des années de « guerre sale ». Le premier procès. qui se tiendra au Tribunal suprême et devrait s'ouvrir au début de l'année prochaine, porte sur l'affaire Segundo Marey, un entrepreneur français séquestré par erreur par les GAL en 1983. Le parquet va requérir 23 années de prison contre les deux principaux accusés: l'ancien ministre de l'intérieur socialiste José Barrioouevo et l'ancien secrétaire d'État à la sécurité Rafael Vera, soupçonnés d'avoir organisé l'enlèvement de Segundo Marey.

Tous deux sont poursuivis pour détention illégale, appartenance à une organisation armée et détournement de fonds publics. M. Bar-

rionuevo, ministre de Felipe Gonzalez de 1982 à 1988, a déclaré jeudi 16 octobre, en apprenant la peine qu'allait requérir contre lui le parquet: « Je suis innocent et j'ai très envie que cette histoire se termine. »

Aux côtés de José Barriomievo et de Rafael Vera, comparaîtroot d'autres responsables de la lutte antiterroriste, dont l'ancien directeur général de la sécurité mais aussi un ancien dirigeant socialiste au Pays basque, Ricardo Garcia Damborenea, pour lesquels le parquet va réclamer des peines de 8 à 22 ans de prison. Damborenea, qui a quitté le Parti socialiste, a accusé l'ancien chef du gouvernement espagnol, Felipe Gonzalez, d'avoir été l'architecte de la guerre sale menée contre l'ETA entre 1983 et 1987.

Le procureur du Tribunal suprême, José Maria Luzon, demandera que les accusés versent 36 millions de pesetas - 1,5 million de francs - d'indemnisation à Segundo Marey. Le 4 décembre 1983, les GAL signaient leur première actioo en enlevant à Hendaye cet entrepreneur français d'origine espagnole qu'ils avaient confondu avec un dirigeant de l'ETA. Les GAL, qui

ailaient semer la terreur dans la réginn de Hendaye et de Bayonne, s'étaient trompés de cibie. Marey fut séquestré durant dix jours au Pays basque espagnol et cet homme d'une soixantaine d'années, que le juge espagnol Baltazar Garzon a interrogé lors d'une commission rogatoire, est resté profondément marqué par sa détention.

Il a fallu attendre onze ans pour que la fustice espagnole enquête sur cet enlèvement. En décembre 1994, deux anciens policiers, José Amedo et Miguel Dominguez, condamnés en 1991 à 108 années de prison pour six tentatives d'assassinat des GAL, font des révélations. Remis en liberté en juillet 1994, les deux hommes, autrefois en service au Pays basque espagnol, décidèrent de tout racooter au juge Baltazar Garzon. Leurs révélations s'étalèrent dans la presse. Accusant le gouvemement de Felipe Gonzalez, ils affirmaient n'avoir fait qu'obéir à leurs supérieurs.

Cinq instructions sont aujourd'hui en cours sur des affaires liées aux GAL Le 29 septembre dernier, le tribunal suprême a décidé de clore celle du dossier Marey. An total, douze personnes voot comparaître dans le box des accusés. L'ancien chef du gouvernement Felipe Gonzalez, l'ex-viceprésident Narcis Serra et le dirigeant socialiste basque José Maria Benegas ont été blanchis de toute accusation par le juge du Tribunal suprême, Eduardo Moner, qui a instruit le dossier. L'affaire des GAL, qui a provoqué les élections anticipées de mars 1996, n'en reste pas moins le dossier le plus explosif de la jeune démocratie espagnole.

# **Blocage** des centres miniers de Nouvelle-Calédonie

A L'APPEL du Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS), plusieurs centres miniers de Nouvelle-Calédonie sont bloqués depuis le début de la semaine. Ce mot d'ordre pour une « mobilisation contre les intérêts du groupe métallurgique Eramet », rendu public hındi 13 octobre, est lié à la visite sur le territoire du PDG d'Eramet, Yves Rambaud, accusé par les indépendantistes de vouloir conserver le monopole du traitement du nickel. Venu présider une réunioo du comité d'entreprise de sa filiale SLN - laquelle a dû être annulée, vendredi 17 octobre, en raison d'une manifestatioo de militants du FLNKS-M. Rambaud est aussi soupçonné de se dérober à une réunion prévue à Paris avec le médiateur nommé par le gouvernement, Philippe Essig (Le Monde du 24 sep-

Cette situation inquiète le principal syndicat de la métallurgie, l'Union des syndicats ouvriers et employés de Nouvelle-Calédonie (USOENC), proche de la CFDT, qui redoute que le personnel de la SLN soit pécalisé. Favorable. comme le FLNKS, à la construction d'une usine de traitement du nickel dans la province du Nord, l'USOENC craint aussi que des affrontemeots se produisent entre les salariés du nickel et les piquets de grève. Soo secrétaire géoéral, Gaston Hmeun a écrit, le 13 octobre, au premier ministre pour ini demander « d'orrêter rapidement une décision permettant [l'] occès d lo ressource préaloble à la mise en chantier » de l'usine du nord, afin de « préserver la paix civile ».

Jean-Louis Saux

班 : 2

===

1<del>4</del> - 74 - - -

Plus Training

Longre

.

1.

 $(\mathbb{R}^{k_1} \times \mathbb{A}^{k_2})^{\times k_2}$ 

Mar

la monnais :

ZC1.27.\*\*\*

#### poseot. Et ootamment celle de Dites leur simplement 23, soo numéro de maillot. Ils répondent sauter sur le coosommateur dès « Air Jordan » et volent déjà vers de vue, l'Allemagne aura pris une le rève.

LES TESTS GÉNÉTIQUES pratiqués du vendredi 10 au dimanche 12 octobre sur les hommes âgés de quinze à trente-cinq ans babitant la commune de Pleine-Fougères (Ille-ct-Vilaine) pour tenter d'identifier le meurtrier de la collégienne anglaise Caroline Dickinson, violée et assassi née le 18 juillet 1996, se sont tous révélés négatifs. Cent soixante-oeuf hommes sur cent soixante-dix s'étaient prêtés à cette opération de pré-Révements de salive. Uoe nouvelle série de tests décidée par le conseiller rennais Renaud Van Ruymbeke aura iieu ie 21 et ie 22 novembre sur trois cents bommes de Pleine-Fougères àgés de trente-cinq à soixante ans. Parallèlement, un dépistage génétique systématique, par prélèvements sanguins, est organisé auprès des personnes soupçonnées ou condamnées pour viol, agressions sexuelles, exhibitionnisme, pédophilie ou comportements incestueux, dans le nord de la Bretagne et dans la Manche.

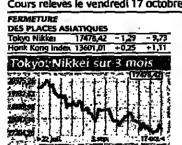
Affaire Dickinson : les tests pratiqués

à Pleine-Fougères sont négatifs

CORSE: Un commando de trois hommes cagoulés et armés a fait irruption, mardi 14 octobre dans la soirée, dans les locaux de la direction départementale des services vétérinaires de la Haute-Corse. Les agresseurs ont isolé Jacques Barrière, directeur départemental et lui ont intimé l'ordre de quitter la Corse avec sa famille dans les plus brefs délais, « faute de quoi nous n'hesiterons pas à vous eliminer », ont menacé les agresseurs avant de quitter les lieux sans être inquiétés. Les faits n'ont été connus que jeudi 16 octobre. Les enquêteurs de la police judiciaire semblent favoriser la piste d'éleveurs mécontents des consignes d'abattage prises par la direction des services vétérinaires contre des bovins quirdivaguent

le long des routes, causant des accidents. (Corresp.) ■ LIVRE : ouverte mercredi 15 octobre, la 49º Foire internationale du livre de Francfort a été le cadre d'une initiative prise par Gerhard Kurtze, président de l'Association des éditeurs et des libraires allemands. Celui-ci entendait tirer parti de l'inauguration de la foire par le président de la Commission européenne, Jacques Santer, pour le sommer d'agir en faveur d'une législation internationale sur le prix unique du livre, sur le mo-dèle français. Offensive qui a paru particulièrement pertinente pour les professionnels espagnols qui, déstabilisés par le projet de leur ministre de la culture, Esperanza Aguirre, d'abolir le décret-loi sur le prix fixe des livres scolaires, ont boycotté les cérémonies officielles de leur foire du livre (« Liber ») qui se tenait à Madrid la semaine dernière. Dimanche 19 octobre, l'Association des éditeurs et libraires allemands devait se consacrer à une de ses taches traditionnelles : la remise dn Prix de la paix, dont le lauréat sera cette année l'écrivain turc Yachar Kemal

BOURSE TOUTE LA SOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE Cours releves le vendredi 17 octobre, à 10 h 15 (Paris)





Tirage du Monde daté vendredi 17 octobre : 530 699 exemplaires

le sida sont autorisés en Californie POUR la première fois aux Etats-Rouchner secrétaire d'Etat à la san-Unis, un centre de recherche sur le té, a fait savoir aux responsables sida a lancé une étude sur l'efficacides centres spécialisés dans le traitement des malades du sida qu'ils té d'un traitement « du lendemaio », meoé immédiatement étalent autorisés à délivrer de tels après une possible infection et traitements prophylactiques. avant même que le virus soit détectable dans l'organisme. Le centre Jean-Yves Nau (Intérim.) de recherche sur le sida de l'Université de Californie à San Francis-

Les traitements « du lendemain » contre

co offre dorénavant à toute personne pensant avoir été exposée, par voie sexuelle nota risque d'infectioo par le VIH dans les trois jours précédents de bénéficler d'une thérapie médicamenteuse antirétrovirale. Ce traitement grattit sera d'une durée de quatre semaines et sera dispomble dans deux établissements bospitaliers, le San Francisco General Hospital et la San Francisco City Clinic. Seules

seront acceptées les personnes qui

ne seront pas diagnostiquées séro-

positives à leur arrivée au centre. Cette étude correspood à une première phase, dite de faisabilité, précédant une future étape de développement. Les effets secondaires et les modifications de comportement preventives - qu'il s'agisse de rapports sexuels ou de consommation de drogues - seront également étudiés. « Nous ne savons pas si la communauté répondra par de plus amples précautions ou nu contraire relachera ses efforts », a déclaré à ce propos Margaret Chesnay, codirectrice de l'étude Prévention après exposition. Les seules données médicales et scientifiques disponibles en matière de traitement « dn lendemain » de l'infection par le VIH concernent les professionnels de santé qui se sont blessés en soignant des personnes infectées. Ces traitements prophylactiques sont anjourd'hui bien codifiés. C'est sur la base de cette approche que se pose aujourd'hui la question de la prévention par voie médicamenteuse chez des personnes dont on peut peoser qu'elles viennent, potentiellement, de s'infecter, mais cette fois par voie sexuelle ou par l'intermédiaire de seringues contenant de la

il y a quelques mois l'association Act Up Paris avait dénoncé la situation qui prévaut dans ce domaine en France et qui voit notamment des médecins bospitalo-universitaires délivrer, confidentiellement, de tels traitements à ceux qui s'adressent à eux alors que d'autres, respectant les textes en vigueur, s'y refusent (le Monde du 26 juin). « Il faut savoir qu'il n'existe pas de consensus chez les experts pour ce qui est des traitements après exposition potentielle ou VIH en dehors des expositions professionnelles », nous avait déclaré Jean-François Girard, alors directeur général de la santé. Depuis, Bernard



En vente dans les boutiques Cartier et chez les distributeurs agréés : Jean Hardy: 13, en Nouvelle Rue - 57000 Metz La Civette: 35, place d'Armes - 59300 Vaienciennes La Maison du Fumeur : 4, rue Blatin - 63000 Clermont-Ferrand Informations au 01 42 18 55 18